







RECUEIL OFFICIEL

DES ACTES

DU CONSISTOIRE SUPÉRIEUR ET DU DIRECTOIRE

DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG

EN FRANCE.



TOME QUATORZIÈME.

AOÛT 1857 — JUIN 1858.



STRASBOURG,

**DE L'IMPRIMERIE DE FRÉDÉRIC-CHARLES HEITZ,
IMPRIMEUR DU DIRECTOIRE.**

1858.



teur F. Th. Horning et le blâme contre MM. les pasteurs Huser, Jæglé, Ménégoz et G. Horning	92
<i>Éméritat des pasteurs</i> : Instruction au sujet de l'époque à partir de laquelle MM. les pasteurs ont droit, pour entretien d'un vicaire, au secours de la société : 22 décembre 1857	124
<i>Enfants trouvés et abandonnés</i> : Avis du Directoire, du 13 avril 1858, relatif à l'arrêté du 13 février 1858, par lequel M. le Préfet du Bas-Rhin institue dans chaque commune un comité de patronage	151
<i>État civil</i> : Avis du Directoire, du 13 avril 1858, qui prie MM. les pasteurs qui seraient encore dépositaires d'anciens actes ou registres, de les remettre aux maires de leurs paroisses respectives, contre récépissés	151
<i>Gymnase</i> : Règlement concernant les traitements des professeurs, arrêté par le Consistoire supérieur dans ses séances du 23 octobre 1855 et du 27 octobre 1856	80
— Règlement sur les pensions de retraite des professeurs, arrêté en séance du Consistoire supérieur du 27 octobre 1856	81
<i>Moissons et vendanges</i> : Texte pour la fête en 1857	82
<i>Péricopes</i> : pour les années 1858, 1859, 1860, 1861, 1862 et 1863	201
<i>Personnel</i> : Aumônier : Arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur, du 10 mai 1858, qui nomme M. Nied, aumônier protestant de la maison centrale de détention à Haguenau	200
— Candidats consacrés au saint ministère : MM. Appel, 2 août 1857	126
— — — — — Bresch, 11 octobre 1857	126
— — — — — Haas, 29 novembre 1857	126
— — — — — Hæmmerlin, Jean-Michel, 11 octobre 1857	126
— — — — — Reichard, Maximilien, 23 août 1857	126
— — — — — Ruf, 13 septembre 1857	126
— — — — — Trenz, 1 ^{er} novembre 1857	126
— Ecclesiastiques exerçant dans l'Église de la Confession d'Augsbourg des fonctions autres que celles de pasteurs en titre	91
— Étudiants autorisés de monter en chaire : MM. Eck, 2 février 1858	126
— — — — — Eissen, 15 décembre 1857	124
— — — — — Reichard, Gustave, 2 février 1858	126
— — — — — Roser, 15 décembre 1857	124
— — — — — Schmutz, 4 mai 1858	200
— — — — — Spach, 15 décembre 1857	124
— — — — — Tubach, 2 février 1858	126

<i>Personnel</i> : Inspecteur ecclésiastique honoraire : Décret du 21 octobre 1857 qui nomme M. Rodolphe Cuvier, ancien Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris, Inspecteur honoraire de la dite Inspection	115
— Pasteurs. Confirmation de nominations : MM. Appel, à Guelma, Province de Constantine, Algérie : 12 octobre 1857	115
— — — — — Haan, à Zutzendorf : 17 novembre 1857	125
— — — — — Kayser, à Stosswehr : 22 mai 1858	200
— — — — — Kienlen, Église de S ^t -Guillaume à Strasbourg : 27 janvier 1858	126
— — — — — Lechten, à Plobsheim : 22 mai 1858	200
— — — — — Rœhrich, à Hangwiller : 1 ^{er} avril 1858	152
— — — — — Robr, à Ballbronn : 19 mai 1858	200
— — — — — Schæffer, à Colmar : 1 ^{er} avril 1858	151
— Pasteur-vicaire : Arrêté du Directoire du 6 avril 1858 qui nomme M. Nied, pasteur-vicaire de l'oratoire de Haguenau	152
— Prédicateur-vicaire : Nomination de M. Herrensneider : 9 février 1858	150
— Présidence de Consistoire : Approbation donnée à la nomination de M. Langé, Président du Consistoire de S ^t -Pierre-le-jeune à Strasbourg, 8 décembre 1857	125
— Rang d'ancienneté de MM. les pasteurs en titre de l'Église de la Confession d'Augsbourg	85
<i>Recueil officiel</i> : Avis préliminaire du XIV ^{me} Volume : 19 août 1857	1
<i>Réformation</i> : Texte pour la fête en 1857	79
— Avis du Directoire, qui rappelle à MM. les pasteurs que le produit de la quête, qui est faite à l'église, le jour de la fête de la Réformation, est affecté à la collecte pour la construction d'édifices religieux	112
<i>Secours du Gouvernement</i> : Le Directoire rappelle l'observation des instructions relatives aux demandes en indemnité pour desserte de cures vacantes : 13 avril 1858	152
<i>Séminaire</i> : Règlement sur les études et la discipline, arrêté en séance du Consistoire supérieur du 23 octobre 1855	75
— Relevé des collectes pour l'internat de S ^t -Guillaume, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1856	115
— État de l'emploi du fonds commun de S ^t -Guillaume pour 1857	121
— Bourses du Gouvernement (Décret portant nomination à des)	128
<i>Subventions de l'État</i> : Glay, pour le presbytère : 1300 fr. : 30 ^e septembre 1857	114
— — Glay, pour l'église : 14000 » 8 juin 1858	202
— — Jébsheim, id. 3000 » 13 octobre 1857	114
— — Nenvillers (Vosges) id. 6000 » 15 mai 1858	201
— — Siewiller, id. 2000 » 11 mai 1858	201

		Page
<i>Vacances de cures :</i>	Ballbronn : 23 mars 1858	129
— —	Bebenheim : 18 juin 1858	202
— —	Colmar : 15 décembre 1857	125
— —	Forstwihr : 30 mars 1858	129
— —	Hangwiller : 9 février 1858	125
— —	Plobsheim : 2 mars 1858	127



RECUEIL OFFICIEL

DES ACTES

DU CONSISTOIRE SUPÉRIEUR ET DU DIRECTOIRE

DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG

EN FRANCE.

AVIS

AUX CONSISTOIRES ET AUX ABONNÉS AU RECUEIL OFFICIEL.

La publication des procès-verbaux de la session de 1856 commence ce XIV^e volume.

MM. les Présidents de Consistoire sont invités à adresser au Directoire, par l'entremise de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques, dans un délai aussi rapproché que possible, la liste des abonnés ainsi que le montant du prix d'abonnement au XIV^e volume.

Strasbourg, le 19 août 1857.

PUBLICATION

DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SESSION DE 1856 DU CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

Acis.

Par dépêche du 18 août 1857, S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a autorisé le Directoire à publier, par extrait, les procès-verbaux de la session du Consistoire supérieur de 1856 et à donner suite aux vœux et décisions de l'assemblée.

Strasbourg, le 19 août 1857.

CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

SESSION DE 1856.

Service divin pour l'ouverture de la session.

Le service annuel d'ouverture, prescrit par le Consistoire supérieur dans sa session du mois d'octobre 1853 (Rec. offic. T. XI, p. 80-), a été célébré le 23 octobre 1856 à l'église de St-Thomas.

M. le pasteur *Büchschütz*, Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de la Petite-Pierre, Président du Consistoire de Fénétrange, a prononcé le sermon.

Il avait pris pour texte, S. Luc, XVII. 20, 21.

Séance d'ouverture.

Le jeudi, 23 octobre 1856, à midi, le Consistoire supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, créé en vertu de l'article 9 du décret du 26 mars 1852, et convoqué, pour la quatrième fois, par décret de S. M. l'Empereur, en date du 25 août 1856, s'est réuni, en présence de M. MIGNERET, Préfet du Bas-Rhin, et sous la présidence de M. BRAUN, Président du Consistoire supérieur et du Directoire, dans la grande salle des cours du Séminaire protestant de Strasbourg.

Étaient présents :

MM. EDEL, Inspecteur ecclésiastique;	
KRATZ, député laïque;	} de l'Inspection du Temple-Neuf.
GESSLER, député laïque;	
CUVIER (Rodolphe), Inspecteur ecclésiastique;	} de l'Inspection de Paris.
BRUCH, Inspecteur ecclésiastique;	
RENOUARD DE BUSSIERRE (le Baron Alfred), député laïque;	} de l'Inspection de St-Thomas.
BOECKEL (Théodore), député laïque;	
KUNLIN, Inspecteur ecclésiastique;	
COULMANN, député laïque;	} de l'Inspection de Bouxwiller.
SCHIELLEIN, député laïque;	
BÜCHSENSCHÜTZ, Inspecteur ecclésiastique;	
DRION, député laïque;	} de l'Inspection de La Petite-Pierre.

MM. VELTEN, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de Wissembourg.
GAUCKLER, député laïque;		
SCHALLER, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de Colmar.
MOLK, député laïque;		
ULRICH, député laïque;	}	de l'Inspection de Montbéliard.
PEUGEOT, député laïque;		
JUNG, délégué du Séminaire.		
RAU, membre du Directoire, nommé par le Gouvernement de Sa Majesté.		
ROHR, Secrétaire général du Consistoire supérieur et du Directoire.		

Absents :

- MM. CUVIER, (Frédéric), député laïque de l'Inspection de Paris.
 JUNCKER, député laïque de l'Inspection de Paris.
 GEIGER, (le Baron de), député laïque de l'Inspection de La Petite-Pierre.
 DIETRICH (le Baron Albert de), député laïque de l'Inspection de Wissembourg.
 MASSON, Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Montbéliard.

La séance est ouverte par une prière prononcée par M. l'Inspecteur ecclésiastique VELTEN.

Le Secrétaire général donne lecture du décret de convocation et de la dépêche de Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, en date du 29 août 1856, qui fixe l'ordre du jour de la présente session. (Voir Rec. offic. T. XIII, p. 155).

M. le PRÉSIDENT communique plusieurs lettres par lesquelles les membres absents s'excusent de ne pas s'être rendus à la convocation du Directoire.

M. JUNCKER a été retenu à Paris par des affaires imprévues. Des arrangements de famille empêcheront M. l'Inspecteur MASSON de siéger avant le 24 octobre, et M. Frédéric CUVIER avant le 25. MM. de DIETRICH et de GEIGER ne pourront, par des raisons de santé, prendre part aux travaux de la session.

Ces membres sont excusés.

M. le PRÉSIDENT donne lecture de son Rapport d'ensemble sur l'administration du Directoire depuis la dernière session.

«Messieurs et chers collègues,

«Nous ne commencerons pas le rapport que nous avons à vous présenter sur notre administration, pour l'intervalle qui s'est écoulé depuis votre dernière session, sans payer un juste tribut de regrets au Ministre que la mort a frappé si subitement au moment où il était allé demander à des eaux bienfaisantes le rétablissement d'une santé ébranlée par de longs et d'importants travaux.

«L'Église de la Confession d'Augsbourg doit reconnaissance à M. Fortoul, d'une sollicitude qui ne s'est jamais démentie. C'est à lui qu'une auguste volonté avait confié le soin d'une nouvelle législation pour les Églises protestantes.

«Une première fois en 1844, une seconde fois en 1848 elles avaient cru toucher au but qu'elles poursuivaient depuis longtemps : celui d'avoir enfin une loi qui complétait celle du 18 Germinal an X. C'est à M. Fortoul que nous devons le décret du 26 mars 1852. Au moment où les dispositions nouvelles en étaient, pour ainsi dire, à peine nées, nous en avons résumé devant vous tous les avantages, toutes les conquêtes, dans notre rapport sur le temps qui avait séparé la dernière session du Consistoire général, alors limité aux quelques membres siégeant en vertu de la loi de l'an X, de la première session du Consistoire supérieur, créé par ce même décret, nombreuse et digne représentation de notre Église, assemblée suprême que je m'honore de présider et devant laquelle je suis heureux d'exposer chaque année les travaux de vos collègues du Directoire, qui se préoccupent surtout de mériter vos suffrages.

«Je n'aurais pas dit assez de M. Fortoul si à nos regrets pour le Ministre je ne mêlais ceux que m'a fait éprouver, tout personnellement, la mort de l'homme bienveillant et affable, qui m'avait fait l'honneur de m'admettre aux relations les plus faciles avec lui.

«Les communications que nous avons eues jusqu'à présent avec son éminent successeur, nous donnent cette douce confiance que c'est avec reconnaissance aussi que le Directoire vous parlera chaque année de ses rapports avec M. Rouland et de la satisfaction que Son Excellence aura donnée aux intérêts de notre Église.

»I. DÉCISIONS, INSTRUCTIONS, VŒUX DES SESSIONS PRÉCÉDENTES.

»1. *Fondations protestantes.* Arrivant à mon rapport annuel, j'en intervertis l'ordre ordinaire pour vous dire tout de suite, Messieurs, qu'après la longue lutte où nous nous sommes trouvés engagés pour défendre nos fondations, et dans laquelle vous nous avez si fortement appuyés, nous espérons avoir vu enfin le terme des attaques dont elles étaient l'objet. Au moment où l'an dernier, nous saluions, comme aujourd'hui, votre retour périodique, et la réunion de cette assemblée où, chaque année, le Directoire vient puiser de nouveaux encouragements et de nouvelles forces, pour ses travaux de l'année qui va suivre, alors, disons-nous, nous en étions encore à savoir comment le Conseil de Préfecture apprécierait la demande du Maire de Strasbourg tendant à obtenir l'autorisation de revendiquer en justice, au nom de la Ville, la propriété de nos fondations. Plus heureux que vous, Messieurs, qui vous étiez disséminés après notre session, nous avons été les premiers à apprendre que par un arrêté du 17 novembre 1855, le Conseil de Préfecture avait rejeté la demande du Maire. Cet arrêté, si fortement motivé en fait et en droit, vous a été connu depuis et c'est, comme nous, avec joie que vous avez accueilli cet éclatant hommage rendu à notre antique possession¹⁾. Le Conseil municipal s'y est associé en dé-

¹⁾ L'arrêté du Conseil de Préfecture est ainsi conçu :

Vu le rapport présenté le 11 octobre 1854 à la Commission municipale de Strasbourg par M. le Maire de ladite ville ;

clarant, sur la demande du Maire d'être autorisé à se pourvoir devant le Conseil d'État contre cet arrêté, qu'il n'y avait pas lieu à former ce pourvoi. Malgré cette prohibition

Vu la délibération de cette Commission du 14 du même mois, ladite délibération ayant pour objet d'obtenir l'autorisation d'ester en justice contre le Séminaire protestant de Strasbourg, sur l'action en revendication des biens connus sous le nom de la fondation de Saint-Thomas, de la Haute-École, de Saint-Guillaume et du Corps-des-Pensions;

* Vu la délibération du Séminaire de la Confession d'Augsbourg du 23 décembre 1854;

Vu l'écrit publié sous le titre de : « Notice sur les fondations administrées par le Séminaire protestant de Strasbourg »;

Vu le *Précis* en réponse, signé de MM. Frignet, avocat aux conseils, et Dufaure, avocat à la cour impériale de Paris;

Vu la consultation de M. I. Chauffour, avocat à la cour impériale de Colmar, délibérée le 30 décembre 1854, et celle de MM. Dupin, Paillet, Paul Fabre et N. Treitt, avocats aux conseils et à la cour impériale de Paris, le 4 mars 1855;

Vu la réponse de MM. Frignet et Dufaure du 30 avril 1855;

Vu la lettre de M. Frignet à M. le Maire de Strasbourg sur la question de compétence, ladite lettre datée de Paris, 3 juillet 1855;

Vu les notes en réponse sur la même question de MM. Chauffour et Paul Fabre;

Vu la lettre adressée le 6 septembre 1855 par M. le Maire de Strasbourg à M. le Préfet;

Vu la lettre de M. le Préfet adressée le 13 novembre 1855 à M. le Président du Directoire et à M. le Maire de Strasbourg;

Vu les traités de paix de Münster de 1648, de Nimègue de 1679, de Ryswick de 1697 et de Bade de 1714;

Vu la capitulation accordée par le Roi à la Ville de Strasbourg, le 30 septembre 1681;

Vu les décrets de l'Assemblée nationale du 17 août 1790 et du 1^{er} décembre 1790;

Vu le décret de la Convention nationale du 8 mars 1793;

Vu la loi du 18 germinal an X;

Vu l'arrêté du 30 floréal an XI;

Vu la loi du 18 juillet 1837;

Vu le transmis fait au Conseil par M. le Préfet, le 10 courant;

Considérant que la ville de Strasbourg ne possède aucun titre à l'appui de la demande qu'elle veut introduire en justice, et qu'elle ne peut invoquer aucun acte de possession; qu'elle en est réduite à puiser dans des faits historiques, des éléments de preuves très vagues et très susceptibles de controverse; que dans cette situation il est du devoir du Conseil d'user dans toute sa latitude de son droit de tutelle, afin, s'il est possible, d'éviter une lutte entre deux administrations, lutte qui pourrait avoir pour résultat d'animer les passions religieuses;

Considérant que la ville de Strasbourg cherche à établir que, par suite de la Réforme, les biens ecclésiastiques auraient été sécularisés de plein droit, ou l'auraient été par le Magistrat de cette ville, en vertu du *Jus reformandi* et du *Jus circa sacra*;

Considérant que, d'après des faits historiques constants, la sécularisation générale des biens ecclésiastiques n'a jamais existé comme une conséquence de la Réforme; que, spécialement à Strasbourg, le Magistrat n'a jamais sécularisé, puisque les chapitres qui sont restés catholiques ont conservé tous leurs biens; qu'en ce qui regarde le chapitre de Saint-Thomas, ce chapitre ayant en majorité adopté la Réforme, est resté en possession de ses biens qui ont continué à être administrés par lui comme par le passé;

le Maire crut devoir saisir le Conseil d'État; mais, successivement, dans sa section de législation et en assemblée générale, le Conseil d'État a rejeté ce pourvoi.

Considérant qu'en sécularisant, le Magistrat n'aurait agi qu'en vertu du pouvoir souverain, comme représentant d'une ville impériale, et n'aurait jamais pu conférer ce droit à Strasbourg, considérée comme simple municipalité;

Considérant, en outre, que les revenus des biens du chapitre de Saint-Thomas ont constamment servi à acquitter les traitements des professeurs de l'Université, créée plus tard par l'Empereur Maximilien II; que cette destination des revenus se faisait avec le concours du Magistrat, qui intervenait par les Scolarques dans la surveillance des actes de l'Université;

Considérant qu'en vain la ville tend à prouver que l'Université de Strasbourg était un établissement municipal dont les biens auraient appartenu à la ville; qu'il est constant au contraire que, dans l'Empire germanique, les Universités étaient des Corps moraux ayant une autonomie propre avec privilège de juridiction et d'élection; qu'elles étaient créées par acte du pouvoir souverain, et que les biens dont elles jouissaient étaient en dehors du domaine municipal et leur appartenaient en propre;

Considérant que cet état de choses, établi après la Réforme, a été garanti par les traités de pacification de 1648 et autres, qui ont maintenu pour les protestants et les catholiques, comme tels, les droits de possession ainsi qu'ils existaient le 1^{er} janvier 1624, devenue l'année dite normale ou décrétoire, et s'est continué sans modification importante jusqu'en 1789;

Considérant que ce qui prouve que la ville n'a jamais entendu se gérer comme propriétaire des biens de la fondation de Saint-Thomas, c'est qu'elle a emprunté en 1675 et 1693 des sommes de cet établissement, en hypothéquant comme garantie du remboursement, des revenus de la ville; qu'en 1818 elle a transféré à la fondation, des rentes foncières qu'elle possédait;

Considérant, en ce qui concerne les autres biens revendiqués, que les uns ont été affectés dès l'origine de la Réforme par le Magistrat souverain de Strasbourg, à des établissements d'instruction publique, dont ils sont devenus la dotation; qu'ils sont protégés également par les traités comme appartenant à la communion protestante, et qu'il ne pourrait dépendre du Magistrat de révoquer ces affectations, si l'ancienne administration de la ville libre de Strasbourg subsistait;

Considérant que les biens dits du Corps-des-Pensions ont reçu de la volonté des donateurs une destination exclusivement protestante, que leurs revenus n'ont été affectés à des secours aux étudiants du Gymnase et de l'Université, et qu'en aucun temps la Ville de Strasbourg n'a pu prétendre un droit de propriété, ni d'administration sur ces biens;

Considérant que la capitulation de 1681 n'a fait que confirmer la stipulation du traité de Münster, et n'a dérogé en rien aux droits des Protestants sur leurs biens;

Considérant que, par suite de la révolution de 1789, les droits de souveraineté conservés au Magistrat de Strasbourg se sont transmis au Gouvernement général de la France et à la Nation française; que les représentants de celle-ci, loin de revendiquer pour l'État la propriété des biens qui avaient été assurés aux Protestants par les traités anciens, la leur ont confirmée au contraire par les décrets de 1790 et 1793; que le concordat de l'an X et l'arrêté du 30 floréal de l'an XI sont conçus dans le même esprit, et que, depuis lors, une possession plus que trentenaire, paisible, publique, et à titre de propriétaire, est venue ajouter sa puissance à tous les actes antérieurs;

Considérant que, d'après ces faits, on ne voit pas quelle chance de succès présenterait pour la ville de Strasbourg une lutte judiciaire; qu'il est dès lors prudent de ne pas l'autoriser à s'y engager;

Considérant enfin que la Ville de Strasbourg étant obligée d'invoquer dans son argumentation les traités de

« Sans doute, Messieurs, c'est parce que le Conseil de la commune y avait refusé sa sanction, et la décision n'a point porté sur le fond; il ne serait donc pas impossible qu'une nouvelle tentative fût faite pour nous enlever ces biens qui sont, depuis des siècles, le légitime patrimoine de notre Église, mais cette tentative serait plus téméraire que celle dont nous venons de triompher; elle ne nous prendrait pas, comme la première, au dépourvu et paisiblement confiants dans nos droits incontestables. Notre défense serait victorieuse et vous savez avec quel talent, quelle force de raisonnement et quelle évidence de preuves elle a été présentée par l'éminent jurisconsulte qui honore la ville de Colmar et qui jette un si vif éclat sur son barreau. Les mémoires de M. Ignace Chauffour, répandus dans le public en réponse aux nombreuses publications de nos adversaires, ont convaincu tout homme de bonne foi, et nous ont assuré déjà, dans l'opinion publique, la justice que nous sommes certains en outre de trouver désormais dans tout juge qui pourrait être appelé à prononcer sur le litige, s'il devait recommencer. Mais il ne restera de cette lutte, nous l'espérons, que le souvenir du trouble regrettable qu'elle avait jeté un moment parmi les habitants de deux cultes, dans une même ville et sous la même administration civile.

« 2. *Registre paroissial.* Dans votre session de 1854, vous aviez exprimé le désir que l'inscription au registre paroissial, au lieu d'être faite sur la demande de chaque électeur, pût l'être d'office; qu'un domicile d'un an fût déclaré suffisant pour conférer aux protestants français le droit électoral; que l'unanimité des voix du Conseil presbytéral ne fût point exigée pour opérer la radiation de l'électeur dans le cas d'indignité notoire. Ces modifications au Règlement du 10 septembre 1852 ne pouvaient être prononcées que par le Ministre. Nous avons en conséquence demandé à Son Excellence qu'Elle voulut bien changer, dans le sens demandé, ses dispositions précédentes sur la matière. Lors de notre dernière session cette communication était encore sans réponse. Par dépêche du 8 décembre 1855, M. le Ministre nous a fait connaître sa décision, que vous avez trouvée rapportée dans notre circulaire, du 11 du même mois, aux Consistoires et aux Conseils presbytéraux (Recueil officiel Vol. XII, p. 187.).

« 3. *Souscription VERNY.* Vous aviez adopté le vœu, émis par l'un de nos collègues, que les deux comités formés pour recueillir la souscription ouverte en faveur de la veuve Ver-

pacification, la capitulation de 1681, les décrets de 1790 et 1793, et les actes de l'an XI, tous émanés du pouvoir souverain, l'interprétation et l'application de ces actes ne pourraient se faire par l'autorité judiciaire;

ANNÉE :

Il n'y a pas lieu d'accorder à la Ville de Strasbourg l'autorisation qu'elle sollicite.

Fait et arrêté à Strasbourg, en conseil, le 17 novembre 1855.

Signé : MICHaux BELLAIRE, G. PH. HEPP, BRACKENHOFFER, F. MERTIAN et TÉZÉNAS.

ny, savoir le comité de Strasbourg et celui de Paris, opérassent désormais de concert, et que les fonds de la souscription fussent centralisés entre les mains de ce dernier. Il a été satisfait à votre décision. La commission de Strasbourg a remis, dès le 1^{er} mars 1856, sa gestion à la commission de Paris, qui lui a donné décharge par lettre du 6 du même mois et, le 17, M^{me} et M^{lle} Verny nous ont fait connaître, par lettre, leur approbation entière à la mesure et leur reconnaissance de ce qui, de part et d'autre, a été fait dans leur intérêt.

»4. *Comptabilités de la Confession d'Augsbourg.* Nous remettons, cette année, à votre Commission permanente chargée de vérifier la comptabilité des diverses caisses de la Confession d'Augsbourg, les comptes des églises de l'Inspection de St-Thomas.

»5. *Mode de nomination des pasteurs.* Nous avons à discuter dans cette session le rapport de la Commission chargée d'examiner quelles modifications pourraient être demandées au Gouvernement au Règlement actuel sur la nomination des pasteurs. Dans l'intervalle des deux sessions nous avons reçu sur la même question un nouveau mémoire que nous avons renvoyé à la Commission.

»6. *Catéchismes.* Vous aurez à continuer la discussion du rapport sur les catéchismes qui sont en usage dans notre Église et à préciser surtout ceux qui continueront à y être employés, à l'exclusion de tous autres dont vous n'autoriseriez point ultérieurement l'emploi. L'un de ceux sur lesquels la Commission avait émis un avis favorable, mais sommaire, ¹⁾ a éveillé, dans certains passages, la vive sollicitude de l'un des dignitaires laïques de notre Église ²⁾. Nous croyons, en effet, que, tout en permettant le livre, il y aura lieu d'en modifier sensiblement les parties sur lesquelles notre attention a été appelée.

»M. le pasteur Baum, l'un des membres de la Commission, vous soumet par notre intermédiaire une appréciation critique du petit catéchisme de Luther.

»Depuis votre dernière session, M. Härter, fils, prédicateur-vicaire à Strasbourg, a fait imprimer un catéchisme intitulé : *Katechismus, oder Handbüchlein zum Ueberblick des evangelischen Religionsunterrichts, in 60 Lectionen*. Nous avons transmis à la Commission des catéchismes ce nouveau livre, dont l'auteur vous demande d'autoriser l'usage.

»7. *Liturgie.* La Commission chargée par vous, d'élaborer une nouvelle liturgie générale pour nos églises a, depuis votre dernière session, terminé son travail. Nous vous avons envoyé, dans le mois d'août, la première partie du projet de liturgie allemande, et la seconde, dans le courant de septembre. Nous vous faisons distribuer le projet de litur-

¹⁾ Der lautere Lehrbrunn Israëlis.

²⁾ M. Wack, Inspecteur laïque de La Petite-Pierre.

gie française. La liturgie allemande a donné lieu, de la part de l'un de nos pasteurs distingués, à des observations que nous avons transmises à la Commission. Après avoir porté sur ces divers projets, dans le cours de la présente session, un premier examen, vous jugerez peut-être nécessaire, avant toute innovation dans les usages actuels, de provoquer les avis des Consistoires, dont nous ne pouvons que tirer d'utiles observations.

»8. *Séminaire.* Le règlement définitif sur les études et la discipline du Séminaire a été rédigé et imprimé conformément aux modifications que vous aviez apportées, sur la réclamation du Corps, à quelques-unes des premières dispositions arrêtées par vous dans votre session de 1854. Ce règlement est en cours d'exécution; nous vous en avons fait distribuer des exemplaires.

»9. *Professorat du Gymnase.* Vous aviez confié au Directoire et au Séminaire le soin de s'entendre sur la rédaction de détail et définitive du règlement voté par vous, en principe, sur le professorat du Gymnase, en ce qui concerne le traitement des professeurs. Le travail combiné des deux Corps a amené quelques incidents et quelques propositions de modification, que nous avons dû vous soumettre dans un rapport séparé.

»*Retraite des professeurs du Gymnase.* Vous aviez chargé le Séminaire de préparer pour la présente session un projet de règlement général sur les retraites des professeurs du Gymnase.

»Ce travail est prêt.

»Il est accompagné d'une réclamation signée par les six professeurs les plus anciens de l'établissement. Ces Messieurs protestent contre toute application qui leur serait faite d'un règlement qui détruirait pour eux l'effet d'un arrêté du Séminaire, en date du 2 juillet 1849, approuvé par la Commission directoriale provisoire, et d'après lequel ils seraient garantis contre tous changements éventuels dans les conditions mises alors à l'Éméritat.

»Le Séminaire ne s'est pas arrêté à l'exception proposée. Mais, tout en statuant d'une manière générale, il a appelé l'attention du Consistoire supérieur sur la lettre des six professeurs.

»Enfin, Messieurs, pour compléter ce qui concerne le Gymnase, nous avons l'honneur de vous informer que, dans le courant de cette année, sa Commission administrative a été composée conformément aux prescriptions de votre décision du 25 octobre 1854.

»10. *Biens curiaux: Administration par les receveurs consistoriaux.* L'exécution de votre règlement sur l'administration des biens curiaux, confiée désormais aux receveurs consistoriaux, a été recommandée et facilitée aux Consistoires et aux paroisses par notre circulaire du 16 septembre dernier. (Recueil officiel, T. XIII, p. 157.).

»11. *Collecte pour la construction d'édifices religieux.* Nous avons satisfait, par notre circulaire du 16 août dernier (Rec. offic. T. XIII, p. 149.), à l'invitation que vous nous

aviez adessée de recommander, une fois de plus, à l'intérêt de nos paroisses, la collecte pour construction d'édifices religieux.

»Il faut ajouter au détail de l'emploi que nous avons fait de ces fonds, une somme de 500 fr. allouée, depuis, par nous à la paroisse d'Aubure, pour réparations urgentes à son église.

»12. *Caisse des veuves de pasteurs.* Nous avons, le même jour, écrit circulairement aux pasteurs au sujet des caisses de prévoyance et de secours pour les pasteurs, leurs veuves et leurs enfants, recommandant aux Comités d'administration de satisfaire aux trois propositions que vous avez adoptées dans votre séance du 24 octobre 1855 (Rec. offic. T. XIII, p. 130). Nous avons, en même temps, écrit à M. le Doyen de la faculté de théologie, pour que connaissance soit donnée à chaque élève, au moment où il soutiendra sa thèse, des obligations qu'imposent à tout jeune pasteur vos nouvelles et sages prescriptions.

»Par décret de S. M. l'Empereur, en date du 9 février 1856, la caisse de Bouxwiller a été reconnue comme établissement d'utilité publique.

»La caisse générale des veuves de pasteurs établie à Strasbourg, a arrêté un projet de statuts que nous soumettrons prochainement à la sanction du Gouvernement.

»13. *Litige de Bouxwiller.* Dans le cours de votre dernière session, vous aviez désigné une Commission chargée d'entretenir M. le Préfet du Bas-Rhin du litige de Bouxwiller, dans l'espoir de voir enfin se terminer cette longue difficulté. A la suite de son entretien avec nos cinq collègues, M. le Préfet, sous date du 20 octobre 1855, écrivit à l'assemblée pour lui communiquer un projet de transaction. Dans l'intervalle des deux sessions, l'Hospice a fait connaître son avis, le Consistoire a délibéré, et nous avons transmis la délibération à M. le Préfet, de qui nous attendons une heureuse solution de l'affaire.

II. 1855 — 1856.

»14. *Élections générales.* En arrivant à vous parler plus spécialement de notre administration pendant l'année qui vient de s'écouler, nous avons à vous entretenir, d'abord, de la reconstitution des corps ecclésiastiques paroissiaux et consistoriaux par les élections du renouvellement triennal de leurs membres, par moitié.

»C'était pour la première fois que nous avions à faire procéder à ce renouvellement. Il a eu lieu au mois de janvier dernier, comme aussi la réélection des présidents de ces derniers corps. Nos instructions du 30 octobre 1855, du 28 novembre et du 11 décembre suivant, avaient eu pour but de faciliter cette grande opération. Ce premier renouvellement avait, sur quelques points, un caractère transitoire qui en compliquait l'exécution. Il a été presque partout dirigé avec intelligence et c'est rarement que nous avons eu à y redresser des irrégularités. La réélection des membres sortants a été à peu près générale.



Désormais ce renouvellement sera facile; il est entré dans les mœurs de nos paroisses et si les électeurs ne manifestent pas le même empressement qu'au moment de la réorganisation de notre Église, cependant il n'y a point de leur part indifférence pour cette partie de nos nouvelles institutions.

«Les présidents des Consistoires ont été, sauf quatre, réélus dans les 44 corps. Dans l'un, le président était sous le coup d'une poursuite disciplinaire et l'on a sursis à l'élection; dans un autre, un pasteur a cédé la présidence à son Inspecteur ecclésiastique; dans un troisième Consistoire, le président s'est retiré à raison de son grand âge et a été nommé président honoraire; pour un quatrième enfin, le président avait été nommé à une paroisse d'une autre Inspection.

«Depuis, l'un des présidents réélus, le digne pasteur de La Petite-Pierre, est décédé, succombant en partie à l'accablante deserte de la paroisse la plus difficile de toutes celles de notre Église. Il a dû être pourvu à son remplacement.

«15. *Rapports des Inspecteurs ecclésiastiques.* Les rapports des Inspecteurs ecclésiastiques sont entrés dans leur voie normale, et, à ce qu'il semble, définitive. Après avoir, les premières années, établi la situation de l'Église dans les divers ressorts inspectoraux, ils se bornent désormais à exposer, dans le cadre que nous leur avons tracé, les faits qui se sont produits dans le cours de l'année, les observations et les vœux de MM. les Inspecteurs.

«Les renseignements que ces dignitaires de notre Église nous ont fournis pour l'année 1855, sont en général très satisfaisants.

«MM. les Inspecteurs ont porté dans l'exercice de leurs fonctions leur zèle et leur activité ordinaires. M. l'Inspecteur de l'Inspection de St-Thomas a visité toutes les paroisses du Consistoire de Gerstheim; M. l'Inspecteur de l'Inspection de Wissembourg, celles du Consistoire de Niederbronn; 19 paroisses ont été inspectées par M. l'Inspecteur de l'Inspection de La Petite-Pierre; 18 par M. l'Inspecteur de l'Inspection du Temple-Neuf; MM. les Inspecteurs des Inspections de Bouxwiller et de Monthéliard ont fait chacun douze visites inspecterales; des rapports détaillés nous ont été fournis sur chacune de ces tournées.

«L'oratoire agrandi et restauré d'Echery, Inspection de Colmar, a reçu une nouvelle consécration le 9 octobre 1855.

«M. l'Inspecteur de l'Inspection de Wissembourg nous annonce l'achèvement de l'oratoire de Bitche, et la construction prochaine à Moutterhouse d'une église que nous devons à la pieuse générosité de MM. de Dietrich.

«Les Inspecteurs ont fait des efforts dignes d'éloges, et souvent heureux, pour activer la fréquentation des écoles. M. l'Inspecteur de l'Inspection de Colmar, s'est rendu à Sundhofen, celle des paroisses de son ressort où l'école était suivie avec le moins de régularité; il y a prononcé pour la circonstance un sermon sur les devoirs des parents chrétiens, et a donné l'instruction du catéchisme en présence du pasteur de la localité et de l'assemblée

des fidèles : l'effet de cette visite a été salutaire et promet d'être durable. M. l'Inspecteur du Temple-Neuf a adressé dans le même but une circulaire spéciale aux pasteurs de son ressort. M. l'Inspecteur de Bouxwiller dans le cours de ses tournées inspecto- rales, a visité les écoles primaires avec les membres des Conseils presbytéraux, et a examiné les enfants sur les matières religieuses.

» Nous devons mentionner l'heureuse intervention de M. l'Inspecteur de La Petite-Pierre dans les élections de Diemeringen lors du dernier renouvellement triennal. Huit électeurs seulement sur 200 inscrits s'étaient présentés au scrutin du mois de Janvier. Nous dûmes annuler une opération faite avec une si choquante abstention de la majorité et prescrire une nouvelle élection. C'est alors que M. l'Inspecteur se transporta sur les lieux, et, dans un service tenu à l'église, représenta aux électeurs l'importance de leurs droits et de leurs devoirs. Ses efforts eurent un plein succès : au scrutin suivant 105 billets furent déposés dans l'urne électorale.

» Les rapports qui nous occupent s'accordent à constater que la fermeté de MM. les Inspecteurs dans l'application de l'arrêté directorial du 12 octobre 1852, a considérablement diminué les difficultés qu'occasionne annuellement à ces fonctionnaires l'admission des catéchumènes à la confirmation.

» En traitant des livres servant au Culte et à l'enseignement religieux, M. l'Inspecteur de Montbéliard se plaint de la persistance de quelques pasteurs de son Inspection à introduire de leur chef dans leurs paroisses des cantiques autres que ceux publiés par une Commission qu'ils avaient eux-mêmes contribué à nommer : l'uniformité en cette matière lui paraît désirable.

» M. l'Inspecteur ravive ainsi une ancienne difficulté locale que le Directoire a vidée dès le début de la réorganisation de notre Église. — Une Commission de pasteurs a colligé et arrangé un recueil de cantiques pour l'Inspection de Montbéliard. — Il n'a pas convenu à tous. — Quelques-uns ont adopté le recueil de Paris — d'autres, si nous nous rappelons bien, ont conservé les Psaumes. — M. l'Inspecteur eût voulu que le recueil spécial à son Inspection y fut obligatoire pour chacun. — Mais, ni ce livre, ni celui de Paris n'avaient été préalablement soumis à l'autorité supérieure ecclésiastique. — Elle n'avait connu l'apparition du recueil de Paris que par l'hommage qui lui avait été fait d'un exemplaire; elle n'a connu le recueil de Montbéliard que par les plaintes de l'Inspecteur sur ce qu'il n'était pas adopté par toutes les paroisses de l'Inspection. Nous avons décidé dans le temps, qu'à raison des conditions dans lesquelles ce livre avait vu le jour, nous ne pouvions pas l'imposer et que le recueil de Paris, tout aussi irrégulièrement publié, mais autorisé tacitement, puisque l'ancien Directoire avait reçu, sans faire d'observations, l'exemplaire qui lui en avait appris la publication, pouvait être maintenu dans les paroisses qui l'avaient déjà adopté à l'époque de la réclamation de M. l'Inspecteur. Si depuis, peut-être, l'usage du recueil de Paris s'est étendu, la difficulté de le prohiber serait la même. Dans l'état, faut-il aviser à l'uniformité demandée?

«M. l'Inspecteur du Temple-Neuf se prononce aussi, mais en général seulement, pour l'uniformité. Il voudrait que, dans l'Église de la Confession d'Augsbourg, les mêmes ouvrages servissent partout de base à l'instruction religieuse de la jeunesse, qu'un seul Recueil allemand de cantiques fût employé dans les paroisses où le culte se célèbre en allemand, et un seul Recueil français dans les paroisses de langue française. Selon M. l'Inspecteur il y aurait lieu dès à présent de faire aux pasteurs défense formelle d'introduire de leur propre chef des livres de ce genre. Ces propositions sont de nature à appeler votre attention.

«En ce qui concerne les *Consistoires*, MM. les Inspecteurs estiment que ces corps, sauf de rares exceptions, se sont occupés avec zèle de l'administration et des intérêts moraux et religieux des paroisses de leur ressort. L'organisation des fêtes bibliques dans les Consistoires de l'Inspection de Bouxwiller est achevée et fonctionne avec succès. Il en est de même du diaconat, de l'asile des servantes et des deux bibliothèques populaires fondés par le Consistoire de Colmar.

«Les Conseils presbytéraux continuaient en 1855 à prendre une part de plus en plus vive aux affaires et à se former à la gestion des graves intérêts que leur a confiés la nouvelle législation de notre Église. Plusieurs de ces corps marchent déjà de pair avec les Consistoires les plus capables et les plus dévoués.

«MM. les Inspecteurs expriment aussi leur satisfaction de la manière dont la grande majorité des pasteurs se sont, en 1855, acquittés de leurs devoirs. M. l'Inspecteur de Colmar constate une amélioration sensible dans les relations qui existent entre les divers ecclésiastiques de son ressort, et il attribue, en partie, ce progrès aux conférences où ils s'occupent en commun, deux fois par an, d'études bibliques et de l'examen de questions religieuses d'un intérêt actuel pour l'Église. Deux conférences de même nature ont réuni, en 1855, les pasteurs de l'Inspection de La Petite-Pierre, et l'Inspecteur du ressort fait l'éloge de l'esprit qui a présidé ces réunions. A Montbéliard, des conférences pastorales ont eu lieu à propos de l'œuvre biblique et de la collecte pour construction d'édifices religieux, que l'Inspection poursuit pour elle seule, nous ne savons avec quel succès; de celle du patronage des enfants pauvres, de la rédaction d'un almanach édifiant etc. Les laïques étaient admis aux assemblées. A Paris, les pasteurs de la Confession d'Augsbourg se sont réunis chaque mois : M. l'Inspecteur ecclésiastique signale les bons effets de ces conférences. Il loue en même temps l'activité des pasteurs auxiliaires chargés de la desserte de la banlieue de Paris : de fréquentes visites dans leur circonscriptions respectives ont fait découvrir à ces Messieurs un nombre de protestants, la plupart de notre Confession, plus considérable qu'on ne le supposait. Le Consistoire a reconnu la nécessité d'ouvrir un nouveau lieu de culte pour les nombreux coreligionnaires que nous comptons à Vaugirard, à Grenelle, à Issy et dans le voisinage de ces communes.

«Nous trouvons dans le rapport sur l'Inspection de La Petite-Pierre un fait que nous nous plaçons à signaler à l'honneur du pasteur auquel il revient. Vous savez, Messieurs,

que dans beaucoup de localités, règne encore le regrettable usage des repas d'enterrement. M. le pasteur Jundt, de Wolskirchen, a profité d'une occasion bien douloureuse pour combattre cet abus auquel ses paroissiens avaient tenu jusqu'alors avec une obstination invincible. Ayant perdu son père, il réunit après l'enterrement les membres du Conseil presbytéral et les amis de la famille, déclarant qu'il ne pouvait approuver l'habitude des repas de funérailles et qu'il entendait honorer mieux la mémoire de son père; il remit au receveur de la caisse d'aumônes une somme de 100 fr. afin qu'elle fût placée et que les intérêts annuels en fussent employés au soulagement d'un vieillard indigent et infirme. Cet acte devait produire en effet sur l'assemblée une salubre impression, et l'un des conseillers presbytéraux qui en avait été témoin, a exprimé l'espoir que l'exemple donné par le pasteur déterminera les paroissiens à célébrer d'une manière plus digne que par un repas, la mémoire des morts.

«Les rapports de MM. les Inspecteurs signalent un développement sensible de la vie religieuse dans un grand nombre de paroisses. Le culte est en général suivi avec plus d'assiduité : les communautés prennent une part plus active aux œuvres de piété, d'instruction et de charité. M. l'Inspecteur de La Petite-Pierre cite des institutions de ce genre où les laïques font l'office du pasteur. A Montbéliard des dames s'occupent, concurremment avec les pasteurs et les bureaux de bienfaisance, de distribution d'aliments, de vêtements, de bois, surveillent des ouvriers de jeunes filles etc. A Wissembourg, le Conseil presbytéral a confié les collectes pour construction d'édifices religieux à un comité de dames qui se réunissent aussi chaque semaine dans le but de procurer des secours à la Société d'Évangélisation et à la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire. A Wintersbourg, les habitants ont construit à leurs frais une maison d'école. Dans beaucoup de paroisses se maintient ou s'établit le culte domestique. Pour fortifier et répandre ce pieux usage, MM. les pasteurs de Phalsbourg et de Wolskirchen ont donné des exemples que nous recommandons à leurs collègues. Le premier a établi chez lui dans le courant de l'hiver un culte domestique où est admis quiconque veut y prendre part. M. le pasteur de Wolskirchen termine souvent les visites qu'il fait à ses ouailles, par la célébration d'un service de famille.

«Enfin, MM. les Inspecteurs s'accordent à constater, sur tous les points, une diminution dans le nombre des dissidents.

«Les rapports de MM. les Inspecteurs de Bouxwiller et du Temple-Neuf sont accompagnés du relevé des actes ecclésiastiques célébrés, en 1855, dans leurs inspections respectives. M. Edel a joint, en outre, plusieurs tableaux qui contiennent des détails sur l'emploi des quêtes faites à l'issue de certains services et actes ecclésiastiques, emploi au sujet duquel le Directoire aura à statuer parce qu'il est irrégulier. M. l'Inspecteur de Colmar nous a transmis, avec son rapport, le programme de la Conférence pastorale de son Ins-

pection; M. l'Inspecteur de Montbéliard, cinq tableaux chronologiques des séances et délibérations consistoriales de son ressort; M. l'Inspecteur de Bouxwiller, le relevé des résultats du dernier renouvellement triennal. Ces divers renseignements ont été, en ce qui concerne l'Inspection de La Petite-Pierre, incorporés dans le rapport même de l'Inspecteur, qui, comme toujours, a mis un zèle remarquable à rendre son travail aussi complet que possible.

»Nous terminons ce qui concerne MM. les Inspecteurs ecclésiastiques en exprimant le vœu, que ces Messieurs choisissent, autant que possible, le dimanche pour faire leurs tournées dans les paroisses. C'est le dimanche surtout qu'elles présenteront leur véritable physionomie et que l'Inspecteur pourra conférer avec le Conseil presbytéral entier; c'est le seul jour où il pourra voir le pasteur en fonctions et l'entendre prêcher. Ces visites dominicales dans les paroisses sont de nature à y entretenir, à y ranimer au besoin la vie religieuse; à encourager les pasteurs dans leur difficile mission. Elles feraient connaître à l'autorité supérieure, et ceux qui apportent dans leur ministère toutes les qualités désirables, et ceux dont peut-être il faudrait relever le zèle.

»16. *Algérie.* Les lettres que nous écrivent les pasteurs de la Confession d'Augsbourg en Algérie continuent à présenter un grand intérêt. Le zèle de nos jeunes ecclésiastiques rivalise avec celui de leur honorable doyen, M. Diirr, signalé déjà dans nos précédents rapports. Sans vouloir rien ôter au mérite de ses collègues, nous croyons devoir rendre ici un hommage particulier de satisfaction à M. Bœgner, qui occupe si dignement le poste difficile de Bône.

»Les relations du Directoire avec le Consistoire d'Alger n'ont présenté cette année aucun incident grave; la nomination que nous avons faite de M. Iltis à la cure de Blidah n'a point souffert de difficulté. Seulement, le Consistoire, malgré la demande que nous lui avions adressée, a refusé de nous faire parvenir le procès-verbal d'installation de ce pasteur, prétendant n'avoir à transmettre cette pièce qu'à Son Exc. le Ministre des Cultes.

»Nous n'avons pas encore été consultés par le Gouvernement sur le projet de décret qui rendrait applicable à l'Algérie le décret organique du 26 mars 1852.

»17. *Aumôniers.* Nous vous entretenions l'année dernière de nos jeunes aumôniers de l'armée d'Orient et vous vous étiez empressés de vous associer aux éloges que nous leur avions réservés dans cette assemblée solennelle, comme la seule récompense que nous puissions alors décerner à leurs efforts. Ils ont continué à remplir noblement leur tâche, jusqu'au moment où la paix est venue en marquer le terme. Nous avons eu le bonheur de voir revenir tous ceux de notre Église, alors que, sur le même nombre envoyé par l'Église réformée, Dieu avait trouvé bon d'en appeler deux à lui, au milieu de leurs travaux apostoliques.

«Nos aumôniers sont revenus, joyeux de la mission qu'ils avaient accomplie, quelque triste qu'ait été souvent leur ministère, au milieu des camps, des ambulances et des hôpitaux. Elle assure à leur cœur une satisfaction qui les suivra jusqu'à leurs derniers jours. Cette mission a élevé leur âme et les a préparés avec efficacité aux fonctions tranquilles mais tout aussi importantes qu'ils auront à remplir désormais. Le Gouvernement a fait décerner la médaille instituée par la Reine d'Angleterre à deux d'entre eux qui, ayant fonctionné en Crimée avant la prise de Sébastopol, remplissaient ainsi la condition mise à cette décoration.¹⁾ L'un d'eux encore a déjà reçu une autre récompense dans une nomination qui marque comme un degré d'avancement dans sa carrière. Nous sommes impatients de pouvoir récompenser à leur tour ceux qui restent, en les appelant successivement à des paroisses et surtout en les plaçant dans celles qui se donnent après d'éminents services. Mais ce sont là des rémunérations terrestres; il en est de beaucoup plus précieuses dont nous espérons qu'ils continueront à se rendre dignes.

«18. *Nomination de pasteurs.* Depuis notre dernière session nous avons fait 24 nominations de pasteurs et une nomination de pasteur-vicaire à l'un de nos postes d'évangélisation.

«Elles sont consignées dans le tableau suivant.

«Les treize premières n'ont présenté aucune circonstance particulière.

CURES A POURVOIR.	NOM ET PRÉNOMS DU PASTEUR NOMMÉ.	SA POSITION AU MOMENT DE LA NOMINATION.
Grafenstaden.	MM. Rittelmeyer, George-Henri-Auguste.	Pasteur à Mühlbach.
S ^{te} -Marie-aux-mines.	Grœtzinger, Jean-George.	Pasteur à Neuwiller (Vosges).
Neuwiller (Vosges).	Matter, Albert-Jules-Timothee.	Candidat au saint ministère.
Montbéliard (Église de S ^t -Martin).	Perdrizet, Charles-Frédéric.	Pasteur à Sefoncourt.
Église de S ^t -Thomas (Strasbourg).	Heintz, Charles-Frédéric.	Pasteur à Colmar.
Mittelbergheim.	Kaltenbach, Jean-Charles.	Pasteur-vicaire à Sarreguemines
Neuwiller (Bas-Rhin).	Jaggi, Frédéric.	Pasteur à Hangwiller.
Colmar.	Blanck, George-Gustave.	Suffragant à Genève.
Blidah (Algérie).	Iltis, Jean.	Vicaire intérimaire à Mühlbach.
Hangwiller.	Ihlé, Emmanuel-Frédéric-Théodore.	Pasteur à Schœnbouurg.
Champéy.	Parrot, Gustave-Eugène.	Pasteur-vicaire à Vesoul.
La Petite-Pierre.	Gerst, Philippe-George.	Pasteur-vicaire à Massevauz.
Sarreguemines.	Kromayer, Charles-Désiré. ²⁾	Vicaire à Offwiller.

¹⁾ MM. Alexandre Rœhrig et Maximilien Reichard.

²⁾ Nomination de Pasteur-vicaire.

M. le Président donne l'historique des faits qui ont amené le Directoire, après les deux nominations suivantes :

Seloncourt.	Boissard, Louis-Frédéric.	Pasteur à Glay.
Dampierre-les-bois.	Fallot, George-Frédéric.	Pasteur à Roches.

A les reporter et à les remplacer par celles-ci :

Seloncourt.	Kuhn, Louis-Frédéric-Félix.	Pasteur à Champey.
Dampierre-les-bois.	Hagen, George-Frédéric.	Suffragant à Nérac.

M. le Président entre, de même, dans des détails au sujet des huit dernières :

Brumath (2 ^d pasteur).	Kampmann, Philippe-Auguste.	Pasteur à Graffenstaden.
Geudertheim.	Caspari, Chrétien-Édouard.	Pasteur à St ^e -Marie-aux-mines.
Mühlbach (2 ^d pasteur).	Stahl, Frédéric-Théodore.	Pasteur à Blidah.
Schœnbouurg.	Hoffmann, Charles.	Pasteur de l'église réformée, à Sarrebourg.
Ringendorf.	Schmidt, Charles-Frédéric.	Pasteur à Asswiller.
Vendenheim.	Gérolé, Louis-Emmanuel-Théodore.	Pasteur à Kolbsheim.
Kolbsheim.	Sommerau, Ange-Théophile.	Pasteur à Hunawihir.
Hunawihir.	Heitz, Jacques-Henri.	Pasteur à Vendenheim.

Les nominations de MM. Gérolé, Sommerau et Heitz ont été faites par le même arrêté.

«En faisant cette triple nomination» continue M. le Président, «nous avons usé pour la première fois de l'autorisation que nous avions reçue du Ministre de pourvoir, dans certains cas disciplinaires, à des cures vacantes, sans en avoir annoncé la vacance conformément au règlement du 10 novembre 1852, et, par conséquent, sans avoir provoqué des candidats à se présenter.

«L'exécution pure et simple de ce règlement est, sans aucun doute, dans les circonstances ordinaires, le premier préliminaire à suivre pour assurer un bon choix; mais, dans plusieurs circonstances exceptionnelles, le Directoire avait dû regretter d'être obligé à la même formalité.

«Sur divers points sont des pasteurs qui, sans avoir précisément démérité, ne peuvent plus être maintenus dans leur paroisse. D'autres pourraient être contraints à une permutation, mais il est difficile de trouver le pasteur qui veuille permuter avec eux. Le plus grand obstacle est dans la répugnance qu'éprouvera tel pasteur à céder sa paroisse à un collègue qui a encouru la sévérité de l'autorité supérieure.

«Si donc, la nécessité une fois reconnue de faire passer un pasteur à une autre paroisse, il faut, en cas d'une vacance qui permettrait la mesure, annoncer cette même vacance et appeler les candidats à se faire connaître, il est évident que, parmi ces derniers, il s'en trouvera toujours un qui, régulièrement, devrait être préféré au pasteur, plus ou moins en faute, à qui le Directoire voudrait assigner un autre poste.

«Nous avons soumis cette difficulté à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, qui, par dépêche du 29 août dernier, nous a fait connaître que le but du Gouvernement, en prescrivant la mesure préliminaire de l'annonce de la vacance, avait été de donner au Directoire tous les moyens de faire un bon choix, mais sans intention de poser une règle absolue, dont l'application pût, dans les cas exceptionnels, mettre obstacle à l'exécution de mesures disciplinaires, empêcher de pourvoir en temps utile une paroisse importante, ou entraîner des délais préjudiciables à la fois au bien du service et à l'autorité du Directoire. En conséquence, Son Excellence se disait disposée à tenir compte des motifs d'exception que nous avions indiqués; mais, sans autoriser en principe le Directoire à nommer les pasteurs. toutes les fois que les circonstances l'exigeraient, en dehors des formalités prescrites par l'arrêté du 10 novembre 1852, le Ministre demandait d'être mis à même, au préalable, d'apprécier les cas d'urgence ou les motifs disciplinaires, et, par conséquent, de recevoir, pour chaque affaire, un rapport spécial auquel il répondrait toujours dans le plus bref délai.

«N'ayant pu trouver à faire permuter directement le pasteur de Vendenheim avec un de ses collègues, et obligés que nous étions de faire vaquer deux paroisses pour opérer la permutation qu'avait prescrite le Ministre, nous lui avons au préalable soumis le projet de ce mouvement que Son Excellence nous a autorisés à faire.

»19. *Discipline.* M. le Président rend compte des poursuites disciplinaires que le Directoire a dirigées contre deux pasteurs et qui ont eu pour résultat la révocation de l'un d'eux et la nomination de l'autre à une paroisse éloignée, au moyen de la permutation dont il vient d'être parlé.

M. le Président expose ensuite longuement les griefs résultant de diverses plaintes et autres documents contre quelques pasteurs qui, sous prétexte de fidélité à la Confession d'Augsbourg, s'affranchissent, au sein de l'Eglise même, de toute obéissance à ses lois et règlements.

»20. *Cures nouvelles.* Nous avons le regret de vous annoncer que, de nos nombreuses demandes en création de cures nouvelles, aucune n'a été accordée en 1856. alors cependant que les Consistoires de l'Eglise réformée en ont obtenu jusqu'à six. Les cures dont nous avons principalement et sans relâche poursuivi l'érection, sont celles de Saverne et de Sarreguemines, de la première surtout. Nous vous avons dit à plusieurs reprises, Mes-

sieurs, quelle lourde charge imposait à ces deux communautés et à la Société d'évangélisation qui les secourt, l'entretien de leurs pasteurs et toutes les dépenses d'une paroisse qui n'existe que de fait. Ces deux communautés sont nombreuses, et, cependant, des avis contraires à ce qu'elles soient déclarées paroisses officielles, sont donnés au Gouvernement. L'on refuse de reconnaître le droit d'une partie notable de leurs habitants à avoir un pasteur payé par l'État; les Communes s'exagèrent, que ce soit de bonne foi ou sur des incitations malveillantes, les conséquences qu'aurait pour elles la reconnaissance officielle d'une église protestante dans leur sein; on est allé jusqu'à des fantômes pour les effrayer, et des centaines d'individus professant un Culte reconnu par l'État, et qui font depuis de longues années des sacrifices considérables pour l'exercer provisoirement, n'obtiennent pas de pasteur.

« Nous vous dirons encore sous cette rubrique, que, depuis trois années, nous n'avons pu obtenir l'autorisation d'acquiescer, à Schlestadt notre oratoire, à Benfeld et à Haguenau le terrain destiné à en recevoir deux autres. Schlestadt et Benfeld, cependant, forment une paroisse créée par décret. Espérons que bientôt arrivera le terme des résistances qui empêchent le Gouvernement de Sa Majesté, très disposé, nous le savons, à satisfaire à nos demandes si légitimes, de les accueillir enfin, en écartant les obstacles imaginaires qu'on y oppose.

« 21. *Présentation des instituteurs.* Des embarras assez graves ont surgi au sujet de l'exécution de l'article 31 de la loi du 15 mars 1850, qui attribue aux Consistoires le droit de présenter des candidats aux places vacantes d'instituteurs primaires. Ce droit était déjà inscrit dans l'article 2 de la loi provisoire du 11 janvier 1850, relative aux instituteurs communaux. Des difficultés s'étaient élevées d'abord entre des Conseils municipaux et des Consistoires, à l'époque où la nomination appartenait aux premiers de ces Corps. Les Conseils municipaux prétendaient n'être pas tenus de choisir sur la liste présentée par le Consistoire, et avoir seuls le droit de pourvoir la commune dont ils sont les représentants, dont ils connaissent les besoins et qui, en définitive, paie l'instituteur. Les Consistoires répliquaient que leur droit de présentation serait entièrement illusoire, s'il dépendait du Conseil municipal de le laisser sans effet, en prenant en dehors de la liste; que le Consistoire est au moins aussi compétent que le Conseil municipal pour apprécier le mérite d'un instituteur, qui aura dans ses plus importantes attributions de donner aux enfants la première instruction religieuse; que cette compétence peut être revendiquée par le Consistoire, surtout quand le Conseil municipal est en partie, ou même en entier, composé de catholiques. Le Ministre, à qui nous avions soumis ces observations, nous écrivait, le 28 août 1851 : « Le sens de l'article 31 de la loi du 15 mars 1850 est précis; toute nomination faite en dehors de la liste de présentation du Consistoire, serait illégale. »

« Des Conseils municipaux, la loi du 9 mars 1852, qui maintenait le droit de présentation des Consistoires, fit passer le droit de nomination aux Recteurs. Avec l'un de ces fonc-

tionnaires, nos difficultés recommencèrent, parce qu'il considérait que la loi du 9 mars 1852 avait abrogé celle du 15 mars 1850, sous laquelle, reconnaissait-il, comme l'avait proclamé le Ministre, toute nomination faite en dehors de la liste du Consistoire eût été illégale. Nouvelle réclamation de notre part au Ministre; nouvelle décision favorable de Son Excellence.

«La loi du 14 juin 1854 vint donner aux Préfets le droit de nommer les instituteurs et de prescrire parmi eux des permutations d'office. De ce moment, les embarras grandissent, les réclamations des Consistoires deviennent plus nombreuses; nous avons encore une fois recours au Ministre, à qui nous signalons une nomination faite, dans le département du Doubs, au mépris des droits du Consistoire, et, le 24 mars 1855, Son Excellence nous répond encore que le Consistoire *doit être appelé à faire des présentations toutes les fois qu'il s'agit de nommer un instituteur communal dans sa circonscription.*

«Mais, dans le Bas-Rhin aussi, la question se compliquait de jour en jour : Des Consistoires, au lieu de s'adresser à nous, qui avions, jusqu'alors, défendu les droits de tous, manquèrent à la hiérarchie et, sans que nous en fussions informés, réclamèrent directement auprès de M. le Préfet, qui provoqua, de son côté, les instructions du Ministre. Elles portèrent : *que le droit de présentation donné par la loi aux Consistoires, ne s'exerce pas en vue de telle ou telle localité*; que, s'il survient une vacance parmi les instituteurs communaux d'un culte non catholique, le Consistoire doit être mis en mesure de présenter un candidat, mais que le Préfet n'est pas tenu de donner au candidat présenté le poste devenu vacant; qu'il peut y appeler un maître exerçant ailleurs, et remplacer celui-ci par un candidat présenté; qu'il n'y a lieu à présentation, *que lorsqu'il s'agit d'introduire un nouveau membre dans le Corps des instituteurs publics d'une même communion.*

«Nous nous sommes demandé à quoi servirait la présentation d'un Consistoire, si elle ne doit pas être faite en vue de telle vacance survenue dans sa circonscription? Quel sera le titre d'un Consistoire à présenter un candidat, si le candidat doit être nommé dans le ressort d'un autre Consistoire? Ce dernier réclamerait à bon droit. A quel Consistoire reviendra la présentation s'il n'y a lieu à présenter *que lorsqu'il s'agit d'introduire un nouveau membre dans le Corps des instituteurs publics.*

«Cette introduction n'a pas besoin, d'ailleurs, de la sanction d'un Consistoire, puisqu'elle s'opère par les épreuves académiques qu'a subies le candidat.

«A la date du 5 septembre dernier, nous avons adressé au Ministre sur la question un mémoire complet que vous trouverez au dossier spécial.

«La réponse que Son Excellence nous a fait parvenir, sous date du 15 octobre courant, est loin de répondre à notre attente. Si nous avons été heureux mais non surpris d'y lire, de la part du nouveau Ministre de S. M. l'Empereur, la déclaration formelle de vouloir maintenir avec la plus impartiale fermeté les droits des Cultes reconnus, autres que celui auquel appartient la grande majorité des Français, d'un autre côté nous avons eu le regret de voir sanctionner par Son Excellence la dernière interprétation de M. Fortoul.

«Le Ministre ne conteste pas le droit, mais il en examine l'étendue :

«Son Excellence reconnaît, que lorsqu'il s'agit d'un nouvel instituteur le Consistoire doit toujours être consulté; — que toute nomination faite en dehors de la liste de présentation du Consistoire serait illégale; — que le Consistoire doit être appelé à faire des présentations toutes les fois qu'il s'agira de nommer un instituteur communal dans sa circonscription — et néanmoins Son Excellence décide encore conformément à ce qu'avait décidé son prédécesseur.

«Nous serons dans la nécessité de demander respectueusement à Son Excellence comment concilier la pratique avec la théorie.

«La présentation par le Consistoire est analogue, dit M. le Ministre, à celle des Conseils départementaux préparant une liste d'admissibilité, avec ce privilège toutefois qu'à chacune des vacances survenues dans les communes protestantes, une présentation individuelle et isolée peut être faite par les Corps chargés de protéger, au point de vue religieux, l'intérêt des populations non catholiques.

«Nous sommes reconnaissants de cette dérogation à la rigueur du principe : que le droit de présentation donné par la loi aux Consistoires *ne s'exerce pas en vue de telle ou telle localité* et que, *il n'y a lieu à présentation que lorsqu'il s'agit d'introduire un nouveau membre dans le Corps des instituteurs publics d'une même communauté.*

«Mais, cette dérogation concédée, restera toujours à examiner quelle sera la portée de la présentation individuelle et isolée d'un Consistoire. Nous avons déjà parlé du droit contesté du Préfet en matière de discipline. S'il juge à propos de faire permuter deux instituteurs, point de vacance réelle, par conséquent pas de droit de présentation. Si une place devient vacante, mais que le Préfet tienne prêt un instituteur qu'il importe de ne pas laisser dans sa résidence actuelle, pas davantage de droit de présentation; mais, à notre avis, le droit existera pour le Consistoire à la circonscription duquel l'instituteur sera enlevé par la mesure disciplinaire et qu'il faudra remplacer. Le droit sera complet, de même, quand telle vacance se fera dans les circonstances ordinaires et qu'il ne s'agira plus que de chercher en liberté le meilleur instituteur à y appeler; dans ces cas là, y aurait-il privilège ou abus dans le droit de présentation et diminution du pouvoir du Préfet parce qu'il serait tenu, d'avoir égard à la présentation du Consistoire? Que de conditions le Consistoire n'a-t-il pas à chercher dans l'instituteur! capacité, moralité, piété, aptitude aux diverses fonctions d'organiste, de chantre, de sacristain, et qui, mieux que le Consistoire, saura reconnaître que ces conditions existent toutes?

«Ces observations répondent peut-être à l'objection du Ministre: que, pour soutenir avec succès la thèse défendue par le Directoire, c'est à dire, le droit de présentation au profit de tout Consistoire, pour chaque école publique de sa circonscription, il faudrait assimiler ces corps aux associations religieuses enseignantes, dont les supérieurs exercent, eux, le droit de présentation pour chaque localité. Vous lirez, Messieurs, les lettres de Son Excellence sur ce point.

«Il nous semble précisément résulter du parallèle établi entre les instituteurs congréganistes et les instituteurs laïques, que la présentation par liste générale sur laquelle le Préfet prendrait au besoin, serait plus facile pour les supérieurs des congrégations et que la présentation isolée devrait être réservée aux Consistoires, si intéressés à trouver dans un instituteur la réunion de toutes les qualités que nous énumérons tout à l'heure.

«Quoi qu'il en soit, le droit de présentation en faveur des Consistoires est reconnu par le Ministre et il faut bien qu'il ait eu sa raison d'être pour qu'à partir de 1850 toutes les lois d'enseignement primaire l'aient successivement consacré. Il a même été édicté antérieurement à celui des supérieurs de corporations religieuses.

«Peut-il s'exercer s'il se borne à la formation d'un tableau général où le Préfet seul choisira désormais? Tel instituteur protestant conviendra, relativement au culte, à telle commune, tel autre y serait insuffisant; qui éclairera le Préfet? L'autorité ecclésiastique évidemment. Il faut donc qu'elle soit consultée et, chaque fois et comme conséquence, son avis doit être pris en considération.

«Nous livrons toute cette affaire à votre examen et nous serons heureux d'entendre M. le Préfet prendre part à cette discussion, désireux que nous sommes de ne point paraître vouloir plus que la loi ne nous accorde, mais regardant comme notre devoir de réclamer tout ce qu'elle a entendu nous donner.

»22. *Legs.* Dans l'intervalle de nos deux sessions, l'acceptation des legs suivants, faits antérieurement à divers établissements de notre Culte, a été autorisée :

«Legs de 300 fr., fait aux pauvres de l'église de St-Guillaume à Strasbourg par la D^{lle} Roth. (Arrêté de M. le Préfet, du 9 janvier 1856.)

«Legs de 300 fr., fait à la fabrique de l'église de St-Guillaume à Strasbourg par la dite D^{lle} Roth. (Décret impérial du 23 février 1856.)

«Legs d'une rente de 50 fr., fait au Consistoire de Paris par la D^{lle} Rosalie Bapst. (Décret impérial du 7 août 1856.)

«Nous devons mentionner ici un autre legs ancien : Par son testament du 6 novembre 1833, un St Gœnner, Jean-Léonard, a légué, sous la réserve de l'usufruit attribué à la dame Thérèse Golder :

1°) Une somme de 3000 fr. à la fondation de St-Guillaume;

2°) 3000 fr. aux élèves pauvres du Gymnase;

3°) 1000 fr. à l'école pratique du Gymnase;

4°) 1600 fr. aux élèves pauvres des deux sexes de l'école protestante de St-Thomas; et

5°) 1000 fr. aux pauvres honteux de la dite église.

«L'acceptation de ces différents legs avait été autorisée par ordonnance royale du 24 novembre 1844.

«L'usufruitière est décédée le 1^{er} mai 1856, et les divers établissements légataires sont

en instance pour obtenir la délivrance et la mise en possession du montant des legs qui leur reviennent respectivement.

« Comme legs nouveaux nous avons à mentionner :

« Un legs de 350 fr., fait à l'établissement des diaconesses à Strasbourg, par la dame veuve Mercklé, née Schwing.

« Un legs de 300 fr., fait au dit établissement, par la dame veuve Wiegel, née Schnéeegans.

« L'acceptation de ces deux legs est déjà autorisée.

« Un legs de 500 fr., fait au dit établissement, par la dame veuve Baltz, née Friesé.

« Un legs de 200 fr., fait aux pauvres de l'église de St-Pierre-le-jeune à Strasbourg, par la D^{lle} Asar, Marie-Madeleine-Sophie, catholique.

« Un legs de 1000 fr., fait aux pauvres de l'église de St-Pierre-le-vieux à Strasbourg, par le S^r François-Henri Rasp, rentier.

« Un legs de 500 fr., fait à la caisse des aumônes de l'église de Gertwiller, par la dame Kornmann, née Baltzinger.

« L'acceptation de ces derniers legs n'est pas encore autorisée.

« La dame veuve Balazue, rentière à Strasbourg, catholique, a légué à chacune des sept paroisses protestantes de la ville la somme de 150 fr. pour être distribuée aux pauvres.

« Enfin, à la date du 7 juin 1856, nous avons transmis à S. Exc. M. le Ministre des Cultes le projet d'une donation de 6000 fr. par M. le Baron Léon de Bussierre, Conseiller d'État, au profit de l'établissement des diaconesses de Strasbourg, et, spécialement, de l'asile pour les jeunes servantes qui y est attaché. Nous n'avons pas encore reçu à cet égard l'autorisation du Gouvernement.

« 23. *Subventions du Gouvernement.* Les subventions du Gouvernement pour constructions ou réparations d'édifices religieux ou de presbytères se sont montées, depuis notre dernière session, à 10840 fr., savoir :

« Comme secours supplémentaire pour l'achèvement de l'église de Puteaux . . . 2000 fr.

« Pour aider aux réparations du presbytère de Trœnheim. 1500 fr.

« Pour la construction de l'église de Pierrefontaine. 4500 fr.

« Pour aider aux réparations de l'église mixte et du presbytère protestant de Hunawirh. 2840 fr.

10840 fr.

« Tel est, Messieurs, le rapport que le Directoire avait à vous présenter sur son administration annuelle.

« Il vous prie de vouloir bien nommer la Commission qui sera chargée d'examiner ce document et, au besoin, les dossiers que nous joignons à l'appui.»

L'assemblée procède à la nomination de cette Commission.

Sont élus MM. RENOUD DE BUSSIERRE, BRUCH, SCHIELLEIN, COULMANN et RODOLPHE COVIER.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport présenté, dans la session de 1855, par la Commission chargée d'examiner quelles modifications pourraient être demandées au Règlement du 10 novembre 1852, en ce qui touche la forme de la nomination des pasteurs.

L'assemblée, jugeant l'heure trop avancée pour entamer cette discussion, l'ajourne au lendemain, et décide, sur la proposition de M. le Président, que le rapport concernant les réclamations d'un certain nombre de professeurs du Gymnase et le rétablissement de la classe de 9^e, sera lu séance tenante.

M. le PRÉSIDENT donne lecture de ce rapport qui ne porte que sur des détails personnels.

L'assemblée adopte la proposition de M. le Président, d'adjoindre à la Commission qui sera désignée pour prononcer sur ce travail, M. le Professeur JUNG et M. le DIRECTEUR DE GYMNASÉ.

Le scrutin est ouvert pour la nomination de cette Commission. Sont nommés :

MM. DRION, RAU et GAUCKLER.

La séance est levée.

* Séance du 24 octobre. 1856

(C'est par suite d'une omission que, page 4, M. ROSSEL, député laïque de l'Inspection de Montbéliard, n'a pas été porté comme présent.)

La séance est ouverte à midi.

M. le Préfet y assiste. Tous les membres sont présents, à l'exception de MM. JUNKER, DE GEIGER, DE DIETRICH, et Frédéric CUVIER, excusés.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport présenté dans la session de 1855, par la Commission chargée d'examiner quelles modifications pourraient être demandées au Règlement du 10 novembre 1852, en ce qui touche la forme de la nomination des pasteurs.

Il est donné lecture du mémoire mentionné dans le rapport de M. le Président (voir p. 9). Ce mémoire, qui a été adressé par le Consistoire d'Audincourt à M. le Président du Consistoire supérieur et du Directoire, est conçu comme suit :

« Tous ceux qui s'intéressent au bien de nos églises, pasteurs et laïques, se sont vivement préoccupés pendant quelque temps, de la nomination des pasteurs dans le pays (l'Inspection de Montbéliard). Ce qui s'est passé à Bréveliers, Seloncourt et Dampierre, d'un côté, puis, de l'autre, dans les paroisses dont les pasteurs s'étaient présentés comme candidats aux cures vacantes, a fait naître des craintes sérieuses pour l'avenir des paroisses et des pasteurs; et c'est, guidés par un profond sentiment d'affection pour nos églises, que nous nous sommes décidés de nous adresser à vous, M. le Président, pour vous exprimer notre opinion et nos vœux à cet égard.

XIV.

« Permettez-nous de vous exposer d'abord les dangers que nous voyons dans le mode actuel de nomination.

« Lorsqu'un pasteur a le projet de se porter candidat pour une cure vacante, il est de son intérêt que sa candidature soit tenue secrète; sans cela, dans le cas de non nomination, son ministère sera compromis dans sa paroisse, qui aura quelque droit de regarder le projet de départ de son pasteur comme une preuve de désaffection, et, dès lors, cessera, en grande partie, les rapports de confiance et d'attachement qui existaient auparavant.

« Le pasteur cherchera donc à tenir secrète sa candidature; mais, de cette manière, il est impossible de s'assurer des dispositions de la paroisse où il se propose d'entrer; les moindres démarches faites pour y parvenir, feraient soupçonner sa candidature, et même il pourrait être accusé d'intrigues, ce qui suffirait pour le faire éliminer. A peine il ose consulter un ami. Il n'a donc pas d'autre moyen que de s'adresser purement et simplement au Président du Directoire. Ce mode est sans doute le meilleur : 1^o) dans le cas de non nomination, parce qu'alors la position du pasteur n'est pas compromise dans sa paroisse, et 2^o) dans le cas où le pasteur nommé par le Directoire, se trouve être celui qui a le plus la confiance de la paroisse.

« Mais, d'abord, il est excessivement difficile de tenir une candidature entièrement secrète; et à peu près toutes les fois que des pasteurs se sont présentés, non seulement leurs amis les plus intimes en ont été instruits, mais aussi leurs paroissiens. Le plus souvent les pasteurs intéressés ne savent pas eux-mêmes comment leur candidature a été connue; mais le fait n'en est pas moins positif.

« Puis, malheureusement, si le pasteur nommé par le Directoire n'a pas les sympathies de la paroisse, c'est alors que commence pour lui une série de peines et de souffrances. Une cruelle incertitude s'empare de lui, à la nouvelle d'une opposition contre lui dans sa future paroisse. Il se demande si cette opposition est formée par la majorité ou par une faible minorité de ses futurs paroissiens; si elle est de nature à l'empêcher d'accepter, et s'il est lui-même en mesure de la faire cesser par son zèle et son activité pastorale. Il ne voudrait pas pour tout au monde s'appuyer sur la loi et recourir à la force pour s'imposer à ses paroissiens; d'un ministère de confiance et de persuasion, il ne veut pas faire une fonction dépourvue de toute influence morale; et, s'il voit que l'opposition persiste, il ne lui reste pas d'autre parti à prendre que de donner sa démission. Mais dans ce cas, il doit rester dans son ancienne paroisse. Il cherchera donc à resserrer les liens que sa nomination à une autre paroisse avait déjà distendus; peut-être même devra-t-il recourir à des moyens humiliants, pour regagner quelques témoignages en sa faveur, et se faire pardonner en quelque sorte de ne plus quitter une commune où il était déjà considéré comme étranger. Et que de fois, hélas! son cœur est navré de voir la désaffection qui s'est produite en si peu de temps dans ses anciens paroissiens!

« Mais ce n'est pas le terme de ses souffrances : Un pasteur qui a été repoussé par une

paroisse, se trouve déconsidéré, et sera presque inévitablement repoussé par une autre. Quelque honorable qu'ait été sa conduite, quelque vains qu'aient été les motifs de l'opposition suscitée contre lui, il suffira qu'une paroisse ne l'ait pas voulu, pour qu'une autre le juge mauvais pasteur. Puis, chaque pasteur a ses défauts, qui sont tolérés ou passés sous silence dans le cours ordinaire de son ministère, mais qu'on s'empressera malheureusement de relever, s'il est nommé à une autre paroisse où il soit mal accueilli. On les présentera comme autant de motifs d'opposition, et bientôt l'exagération ou la calomnie s'en mêlant, ce seront de graves défauts qui seront accrédités dans tout le pays.

Il est naturel qu'un pareil état de choses fasse hésiter bien des pasteurs à se présenter pour les places vacantes. Ceux-là même qui seraient très capables de les remplir, ont à redouter un mauvais accueil dans une nouvelle paroisse, et ensuite une fâcheuse position dans celle où ils avaient été tranquilles jusqu'alors. Ce qui empêche encore un grand nombre de pasteurs de se présenter, c'est qu'ils voudraient voir une vocation dans un changement de paroisse. Ils craignent de prendre l'initiative dans une affaire aussi importante, et il leur faut des motifs bien sérieux pour rompre les liens qui existent entre eux et leur paroisse. Ils pourraient répondre en toute liberté de conscience à une vocation formelle, tandis qu'ils hésiteront toujours à suivre une impulsion personnelle, dans la crainte de subir l'influence de considérations peu dignes du ministère évangélique.

Toutefois, il nous est impossible de passer sous silence la position pécuniaire de bien des pasteurs. Sans parler des nombreuses collectes, où le pasteur doit figurer l'un des premiers, et des charges que fait peser sur lui la mendicité et le soin des pauvres, l'entretien de sa propre famille lui est beaucoup plus onéreux qu'autrefois, par le prix élevé des denrées de toutes espèces depuis plusieurs années, par l'augmentation du salaire des ouvriers et des domestiques et par les frais considérables que lui impose l'éducation de ses enfants, surtout à la campagne, où, du reste, les denrées, même de première nécessité, sont aussi chères qu'en ville; de sorte qu'on peut affirmer que, malgré la plus stricte économie, le traitement de quinze cents francs n'est plus au niveau des dépenses. Un supplément de la paroisse est donc utile, en l'absence de tout casuel. Mais ce supplément est facultatif, voté d'année en année; et s'il n'est accordé ou maintenu que difficilement en faveur des pasteurs qui ont les sympathies de leurs paroissiens, il sera refusé, comme on en a eu tant d'exemples, aux pasteurs qui seront mal vus par eux.

Enfin, une triste conséquence qui peut résulter de tout ce qui précède, c'est la diminution du nombre des candidats au ministère évangélique; et nos églises peuvent se trouver dans une position critique par le manque de pasteurs. Malheureusement, les vocations au ministère, parmi les jeunes gens, ont toujours été rares, et les tendances bien prononcées de notre époque vers les avantages temporels, peuvent rendre ces vocations encore plus rares; de sorte que, si, à la disposition générale des esprits, se joint encore la position des pasteurs, fâcheuse sous tant de rapports, ce sera un motif de plus pour les parents et pour les jeunes gens d'éprouver de l'éloignement pour la carrière ecclésiastique.

«En insistant comme nous l'avons fait sur la position des pasteurs, nous nous gardons bien de méconnaître l'intérêt des paroisses; et même, nous devons le déclarer dès à présent, à notre point de vue, les pasteurs sont faits pour les paroisses, et non les paroisses pour les pasteurs. Ainsi c'est l'intérêt de la paroisse qui doit prédominer, et si nous désirons vivement le bien des pasteurs, ce n'est qu'autant qu'il peut contribuer au bien et à la prospérité de l'Eglise.

«A l'époque de la Révolution française, lorsque nos temples furent rendus au culte, c'étaient les paroisses qui fournissaient intégralement au traitement des pasteurs et qui les nommaient directement. Plus tard, à l'organisation des cultes, le traitement des pasteurs fut fixé à cinq cents francs, et les paroisses durent encore fournir un assez fort supplément. Il en résulta qu'on eut toujours égard au vœu des paroisses dans notre pays (l'Inspection de Montbéliard), où il n'y avait ni casuel ni aucuns revenus ecclésiastiques. Et, dans cette appréciation du vœu des paroisses, on n'avait pas seulement en vue de fournir aux pasteurs des moyens d'existence, mais aussi, et même surtout, de donner aux églises des pasteurs sympathiques, dont l'influence fût d'autant plus salutaire qu'ils jouiraient de plus de confiance dans l'exercice de leur ministère.

«Or, si pour la nomination des pasteurs, nous avons consulté le vœu des paroisses à une époque où la paroisse n'existait pas légalement, où le Conseil presbytéral n'était proprement qu'un corps fictif, dont les membres, nommés par le Consistoire, ne l'étaient réellement que par le pasteur, il nous semble que c'est une anomalie, une source de peines et d'agitations, de repousser complètement toute participation de la paroisse actuellement qu'elle a acquis une existence légale, qu'elle nomme elle-même son Conseil presbytéral et ses représentants au Consistoire, que les élections ont été en général très bonnes, faites avec ordre et avec calme, et que les droits qu'elle a acquis, lui font regarder comme d'autant plus naturel l'exercice d'un droit, à la vérité coutumier, et cependant positif, qu'elle exerçait autrefois. Les paroisses ont été surprises d'en être privées subitement, et, de là, bien des conflits, dont les suites auraient été plus graves, si des moyens de conciliation et la retraite des pasteurs nommés n'avaient terminé les difficultés. Mais en réalité, ce sont encore les vœux, ou les dispositions plus ou moins hostiles des paroisses, qui ont été prises en considération, de sorte qu'elles s'attribuent, peut-être encore plus qu'auparavant, le droit d'être consultées. Sans doute elles ne le sont plus, ni par le Consistoire, ni par le Consistoire; mais les pasteurs sont d'autant plus obligés d'avoir égard à leurs dispositions, que, s'ils n'ont plus à craindre des conflits avant la nomination, ils en ont beaucoup plus à redouter après, ce qui est bien plus grave. Autrefois, quand il y avait contestation, c'était entre le Consistoire et la paroisse, tandis que maintenant c'est directement entre le pasteur et la paroisse.

«Quand le Consistoire était chargé de la nomination, il en portait la responsabilité immédiate, et chaque membre du Consistoire regardait de son devoir de prévenir toute contestation. On s'informait du vœu de la paroisse; quand il était connu, et qu'il paraissait

sait légitime, on s'accordait pour nommer le candidat demandé; les autres candidats déclaraient le plus souvent, avant la nomination, qu'ils se retiraient, ce qui leur conservait une position plus avantageuse dans leur ancienne paroisse, et le pasteur élu pouvait alors sans crainte entrer dans sa nouvelle paroisse. Actuellement, le Consistoire a plus de titres à la considération qu'autrefois; il est plus nombreux et le produit d'une double élection des paroisses, et cependant, il n'est instruit de rien; il n'a aucune mission dans une affaire qui le touche de bien près; il doit voir en silence dans son sein des causes de trouble, sans avoir le droit de s'en occuper; il est chargé par la loi de veiller au maintien de l'ordre et de la discipline dans son ressort, et dans les affaires qui peuvent compromettre au plus haut degré cet ordre et cette discipline, il n'est pas même saisi officiellement de ce qui se passe; il est sensé ignorer l'état de la paroisse, la nomination du pasteur, les mesures prises à son égard, les conflits qui existent et sur lesquels il ne peut être appelé à délibérer que lorsque le mal est déjà tellement grave, qu'on n'y voit plus de remède. Ainsi, dans l'affaire de Dampierre, ce n'est que par la voix publique que le président du Consistoire a été informé de la nomination du pasteur, de l'opposition de la paroisse, de la démission du pasteur nommé. Comment donc pouvait-il saisir le Consistoire d'une affaire sur laquelle il n'avait pas le moindre renseignement officiel? Aussi, qu'est-il arrivé? C'est que le pasteur nommé s'est trouvé à peu près seul en butte à l'opposition de sa nouvelle paroisse; et là où la dignité de son ministère exigeait qu'il n'intervint pas et que les voies lui fussent préparées par les corps constitués, il a été obligé de se débattre personnellement contre toutes les attaques dont il était l'objet.

«En supposant même que la seule mission du Consistoire fût de donner force à la loi, et de veiller au maintien de la nomination faite par le Directoire, encore est-il nécessaire qu'il en soit instruit et qu'il soit mis en demeure d'agir.

«Enfin, de deux choses l'une : ou les paroisses renonceront à toute manifestation de vœu et même d'opinion, et recevront passivement les pasteurs qu'on leur donnera; dans ce cas, le sentiment d'Eglise se perdra dans nos paroisses; elles recevront un pasteur comme on reçoit un fonctionnaire de l'ordre civil; la vie déjà si languissante finira par s'éteindre; les liens de confiance réciproque entre le pasteur et ses paroissiens seront bien faibles, et aussitôt qu'il y aura quelque réveil, la porte se trouvera large ouverte au séparatisme. Ou bien, les paroisses continueront de se prononcer à chaque vacance, en faveur de tel ou tel candidat; le Directoire, pour maintenir son autorité, ne jugera pas à propos d'accéder à leurs vœux, et chaque vacance de cure fera redouter des conflits et des troubles.

«Voilà le mal. Que Dieu daigne nous suggérer le remède! Les opinions à cet égard sont bien diverses, et se modifieront sans doute encore souvent. Voici celle que nous nous permettons d'émettre sur cette grave question :

«La loi concède au Directoire le droit absolu de nommer les pasteurs. Nous n'avons rien à objecter; c'est la loi. Tout ce que nous désirons, c'est que le Directoire prenne de tel-

les mesures et soit entouré de tels renseignements, que les inconvénients du mode actuel soient atténués autant que possible.

«Les trois cas qui peuvent se présenter, lorsqu'il s'agit de nommer un pasteur sont les suivants : 1^o) La paroisse n'exprime aucun vœu, ne manifeste aucune préférence pour tel ou tel candidat; elle se montre prête à accueillir le pasteur qu'on lui donnera. 2^o) Elle manifeste un vœu, elle témoigne une préférence marquée pour tel candidat plutôt que pour tel autre; c'est en connaissance de cause, sans avoir été travaillée par des intrigues qu'elle manifeste librement son choix. 3^o) La paroisse subit l'influence d'une minorité; il y a eu intrigue; ce n'est pas un mouvement spontané, ou si l'opinion est générale, elle est le résultat de renseignements faux ou d'injustes préventions.

«Dans le premier cas, la paroisse n'ayant manifesté aucun vœu, le Directoire adresserait vocation à celui des candidats ou des pasteurs qu'il jugerait à propos, et le nommerait sur son acceptation. Dans le second cas, la paroisse ayant manifesté un vœu juste et légitime, le Directoire adresserait vocation au candidat réclamé par la paroisse, et le nommerait, également à la suite de son acceptation. Dans le troisième cas, la paroisse ayant été travaillée par des intrigues, par des menées coupables, toutes les mesures seraient prises pour les dévoiler; le Directoire éliminerait le candidat de la paroisse, et adresserait vocation à un autre. Ce dernier cas est sans doute celui qui présenterait le plus de difficultés; mais nous sommes convaincus que les paroissiens comprendront eux-mêmes que toute intrigue doit être proscrite, et punie, s'il y a lieu. Sans doute, il peut arriver que les intrigues viennent de la famille du candidat, sans que lui-même en soit responsable. Mais le principe étant bien établi que toute intrigue peut éliminer un candidat, les familles craindront aussi de le compromettre, et n'agiront de leur côté qu'avec beaucoup de réserve et de circonspection.

«En supposant que cette marche retardât de quelque temps la nomination du pasteur, il vaut beaucoup mieux dans des affaires de cette nature, quelques jours de retard que trop de précipitation. D'ailleurs, pour ne pas multiplier des appels inutiles, le Directoire se ferait instruire par les Inspecteurs, et même par les Présidents de Consistoire, des pasteurs qui seraient disposés à accepter la cure vacante.

«Mais le plus difficile, et cependant l'essentiel, c'est que le Directoire soit parfaitement informé de l'état des esprits et des dispositions de la paroisse. Or, nous le déclarons franchement, le rapport de l'Inspecteur, quel qu'il soit, ne suffit pas, et ne peut pas suffire. Le Directoire ne peut pas non plus compter d'une manière positive sur les rapports officiels, qui n'engagent pas la responsabilité personnelle de ceux qui les communiquent, et même qui peuvent être entièrement contradictoires. D'ailleurs, il est à peu près certain que les renseignements officiels deviendront toujours plus rares, parce qu'on craindra qu'ils ne soient considérés comme des moyens d'intrigue et attribués, non à l'intérêt profond que portent à l'Église ceux qui les adressent, mais à des vues d'intérêt particulier.

«Des différents moyens que nous avons examinés pour éclairer le Directoire, voici celui

qui nous paraît le plus légitime, le plus rationnel : c'est qu'à chaque vacance de cure, le Consistoire intéressé soit chargé de l'instruction relative à l'état de la paroisse, à la disposition des esprits, aux vœux qui ont été manifestés. Il est censé bien connaître la paroisse, dont les représentants et les pasteurs voisins siègent dans son sein, et avec laquelle il entretient des rapports directs depuis longues années. De plus, la constitution actuelle des Consistoires donne encore plus de garantie qu'autrefois d'une juste appréciation.

« Les questions suivantes seraient donc pesées et examinées par le Consistoire : 1°) La paroisse a-t-elle manifesté un vœu ? En cas d'affirmation : 2°) Le vœu de la paroisse peut-il être pris en considération ? Et, si ce vœu est jugé légitime : 3°) Quel est le candidat désiré par la paroisse ?

« Le Consistoire prendrait de son côté toutes les mesures nécessaires pour être éclairé dans sa décision. S'il n'obtenait pas dans une première séance tous les renseignements suffisants, il nommerait une Commission qui serait envoyée dans la paroisse, et ce n'est qu'après s'être instruit d'une manière aussi complète que possible, qu'il enverrait son rapport au Directoire par l'intermédiaire de l'Inspecteur.

« On pourrait objecter que la décision du Consistoire, constatant le vœu de la paroisse, équivaldrait à une nomination. Mais si l'instruction du Consistoire s'est faite régulièrement, si le vœu de la paroisse a été bien constaté, si ce vœu est légitime, si le candidat demandé par la paroisse et présenté par le Consistoire, offre les garanties nécessaires, si tout en un mot fait espérer un ministère de paix et d'édification, il n'y a pas à craindre que cette présentation équivalle à une nomination, et le Directoire aura d'autant plus de motifs de nommer officiellement le candidat ainsi présenté.

« D'un autre côté, s'il y a eu partialité ou erreur de la part du Consistoire, ou s'il survient quelque circonstance imprévue, la décision du Consistoire n'étant pas définitive, toutes les parties intéressées pourront réclamer auprès de l'Inspecteur, dont le rapport servirait de contrôle à celui du Consistoire, ou en appeler au Directoire, en lui adressant leurs réclamations, avant qu'il ait statué sur la nomination.

« Cette marche épargnerait souvent au Directoire la pénible incertitude qu'il doit éprouver dans beaucoup de nominations, ainsi que les désagréments de revenir sur une nomination déjà faite, surtout quand les pièces sont déjà parties pour le Ministère.

« Nous n'avons plus à répondre qu'à une seule objection : On nous dira qu'en prenant ainsi en considération le vœu des paroisses, nous en rendons le classement impossible, ainsi que celui des pasteurs, dont nous annulons de la même manière les droits à l'avancement ; qu'il arrivera donc que des pasteurs placés dans des postes difficiles peuvent être condamnés à y passer toute leur vie, et même que des jeunes candidats peuvent l'emporter, et l'emporteront bien souvent dans l'opinion des paroissiens sur d'anciens pasteurs.

« Ce que nous avons dit ci-dessus prouve toute notre sollicitude pour la position des pasteurs ; mais nous regardons avant tout à l'intérêt spirituel des paroisses. Du reste, il est à peu près certain que si un pasteur se distingue dans un poste difficile, ses services

seront d'autant plus appréciés, et un peu plus tôt, ou un peu plus tard, il recevra vocation pour une place convenable. Mais aussi, supposons quelques paroisses avantagenses et classées en première ligne; elles seront donc réservées pour les pasteurs d'un grand mérite et pour ceux qui y ont des droits par rang d'ancienneté? Mais il est assez difficile d'apprécier le mérite d'un pasteur. Tel qui a un certain talent oratoire, aura moins de mérite qu'un autre au point de vue de la pastorale; tel autre atténuera par son caractère l'influence qu'il pourrait avoir par son zèle et son talent; tel autre conviendra très bien pour une paroisse et très peu pour une autre; enfin tel pasteur est jugé homme de mérite par les uns, et homme ordinaire par les autres.

«Quant au droit d'ancienneté, appliqué spécialement à telle ou telle église, c'est peut-être un des plus contraires aux progrès de sa vie morale et religieuse. Il y a une immense différence à être ancien pasteur dans une paroisse où l'on se trouve depuis longues années, ou à y arriver vieux pasteur. Et si une paroisse, réservée pour le droit d'ancienneté, est ainsi desservie par quelques vieux pasteurs successivement, on peut affirmer qu'elle languira, sacrifiée au bien-être des pasteurs.

«Telles sont les raisons qui nous ont dicté la marche que nous avons l'honneur de vous exposer comme un des meilleurs moyens de concilier les intérêts des paroisses et des pasteurs. Elle enlèverait peut-être quelques droits d'initiative à l'autorité du Directoire; mais nous sommes convaincus que le Directoire, qui n'a en vue que la prospérité de nos églises, prendra toujours en sérieuse considération tout ce qui peut y contribuer. Et c'est ee qui nous autorise à vous soumettre nos vues dans une question aussi grave que celle de la nomination des pasteurs.»

Un débat s'engage sur la marche à suivre pour la discussion.

M. l'Inspecteur BRUCH, membre de la Commission, désire qu'avant d'examiner les propositions qu'elle a formulées, le Consistoire supérieur décide *s'il est convenable, utile et, jusqu'à un certain point, nécessaire* de compléter par de nouvelles dispositions le Règlement du 10 novembre 1852,

M. le PRÉSIDENT, MM. RAU, ROD. CUVIER et DE BESSIERRE, expriment l'avis qu'il faut immédiatement examiner les modifications proposées par la Commission.

M. DRION : «Cet examen n'exclut pas celui de la question préjudicielle. Le Consistoire supérieur pourrait commencer par cette dernière et passer ensuite aux moyens proposés.

M. RAU : «Il pourrait arriver alors qu'on décidât qu'il est opportun de changer le Règlement et qu'en définitive l'on ne trouvât pas comment. Il vaut mieux examiner d'abord les divers moyens qu'on croit en avoir.

La Commission insiste sur la question préjudicielle : elle est conforme à l'ordre du jour; le Ministre a donné mandat de voir s'il y aurait opportunité de modifications. — La Commission répond par l'affirmative, donc elle doit avant tout demander si sa conviction est partagée par le Consistoire supérieur. — Si son vote est négatif, toute discussion sera devenue inutile.

M. RENOUD DE BISSIERRE : « Il serait peu rationnel d'écarter la discussion sur une question qui, après avoir donné lieu à la création d'une Commission spéciale, et fait l'objet de longues études et d'un rapport lu en séance publique, a été jugée assez importante pour être portée jusqu'ici d'une session à l'autre. Vous supposez notre conviction complète : elle ne l'est pas encore. Peut-être le Règlement du 10 novembre n'a-t-il pas toute la perfection désirable ; mais je ne pourrais indiquer dès à présent les modifications qui seraient à y demander. Tous ces points doivent être préalablement éclaircis par la discussion. Je propose, en conséquence, de poser au Consistoire supérieur la question suivante :

« Entend-il, oui ou non, passer à cette discussion ? »

Appuyé.

L'assemblée consultée décide qu'elle commencera par une discussion générale des questions traitées par le Rapport de la Commission.

Avant l'ouverture du débat, M. DRION, au nom de la Commission, donne lecture d'un amendement ainsi conçu :

« L'Inspecteur ecclésiastique, après avoir fait son rapport sur les besoins religieux et moraux de la paroisse vacante, sera invité à donner des renseignements sur les qualités et l'aptitude des candidats qui se seront mis sur les rangs.

« Lorsque le Directoire aura arrêté son opinion sur le candidat qui lui semblera mériter la préférence, il en informera l'Inspecteur ecclésiastique, lequel consultera le Consistoire du ressort pour constater si ce candidat ne rencontrera pas d'opposition ni d'antipathies dans la paroisse à pourvoir, et transmettra au Directoire le résultat de son information. »

M. l'Inspecteur BAUCH expose les raisons qui ont déterminé la Commission à modifier dans ce sens ses premières conclusions. Elle tenait à prévenir les graves inconvénients qui résultent des conflits entre les paroisses et leurs pasteurs. Elle avait aussi entendu dire que les rapports des Inspecteurs ne sont pas toujours considérés comme l'expression de la parfaite vérité ; et, afin de répondre à ces objections, et de remédier à ces inconvénients, la Commission avait adopté l'amendement proposé qui la rapprochait des conclusions du Consistoire d'Audincourt.

M. MASSON trouve que cet amendement tend trop à subordonner les Consistoires à l'autorité directoriale, en ne les faisant consulter que sur des choix déjà arrêtés par le Directoire. Selon M. l'Inspecteur, il serait préférable que cette autorité désignât le pasteur sur une liste faite par le Consistoire.

M. le PRÉSIDENT « Rétablir l'influence des Consistoires dans la nomination des pasteurs, voilà le but où tendent toutes ces nouvelles propositions. Après avoir, dans son rapport, rejeté cette influence et signalé tous les abus qui en résultaient, la Commission veut aujourd'hui restaurer l'ancien ordre de choses et va jusqu'à proposer que la paroisse soit consultée.

« Mais, en réalité, cela est-il possible ? Et votre expérience n'est-elle pas assez éclairée sur ce point ? Le Directoire ne peut-il donc pas trouver, sans aller aussi loin, ses éléments de

conviction? Et, en y allant, recevrait-il toutes les lumières que l'on suppose? Ne l'oubliez pas, Messieurs, les Consistoires seraient obligés de prendre l'avis des paroisses, et trouveraient, ainsi que les Inspecteurs, les difficultés que l'on veut éviter et qui seraient augmentées et rendues plus fréquentes par ces consultations mêmes.

« On parle toujours, d'un Inspecteur ou d'un Consistoire à consulter. Il y en aura d'ordinaire plusieurs, attendu que les aspirants d'une cure appartiennent fréquemment à des Inspections et à des Consistoires différents : toutes ces consultations pourront être contradictoires, et retarderont forcément les nominations, ce qui serait, au surplus, le moindre inconvénient du système. »

M. COULMANN : « Le Directoire me rappelle ces belles paroles de Bossuet : Tout pouvoir auquel on veut assigner des bornes se regarde comme dégradé. Je suis d'un avis contraire. Rien ne me semble plus fatal que le pouvoir absolu, surtout dans la sphère religieuse. Dans ce domaine de la conscience, la persuasion seule doit agir; le pouvoir spirituel qui n'a d'autre droit que la force, n'est plus rien; et son intérêt le plus grand est d'être éclairé et limité. C'est ce service que nous voulons rendre au Directoire.

« D'ailleurs il n'existe nulle part un pouvoir qui s'arroge le droit de procéder seul aux nominations; dans l'armée même, dans la magistrature, dans l'enseignement, dans les Corps académiques, les nominations se font sur présentation. Jamais surtout, un pouvoir laïque ne s'est arrogé le droit de donner aux paroisses les hommes qui ont cure d'âmes. Le pouvoir délégué au Directoire est une innovation énorme. Et voyez les conséquences de ce fait : Si ce Corps choisit les pasteurs dans les divers partis dogmatiques, il est accusé d'indifférence : s'il appartient à une certaine nuance, il ne désigne que des hommes de sa couleur; il en résulte pour son influence et pour l'Église une oppression et un grave préjudice. Viennent ensuite les considérations particulières d'affection ou de parenté qui peuvent concourir à égarer son choix. Les erreurs des Consistoires sont en pareil cas de peu d'importance, tandis que celles de la plus haute autorité de l'Église sont la ruine de sa puissance spirituelle.

« Nous avons donc voulu fortifier le Directoire et le protéger en donnant des limites à l'exercice de son pouvoir : Ces limites, nous les avons trouvées, d'une part, dans les Consistoires qui, pour avoir abusé de leurs droits, en ont perdu l'usage; mais n'oubliez pas qu'ils sont les vrais mandataires de l'Église, qu'ils sont nommés, non par la multitude, mais par des électeurs spéciaux et que le pasteur a besoin de leur appui, tant pour ses intérêts spirituels que pour ses intérêts temporels. Nous demandons encore l'avis des Inspecteurs que vous avez choisis vous-mêmes et dont vous négligez arbitrairement le concours.

« Nous ne demandons pas, comme M. Masson, que le Consistoire soit admis à présenter les candidats. Nous voulons que le Directoire, seul apte à puiser à toutes les sources les renseignements qui lui sont nécessaires, reste le maître d'apprécier la situation générale et les droits particuliers et de prendre la résolution définitive.

« De cette manière les principales difficultés disparaissent. S'il y a des résistances, le Di-

rectoire appréciera. Il décidera en sens contraire, avec sa responsabilité entièrement éclairée, ou modifiera sa proposition, si la résistance lui paraît fondée. Les troubles sérieux seront évités et le Gouvernement lui-même trouvera, après ces prudentes investigations, des motifs à sa sanction. Il y aura moins de doute sur l'approbation des communautés et sur celle du Ministre, et la dignité de notre Directoire, dignité qui nous est aussi chère qu'à lui-même, se trouvera mieux sauvegardée que par une autorité sans limites et sans règle, à laquelle il ne faut pas que nous reprochions encore de ne s'être pas suffisamment éclairée.

M. le PRÉSIDENT. « On dirait que les nominations des pasteurs arrivent à MM. les Inspecteurs comme des coups de foudre. Cela est-il exact? Il est vrai que, dans certains cas, ces fonctionnaires n'ont pas été consultés; mais les nominations étaient si simples et si naturelles, qu'une consultation eût été entièrement inutile. Au surplus, les noms des candidats transpirent toujours dans le public, et le plus souvent par l'indiscrétion des candidats eux-mêmes ou de leurs familles; enfin nous avons sur leur compte des renseignements explicites de MM. les Inspecteurs, dans les rapports que ces fonctionnaires nous adressent chaque année.

« J'ajouterai que nos nominations n'ont pas présenté d'erreurs. Il est vrai que nous n'avons pas toujours désigné des hommes de premier mérite; mais ces hommes avaient des droits: il fallait les placer.

« Les objections qui nous sont adressées supposent en général des pasteurs parfaits, ainsi que des paroisses parfaites. Voyez au contraire la réalité. Vous supposez les communes s'accordant paisiblement dans la demande d'un même pasteur; cet accord est rare, et le sera plus encore lorsque les fidèles se croiront le droit de prononcer. Nous verrons se reproduire le cas où dans une seule paroisse se formaient jusqu'à sept fractions demandant chacune un pasteur différent. Supposez des permutations disciplinaires: elles deviendront impossibles; car les communes sont toujours disposées à repousser le pasteur déplacé, quel que soit le motif de la mesure.

« D'ailleurs, les choix des Consistoires étaient-ils irréprochables, et n'excitaient-ils pas une foule de réclamations? J'en appelle à cet égard aux souvenirs de tous ceux qui ont été à même de juger l'ancien régime.

« M. Coulmann a dit que le Directoire peut embrasser telles opinions dogmatiques et se laisser entraîner par des considérations de parenté ou d'affection personnelle. Les Consistoires et les Inspecteurs sont précisément sujets à subir ces influences diverses. Tels Consistoires renfermaient jusqu'à une douzaine de membres unis par des liens de parenté, et l'Inspecteur, pasteur lui-même, placé au milieu des pasteurs, ses parents ou ses amis, se trouve beaucoup moins indépendant que le Directoire, pouvoir laïque, et naturellement dégagé, par sa constitution même, des influences locales et personnelles qui entourent les autres Corps et les autres fonctionnaires de l'Eglise.

« Il a été question d'un partage de la responsabilité entre le Directoire et les Consistoires. Ces Corps, avec leurs membres nombreux, et occupés de tant d'autres soins, ont-ils

une responsabilité réelle? N'oubliez pas, Messieurs, que plus la responsabilité se concentre et s'élève, plus elle offre de garanties véritables.

«M. Coulmann a beaucoup parlé du pouvoir absolu du Directoire. Ce pouvoir, où l'a-t-il trouvé? Notre action est limitée de toutes parts, par le Gouvernement, par les lois de l'Église, par notre conscience, par vous-mêmes. On a opposé à notre constitution celle de l'armée, de la magistrature, des académies : c'est là qu'il fallait au contraire chercher les analogies. Comme les chefs de ces Corps, nous sommes tenus de soumettre nos choix à la confirmation du Gouvernement. Dira-t-on que ce contrôle est faible? Ce serait une erreur. Le Gouvernement met à l'examen et à la discussion de nos nominations la vigilance la plus sévère et parfois la plus minutieuse.

«Je puis ajouter que, depuis l'introduction du nouveau mode de nomination, il y a amélioration constatée, non seulement dans le choix des pasteurs, mais encore dans le personnel aspirant aux cures. Cette circonstance doit être attribuée, précisément, aux soins que nous apportons aux nominations. Le rétablissement du concours des Consistoires ne tarderait pas à ramener la situation qui commence à s'amender sous l'influence du nouveau régime.

«Enfin, Messieurs, voici la 4^{me} session que le Consistoire supérieur s'occupe de cette question des modifications à apporter au nouveau mode de nomination des pasteurs; et les opinions sur ce point sont toujours encore divergentes et flottantes. Ce qui semble prouver que ces modifications ne sont, ni bien nécessaires, ni bien comprises.»

M. RAU : «Le rétablissement des Consistoires dans leurs anciens droits, entraînerait, en cas de conflit, la subordination du Directoire à ces Corps et une situation pire que celle à laquelle on veut remédier.

«En ce qui concerne l'intervention des Inspecteurs, elle est dès à présent suffisante. En effet ces fonctionnaires font connaître, dans leurs rapports annuels, leur opinion sur les pasteurs, et, dans leurs rapports particuliers sur les cures vacantes, la situation morale et religieuse des paroisses. Ils fournissent ainsi au Directoire tous les éléments nécessaires de conviction.

«La nouvelle proposition de la Commission porte, qu'ils consulteront le Consistoire du ressort sur les sympathies et les antipathies de la paroisse. Ces informations ne pourraient être prises, sans que le nom du candidat fût connu, et alors se produiraient tous les inconvénients de l'intervention directe des paroisses.»

M. DRON : «M. le Président a dit que depuis quatre sessions, il n'y a rien d'arrêté sur la question qui nous occupe. Je réponds que le travail de la Commission est là, et qu'il est très précis.

«L'intervention des Inspecteurs dans les nominations a été déclarée inutile en présence des rapports généraux et particuliers adressés au Directoire par ces fonctionnaires. Il résulte de ce que j'ai appris, de la bouche des Inspecteurs, qu'ils ne sont pas toujours consultés; M. le Président a lui-même constaté le fait. D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'apprécier, soit le caractère des pasteurs et leur mérite, soit l'état de la paroisse, mais l'ap-

titude de tel pasteur à telle cure vacante. Pour cet objet les rapports annuels sont insuffisants.»

M. KRATZ : «L'Inspecteur de la paroisse à pourvoir peut ne pas connaître le candidat présenté.»

M. DRION : «La Commission a prévu cette objection en proposant de prendre l'avis *du* ou *des* Inspecteurs ecclésiastiques.

«Une autre objection consiste à dire que les Inspecteurs seraient mécontents si leur proposition n'était pas agréée. Je réponds que le Directoire aura pleinement le droit de ne pas accepter cette proposition, et que ce mécontentement existe également si l'Inspecteur n'est pas consulté.

«M. le Président a dit que ces fonctionnaires ne sont pas indépendants des relations de famille et d'amitié, et que le Directoire possède plus de conditions d'impartialité. Cela est vrai. Le Directoire n'en pourra que mieux ratifier, s'il y a lieu, les erreurs des Inspecteurs ecclésiastiques. Nous ne voulons que lui fournir le plus d'éléments de conviction possible, et le préserver de notre mieux contre ses propres erreurs.

«M. le Président a représenté les difficultés qui peuvent surgir de l'intervention des *Consistoires* dans la nomination des pasteurs. Mais il ne s'agit pas d'intervention dans le choix proprement dit. Nous voulons seulement que le Consistoire consulté par l'Inspecteur fasse connaître, si des raisons particulières n'empêchent pas tel pasteur d'arriver dans telle cure. Cet avis n'entravera en rien l'action du Directoire. La responsabilité de ce dernier ne fera que s'amoinrir en descendant plus bas.»

M. le PRÉSIDENT : «Je ferai observer à M. Drion, que les Inspecteurs seront dans l'impossibilité de donner leur avis lorsque les candidats à la cure se trouveront en dehors du territoire de notre Église. Vous répondrez que ce sont des cas exceptionnels : la difficulté n'en existera pas moins; les propositions devant arriver aux Consistoires, ils ne voudront que des candidats de leur connaissance, et repousseront même des hommes de mérite qu'ils ne connaîtront pas.

«Vous avez été jusqu'à présent satisfaits de nos nominations. Ne serait-il pas sage de nous continuer votre confiance et de laisser marcher notre organisation avec le décret de 1852, jusqu'à plus mûre expérience?

«Je ne prétends pas qu'il n'y a rien à faire; mais soyez bien sûrs de ce que vous ferez; gardez-vous des demi-mesures : elles rendraient tout votre travail inutile.

«Enfin, Messieurs, il n'y a pas urgence.

«Des idées meilleures peuvent surgir : dans ce cas, nous nous engageons, et nous croyons pouvoir engager avec nous le Directoire futur, qui certainement se composera d'hommes honorables et impartiaux, à accepter tout moyen reconnu efficace pour améliorer ce qui existe.»

«M. DRION propose de clore la discussion générale qui paraît épuisée, et de demander à l'assemblée s'il y a lieu de passer à la discussion des propositions de la Commission.

M. le PRÉSIDENT fait observer que la question d'*opportunité*, écartée avant la discussion générale, pourrait être décidée actuellement. L'assemblée passerait ensuite, s'il y avait lieu, à l'examen détaillé des propositions de la Commission.

Appuyé.

M. BAUCH exprime le désir que la décision que va prendre le Consistoire supérieur ne préjuge pas la question à toute perpétuité. Il propose, en conséquence, de formuler cette question de la manière suivante :

Y a-t-il, quant à présent, opportunité de modifier le Règlement du 10 novembre en ce qui touche la forme de la nomination des pasteurs ?

Appuyé.

M. DRION demande que le vote sur cette question ait lieu au scrutin secret.

M. le PRÉSIDENT regretterait ce mode, que le Consistoire supérieur, depuis sa création, emploierait pour la première fois.

L'assemblée se prononce pour le scrutin secret.

Un premier tour donne pour résultat un nombre égal de votes négatifs et affirmatifs, avec un bulletin blanc.

Un second tour de scrutin donne une voix de majorité à l'affirmative.

La discussion sur les articles du rapport de la Commission est renvoyée à demain.

La séance est levée.

Séance du 25 octobre. 1856

La séance est ouverte à midi.

M. le Préfet y assiste. Tous les membres sont présents, excepté MM. JUNKER, DE GEIGER et DE DIETRICH, excusés.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion des articles par lesquels la Commission chargée d'examiner quelles modifications pourraient être demandées au Règlement ministériel du 10 novembre 1852, en ce qui touche la forme de la nomination des pasteurs, propose de modifier ce Règlement.

La discussion est ouverte sur l'article 13 du rapport de la Commission.

Cet article est ainsi conçu :

« Le Directoire dresse, en séance, une liste de classification des cures, divisées en cures de commencement, cures d'exception et cures ordinaires, ces dernières rangées, autant que possible, selon leurs produits présumables et selon les difficultés que présente leur administration. »

M. le PRÉSIDENT oppose à cet article l'impossibilité de l'exécuter, déjà reconnue par l'assemblée des délégués en 1848. Le Directoire demanderait que la Commission dressât

les tableaux dont il s'agit, ou qu'au moins elle montrât, par des exemples, qu'ils peuvent être dressés. Dans ce moment le Directoire se verrait obligé de décliner cette mission.

M. BAUCH : « Il est vrai qu'une classification rigoureuse et détaillée est impossible. Aussi n'est-elle pas demandée par la Commission. Nous disons simplement qu'il est des cures très pénibles, et peu rétribuées qui doivent nécessairement être desservies par des jeunes gens; d'autres offrent des avantages exceptionnels; enfin le plus grand nombre des cures se trouvent placées entre ces deux catégories. Que le tableau de ces trois classes existe ou non, la chose est réelle. »

M. RAU fait observer que la question du *classement des cures* est connexe avec celle de l'*ancienneté des pasteurs*, attendu que cette dernière sert en grande partie de base au classement. Il serait par conséquent plus logique de rattacher l'article 13 au 3^{me} alinéa de l'article 14, et de réunir les deux articles dans la discussion.

« L'article 14 est ainsi conçu :

« Il dressera aussi :

« 1^{re}) La liste des candidats en théologie, d'après les notes obtenues pendant leurs études.

« 2^o) Celle des vicaires et des pasteurs en exercice, en prenant pour base leurs notes d'études, combinées avec les résultats des rapports annuels des Inspecteurs sur leur conduite, leur zèle et leur aptitude.

« 3^o) Celle d'ancienneté de service des vicaires et des pasteurs en exercice.

La proposition de M. Rau est appuyée.

M. DRON rappelle que, dans la pensée de la Commission, l'ancienneté ne constitue pas à elle seule un titre à l'avancement, et que c'est seulement à mérite égal, et lorsque le pasteur convient à la paroisse, qu'il doit obtenir la préférence sur des collègues moins anciens que lui.

M. le PRÉSIDENT : « Ce principe a toujours présidé aux nominations faites par le Directoire, et par conséquent, on peut, pour le moins, reprocher aux propositions de la Commission de n'être pas nécessaires. »

M. DRON : « Il n'était pas dans nos intentions de faire du nouveau, ni d'entraver le Directoire. Nous avons désiré seulement que, grâce à ces listes d'ancienneté et de services, il fût à même de faire ses choix en pleine connaissance de cause. »

M. le PRÉSIDENT : « Ces listes existent, et elles sont consultées par nous, avec les rapports des Inspecteurs ecclésiastiques, toutes les fois que nous avons des nominations à faire. »

M. DRON : « Si elles existent, vous aurez exécuté notre Règlement à l'avance. »

M. le PRÉSIDENT : « Si la Commission entend simplement donner un conseil au Directoire, nous le recevons. Mais elle nous créerait de graves embarras, si elle ouvrait aux pasteurs le droit de réclamer, le Règlement en main, contre une nomination faite au préjudice de leur candidature. »

M. DRON : « Les listes ne seront pas publiques, et le droit du Directoire restera entier. »

M. Frédéric CUVIER : « Je ne comprends plus dès lors l'utilité de l'article. Il est évident que les listes que l'on demande existent pour le Directoire. »

M. de BUSSIERRE verrait de grands inconvénients à ce que les listes fussent mentionnées dans le Règlement : les pasteurs qui se croiraient lésés ne manqueraient pas de réclamer, et l'action du Directoire serait gravement entravée.

M. JUNG fait observer que la Commission a donné lieu à une équivoque en employant le mot de *liste* au lieu de *classement*. D'ailleurs, ce classement, fût-il possible, ne pourrait pas aller plus loin que la conscience du Directoire ; c'est à cette conscience qu'il convient de nous en remettre.

M. BRUCH : « La Commission n'insiste pas sur ces mesures ; mais elle croit devoir exposer les motifs qui l'ont déterminée à les proposer. Beaucoup de pasteurs s'étaient plaints de l'arbitraire qui semblait présider aux choix du Directoire. Il importe que tout le monde soit convaincu que ce corps procède à ses choix d'après des principes certains et des données positives. C'est dans ce but que nous avons proposé l'établissement de listes combinées d'ancienneté et de mérite. Notre intention était de faire une chose utile au Directoire. »

M. le PRÉSIDENT : « Notre déclaration que la liste existe n'a pas été aussi explicite qu'elle paraît l'être. La Commission demande que nous dressions nos tableaux en combinant les notes d'ancienneté et de mérite : cela est impossible. Comment établir le mérite de tous les pasteurs de notre Église ? Et puis, le mérite peut changer d'une année à l'autre ; les Inspecteurs auraient par conséquent à nous faire connaître chaque année le mérite comparé des pasteurs de leur ressort. »

M. BRUCH déclare que cette opération lui paraît très facile.

M. l'Inspecteur EDEL la trouve inexécutable pour son Inspection : il ne saurait classer par ordre de mérite les 50 pasteurs de son ressort : d'abord l'idée du mérite est relative, et souvent un pasteur distingué peut moins convenir à telle paroisse que tel de ses collègues qui l'est moins que lui. Puis, il y a souvent à mettre en balance des circonstances de caractère, de santé, de famille etc. Un classement général pourra fréquemment induire en erreur ou n'aboutir à rien.

M. l'Inspecteur SCHALLER regarde la mesure proposée non seulement comme impraticable, mais elle lui paraît de nature à froisser la délicatesse des Inspecteurs en leur conférant une surveillance inquisitoriale sur les pasteurs.

MM. les Inspecteurs BÜCHSENSCHÜTZ, CUVIER et MASSON se prononcent dans le même sens.

M. Frédéric CUVIER, sans demander une liste de classement d'après les notes des Inspecteurs, désirerait qu'à chaque session du Consistoire supérieur les listes des candidats et vicaires avec les notes obtenues pendant les études, et des pasteurs d'après leur rang d'ancienneté, fussent communiquées aux membres de l'assemblée pour qu'ils pussent se rendre compte du mouvement du personnel dans l'intervalle des deux sessions.

M. le PRÉSIDENT : « Les listes des pasteurs se trouvent au Recueil ; il ne s'agira que de

les renouveler; celles des candidats et des vicaires seront établies pour les besoins du Consistoire supérieur, et tous ces tableaux vous seront communiqués avec les rapports adressés au Ministre sur les pasteurs nommés dans le cours de l'année.»

Appuyé.

L'assemblée décide que les notes sur les ecclésiastiques ne seront pas consignées sur les listes, mais seulement mises à la disposition des membres de l'assemblée qui demanderaient à les connaître.

Sur la proposition de M. DRON, M. le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si l'article 13 sera mentionné au Règlement.

L'assemblée se prononce par main levée contre cette mention.

Est de même votée la suppression de l'article 14.

Ce double vote entraîne, comme conséquence, la suppression de l'article 15, ainsi conçu :

«La liste de classement des cures restera permanente, sauf les modifications que le temps et les circonstances pourront déterminer le Directoire à y introduire. La liste de mérite des pasteurs et des vicaires pourra être périodiquement révisée par le Directoire.

L'assemblée passe à la discussion de l'article 16 ainsi conçu :

«S'il s'agit de pourvoir à une vacance, ou d'un changement de cure, le Directoire prend l'avis de ou des Inspecteurs ecclésiastiques :

«1°) Sur l'état moral et religieux de la paroisse à pourvoir.

«2°) Sur l'aptitude spéciale de chaque candidat inscrit, à la direction de cette paroisse.

«Cet avis devra être transmis au Directoire dans un délai qui sera déterminé par lui.»

M. MASSON constate que cet article confère aux Inspecteurs une attribution nouvelle, qui n'est pas écrite dans la loi, et qui engage leur responsabilité. Il ne réclame pas cette disposition supplémentaire, mais il la subira et l'exécutera si elle est votée.

M. l'Inspecteur EDEL la regarde comme contraire à l'esprit du Règlement. En se bornant à demander la présentation verbale ou écrite des candidats au Directoire, le Ministre a voulu évidemment épargner aux pasteurs la divulgation de leur candidature. L'article qui nous occupe rétablirait la publicité, en obligeant le Directoire à communiquer la liste des candidats à un ou à plusieurs Inspecteurs.

M. le PRÉSIDENT : «Il en résulterait le plus souvent de grandes complications et de longs retards dans les nominations des pasteurs. Il se présente parfois plus de vingt candidats. Quel surcroît de travail, s'il fallait, sur tous ces noms demander et recevoir l'avis des Inspecteurs, et même, selon le nouvel amendement de la Commission, l'avis des Consistoires et des paroisses!»

M. COULMANN, membre de la Commission, reconnaît les difficultés d'exécution et l'inconvénient qu'il y aurait, à livrer au public les noms des candidats. Il propose de déclarer que le Directoire pourra se borner à communiquer aux Inspecteurs le nom du candidat choisi par lui.

M. BAUCH rectifie cette déclaration. «La Commission a réellement demandé que *tous* les noms des candidats fussent communiqués à l'Inspecteur. Les raisons s'en trouvent d'abord dans la position humiliante de ce fonctionnaire, réduit à ignorer les noms des pasteurs qui se présentent aux cures vacantes de son Inspection. Une autre raison, c'est que l'Inspecteur est, par ses fonctions même, en mesure de fournir au Directoire d'utiles renseignements sur les candidats. Enfin, la Commission avait pour but de faire porter à l'Inspecteur une partie de la responsabilité qui actuellement pèse tout entière sur le Directoire; elle voulait rendre l'autorité de ce Corps aussi inviolable que possible.»

M. RAU relève la dissidence qui vient d'éclater entre deux membres de la Commission. Cette divergence prouve combien la question est difficile.

Il demande que la Commission explique d'une manière précise ce qu'elle entend par les mots *aptitude spéciale* (article 16). S'agit-il simplement de quelques renseignements supplémentaires sur les mérites du pasteur? ou bien, l'Inspecteur serait-il tenu de rendre compte des sympathies ou des répulsions que rencontrerait le candidat dans la paroisse à pourvoir?

M. DRON : «Dans la pensée de la Commission, l'Inspecteur s'expliquera sur tout ce qu'il jugera devoir être communiqué au Directoire.»

M. RAU : «Mais s'il était chargé de renseigner le Directoire sur les sentiments de la paroisse, il aurait à s'en assurer; et il ne pourrait le faire qu'en prenant ses informations dans la paroisse et par conséquent, en livrant les noms à la discussion publique. Dès lors nous verrions se reproduire tous les inconvénients dont nous a délivrés le Règlement actuel. A mon avis l'Inspecteur ne pourrait être consulté que sur le mérite réel des candidats quand ils exerceraient dans son Inspection. Nous nous opposons formellement à ce qui pourrait amener une discussion sur les noms; ce serait renverser le décret.»

M. BAUCH : «L'Inspecteur pourrait se dispenser d'aller aux renseignements et se borner à transmettre ceux qu'il possède.»

M. Frédéric CUVIER : «J'attache peu d'importance aux termes d'*aptitude spéciale* employés par la Commission : je m'attache au principe même de la question qui nous occupe. En même temps que le décret de 1852 a conféré au Directoire la nomination des pasteurs, il a spécifié qu'un Règlement limiterait l'exercice de ce droit. Dès notre première session, cette pensée nous a préoccupés, malgré la satisfaction que nous inspiraient les choix du Directoire. Une Commission a été nommée pour examiner s'il n'était pas bon que le Directoire fût limité, par quelques règles, dans l'exercice de son pouvoir. Les études de la Commission ont abouti à deux propositions : *Consultation de l'Inspecteur; Consultation du Consistoire*. Ces deux modes d'éclairer le Directoire sont très différents : on peut les adopter séparément ou simultanément. Pourquoi le Directoire tient-il à ce que l'Inspecteur ne se prononce pas sur les candidats? L'Inspecteur n'est-il pas un fonctionnaire éminent, investi de la confiance du Directoire et du Gouvernement? un fonctionnaire chargé de surveiller les pasteurs et les paroisses et d'en faire des rapports à l'autorité ecclésiasti-

que? Et le Directoire reculerait devant l'avis de l'Inspecteur dans une affaire où cet avis peut être d'une si grande utilité! On répond que l'Inspecteur est consulté dans les cas graves; mais, en fait de principes, il n'y a pas de grandes et de petites affaires; il faut qu'il ne reste plus de place pour l'arbitraire; il faut consulter l'Inspecteur toujours, ou ne le consulter jamais. Les rapports annuels ne sauraient suffire: autre chose est de juger un homme indépendamment des circonstances, autre chose de dire s'il convient à une situation donnée. Je ne vois pas de difficulté à ce que la consultation obligatoire de l'Inspecteur par le Directoire soit inscrite dans le Règlement; tout le monde y trouvera de l'avantage, le Directoire, les paroisses et le Gouvernement, qui est intéressé à ce que les choix soient parfaitement éclairés. Et c'est sur les noms principalement que la consultation devra porter.»

M. PEUGEOT développe la même opinion; elle lui paraît d'autant mieux fondée qu'en cas de vacance de cure le Directoire n'a pas besoin de renseignements généraux sur les pasteurs: ces renseignements lui sont fournis par les rapports annuels. C'est précisément dans les cas spéciaux de vacance qu'il faut demander à l'Inspecteur des données particulières sur l'aptitude des candidats au poste qu'il s'agit de pourvoir.

M. le PRÉSIDENT: «M. Frédéric Cuvier a demandé pourquoi le Directoire s'oppose à la consultation de droit des Inspecteurs. Il n'y a dans ce fait aucun manque d'égards envers ces fonctionnaires. Nous les considérons comme de précieux auxiliaires, et les relations que nous avons avec eux témoignent de la haute estime que nous leur portons.

«Mais il importe que, dans les affaires de nominations, il reste pour ainsi dire du terrain entre eux et nous. Souvent, en ne faisant pas droit à leurs recommandations officielles, nous les avons mécontents; ils seraient naturellement plus mécontents encore, si nous ne faisons pas droit à une recommandation officielle. On répond qu'ils ne sont pas moins froissés si on ne les consulte pas.

«Nous pouvons nous résigner à cet équivalent, renfermé dans ces limites. Actuellement la position des Inspecteurs vis-à-vis du Directoire est facile; elle cesserait de l'être et elle deviendrait plus pénible encore à l'égard de ceux qui les entourent: placés au milieu des pasteurs qui sont leurs collègues, leurs parents, leurs amis, ils seraient obsédés de sollicitations; ils voudraient exercer leur ascendant sur les choix, et en définitive, ils ne tarderaient pas à regretter d'être chargés de la prérogative que l'on réclame pour eux.

«Il faut ajouter les difficultés que présenterait l'exécution de la mesure. Il pourra arriver que ne connaissant point tel candidat porté sur la liste, l'Inspecteur aille aux renseignements et mette ainsi le Directoire en suspicion, comme l'a fait parfois le Consistoire d'Alger. Ajoutez la nécessité de consulter plusieurs Inspecteurs, la divulgation probable dont on a déjà argumenté, des noms des candidats, enfin les difficultés souvent insurmontables qu'éprouveraient les déplacements disciplinaires des pasteurs, et vous saurez pourquoi nous pensons, sans craindre de nuire aux sentiments de confraternité qui nous unis-

sent aux Inspecteurs, qu'il est de leur intérêt même de rester vis-à-vis du Directoire dans leur position actuelle.»

M. Frédéric CUVIER : «Je suis d'avis que dans les cas disciplinaires, le Directoire doit conserver toute la plénitude de son autorité.»

La Commission déclare partager cet avis.

Plusieurs amendements sont proposés pour consigner cette réserve dans le Règlement.

L'assemblée adopte enfin, dans le premier alinéa de l'article 16, la suppression des mots *ou d'un changement de cure*.

M. RAU : «Je crois, Messieurs, qu'une question essentielle dans le débat est de savoir si l'Inspecteur aura le droit de transmettre au Directoire les vœux de la paroisse. Les conséquences de ce droit seraient déplorables. Je propose l'amendement suivant :

«Mais l'Inspecteur devra s'abstenir de désigner nominativement au choix du Directoire l'un des candidats, et de lui transmettre l'expression d'un vœu quelconque émis par la paroisse en faveur de l'un des candidats.»

L'assemblée décide qu'elle votera d'abord sur le principe de *la consultation obligatoire des Inspecteurs par le Directoire*, et qu'elle examinera ensuite les nouvelles propositions de la Commission et l'amendement de M. Rau.

Treize voix contre dix se prononcent pour la consultation obligatoire.

M. l'Inspecteur MASSON s'est abstenu de voter.

L'assemblée passe à l'examen de la nouvelle proposition de la Commission, ou plutôt au 2^e point de cette proposition, relatif à *la consultation des Consistoires*, par l'Inspecteur.

M. BOECKEL : «Cette consultation me semble implicitement renfermée dans celle qui vient d'être décidée.»

M. RENOARD DE BUSSIERRE : «Je ne comprends pas que l'Inspecteur puisse être obligé de consulter la commune.»

M. DRION : «Nous demandons seulement qu'il soit tenu de présider le Consistoire, pour avoir son avis sur les sympathies et les antipathies de la paroisse.»

M. le PRÉSIDENT : «Et comment le Consistoire parviendra-t-il à connaître ces sentiments?

M. l'Inspecteur MASSON fait observer que les représentants de la paroisse siègent au Consistoire.

M. RENOARD DE BUSSIERRE : «C'est évidemment remettre la nomination des pasteurs aux mains de la paroisse.»

MM. les Inspecteurs SCHALLER et BÜCHSENSCHÜTZ se prononcent contre la proposition de la Commission : ils y voient une source de divisions et d'agitations, et une atteinte portée aux droits du Directoire.

M. COULMANN : «Toutes ces objections reposent sur l'idée que les Consistoires auraient à discuter les diverses candidatures. La Commission a simplement voulu que le Directoire, après avoir fait un choix préliminaire, pût s'assurer que ce choix ne trouverait pas de grandes difficultés dans la paroisse. Nous avons donc cherché, en dehors de l'avis de l'Ins-

pecteur, qui n'est qu'un témoignage isolé et représentant d'une manière moins vraie les vœux de la communauté, un témoignage qui eût pleine autorité. Nous l'avons trouvé dans les Consistoires, la seule représentation actuelle de notre Église. — Ces corps n'auront pas à discuter les noms de tous les candidats; ils ne connaîtront que le candidat désigné par le Directoire. Nous ne voyons pas quels inconvénients pourraient résulter de ce droit modeste laissé au Consistoire, et qui maintiendra d'ailleurs l'action du Directoire entièrement libre.»

M. le PRÉSIDENT : «M. Coulmann déplace la question posée par la Commission. Il songe moins, comme cette dernière, à consulter le Consistoire qu'à lui restituer une partie de ses anciens droits.

«Ensuite, la théorie qui vient de vous être exposée est fondée sur la supposition que plus on est haut placé, plus on est sujet à l'erreur. MM. les Inspecteurs pourront vous dire quelles capacités et quelles garanties de vérité vous trouveriez dans un grand nombre de Consistoires et de paroisses. Quoi qu'il en soit, les inconvénients de la mesure proposée sont énormes. Les paroisses cèdent quelquefois difficilement dans l'état actuel des choses; et vous pensez qu'elles cèderont plus facilement lorsqu'elles se verront soutenues par le Règlement? Je puis le déclarer d'avance, Messieurs, le Directoire et les Inspecteurs seront réduits à l'impuissance; le Gouvernement lui-même sera désarmé; il n'y aura plus pour nous de nominations possibles : elles seront au pouvoir des paroisses.»

M. DION : «La Commission déclare retirer sa proposition.»

M. Frédéric CUVIER, sans demander le maintien de l'article, croit devoir faire des réserves pour l'avenir. Il regarde comme l'un des principes les plus sacrés de l'organisation des églises, le droit de participer au choix de leur directeur spirituel. Il sait que l'ancien régime présentait bien des abus auxquels le régime nouveau a heureusement remédié; mais il espère que, tôt ou tard, après une expérience plus longue, il sera possible d'assurer l'intervention régulière des églises dans la nomination de leurs pasteurs.

M. DION : «La Commission a retiré sa proposition, parce qu'elle a pensé que la consultation officielle de l'Inspecteur comprendrait naturellement l'expression des vœux des paroisses.»

M. le PRÉSIDENT : «C'est impossible. Il faut vivre au milieu des affaires ecclésiastiques pour savoir ce que signifie ce qu'on appelle les vœux et les besoins des paroisses. En les invoquant, vous supposez toujours des paroisses parfaites; tout au plus vos propositions pourraient-elles se réaliser dans de petites circonscriptions territoriales; mais sur un territoire aussi étendu que celui de notre Église, cela n'est pas possible. Nous avons à considérer la majorité de nos paroisses et de nos Consistoires, et cette majorité n'est pas telle que vous la supposez. Si vous leur donnez la faculté de se prononcer, vous verrez éclater des engouements aveugles, des préventions injustes, des intérêts et des passions de partis, des influences de personnes et de familles. Veuillez vous rappeler avec quelle facilité la Commission, dans son Rapport, avait supprimé le prétendu droit d'intervention des Consistoires et des paroisses, qu'elle revient aujourd'hui à soutenir.

M. MASSON : « Mais si un Consistoire nous envoyait spontanément une pétition ou une députation. »

M. le PRÉSIDENT : « Il suffirait de déclarer que la démarche est contraire au Règlement. »

L'assemblée décide que, la Commission ayant retiré sa proposition, il n'y a plus lieu de voter.

La discussion est ouverte sur l'amendement proposé par M. Rau.

M. BÜCHSENSCHÜTZ fait observer que cet amendement enlèverait aux Inspecteurs une double faculté qui leur était laissée jusqu'à ce jour.

M. RAU déclare retirer la partie de l'amendement qui interdit à l'Inspecteur de désigner nominativement au choix du Directoire l'un des candidats.

MM. BÜCHSENSCHÜTZ et PEUGEOT insistent pour que l'Inspecteur conserve aussi le droit de faire connaître au Directoire, s'il y a lieu, les préférences de la paroisse pour l'un des candidats. Il serait d'ailleurs souvent impossible à l'Inspecteur de garder le silence à cet égard.

M. RAU : « Vous pourrez nous informer de ces préférences, quand elles existeront, mais non pas transmettre l'expression d'un vœu quelconque de la paroisse en faveur du candidat préféré. »

« J'explique ma pensée. »

« Il a été question des droits sacrés des paroisses à la nomination de leurs pasteurs; l'histoire des premiers siècles de l'Eglise a été invoquée à l'appui de cette théorie. Ce mode d'élection peut, en effet, avoir été excellent à d'autres époques; ce qu'il nous importe de constater, c'est qu'il ne l'est plus maintenant. »

« Voici quelle est pour moi la question. Dès que vous appellerez la paroisse, même indirectement, à se prononcer sur un nom, vous n'échapperez plus à un grave inconvénient; aussitôt qu'elle sera instruite de cette consultation, elle se croira en possession d'un droit et elle voudra en user pleinement. Des expériences personnelles très nombreuses m'ont donné la conviction que le mal le plus grand que le Consistoire supérieur pût causer à l'Eglise, ce serait faire participer les paroisses aux affaires. Il ne faut pas se placer dans l'hypothèse d'une communauté pieuse et unie. Dans la plupart de nos paroisses il y a des meneurs qui ont leurs vues particulières, et qui profiteraient de leur ascendant pour faire recommander ou rejeter tel pasteur. Si vous ouvrez la porte à leurs recommandations ou à leurs réclamations, j'ai la conviction intime que vous aurez fait une chose mauvaise au point de vue de l'ordre public et du repos de la paroisse. »

M. Frédéric CUVIER : « Je ne vois pas pourquoi l'on préciserait minutieusement ce que l'Inspecteur aura à communiquer ou à taire au Directoire. Il suffirait de se servir des mots : *L'Inspecteur donne son avis* etc. Comme cet avis restera secret, le Directoire pourra laisser aux Inspecteurs toute liberté dans les communications qu'ils auront à lui faire. »

Appuyé,

M. BRUCH : » La Commission s'en est rapportée tantôt à la sagesse et à la loyauté du Directoire. Que le Directoire veuille bien de son côté s'en remettre à la loyauté et à la prudence des Inspecteurs. »

M. le PRÉSIDENT : » Il ne nous reste donc qu'à prier MM. les Inspecteurs de mettre la plus grande discrétion dans les communications qu'ils nous adresseront sur les nominations à faire. »

L'article 17 (voir T. XIII p. 45) tombe comme étant devenu sans objet.

L'article 18 est adopté sans discussion. (Voir T. XIII, p. 45.)

La séance est levée.

Séance du 27 octobre 1856.

La séance est ouverte à midi. M. le Préfet y assiste. Tous les membres sont présents, excepté MM. JUNKER, DE DIETRICH et DE GEIGER, excusés.

Le Secrétaire général donne lecture du procès-verbal de la séance précédente.

M. RAU demande qu'il soit bien constaté qu'il n'a retiré que la première partie de son amendement, et qu'il a maintenu le reste jusqu'à la fin de la discussion. Il reconnaît toutefois que sa proposition a été rejetée implicitement par l'adhésion donnée par l'assemblée à l'invitation que M. le Président avait adressée aux Inspecteurs, d'user, dans leur communication, de la plus grande discrétion possible.

Au sujet de l'art. 18, adopté dans la séance précédente, M. le PRÉSIDENT fait observer que la règle qui n'accorde aux pasteurs droit à l'avancement qu'après trois années de fonctions dans une paroisse, doit admettre des exceptions. Des raisons de plus d'une nature, qui sont développées par M. le Président, pourront déterminer parfois le Directoire à ne pas attendre ce délai pour appeler tel pasteur à un autre poste. M. le PRÉSIDENT propose, en conséquence, d'ajouter à l'art. 18 les mots : *A moins de motifs graves d'exception.*

Appuyé.

Le procès-verbal est adopté.

M. le PRÉSIDENT informe l'assemblée que la Société d'évangélisation a adressé au Consistoire supérieur son 15^e rapport annuel, et la Société pour l'éméritat des pasteurs son Compte pour l'exercice de 1855. Ces documents sont distribués.

L'ordre du jour appelle le rapport de la Commission chargée d'examiner, 1^o) les réclamations élevées par plusieurs professeurs du Gymnase au sujet du traitement qui leur a été alloué par le Règlement voté par le Consistoire supérieur en 1855, 2^o) l'opportunité de maintenir la classe de 9^e et 3^o) le projet de Règlement présenté par le Séminaire, concernant l'éméritat des professeurs du Gymnase.

M. le Directeur de cet établissement assiste, en qualité de membre adjoint à la Commission.

M. DRION, rapporteur, fait un rapport tendant à l'adoption des propositions que le Séminaire et le Directoire ont faites d'accord, tant au sujet des réclamations personnelles de quelques professeurs, que des pensions de retraite.

Ces conclusions sont adoptées, après discussion de chacune d'elles séparément.

Le Consistoire supérieur décide aussi qu'à raison de l'augmentation des charges qui grèvent les fondations, le chiffre des élèves dont l'écolage entrera dans le fonds commun du Gymnase, sera porté de 300 à 320.

En ce qui concerne le maintien provisoire de la 9^{me} classe, la Commission s'en remet entièrement à la décision du Directoire.

L'époque à laquelle le Règlement relatif au traitement des professeurs du Gymnase entrera en vigueur, est fixée par l'assemblée au 1^{er} janvier 1857.

M. RENOUD DE BISSIERRE fait la proposition que le Directoire examine la possibilité de rattacher la Caisse de l'éméritat du Gymnase à la Caisse générale de retraites qui vient d'être fondée par le Gouvernement. Cette proposition est prise en considération.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion du rapport présenté dans la dernière session au Consistoire supérieur par la Commission des catéchismes.

MM. les pasteurs BAUM et SCHMIDT, de S^{te}-Aurélié, et M. le professeur BOEGNER, assistent en qualité de membres de la Commission.

M. BRUCH propose, au nom de cette Commission, d'ajourner la discussion à l'année prochaine; de nouveaux matériaux parvenus à la Commission, peu avant la session, rendent cet ajournement nécessaire.

M. BAUM appuie la proposition qui est adoptée par le Consistoire supérieur.

M. ULRICH propose de consulter, dans l'intervalle des deux sessions, les Consistoires sur les divers catéchismes en usage dans la Confession d'Augsbourg.

Plusieurs membres se prononcent contre cette mesure, qui leur paraît compliquée, coûteuse, de nature à provoquer une grande diversité d'avis, des conflits peut-être, et à augmenter inutilement le travail, déjà si considérable de la Commission. D'autres proposent de consulter les pasteurs seulement; d'autres, de réserver l'examen des catéchismes à la Commission et au Consistoire supérieur, tout en accueillant les observations qui pourraient être adressées à la Commission; d'autres enfin, de décider, dans la prochaine session, s'il y aura lieu de provoquer des observations nouvelles.

La proposition de M. Ulrich est mise aux voix et rejetée.

Sur la proposition de M. Rau, l'assemblée décide que les pasteurs seront invités, par l'intermédiaire des Inspecteurs, à adresser au Directoire leurs observations sur la question des catéchismes.

La séance est levée.

Séance du 28 octobre.

La séance est ouverte à midi. M. le Préfet y assiste. Tous les membres sont présents, excepté MM. JUNCKER, DE GEIGER et DE DIETRICH, excusés.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet d'une nouvelle liturgie générale pour l'Église de la Confession d'Augsbourg.

MM. Schmidt et Charles Cuvier, professeurs, et MM. Blind et Hærter, pasteurs, assistent en qualité de membres de la Commission de liturgie.

Cette Commission, par l'organe de M. Bruch, propose à l'assemblée de renvoyer à la session prochaine l'examen du projet porté à l'ordre du jour, de consulter dans l'intervalle les Consistoires sur ce travail, et de fixer un délai pour l'envoi des observations de ces corps à la Commission. Enfin, elle demande au Consistoire supérieur s'il y a lieu de préparer des formulaires pour les fêtes publiques.

L'assemblée adhère aux trois propositions de la Commission et fixe le délai pour l'envoi des observations, au 1^{er} mai 1857.

Elle décide ensuite que la fête du Souverain aura seule son formulaire dans la nouvelle liturgie, les autres fêtes publiques étant trop variables pour admettre des normes liturgiques permanentes.

M. l'Inspecteur CUVIER prie le Consistoire supérieur de prescrire formellement et comme règle, que, lors des enterrements, le corps soit présenté à l'Église, et que le pasteur ne quitte point la tombe sans y avoir accompli quelque acte liturgique.

La présentation du corps à l'Église se trouvant implicitement prescrite dans l'Agende votée par le Consistoire supérieur, l'assemblée ne s'arrête pas à la première partie de la demande de M. l'Inspecteur Cuvier. En ce qui concerne la seconde, il est invité à la soumettre à la Commission de liturgie.

L'ordre du jour appelle le rapport de la Commission chargée d'examiner le rapport d'ensemble du Directoire.

M. SCHIELLEIN, rapporteur, lit le travail suivant :

«Messieurs,

«Au nom de la Commission chargée d'examiner le rapport sur l'ensemble de la gestion du Directoire, j'ai l'honneur de vous rendre compte du résultat de l'examen dont ce rapport a été l'objet.

«*Affaire des fondations.* Nous avons été heureux de constater, dès le début du rapport de M. le Président, que la demande de M. le Maire de Strasbourg, tendant à revendiquer

XIV.

au nom de la ville, la propriété de plusieurs de nos fondations protestantes, a été rejetée par un arrêté du Conseil de Préfecture.

« Nous avons appris en même temps avec la plus vive satisfaction, non seulement que le Conseil municipal a refusé à M. le Maire l'autorisation de se pourvoir devant le Conseil d'État, mais que le pourvoi formé par M. le Maire, malgré ce refus, n'a pas été admis.

« Quoique cette décision du Conseil d'État ne porte que sur la forme, nous aimons à consigner ici nos sentiments de gratitude envers l'Empereur et à penser qu'elle mettra un terme à ce déplorable conflit, car nous avons la ferme confiance que le Gouvernement de Sa Majesté, bien résolu à accorder une protection égale à tous les cultes, saura empêcher le renouvellement d'une attaque dont l'injustice a été démontrée à tout homme impartial et de bonne foi. Ce serait raviver des sentiments de haine et de discorde que tout le monde a intérêt à voir étouffer à jamais.

« Votre Commission vous propose, Messieurs, d'exprimer au Directoire notre reconnaissance pour les soins infatigables qu'il a mis à défendre le patrimoine de l'Église et à amener le résultat qui a été obtenu.

« *Litige de Bouxwiller.* Nous regrettons profondément d'avoir retrouvé le litige concernant l'hospice de Bouxwiller à peu près dans l'état où il était lors de notre dernière session. Mais, ici encore, nous nous plaisons à mettre toute notre confiance dans la justice de Sa Majesté et dans celle du fonctionnaire éminent et éclairé auquel elle a confié l'administration du Bas-Rhin.

« Espérons que dans une affaire qui intéresse, à un si haut degré, un grand nombre de communes civiles et de communautés religieuses des deux cultes, M. le Préfet, convaincu de la justice de la cause que nous défendons, parviendra enfin à vaincre la résistance de l'administration locale, et à proposer une solution juste et équitable, donnant satisfaction aux droits légitimes d'une nombreuse population, et remplaçant ainsi le règne d'une volonté arbitraire par le règne de la justice et de la loi.

« Il serait triste de penser que, malgré les efforts qui ont été faits pour amener un dénouement amiable, les communes fussent dans la nécessité de recourir aux tribunaux.

« *Renouvellement triennal des Consistoires et des Conseils presbytéraux.* Si le renouvellement triennal des Conseils presbytéraux et des Consistoires, qui a eu lieu depuis notre dernière session, s'est accompli généralement avec ordre et régularité, il est à regretter cependant, qu'un nombre trop considérable d'électeurs ait cru devoir s'abstenir de prendre part à ces élections, et il serait à désirer que le Directoire stimulât de nouveau le zèle des fidèles, en invitant les pasteurs à faire bien comprendre à leurs paroissiens leurs devoirs et leurs obligations.

« À ce sujet, nous avons remarqué l'excessive diversité de rédaction et de forme et souvent l'omission d'énumérations essentielles dans les procès-verbaux d'élections. La Commission, pour remédier à ces inconvénients et dans le but de mettre plus de précision et

d'uniformité dans la rédaction de ces documents, propose de faire imprimer des formules, qui devront servir de modèles lors des opérations électorales.

«*Gestion des biens curiaux.* En approuvant la circulaire du Directoire relative à la gestion des biens curiaux conformément au nouveau règlement arrêté par le Consistoire supérieur dans sa session de 1855, nous exprimons le désir de voir bientôt ce nouveau règlement partout appliqué et pleinement exécuté, en resserrant dans les plus justes limites les dispositions exceptionnelles qui en font partie.

«*Collecte pour la construction d'édifices religieux.* Nous ne pouvons qu'applaudir aux pressantes sollicitations adressées par le Directoire aux Consistoires dans sa circulaire du 16 août 1856, relativement aux collectes destinées à la construction d'édifices religieux. Puisse cet appel être mieux entendu !

«*Rapports du Directoire avec le Consistoire d'Alger.* Nous constatons avec plaisir que les rapports du Directoire avec le Consistoire d'Alger se sont améliorés, et que la plupart des difficultés signalées l'année passée ne se sont plus reproduites. Nous proposons néanmoins de recommander au Directoire, tout en ne faisant aucun sacrifice qui annulerait son action légitime, d'éviter toute mesure ou toute démarche qui tendrait à opérer, dans l'état actuel des choses, une séparation entre les deux cultes protestants.

La composition mixte du Consistoire, telle qu'elle existe aujourd'hui, nous semble avoir, pour le moment du moins, des avantages incontestables, tandis qu'une séparation pourrait produire les effets les plus funestes.

«*Caisse des veuves de pasteurs.* Nous félicitons le Directoire des démarches qu'il a faites et qu'il se propose de faire encore pour régulariser la position des caisses de prévoyance et de secours pour les pasteurs, leurs veuves et leurs enfants, et pour donner à ces caisses une existence légale en les faisant reconnaître comme établissements publics.

«*Aumôniers d'Orient.* Nous nous associons de nouveau, de grand cœur, aux éloges donnés par le Directoire à nos jeunes aumôniers de l'armée d'Orient. S'ils trouvent une première et douce récompense dans le sentiment du devoir accompli, ils ont droit aussi à la reconnaissance de l'Eglise, au nom de laquelle ils ont porté des consolations à nos vaillants soldats.

«*Cures nouvelles.* Votre Commission a été frappée d'un pénible étonnement en apprenant que, dans le courant de l'année passée, l'Eglise de la Confession d'Augsbourg n'a pas obtenu une seule cure nouvelle. Ce qui nous a surpris le plus, c'est que, l'année dernière encore, les communautés protestantes de Saverne et de Sarreguemines, en faveur desquelles la création de cures a été l'objet de tant de sollicitations, ont été déçues dans leur légitime espérance. Nous aurions pensé que des communautés de 600 âmes, parfaitement organisées, offrant, comme celle de Saverne, une église, et comme celle de Sarreguemines, deux églises, un presbytère et une maison d'école, édifices construits ou acquis au prix de sacrifices extrêmement onéreux, étaient parfaitement dignes d'une faveur accordée tant de fois à d'autres communautés beaucoup moins nombreuses et dépourvues de tout édifice

de culte et d'école. Si le refus d'un conseil municipal pouvait être un obstacle insurmontable à la création de cures, l'Église protestante devrait renoncer à toute perpétuité à l'espérance de voir le nombre de ses paroisses s'augmenter, puisque, partout où le protestantisme est en minorité, les administrations communales s'opposent à la création de cures nouvelles. Nous avons beaucoup trop de confiance dans la justice du Gouvernement pour croire qu'il puisse jamais s'arrêter devant de pareilles considérations. Nous prions le Consistoire supérieur de permettre que nous fassions lecture d'une lettre que lui a adressée la Société d'évangélisation, qui a déjà rendu tant de services à notre Église, et nous émettons le vœu que le Directoire veuille bien employer tous les moyens qui sont à sa disposition pour éclairer le Gouvernement sur la situation réelle des deux communautés que nous avons signalées et de tant d'autres dignes de tout notre intérêt.»

(M. le rapporteur donne lecture de cette lettre qui appelle toute l'attention du Consistoire supérieur sur les deux communautés de Saverne et de Sarreguemines.)

La Commission regrette qu'il n'ait pas été possible jusqu'à présent, d'obtenir l'autorisation nécessaire pour l'acquisition de l'oratoire de *Schlestadt*, et des terrains destinés à servir d'emplacement aux oratoires de *Haguenau* et de *Benfeld*.

«*Présentation par les Consistoires aux places d'instituteurs.* Le rapport du Directoire nous apprend que de grands embarras ont surgi au sujet du droit, conféré aux Consistoires par les lois sur l'instruction publique, de présenter des candidats aux places vacantes d'instituteurs primaires. Les autorités départementales, par une interprétation qui n'est ni dans l'esprit, ni dans la lettre de la loi, ont restreint ce droit au seul cas où il s'agit d'introduire un nouveau membre dans le corps des instituteurs. Nous voyons avec regret que le Ministre ait, malgré les réclamations du Directoire, sanctionné cette manière d'appliquer la loi. Il est d'autant plus fâcheux que nos Consistoires aient été en grande partie dépouillés d'un droit qu'ils ont pendant quelque temps exercé sans opposition, qu'ils sont seuls juges compétents des conditions ecclésiastiques que doivent remplir nos instituteurs. Il n'y a rien d'exorbitant de notre part à réclamer le plein exercice du droit de présentation, quand nous voyons les congrégations religieuses catholiques affranchies à tant d'égards du droit commun. Nous ne pouvons que recommander au Directoire de saisir toutes les occasions d'éclairer le Ministre, et d'user de tous les moyens pour arriver à faire rendre aux Consistoires les attributions que notre législation leur a conférées.

«*Au sujet de deux écoles.* Votre Commission a été peinée d'apprendre par les dossiers dont elle a pris connaissance que jusqu'à ce jour il n'a été donné aucune suite au rétablissement de l'école des filles à Dossenheim, ni à l'érection d'une école protestante communale à Wolschheim. Nous vous proposons de prier le Directoire d'user de toute son influence pour arriver à un résultat satisfaisant au sujet de chacune de ces écoles.

«*Nomination des pasteurs.* Le Consistoire supérieur ayant, dans deux de ses séances, examiné la grave et difficile question de la nomination des pasteurs et entendu les observations qui ont été faites, nous ne pensons pas devoir revenir sur ce sujet. La garantie

nouvelle qui serait donnée par la consultation officielle des Inspecteurs respectifs, assureraient de plus en plus que, dans les nominations, les intérêts des pasteurs se trouveront conciliés avec les besoins religieux des paroisses.

» *Discipline.* Le Directoire a appelé d'une manière toute particulière l'attention du Consistoire supérieur sur la conduite de quelques pasteurs de notre Église qui ont la prétention d'être exclusivement confessionnels.

» Entraînés par un zèle dont nous respectons le principe, mais qui nous semble avoir dépassé les limites légitimes, plusieurs de ces pasteurs se sont mis, en quelque sorte, en hostilité ouverte avec une partie de leurs paroissiens, avec leurs Conseils presbytéraux et leur Consistoire; ils ont entravé l'effet des décisions de l'autorité supérieure, ou se sont opposés à leur exécution; ils se sont adressés enfin au Gouvernement pour dénoncer leurs collègues et l'autorité supérieure de leur église, méconnaissant ainsi les principes du protestantisme et la charité chrétienne.

» C'est là, évidemment, une conduite qui ne saurait demeurer sans désapprobation et sans répression. Nous comptons, Messieurs, sur votre assentiment, en invitant le Directoire à allier au respect des convictions personnelles de ces pasteurs, la fermeté nécessaire pour rétablir la paix et le bon ordre dans leurs paroisses respectives, et pour mettre à l'abri d'injustes dénonciations les pasteurs qui ne partagent pas, sous tous les rapports, leurs opinions.

» *Subventions du Gouvernement.* La Commission vous propose, en terminant son rapport, de consigner dans nos procès-verbaux l'expression de notre reconnaissance envers le Gouvernement de S. M. pour les secours qui ont été accordés pendant l'année sur les fonds de l'État, pour constructions de nouveaux édifices du culte et de presbytères.»

Tous les paragraphes de ce rapport sont examinés successivement et votés par le Consistoire supérieur.

Les points qui ont donné lieu à des observations, sont les suivants :

Litige de Bouxwiller. M. Frédéric CUVIER exprime l'avis, qu'en attendant la solution de cette affaire, et sans préjudicier de la question de fond, des démarches soient faites pour obtenir l'emploi des crédits inscrits d'office annuellement au Budget de l'hospice pour réparations d'un certain nombre d'édifices religieux et de cimetières.

MM. RAU et SCHIELLEN expliquent les difficultés qui se sont opposées jusqu'à ce jour aux efforts tentés pour arriver à ce résultat. Elles se trouvent, 1°) dans le refus obstiné de l'hospice de donner emploi aux fonds votés, tant que le Consistoire ne se sera point engagé à payer une subvention au Collège; 2°) dans l'absence d'une autorité compétente pour réclamer les fonds et pour les répartir entre des églises appartenant à des Consistoires différents, et dont quelques-unes, même, sont mixtes, et entre un grand nombre de communes qui jusqu'à ce jour étaient restées entièrement étrangères aux réparations dont il s'agit.

Rectifiant l'assertion d'un membre, M. le PRÉFET déclare que les crédits en question n'ont point cessé de figurer au Budget de l'hospice.

M. Frédéric CUVIER fait observer que d'après les lois administratives, les crédits votés doivent être employés, et qu'il est des voies régulières pour réclamer cet emploi. Des négociations du Directoire avec l'autorité départementale pourraient amener ce résultat.

Cadres imprimés des procès-verbaux d'élection. M. le PRÉSIDENT expose que le Directoire, reconnaissant l'utilité de cette mesure, a plusieurs fois cherché à la réaliser, mais qu'il a dû renoncer en présence de la difficulté de dresser un cadre uniforme pour les incidents variés que présentent les élections paroissiales. Toutefois, prenant en considération le vœu de la Commission, le Directoire remettra la question à l'étude.

Gestion des biens curiaux par le receveur consistorial. Un membre fait remarquer que l'exécution de cette mesure rencontre de grandes difficultés dans les Consistoires où le receveur n'a point la capacité requise. Il serait à désirer qu'en pareil cas, plusieurs Consistoires pussent être réunis sous la gestion d'un receveur entendu.

M. le PRÉSIDENT répond que rien ne s'oppose à cette réunion, que le fait subsiste déjà partiellement, et que les Consistoires qui se trouvent dans le cas indiqué par le préopinant n'auront qu'à adresser au Directoire une demande spéciale à ce sujet.

Relations du Directoire avec le Consistoire d'Alger. M. le PRÉSIDENT déclare qu'une séparation entre les deux Églises protestantes en Algérie n'est point actuellement dans la pensée du Directoire. Le besoin d'une position plus nette et d'une administration plus simple rendra peut-être plus tard cette division nécessaire. Pour le moment, le Directoire n'a d'autre désir que de conserver son action légitime sur les paroisses de la Confession d'Augsbourg en Afrique.

Aumôniers protestants. M. DRION expose qu'un certain nombre de prisons et d'hôpitaux n'ont pas d'aumônier protestant titulaire, tandis que tous ces établissements sont pourvus d'un aumônier catholique. Il en résulte pour les ecclésiastiques protestants qui desservent les institutions pénitentiaires et hospitalières une position précaire, qui n'est pas conforme à l'équité et qui entraîne parfois de graves inconvénients. M. DRION demande en conséquence que le Directoire intervienne auprès des autorités compétentes pour que des aumôniers protestants soient attachés aux établissements dont il s'agit, avec le même titre et les mêmes droits que les aumôniers catholiques.

M. le PRÉSIDENT fait observer que ce serait aux Consistoires, dont relèvent les localités auxquelles M. Drion a pu faire allusion, à s'adresser par une demande motivée au Directoire, qui l'appuiera, s'il y a lieu, auprès de l'autorité départementale et du Ministre.

D'autres membres, en signalant les inconvénients qui résultent du mélange des protestants et des catholiques dans les prisons et les hôpitaux, expriment le vœu qu'une séparation ait lieu, dans ces établissements, entre les malades ou les détenus des deux cultes.

M. le PRÉSIDENT répond que des faits regrettables ont déjà éveillé, sur l'utilité de cette sé-

paration, l'attention du Directoire, qui saisira une occasion favorable d'adresser au Ministre une demande à ce sujet.

Écoles de Wolschheim et de Dossenheim. M. le PRÉSIDENT rend compte des communications auxquelles ces écoles ont donné lieu entre le Directoire et l'autorité départementale. Le Directoire prendra texte du vœu exprimé par la Commission, pour rappeler de nouveau ces deux affaires à M. le Préfet.

La séance est levée.

Séance du 29 octobre.

La séance est ouverte à midi. Tous les membres sont présents, excepté MM. JUNCKER, DE GEIGER et DE DIETRICH, excusés.

M. REBOUL, Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, assiste en qualité de délégué de M. le Préfet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle le Rapport de la Commission chargée d'examiner les diverses comptabilités de la Confession d'Augsbourg, sur les comptes de l'Inspection de St-Thomas.

M. JUNG, rapporteur, lit le travail suivant :

« L'inspection de St-Thomas comprend neuf Consistoires. C'est leur comptabilité qui, cette année, a été soumise à l'examen de la Commission spéciale permanente, nommée par le Consistoire supérieur.

» A l'exception de quelques comptes, qui ne se présentent pas avec la régularité parfaite que l'autorité supérieure s'efforce, avec une grande persévérance, d'introduire dans toute les comptabilités de notre Église, la Commission a rencontré partout une grande exactitude et une consciencieuse application des fonds. L'entretien des églises et des presbytères, les frais nécessaires au culte, l'école et, principalement, la fourniture de livres aux enfants pauvres, l'augmentation des bibliothèques attachées aux églises et aux écoles, une sage distribution de secours faite aux indigents, tels sont les objets auxquels sont employées des ressources souvent minimes. Quelques fabriques sont dotées de legs consacrés à des œuvres d'une bienfaisance aussi sage que généreuse. Souvent l'église suit l'enfant au sortir de l'instruction, et, en payant son apprentissage professionnel, cherche à lui créer une position honorable dans la société. Les noms de ces donateurs se trouvent inscrits dans la comptabilité d'un assez grand nombre de fabriques; nous regrettons de ne pas avoir le droit de les porter à la connaissance de tous nos coreligionnaires. Puisse leur exemple trouver des imitateurs! Les bénédictions d'une longue série de générations les suivent dans les demeures éternelles. Ils ont compris le véritable caractère de la charité. L'Église n'est que le dépositaire et le dispensateur de leurs bienfaits.

»Les annotations nombreuses ajoutées à la clôture des comptes, comme condition de leur approbation, témoignent de la sollicitude avec laquelle sont surveillés par le Directoire les pieux dépôts dont nous venons de parler. La Commission ne peut qu'appuyer les mesures prescrites pour assurer la conservation de ces institutions diverses, si bienfaisantes.

»Elle ne s'est arrêtée que sur deux points : Le premier concerne les assurances des presbytères contre l'incendie. Un certain nombre seulement de ces assurances se trouvent inscrites parmi les dépenses de la fabrique. Les presbytères, dont l'assurance n'est pas mentionnée dans les comptes d'église, sont la propriété de la Commune civile, à laquelle incombe dès lors la charge de les assurer.

»Le second point a une importance plus grave : Votre Commission l'a déjà touché dans son dernier rapport. Il y a un grand nombre de Consistoires qui, sous l'organisation antérieure au décret du 26 mars 1852, avaient émarginé des frais dits consistoriaux, payés comme indemnité au secrétaire, ou pour d'autres services. Ces dépenses sont maintenues dans certains comptes, tandis que les Consistoires, créés par le dit décret, rencontrent quelquefois des difficultés lorsqu'ils demandent des indemnités de frais d'administration. La Commission a l'honneur de soumettre à cet égard à l'autorité supérieure le vœu que, sous ce rapport, tous nos Corps administratifs soient mis sur le même pied.

»I. CONSISTOIRE DE S^T-THOMAS.

»Eglise de S^t-Thomas.

»Ce Consistoire ne se compose que d'une paroisse. Sa comptabilité comprend :

»1°) La caisse dite paroissiale, qui possède un capital de 4000 fr., dont les intérêts, joints aux collectes (1636 fr. 65 c.) et à une subvention de la fondation de S^t-Thomas (120 fr.) en faveur de l'école, forme un revenu de 1950^f 50^c

»Ses dépenses portent sur les objets suivants :

»Secours à des enfants pauvres pour leur instruction	250 ^f — ^c
»Livres d'école	100 —
»Enseignement du chant	100 —
»Traitement du chantre	120 —
»Frais du culte	435 —
»Secours à d'autres églises	110 —
»Subventions aux pauvres	360 75
»Chauffage etc.	103 45
»Collecte en faveur de l'internat de S ^t -Guillaume	127 85

»Ensemble 1707 05

»Restent disponibles 243 45

2°) Compte de différents legs.

a) Six legs en faveur de veuves de pasteurs; capital : 9200^f 14^c

En 1854, les intérêts ont pu être mis en réserve, parce qu'il n'y avait pas de veuve.

b) Treize legs pour les pauvres honteux; capital : 15226 82
mais dont 5000 fr., grevés d'un usufruit, sont encore improductifs. La dépense en secours accordés à une soixantaine de familles, comprises dans la catégorie désignée par les donateurs, a été de 435 fr. 30 c.

c) Sept legs pour frais d'apprentissage d'enfants pauvres des deux sexes; capital qui appartient exclusivement à cette paroisse 6700 —

Un autre fonds, consistant en trois legs et présentant un capital de 14296 30
est commun à plusieurs églises, qui alternent dans la disposition des intérêts. En 1854, le Consistoire a pu payer 488 fr. 70 c. pour l'apprentissage de garçons et de filles.

II. CONSISTOIRE DE S-NICOLAS.

A. Comptes des fabriques.

1. Église de S-Nicolas.

a) La fabrique a été mise en possession d'un legs considérable fait en sa faveur par feu M. Fischer. Après déduction des frais, il reste à peu près un capital de 90000 —
grevé de rentes viagères montant, pour cette église, à 1000 fr. Les intérêts de ce capital ne figurent dans le compte de 1855 que pour un mois.

Le revenu de la fabrique se compose d'intérêts, de fermages, de collectes : 2878 86

La dépense consiste en frais de culte : 1163 —

Subvention pour l'instruction primaire 650 —

Entretien des bâtiments 236 21

Administration 384 59

Contributions 300 61

Frais divers 521 50

Ensemble 3255 91

Reliquat passif 377 05

»b) Compte des legs.

»Trois legs, dont la jouissance alterne entre les églises de la ville de Strasbourg; revenu	881 ^f 85 ^c
»Dépense pour frais d'apprentissage etc.	650 35

»Reliquat actif : 231 50

»Un legs de 4000 fr. au profit de veuves indigentes;
il est encore grevé d'un usufruit.

»Un legs pour l'instruction primaire; revenu . . . 100^f —^c

»Un legs pour différents besoins de l'église; revenu 96 —

»Huit legs pour les pauvres; capital: 8400 fr., dont
1600 fr. n'ont pas encore porté intérêts. Recette : . . . 281 —
qui a été versée dans le compte d'aumônes.

»c) Caisse des veuves des pasteurs.

»Elle possède un capital de 36690 fr., qui ont produit, en
intérêts 1732^f 23^c

»Et un fermage de bien-fonds 150 —

»Total : 1882 23

»Comme il n'y a pas de veuve, les intérêts ont été ajoutés au
capital, à l'exception des frais d'administration et des contribu-
tions.

»2. Églises d'Ilk Kirch et
de Graffenstaden.

»Intérêts de capitaux, fermages et subvention de la caisse
municipale 1497^f 30^c

»Dépenses: frais de culte 819^f 60^c

»Administration, entretien des bâtiments et contri-
butions 545 32

»Dépenses diverses 133 80

»Ensemble 1498 72

»Reliquat passif 1 42

»B. Comptes d'aumônes.

»Recette: Reçu de la fabrique pour legs 195^f —^c

»Intérêts de capitaux (6000 fr.) 278 —

»Collectes et sachat 866 36

»Total 1339 36

»A reporter 1339 36

»1. St-Nicolas.
(paroisse allemande.)

	»Report . . .	1339 ^f 36 ^c
	»Dépenses : Subventions à des enfants pauvres, pour leur instruction . . .	301 ^f 60 ^c
	»Distribué à des familles pauvres . . .	335 —
	»Dépenses diverses . . .	236 —
	»Ensemble . . .	872 60
	»Reliquat actif . . .	466 76
»2. St-Nicolas. (paroisse française.)	»Collectes et intérêts de capitaux . . .	1185 ^f 44 ^c
	»Dépenses : Frais de culte . . .	611 ^f 75 ^c
	»Frais d'administration et dépenses diverses . . .	247 91
	»Ensemble . . .	859 66
	»Reliquat actif . . .	325 78
»3. Illkirch.	»Recette : Intérêts des capitaux . . .	54 ^f 28 ^c
	»Collectes . . .	258 70
	»Total . . .	312 ^f 98 ^c
	»Dépense : Secours et dépenses diverses . . .	221 85
	»Reliquat actif . . .	91 13
»4. Graffenstaden.	»Recette : Collectes . . .	228 ^f 90 ^c
	»Dépense : Secours . . .	61 ^f — ^c
	»Frais divers . . .	18 90
	»Ensemble . . .	79 90
	»Reliquat actif . . .	149 —

»III. CONSISTOIRE DE S^t-PIERRE-LE-VIEUX.

(une seule paroisse.)

»A. *Compte de la fabrique.*

»Église
de St-Pierre-le-vieux.

»Revenu : Intérêts de capitaux . . . 2337^f 17^c
 »Le legs *Fischer* n'est compté que pour une partie de l'année, c'est-à-dire, de l'époque à laquelle l'église est entrée en jouissance. Comme St-Nicolas, St-Pierre-le-vieux paie sur ce legs, une rente viagère de 1000 fr.

»Prestation de la Ville, (en vertu d'une trans-

»A reporter . . . 2337 17

»Report . . .	2337 ¹ 17 ^c	
action de 1684), fermages, subvention de la caisse d'aumônes etc.	4293 55	
»Total . . .		6630 ¹ 72 ^c
»Dépenses : Allocations supplémentaires aux pasteurs et à des fonctionnaires de l'église . .	3286 —	
»Frais de culte	67 —	
»École, chauffage	170 —	
»Administration et contributions	568 21	
»Entretien des bâtiments	1045 52	
»Rente viagère des héritiers Fischer . . .	1000 —	
»Distributions aux pauvres	600 —	
»Dépenses diverses	473 10	
»Total . . .		7209 83
»Reliquat passif . . .		579 11
»B. <i>Compte de la caisse des veuves de pasteurs.</i>		
»Revenu : Loyers d'une maison et rentes		1244 ¹ 44 ^c
»Dépense : Pension d'une veuve	649 ¹ 63 ^c	
»Entretien de la maison, dépenses diverses . .	194 81	
»Versé dans la caisse de réserve, pour être en état de faire une seconde pension	400 —	
»Ensemble . . .		1244 44
»Reliquat nul . . .		— —
»La caisse de réserve possède un capital de 3012 fr. 17 c.		
»C. <i>Comptes d'aumônes.</i>		
»Revenu de cinq legs en faveur des pauvres. Capital : 32637 fr. 40 c., dont une partie est en- core grevée d'usufruit; intérêts (1855)	1465 ¹ 93 ^c	
»Collectes	1018 05	
»Total . . .		2483 ¹ 98 ^c
»Dépenses : Secours aux pauvres	1706 50	
»Secours à des enfants pauvres, pour leur instruction	95 —	
»Dépenses diverses	1595 71	
»Total . . .		3397 21
»Reliquat passif . . .		913 23

»IV. CONSISTOIRE DE S^{te}-AURÉLIE.

(une seule paroisse.)

A. *Compte de la fabrique.*»Église de S^{te}-Aurélié.

»Revenu : Intérêts, fermages et loyers . . .	2931 ^f 23 ^c	
»Subvention de la caisse d'aumônes . . .	715 18	
»Ensemble . . .		3646 ^f 41 ^c
»Dépenses : Culte, traitements et communion .	1097 80	
»Subvention à des enfants pauvres, pour leur instruction	50 —	
»Frais d'administration et entretien des bâtiments	708 11	
»Dépenses diverses, chauffage etc.	340 95	
»Dépenses extraordinaires : Intérêts d'un emprunt qui a servi à la construction d'une maison	649 55	
»Remboursé à la caisse des legs	800 —	
»Ensemble . . .		3646 41
»Sans reliquat . . .		— —

»B. *Caisse des veuves de pasteurs.*

»Revenu : Intérêts, fermages et produit d'un legs . . .	525 ^f — ^c	
»Dépenses : Pension d'une veuve	416 ^f 65 ^c	
»Contributions	3 49	
»Ensemble . . .		420 14
»Reliquat actif . . .		104 86

»C. *Compte des legs.*

»1. Revenu de deux legs pour les besoins de l'église .	163 ^f 35 ^c	
»2. De sept legs pour les indigents	351 50	
»5. De quatre legs pour écolages	199 35	
»4. De deux legs pour apprentissages	153 —	
»Ensemble . . .		867 20

» Les dépenses correspondent avec les recettes.

»D. *Comptes d'aumônes.*

»Revenu : Collectes	842 95	
»Dépenses : Subvention pour les pauvres . .	243 ^f — ^c	
»Différentes subventions	334 60	
»Versé dans la caisse de la fabrique : . . .	715 18	
»Ensemble . . .		1292 78
»Le passif de . . .		449 83

est couvert par l'excédant de l'exercice précédent.

« V. CONSISTOIRE DE DORLISHEIM.

» A. Comptes des fabriques.

» 1. Église de Blasheim.	» Revenu : Intérêts de capitaux et fermages	407' 36'
	» Dépenses : Frais de culte	216' 89'
	» Frais d'administration, contributions, entretien des bâtiments	130 93
	» Ensemble	347 82
	» Reliquat actif	59 53
» 2. Église de Dorlisheim.	» Revenu : Intérêts de capitaux, fermages, sièges d'église	91' 42'
	» Dépenses : Frais de culte	21' —
	» Frais d'administration etc.	35 —
	» Ensemble	56 —
	» Reliquat actif	35 42
» 3. Église d'Entzheim.	» Revenu : Fermages	83' —
	» Dépenses : Frais de culte	113 63
	» Frais d'administration	57 99
	» Ensemble	171 62
	» Reliquat passif	88 62

» Ce passif a pu être couvert, en partie, par des intérêts cumulés avec des termes payés de rentes rachetées, et qu'il n'est pas possible de séparer du capital. La fabrique possède en outre un corps de biens dont le rapport, évalué à 352 fr., forme le traitement du sacristain, et une rente de 1 hect. 15 lit. 95 ctt. de seigle et d'autant d'orge, dont jouit l'organiste.

» 4. Église de Lingolsheim. » Elle n'a pas de fabrique.

» B. Comptes d'aumônes.

» 1. Blasheim.	» Revenus : Intérêts de capitaux	15' —
	» Collectes, location des sièges d'église	122 35
	» Ensemble	137' 35'
	» Dépenses : Aumônes et secours divers	52 30
	» Frais de culte	30 —
	» Frais d'administration et réparations	9 25
	» Dépenses diverses	54 53
	» Ensemble	146 08
	» Reliquat passif	8 73

couvert par l'excédant de l'exercice précédent.

»Nous avons été surpris de trouver dans ce compte le produit d'un corps de biens évalué à 240 fr., et formant le traitement du sacristain; ainsi que le produit de la location des sièges et les frais d'entretien de l'église. Ces objets doivent être reportés dans le compte de la fabrique.

»2. Dorlisheim.	»Revenu : Intérêts de capitaux	95 ^f — ^c	
	»Collectes	313 86	
	»Location de sièges dans l'église	34 50	
	»Ensemble		443 ^f 36 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours	103 75	
	»Frais de culte	57 25	
	»Frais d'administration et de réparation	19 15	
	»Chauffage et dépenses diverses	121 25	
	»Ensemble		301 40
	»Reliquat actif		141 96
»3. Entzheim.	»Revenu : Collectes		236 ^f 30 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	128 ^f 30 ^c	
	»Frais d'administration et de culte	8 15	
	»Bibliothèque	25 —	
	»Ensemble		161 45
	»Reliquat actif		74 85
»4. Lingolsheim.	»Revenus : Intérêts de capitaux	33 ^f 29 ^c	
	»Collectes	159 86	
	»Ensemble		193 ^f 15 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	38 40	
	»Frais de culte	62 —	
	»Frais d'administration et réparations	68 57	
	»Dépenses diverses	38 40	
	»Ensemble		207 37
	»Reliquat passif		14 22

»Nous avons trouvé mentionné dans ce compte d'aumônes un corps de biens, dont le produit est évalué à 315 fr., et qui forme le traitement du sacristain. Ce corps de biens appartient à la fabrique et doit faire le 1^{er} article de son avoir.

» VI. CONSISTOIRE DE BARR.

» A. *Comptes des fabriques.*

» Église de Gertwiller.	» Elle possède seule une fabrique dans le ressort.		
	» Revenus : Intérêts de capitaux et fermages	67 ^f — ^c	
	» Subvention de la commune	79 65	
	» Ensemble		146 ^f 65 ^c
	» Dépenses : Frais de culte	112 85	
	» Frais d'administration	21 20	
	» Contributions	30 51	
	» Ensemble		164 56
	» Reliquat passif		17 91

» B. *Comptes d'aumônes.*

» 1. Barr.	» Revenus : Intérêts de capitaux		218 ^f 80 ^c	
	» Collectes	673 45		
	» Subvention de la commune	350 —		
	» Ensemble			1242 ^f 25 ^c
	» Dépenses : Aumônes et secours divers	213 05		
	» Frais d'enterrements de pauvres	28 50		
	» Culte	645 45		
	» Élèves pauvres de l'école (legs)	61 60		
	» Frais d'administration	93 —		
	» Contributions	29 24		
	» Frais de réparations	218 50		
	» Dépenses diverses	17 05		
	» Ensemble			1306 39
	» Reliquat passif			64 14
couvert par l'actif des exercices précédents.				
» 2. Goxwiller.	» Revenus : Collectes et recettes diverses		113 ^f 25	
	» Subvention de la commune	39 65		
	» Ensemble			152 ^f 90 ^c
	» Dépenses : Aumônes et secours divers	32 10		
	» Frais de culte	54 50		
	» Frais d'administration et de réparations	18 40		
	» A reporter	105 —		152 90

	»Report . . .	105 ^f — ^c	152 ^f 90 ^c
	»Contributions . . .	24 08	
	»Bibliothèque . . .	6 35	
	»Dépenses diverses . . .	17 55	
	»Ensemble . . .		152 98
	»Reliquat passif . . .		— 08
»3. Burgheim. (annexe de Goxwiller.)	»Revenu : Collectes . . .		36 ^f 70 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers . . .	11 ^f — ^c	
	»Frais de culte . . .	12 05	
	»Administration et frais divers . . .	6 90	
	»Ensemble . . .		29 95
	»Reliquat actif . . .		6 75
»4. Mittelbergheim.	»Revenu : Collectes et location de sièges d'église . . .		129 ^f 90 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers . . .	15 ^f 90 ^c	
	»Frais de culte . . .	69 90	
	»Frais d'administration et contributions . . .	60 85	
	»Ensemble . . .		146 65
	»Reliquat passif . . .		16 75
»5. Gertwiller.	»Revenus : Intérêts de capitaux . . .	82 ^f 50 ^c	
	»Collectes . . .	133 27	
	»Ensemble . . .		215 ^f 77 ^c
	»Dépenses : Aumônes . . .	50 —	
	»Dépenses diverses . . .	12 50	
	»Ensemble . . .		62 50
	»Reliquat actif . . .		153 27
»6. Heiligenstein.	»Revenu : Collectes . . .		82 ^f 17 ^c
	»Dépenses : Secours divers . . .	38 ^f — ^c	
	»Frais de culte . . .	120 50	
	»Administration et contributions . . .	42 20	
	»Ensemble . . .		200 70
	»Reliquat passif . . .		118 53

en partie couvert par l'excédant de l'exercice précédent.

»7. Klingenthal.	»Revenu : Collectes et dons	126' 65'
	»Dépenses : Subventions diverses	15' 80'
	»Frais de culte	73 45
	»Frais d'administration et frais divers	48 52
	»Ensemble	137 77
	»Reliquat passif :	11 12

couvert par l'excédant de l'exercice précédent.

VII. CONSISTOIRE DE GERSTHEIM.

»A. Comptes des fabriques.

»1. Église de Gerstheim.	»Revenus : Fermages	425' —'
	»Subvention de la commune	100 —
	»Ensemble	525' —'
	»Dépenses : Frais de culte	48 50
	»Frais d'administration	142 06
	»Frais de réparations	363 30
	»Secours et subventions	70 50
	»Bibliothèque	106 55
	»Dépenses diverses	38 65
	»Ensemble	769 56
	»Reliquat passif	244 56

couvert par l'excédant du compte précédent.

»2. Église de Plobsheim.	»Revenus : Fermages et intérêts des capitaux .	237' —'
	»Subvention de la commune	149 65
	»Ensemble	386' 65'
	»Dépenses : Frais de culte	271 75
	»Frais d'administration	40 —
	»Contributions	7 59
	»Bibliothèque	18 70
	»Ensemble	338 04
	»Reliquat actif	48 61
»3. Église de Böffenheim.	»Revenu : Subvention de la commune	380' 67'
	»Dépenses : Frais de culte	311' 30'
	»Frais d'administration	39 67
	»Ensemble	350 97
	»Reliquat actif	29 70

»4. Eglise d'Obenheim	»Revenus : Intérêts de capitaux et fermages	765 ^f — ^c
	»Dépenses : Frais de culte	212 ^f 74 ^c
	»Frais d'administration	69 70
	»Entretien des bâtiments	337 70
	»Contributions	106 32
	»Secours divers	35 15
	»Ensemble	761 61
	»Reliquat actif	3 39
	»B. Comptes d'aumônes.	
»1. Gerstheim.	»Revenu : Collectes	143 ^f 57 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	122 ^f 60 ^c
	»Frais de culte	28 25
	»Ensemble	150 85
	»Reliquat passif	7 28
»2. Plobsheim.	»Revenus : Intérêts de capitaux	135 ^f 17 ^c
	»Collectes	258 63
	»Ensemble	393 ^f 80 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	68 57
	»Frais de culte	53 05
	»Frais d'administration	10 10
	»Frais d'entretien	24 50
	»Contributions	25 31
	»Ensemble	181 53
	»Reliquat actif	212 27
»3. Boffzheim.	»Revenu : Collectes	143 ^f 57 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	53 ^f 12 ^c
	»Frais de culte	45 80
	»Frais d'administration et réparations	27 85
	»Ensemble	126 77
	»Reliquat actif	16 80
»4. Obenheim.	»Revenu : Collectes	66 ^f 15 ^c
	»Dépenses : Aumônes et secours divers	59 ^f 15 ^c
	»Frais de culte	5 —
	»A reporter	64 15

	» Report . . .	64 ^f 15 ^c	66 ^f 15 ^c
» Frais d'administration	— 50		
	» Ensemble . . .		64 65
	» Reliquat actif . . .		1 50

VIII. CONSISTOIRE DE ROTHAU.

» Paroisse de Waldersbach.

» A. Comptes des fabriques.

» 1. Belmont, (annexe.)	» Son revenu, produit de fermages, est de		146 ^f — ^c
	» La dépense, composée de frais d'administration et contributions	35 ^f 08 ^c	
	» De réparations dans l'église de Belmont . . .	43 15	
	et d'un à compte sur des dépenses faites, en 1850, pour le presbytère de Waldersbach, et avancées par le pasteur	201 15	
	» Ensemble . . .		279 38
	» La dépense en plus est couverte par la rentrée de fermages arriérés.		
» 2. Fouday (annexe.)	» Revenu de fermages		190 ^f — ^c
	» Dépenses : Administration et contributions . . .	113 ^f 33 ^c	
	» Entretien de l'église et du presbytère . . .	52 70	
	» Ensemble . . .		166 03
	» Reliquat actif . . .		23 97
» 3. Église de Neuwiller.	» Revenu de fermages		56 ^f — ^c
	» Dépenses : Administration etc.	24 ^f 45 ^c	
	» Entretien de l'église etc.	5 —	
	» Ensemble . . .		29 45
	» Reliquat actif . . .		26 55
» 4. Église de Rothau.	» Revenu de fermages		234 ^f — ^c
	» Dépenses : Administration etc.	74 ^f 40 ^c	
	» Entretien de l'église etc.	62 40	
	» Intérêts d'un emprunt	66 05	
	» Ensemble . . .		202 85
	» Reliquat actif . . .		31 15

«Le compte de 1854 avait à sa charge un passif de 809 fr., provenant des exercices précédents; pour le couvrir, la fabrique a emprunté à la caisse des aumônes la somme de 1000 fr. Elle en dessert les intérêts, et a déjà pu rembourser 350 fr.

«Le Consistoire de Rothau administre encore un legs de 3000 fr., dont les intérêts, après déduction de frais d'administration, sont destinés à payer l'apprentissage d'un jeune homme de la paroisse.

»B. *Comptes d'aumônes.*

»Trois paroisses seulement ont des comptes d'aumônes.

»1. Neuwiller.

»Revenus : Intérêts d'un capital (331 fr.) consacrés à l'entretien d'une salle d'asile 111 58

»Collectes 112 45

»Ensemble 124 03

»Dépenses : Secours aux pauvres de la paroisse 62 20

»École et bibliothèque 64 28

»Part aux frais de culte 19 65

»Ensemble 146 13

»Le reliquat passif de 22 10

est couvert par un actif de l'exercice précédent.

»2. Rothau.

»Recette des collectes 246 05

»Il a été distribué aux pauvres de la paroisse . 205 60

»Part aux frais de culte 61 30

»Ensemble 266 90

»Reliquat passif 20 85

»Des collectes spéciales ont été faites pour différentes œuvres, missions etc.; le produit en monte à 104 fr. 50c., qui ont reçu leur destination.

»La caisse possède un capital de 1553 fr., dont les intérêts ne figurent pas dans le compte de cette année.

»3. Waldersbach.

»Les collectes de cette petite communauté ont produit la somme de 429 —

»Il a été distribué aux pauvres 427 10

»Le compte comprend encore une collecte spéciale (pour le collège de St-Guillaume (Internat du Séminaire) 25 fr.), et le rapport du bien du sacristain, évalué à 19 fr.

IX. CONSISTOIRE DE SUNDHAUSEN.

»A Comptes des fabriques.

»1. Église de Sundhausen.	»Des fermages en nature (4 hectl. 74 lit. 50 ctt.), moitié seigle et moitié orge, sont destinés aux traitements de l'organiste-sacristain et du chantre.		
	»Le revenu en argent consiste en intérêts de capitaux	227 ^f 45 ^c	
	»Subvention de la fabrique de l'église catholique de la commune, pour l'entretien de l'orgue	5 —	
	»Subvention de la caisse municipale	70 —	
	»Recettes diverses	18 90	
	»Ensemble	321 ^f 35 ^c	
	»La dépense consiste en : Frais de culte	239 10	
	»Administration et contributions	34 51	
	»Entretien de l'église et du presbytère	105 50	
	»Ensemble	379 11	
	»Le reliquat passif de	57 76	
est couvert par un excédant actif de l'exercice précédent.			
»2. Église de Baldenheim.	»Revenus : Rentes foncières, intérêts de capitaux et subvention de la commune		209 ^f 14 ^c
	»Dépenses : Culte		78 ^f 65 ^c
	»Administration et contributions		32 30
	»Entretien de l'église etc.		71 95
	»Dépenses diverses		40 90
	»Ensemble		223 80
	»Le reliquat actif de		14 66
	est soldé par l'excédant actif de l'exercice précédent.		
»3. Église de Müttersholz	»Revenus : Intérêts de capitaux et fermages		523 ^f — ^c
	»Dépenses : Culte		179 ^f 01 ^c
	»Administration et contributions		167 64
	»École, livres pour la bibliothèque		69 20
	»Entretien de l'église et du presbytère		124 37
	»Dépenses diverses		60 —
	»Ensemble		600 22
	»Reliquat passif		77 22
couvert par les excédants des exercices précédents.			

»4. Église de Schlestadt.	»Recette : Loyers	1014 ^f — ^c
	»Dépense : Administration	149 ^f 44 ^c
	»Entretien du presbytère	381 10
	»Intérêts d'un capital dû pour l'achat du presbytère	502 50
	»Ensemble	1033 04
	»Reliquat passif	19 04

»Le compte comprend en outre l'indemnité pour des dégâts causés par un incendie : 110 fr.

»B. Comptes d'aumônes.

»1. Sandhausen.	»Recettes : Intérêts de capitaux et d'un legs :	180 ^f — ^c
	»Produit des collectes	227 85
	»Ensemble	407 ^f 85 ^c
	»Dépenses : Distributions aux pauvres	230 —
	»Secours à des enfants pauvres pour leur ins- truction et livres	38 10
	»Culte	10 —
	»Pour le Collège de St-Guillaume	20 —
	»Ensemble	298 10
	»Reliquat actif	109 75

qui, avec une partie de l'excédant de l'exercice précédent, a été ajouté au capital.

»2. Muttersholtz.	»Recettes : Collectes et location des sièges dans l'église	298 ^f 72 ^c
	»Dépenses : Distributions aux pauvres	266 ^f 95 ^c
	»Sacristain	6 —
	»Subventions diverses	17 05
	»Ensemble	290 —
	»Reliquat actif	8 72
»3. Baldenheim.	»Recette : Collectes	70 ^f 50 ^c
	»Dépenses : Distributions aux pauvres	30 ^f 85 ^c
	»Diverses subventions	23 10
	»Ensemble	53 95
	»Reliquat actif	16 55

»4. Schlestadt.	»Recettes : Collectes	135' 75 ^c	
	»Intérêts de capitaux	50 —	
	»Subvention de la Société du sou protestant	200 —	
	»Don spécial	50 —	
	»Ensemble		435' 75 ^c
	»Dépenses : Distributions aux pauvres	25 70	
	»Culte, sacristain	102 60	
	»Administration	20 40	
	»Subventions diverses	24 35	
	»Ensemble		173 05
»5. Benfeld, (annexe).	»Reliquat actif		262 70
	»Recettes : Intérêts et loyer	37' 08 ^c	
	»Produit des collectes	270 —	
	»Subvention de la Société d'évangélisation	250 —	
	»Ensemble		557' 08 ^c
	»Dépenses : Loyer de l'oratoire	200 —	
	»Culte	17 85	
	»École, secours à des élèves pauvres	8 80	
	»Chauffage etc.	47 70	
	»Frais de voyage du pasteur de Schlestadt à Benfeld et retour	132 85	
	»Dons divers	43 78	
	»Ensemble		450 98
	»Reliquat actif		106 10

M. le PRÉSIDENT : « Le Directoire prendra en considération le vœu de la Commission concernant l'uniformité à établir dans les églises en ce qui concerne les frais d'administration et la position des receveurs d'aumônes et des secrétaires de Consistoire; toutefois la mesure présente de grandes difficultés. Le principe est la gratuité des fonctions de receveur d'aumônes et de secrétaire de Consistoire. »

L'ensemble du rapport est adopté.

Sur la proposition de M. JUNG, l'assemblée décide que les Comptes examinés par la Commission, seront insérés au procès-verbal.

L'ordre du jour de la session étant épuisé, M. le PRÉSIDENT invite les membres du Consistoire supérieur à produire les questions qui leur paraîtraient de nature à être portées à l'ordre du jour de la session prochaine.

MM. SCHIELLEIN et SCHALLER proposent :

Le 1^{er}, la question *des conditions et formalités à remplir pour obtenir du Consistoire supérieur l'approbation d'un livre dont l'auteur désire l'introduction dans les églises et les écoles*,

Le 2^d, la fixation *des principes à suivre par les pasteurs qui sont appelés à faire l'enterrement de personnes catholiques*.

L'assemblée ne donne pas suite à ces propositions, la première devant trouver sa place naturelle dans l'examen de la question des Catéchismes, ajournée à la session prochaine, et les cas indiqués par M. l'Inspecteur Schaller échappant, par leur diversité, à toute réglementation.

Est prise en considération la proposition de M. l'Inspecteur Cuvier, de *régler les formalités à suivre par tout pasteur pour céder sa chaire*.

Sur l'invitation de M. le PRÉSIDENT, M. l'Inspecteur Kunlin prononce la prière de clôture.

Après cette prière M. le PRÉSIDENT déclare la session terminée.

M. l'Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Montbéliard, qui n'assistait pas à la séance du Consistoire supérieur du 23 octobre 1856, a réclamé contre quelques passages de notre rapport général (voir ci-dessus, page 13, dernier alinéa).

M. l'Inspecteur expose :

1^o) Qu'il n'a jamais demandé au Directoire que le Recueil de Cantiques de Montbéliard, publié en 1847, fût obligatoire dans l'Inspection, quoique imprimé au su du Directoire et tacitement autorisé par lui.

2^o) Qu'il ne s'est jamais plaint de ce que le même recueil n'ait pas été admis par toutes les paroisses de l'Inspection, mais seulement de ce que certains pasteurs en eussent introduit, de leur chef, un autre, sans aucune autorisation et, même, malgré sa défense.

Il résulte, en effet, d'un nouvel examen du dossier de l'affaire, que c'est à ce dernier point de vue seulement que le Directoire a eu à l'appécier.

Le Directoire reconnaît en conséquence que la réclamation de M. l'Inspecteur est fondée.

Strasbourg, le 15 septembre 1857.

CONVOCATION DU CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

Session de 1857.

Par Décret de S. M. l'Empereur, donné au camp de Châlons, le 6 septembre 1857, le Directoire a été autorisé à convoquer le Consistoire supérieur.

XIV.

10

D'après les instructions de Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, contenues dans sa dépêche du 12 septembre 1857, l'ouverture de la session du Consistoire supérieur, pour 1857, doit avoir lieu dans la seconde moitié d'octobre. Elle a été fixée par le Directoire, d'accord avec M. le Préfet du Bas-Rhin, au jeudi, 22 octobre, à midi.

Conformément à la décision du Consistoire supérieur, en date du 25 octobre 1853, la session sera inaugurée par un service divin solennel, qui sera célébré le même jour, à 11 heures du matin, dans l'église de St-Thomas; les membres du Consistoire supérieur y assisteront en corps.

L'ordre du jour de la session proposé par le Directoire et accordé par Son Excellence est le suivant :

1°) Rapport du Président sur l'administration du Directoire depuis la session de 1856.

2°) Continuation de l'examen des comptabilités de la Confession d'Augsbourg. (Paroisses de l'Inspection de Montbéliard.)

3°) Continuation de la discussion du rapport de la Commission chargée d'examiner les divers catéchismes en usage dans la Confession d'Augsbourg, pour arriver à en réduire le nombre.

4°) Continuation de l'examen du projet d'une Liturgie générale pour l'Eglise de la Confession d'Augsbourg.

5°) Examen et réglementation des formalités à suivre, par tout pasteur, pour pouvoir céder temporairement sa chaire. (Proposition de M. l'Inspecteur Cuvier, adoptée par le Consistoire supérieur en séance du 29 octobre 1856.)

6°) Examen de l'opportunité de soumettre à une réélection périodique les membres du Directoire qui y sont délégués par le Consistoire supérieur. (Proposition du Directoire.)

Strasbourg, le 15 septembre 1857.

CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

SERVICE RELIGIEUX SPÉCIAL POUR L'OUVERTURE DE LA SESSION DE 1857.

Circulaire à Messieurs les Pasteurs.

Strasbourg, le 15 septembre 1857.

Monsieur le pasteur,

La réunion du Consistoire supérieur, pour 1857, vient d'être autorisée par décret impérial du 6 septembre courant.

La session s'ouvrira le 22 octobre prochain.

Nous fixons au dimanche, 18 du même mois, le service religieux spécial, prescrit par le Consistoire supérieur dans sa séance du 25 octobre 1853.

Vous voudrez bien annoncer en chaire ce service, le dimanche, 11 octobre, et lui donner la solennité accoutumée.

Recevez, Monsieur le pasteur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
Th. BRAUN.

RÈGLEMENT SUR LES ÉTUDES ET LA DISCIPLINE DU SÉMINAIRE

DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG A STRASBOURG,

arrêté en séance du Consistoire supérieur le 13 octobre 1855.

23

TITRE PREMIER.

DE L'ADMISSION DES ÉLÈVES.

ARTICLE PREMIER. Les jeunes gens qui voudront étudier la Théologie au Séminaire de la Confession d'Augsbourg, à Strasbourg, auront à se faire inscrire chez le Directeur des études de cet établissement, en produisant les pièces suivantes :

- 1°) L'extrait de l'acte constatant leur naissance.
- 2°) Un certificat d'assiduité et de bonne conduite, délivré par le chef de l'établissement où ils auront fait leurs études préliminaires.
- 3°) Une délibération du Consistoire, auquel ils appartiennent, constatant leur moralité.
- 4°) Le diplôme de bachelier ès lettres.
- 5°) S'ils sont mineurs, le consentement de leurs parents, ou de leurs tuteurs, à ce qu'ils se vouent au saint-ministère. Ce consentement devra indiquer le domicile des dits parents ou tuteurs.

ART. 2. Pourront, sans être bacheliers ès lettres, être inscrits, à titre provisoire, sur la liste des élèves du Séminaire, les jeunes gens qui se seront soumis à un examen portant sur les matières suivantes :

- 1°) Le latin et le grec. Les élèves présenteront, pour chacune de ces deux langues, un auteur en prose et un poète.
- 2°) La géométrie, l'arithmétique et l'algèbre, dans les proportions exigées pour le baccalauréat ès lettres.
- 3°) L'histoire générale (principales époques).

ART. 3. Les élèves du Séminaire pourvus du diplôme de bacheliers ès lettres, fréquenteront encore, pendant une année au moins, les cours préparatoires donnés au Séminaire, savoir : les cours de littérature latine et grecque, le cours élémentaire d'hébreu, les cours de philosophie, d'histoire etc.

Les élèves se présenteront régulièrement aux épreuves qui ont lieu, de six mois en six mois, sur tous les cours professés pendant le semestre.

ART. 4. A la fin de la dite année, ils pourront se présenter pour subir l'examen d'admission aux études théologiques proprement dites. Cet examen aura lieu à la fin d'octobre, par une commission de professeurs de la Section préparatoire.

ART. 5. Pour être admis à cet examen, les élèves auront à présenter leur diplôme de bachelier ès lettres et des certificats constatant leur assiduité aux cours qu'ils auront dû fréquenter dans la Section préparatoire. Ils devront, en outre, dans le semestre qui précédera cet examen, avoir fourni une composition française et une composition latine, sur des sujets agréés par la Commission des examinateurs.

ART. 6. L'examen d'admission comprendra des épreuves écrites et des épreuves orales.

Les premières consisteront dans un thème latin, un thème grec et une version de l'hébreu.

L'examen oral comprendra l'explication à livre ouvert des auteurs latins et grecs, l'histoire, la logique, la psychologie, la métaphysique et l'histoire de la philosophie, enfin, l'explication et l'analyse du texte original des livres historiques de l'Ancien Testament.

ART. 7. Un élève renvoyé de cet examen, ne pourra s'y présenter de nouveau qu'à la fin de l'année scolaire suivante, sauf les cas d'exception, sur lesquels le Séminaire sera appelé à statuer.

TITRE II.

DES INSCRIPTIONS.

ART. 8. Le cours complet des Études théologiques durera trois années et sera constaté pour l'élève par douze inscriptions prises successivement de trimestre en trimestre, sur un registre tenu par le Directeur des études.

ART. 9. Le registre des inscriptions est ouvert les 2 novembre, 2 janvier, 1^{er} avril et 1^{er} juillet de chaque année, et clos le 15 des mêmes mois.

ART. 10. La première inscription d'un élève devra être prise au commencement de l'année scolaire, pour qu'il puisse en suivre les cours en entier. Le Séminaire statuera sur les cas d'exception.

TITRE III.

DES ÉTUDES.

ART. 11. Les élèves suivront avec assiduité pendant trois ans les cours de théologie faits au Séminaire d'après un plan concerté avec celui des cours de la Faculté.

ART. 12. Au mois de janvier, chaque élève inscrit depuis au moins un an, remettra au Directeur des études une composition sur un sujet qui aura été soumis préalablement à l'approbation des professeurs de la Section théologique. Ces compositions seront réparties entre ces professeurs, pour en faire l'objet d'un rapport en assemblée générale.

TITRE IV.

DE LA PRÉDICATION.

ART. 13. Il est interdit aux élèves de prêcher publiquement avant d'en avoir obtenu l'autorisation écrite, qui leur sera délivrée par le Directoire, sur l'avis des professeurs du Séminaire.

ART. 14. Pour obtenir cette autorisation, l'élève devra avoir fourni au professeur de théologie pratique, au moins deux sermons écrits et avoir participé pendant un semestre au moins aux exercices de prédication. Les élèves qui se destinent au ministère pastoral dans des départements où la langue allemande est encore en usage, feront l'un des deux sermons en cette langue. Tous les élèves sont tenus de fournir au moins un sermon en français.

ART. 15. L'autorisation de monter en chaire ne pourra être demandée que par les élèves de troisième année de théologie. Néanmoins, cette autorisation pourra être accordée, par exception, dans le courant de la deuxième année.

TITRE V.

DES EXAMENS.

ART. 16. Les examens se divisent en examens semestriels et en examens pour grades.

ART. 17. Les élèves se présenteront régulièrement aux épreuves qui ont lieu, de six mois en six mois, sur tous les cours professés pendant le semestre.

ART. 18. Les élèves sont classés d'après les résultats de ces examens; les tableaux de classement, où compte sera tenu des compositions fournies par les élèves, seront transmis, par l'intermédiaire du Directoire, à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

ART. 19. Les examens pour grade auront lieu devant les professeurs de la faculté de théologie, dans la forme indiquée par son règlement d'études.

ART. 20. Aucun élève ne pourra quitter le Séminaire avant d'avoir subi les épreuves pour le grade de bachelier en théologie, à moins qu'il n'ait obtenu à cet effet un sursis du Séminaire.

TITRE VI.

DU LOGEMENT DES ÉLÈVES.

ART. 21. Tous les élèves boursiers du Gouvernement sont tenus de se loger dans l'Internat de St-Guillaume, attaché au Séminaire.

ART. 22. Les élèves non boursiers, et dont les parents ne sont pas domiciliés à Strasbourg, devront se loger et prendre leur pension dans des maisons approuvées spécialement à cet effet par le Séminaire.

TITRE VII.

DE LA CONDUITE DES ÉLÈVES.

ART. 23. La conduite des élèves du Séminaire est soumise à la surveillance générale de tous les professeurs.

En outre, chaque élève est placé sous le patronage spécial de l'un des professeurs. De six mois en six mois, et dans une assemblée convoquée ad hoc, les professeurs se communiqueront leurs observations sur la conduite et les progrès de chacun des élèves. Un bulletin indiquant les résultats de ces observations, sera adressé, tous les six mois, aux parents ou aux tuteurs des élèves et aux Consistoires respectifs.

ART. 24. Les élèves observeront dans leur mise et dans leur tenue la décence qui convient au ministère auquel ils se destinent. Ils porteront habituellement la redingote noire ou le frac noir, la cravate blanche ou noire, et le chapeau. Ils éviteront avec soin toute espèce de désordres dans les salles des cours, dans l'Internat de S'-Guillaume et partout ailleurs.

ART. 25. Il leur est formellement interdit d'aller dans les sociétés et lieux publics, dont la fréquentation est incompatible avec le caractère ecclésiastique. Il leur est également défendu :

- 1°) De former entre eux aucune association sans en avoir obtenu la permission du Séminaire;
- 2°) D'agir ou d'écrire comme s'ils formaient une corporation ou association légalement reconnue, et
- 3°) De se réunir en assemblée délibérante, sauf des circonstances extraordinaires, pour des objets déterminés, et avec la permission expresse du Séminaire.

TITRE VIII.

DES PEINES.

ART. 26. Les élèves, qui contreviendront aux dispositions du présent règlement, encourront, suivant la gravité du fait, ou en récidive, les peines suivantes :

- 1°) La réprimande.
- 2°) La perte d'une ou de plusieurs inscriptions.
- 3°) L'expulsion temporaire de l'Internat de S'-Guillaume; cette expulsion entraînera privation de bourse ou des autres secours qui pourraient avoir été alloués à l'élève renvoyé.
- 4°) La radiation de la liste des élèves du Séminaire.

ART. 27. Les peines portées dans le paragraphe précédent, sous les Nos 1 et 2, seront prononcées par le Séminaire, sur le rapport du Directeur des études. Le Séminaire prononce de même l'expulsion de l'Internat de S'-Guillaume, sur le rapport de la Commission administrative de cet établissement. La privation des subventions dont aurait joui l'é-

lève, la privation de la bourse, la radiation de la liste des élèves seront prononcées par le Directoire, sur la proposition du Séminaire.

L'arrêté de radiation sera transmis, par le Directoire, à M. le Préfet du Département, et notifié à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. En outre, le Séminaire donnera connaissance de cet arrêté au Consistoire, auquel l'élève appartient.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
TH. BRAUN.

FÊTE DE LA RÉFORMATION DE 1857.

Circulaire à Messieurs les Pasteurs.

Strasbourg, le 29 septembre 1857.

Messieurs,

En présence des grossières superstitions et des vaines pratiques des cultes anciens, l'Évangile avait proclamé l'adoration de Dieu en esprit et en vérité, et, comme condition essentielle du salut, la régénération de l'homme intérieur par l'esprit du Christ, sans autre médiation que celle du divin Sauveur.

Lorsque, plus tard, au nom de traditions humaines qui s'arrogeaient une autorité divine, l'œuvre extérieure eut envahi l'Église chrétienne à son tour, les Réformateurs ont relevé la doctrine évangélique, et, secondés par la piété énergique de nos pères, nous ont conquis le droit de ne puiser notre croyance que dans l'Écriture sainte et de ne chercher notre salut que dans une foi vivante en Christ, et dans la pratique de sa doctrine.

Nous devons à notre tour nous dévouer au maintien de ce droit précieux, et surtout, en user pour notre sanctification, afin de nous rendre dignes de la couronne promise à ceux qui auront livré le bon combat.

Ces réflexions qu'éveille naturellement l'approche de la fête de la Réformation, se trouvent énergiquement résumées dans la 2^{de} Épître de St-Jean, verset 8 :

«Prenez garde à vous, afin que nous ne perdions pas le fruit de notre travail, mais que nous en recevions une pleine récompense.»

Nous vous prions, Messieurs, de faire de ces paroles le texte du sermon que vous aurez à prononcer à la solennité du 1^{er} novembre prochain.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
TH. BRAUN.

RÈGLEMENT

CONCERNANT LES TRAITEMENTS DES PROFESSEURS DU GYMNASSE PROTESTANT DE STRASBOURG,
arrêté par le Consistoire supérieur dans ses séances du 23 octobre 1855
et du 27 octobre 1856.

GYMNASSE PROPREMENT DIT.

ARTICLE 1^{er} Les professeurs du Gymnase sont divisés en deux catégories.

La première se compose des quatre professeurs des classes de 8^{me}, 7^{me}, 6^{me} et 5^{me}.

Nul ne pourra être nommé professeur de l'une de ces quatre classes, formant la division inférieure du Gymnase, sans être pourvu du diplôme de bachelier ès lettres.

La seconde catégorie comprend les sept professeurs qui enseignent dans les classes de 4^{me}, 3^{me}, 2^{de}, de Rhétorique et de Philosophie, lesquelles forment la division supérieure du Gymnase.

Le grade de licencié ès lettres ou de licencié ès sciences est exigé pour toute nomination à l'une des classes de la seconde catégorie ou division supérieure.

ART. 2. Le traitement des professeurs est fixé en argent uniquement, de manière à ce que la principale partie en soit invariable.

Elle s'augmentera d'une part à l'éventuel.

L'éventuel est formé de la rétribution scolaire des élèves excédant le nombre de 320. Il sera partagé également entre tous les professeurs de l'établissement appelés à y prendre part.

ART. 3. Sont admis à la participation à l'éventuel tous les professeurs à titre ordinaire des deux catégories du Gymnase proprement dit.

ART. 4. Le traitement des professeurs de la 1^{re} catégorie est fixé à 2,000 fr., plus la part à l'éventuel.

Le traitement des professeurs de la 2^{de} catégorie est fixé à 2,600 fr., plus la part à l'éventuel.

ART. 5. Chaque professeur à titre ordinaire est tenu à un minimum de dix-huit leçons par semaine et à un maximum de vingt-deux. En conséquence et tant que ce maximum ne sera pas atteint, tout professeur à titre ordinaire pourra être tenu de donner même des leçons qui sortiraient de son enseignement plus spécial.

ART. 6. Toute leçon dont l'administration aura jugé utile de charger un professeur du Gymnase, en sus du maximum de vingt-deux par semaine fixé par le présent règlement, sera payée à raison de cent francs pour l'année scolaire.

CLASSES INDUSTRIELLES.

ART. 7. Les trois classes industrielles annexées au Gymnase sont assimilées aux classes de la division inférieure du Gymnase proprement dit.

En conséquence les titulaires des trois classes industrielles ont le rang de professeur ordinaire du Gymnase; leur traitement est fixé à 2,000 fr., plus la part à l'éventuel.

ART. 8. Ils sont tenus à un minimum de dix-huit leçons par semaine et à un maximum de vingt-deux, dans l'étendue des obligations imposées aux professeurs à titre ordinaire du Gymnase proprement dit, par les articles 5 et 6 ci-dessus.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 9. Le traitement des professeurs à titre extraordinaire, tant du Gymnase proprement dit que des classes industrielles, sera payé d'après le nombre de leurs leçons ou suivant telle convention particulière que nécessiteraient les circonstances; la convention sera proposée par le Directeur du Gymnase et par l'assemblée des professeurs du Séminaire et approuvée par le Directoire.

ART. 10. Le programme des études du Gymnase proprement dit et des classes industrielles pourra subir des modifications qui entraîneraient une augmentation dans le personnel des professeurs. Toutefois les professeurs dont l'adjonction serait jugée nécessaire ne seront admis qu'à titre extraordinaire.

ART. 11. La rétribution scolaire annuelle à payer par les élèves du Gymnase est portée à soixante francs pour toutes les classes indistinctement. Si les ressources de l'établissement n'étaient plus jugées suffisantes, le Directoire pourrait décider une nouvelle augmentation de la rétribution scolaire.

ART. 12. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1857.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
Th. BRAUN.

RÈGLEMENT

SUR LES PENSIONS DE RETRAITE DES PROFESSEURS DU GYMNASÉ, *arrêté en séance du Consistoire supérieur du 27 octobre 1856.*

ARTICLE 1^{er} Les professeurs ordinaires du Gymnase, jouissant à la fois du traitement fixe et du traitement éventuel, auront droit à une pension de retraite :

1^o) Lorsqu'ils auront soixante ans accomplis et trente ans de services;

2^o) Lorsque, après dix ans de services, ils seront atteints d'une infirmité les rendant incapables d'exercer leurs fonctions.

ART. 2. L'administration du Gymnase et le Séminaire pourront, en cas d'infirmités, chez un professeur, ou pour insuffisance dans son enseignement, proposer au Directoire de le mettre à la retraite, avec une pension proportionnée à ses années de services, pourvu que le nombre de ces années soit supérieur à dix.

ART. 3. Les pensions sont calculées par 60^e du traitement, tant fixe qu'éventuel, pour chaque année de service, avec la réserve qu'elles ne pourront jamais dépasser les deux tiers du traitement total.

ART. 4. Pour fixer le chiffre de la pension, on prendra la moyenne du traitement, tant fixe qu'éventuel, des six dernières années d'activité.

ART. 5. Dans l'évaluation de la pension n'entreront ni le traitement extraordinaire pour des leçons que donnerait le professeur en sus du maximum de vingt-deux auquel il est tenu, ni les émoluments qu'il aurait touchés pour d'autres services rétribués par le Gymnase.

ART. 6. Il sera fait, tant sur le traitement fixe que sur le traitement éventuel de chaque professeur ordinaire, une retenue de cinq pour cent pour la caisse des retraites.

ART. 7. Cette retenue sera opérée à partir du 1^{er} janvier 1857, jour de la mise en vigueur du règlement arrêté par le Consistoire supérieur sur le traitement des professeurs du Gymnase.

ART. 8. L'arrêté du 17 mars 1831, approuvé par le Directoire le 8 juin suivant, et l'arrêté du 2 juillet 1849, approuvé par le Directoire le 7 août suivant, sont rapportés.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
Th. BRAUN.

FÊTE DES MOISSONS ET DES VENDANGES EN 1857.

Circulaire à Messieurs les Pasteurs.

Strasbourg, le 30 septembre 1856.

Messieurs,

Le 22 novembre prochain vous célébrerez la fête des moissons et des vendanges. Les paroles de l'Écriture que nous avons choisies pour faire le sujet de votre discours dans cette solennité, se trouvent dans le Chap. II du prophète Joël, versets 21, 22, 23, 24 et 26 :

21. *«Ne rraîns point, terre, égaie-toi, et te réjouis ; car l'Éternel fera de grandes choses.*

22. *«Ne craignez point, bêtes des champs, car les pâturages du désert ont poussé leur jet, et même les arbres ont poussé leur fruit ; le figuier et la vigne ont poussé avec vigueur.*

23. *«Et vous, enfants de Sion, égayez-vous et vous réjouissez en l'Éternel votre Dieu ; car il vous donnera la pluie selon sa justice ; même il répandra sur vous la pluie de la première et de la dernière saison, comme auparavant.*

24. *«Et les aires seront remplies de froment, et les cuves regorgeront de vin excellent et d'huile.*

26. *«Vous aurez donc en abondance de quoi manger et être rassasiés, et vous louerez le nom de l'Éternel votre Dieu, qui vous aura fait des choses merveilleuses ; ainsi mon peuple ne sera plus jamais confus.»*

Cette peinture brillante d'une année d'abondance, les accents d'allégresse du prophète s'appliquent d'une manière frappante aux bénédictions dont il a plu à Dieu de combler nos campagnes dans le cours de cette année, et aux émotions joyeuses qu'excite dans les populations le retour de cette fécondité après tant d'années d'épreuves.

Mais les paroles du texte rappellent en même temps avec quels sentiments l'homme pieux doit accueillir ces richesses : *«Égayez-vous et réjouissez-vous en l'Éternel, votre Dieu . . . Vous aurez de quoi être rassasiés, et vous louerez l'Éternel votre Dieu, qui vous aura fait des choses merveilleuses.»*

Vous insisterez sur ces belles et édifiantes paroles : vous exhorterez les communautés qui vous sont confiées à voir au-dessus du bienfait la main divine qui le dispense, à le recevoir et à en jouir avec reconnaissance et humilité, à s'en rendre dignes par une vie agréable à l'auteur de tout don parfait. Vous emploierez, en un mot, Messieurs, tous vos efforts pour que ces bénédictions temporelles tournent en bénédictions spirituelles pour l'Église et y produisent des fruits abondants de foi, d'espérance et de charité.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
Th. BRAUN.

ÉTAT GÉNÉRAL, PAR RANG D'ANCIENNETÉ, DE MM. LES PASTEURS EN TITRE DE L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG.

Note. Les noms en majuscules sont ceux de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques ; les noms en italiques ceux de MM. les Présidents de Consistoire.

RANG D'ORDRE	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	1 ^{re} CURE.	DATE DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	CURE QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	SERVICES DIVERS.
1	Schimper	8 janv. 1770	Kusel	1795	Offwiller	Past. à Deux-Ponts et à Dossenheim.*
2	Balzweiler	4 août 1771	Jebsheim	10 nov. 1798	Kanheim	Vicaire à Sulztern.*
3	Wagner, Ch.-Ph.	29 mai 1775	Deux-Ponts	20 mars 1805	Harskirchen	Vic. à Hottenbach, Past. à Dehlingen et à Herbitzheim.*
4	Jang, J.-F.-Ch.	28 nov. 1771	Pistorf	12 déc. 1805		
5	Kremer	26 juin 1783	Neuhornbach	7 janv. 1808	Berg	
6	Binder	24 août 1782	Minster	26 janv. 1809		
7	Mercklé	28 janv. 1786	Keeskastel	1 ^{er} mai 1813		
8	Liebrich, F.-Ch.	8 avril 1787	Harskirchen	1 ^{er} mai 1813	Saar-Union	Vicaire à Dehlingeo.
9	Blasius	20 nov. 1788	Brumath	15 avril 1815	Wamelenne	Vic. à Schweighausen ; Aumônier au dépôt de mendicité à Haguenau.
10	EDEL	21 oct. 1787	Biquewihr	4 mai 1815	Temple-Neuf	
11	Braunwald	20 déc. 1790	Klingenthal	18 juin 1816	S ^t .Thomas	Vicaire à Reitwiller ; Pasteur à Goxwiller.
12	Bentz	9 nov. 1790	Mittelwihr	27 nov. 1816	S ^t .Pierre-la-vieux	
13	Riff, Ch.-F.	6 oct. 1790	Robertsau	14 mai 1817		
14	Heyler	21 oct. 1791	Behlenheim	19 nov. 1817		
15	MÄSSON	22 mai 1791	Abbévillers	22 nov. 1817	Montbéliard (église allemande)	
16	Hofmann, Ch.-L.	18 avril 1790	Waltenheim	11 mars 1818		Vicaire à Weyer.
17	Lerchen, J.	27 oct. 1792	Plobsheim	5 août 1818		Vicaire à Zinswiller.
18	KUNLIN, H.-L.	12 mai 1793	Weinbourg	6 oct. 1818	Bouxwiller	Vicaire à Weinbourg.
19	Elles, Ch.	22 déc. 1792	Dehlingen	7 oct. 1818	Printzheim	Vicaire à Dehlingen.
20	Küss	7 juill. 1792	Allenwiller	3 nov. 1819	Westhoffen	Vicaire à Allenwiller.
21	Himly	7 août 1799	Eglise française	26 janv. 1820		Prédicateur-Vicaire.
22	Heldt, L.	14 août 1794	Oberhoffen	26 janv. 1820		Vicaire à Bischwiller.
23	Mehl	27 mars 1793	Weinbourg	18 mai 1820	Dattwiller	
24	Orthlieb, J.-J.	28 oct. 1793	Muntzenheim	30 août 1820		Vicaire à Sandhoffen.
25	Müller, J.-E.	14 avril 1794	Boffheim	19 oct. 1820		
26	Bosch	4 oct. 1795	Schweighausen	8 déc. 1820		Aumônier de la maison centrale à Haguenau.
27	Ningler	24 août 1791	Oberbetschdorf	20 déc. 1820		Vic. à Oberbetschdorf.
28	Kassel	2 juill. 1792	Asswiller	12 janv. 1821	Duntzenheim	Vic. à La Petite-Pierre.
29	Schwalb	19 sept. 1793	Hatten	10 mars 1821	Barr	
30	VELTEN	2 avril 1795	Wissembourg	30 mai 1821		

*Nominations d'une époque où le Gouvernement ne les confirmait pas.

NOM D'ORDRE	NOMS.	DATE	1 ^{re} CURE.	DATE	CURE	SERVICES DIVERS.
		DE LA NAISSANCE.		DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANGÉNITÉL.	QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	
31	Dürr	30 juin 1796	La Petite-Pierre	9 janv. 1822	Alger	Vic. à Dossenheim; Past. de l'église réformée à Conzelles-Chaussey; Past. à Dely-Ibrahim et à Bldah. Vicaire à Weyer.
32	Luible	14 sept. 1792	Weyer	30 janv. 1822		
33	Herrnachsneider, B. P.	17 mai 1793	Riquewihr	13 mars 1822	Hospic. civ. à Strass.	
34	Anrich	20 janv. 1797	Rott	20 mars 1822	Oberhonn	Pasteur à Rothbach.
35	Blanck, Ch.	2 fév. 1797	Klingenthal	10 avril 1822	Heiligenstein	Vicaire à Klingenthal.
36	Weber, Ch.-F.	26 mai 1796	Kolsheim	2 oct. 1822	Wollisheim	
37	Bastian	30 mars 1792	Niedersteinbach	30 janv. 1823		
38	Dangler, J.-G.	27 oct. 1797	Wörth	20 fév. 1823		Vicaire à Wörth.
39	Ilzter	6 août 1797	Ittenheim	7 mai 1823	Temple-Neuf.	
40	Keller	29 juin 1795	Mütersholtz	17 sept. 1823		
41	Liebrich, Ch.-Aug.	30 janv. 1797	Hirschland	17 sept. 1823		Vicaire à Durstel.
42	Bauzet	5 nov. 1796	Blamont	15 oct. 1823	Bussorel	
43	Watzel, L.-F.	24 sept. 1797	Roches	15 oct. 1823	Grand-Charmont.	Vicaire à Roches.
44	Dangler, Ph.-H.	27 sept. 1796	Birlenbach	17 mars 1824		Vicaire à Sundhoffen.
45	Dürbach, D'én théol.	28 mars 1790	Tranheim	12 mai 1824	S'-Nicolas	
46	Fiacher, J.-Ph.	15 mars 1797	Weinbourg	12 mai 1824	Pfaffenhoffen	
47	Gatz	8 nov. 1796	Imbsheim	13 oct. 1824		Vicaire à Imbsheim.
48	Kantz	23 nov. 1792	Lingolsheim	20 oct. 1824		
49	Schaeffer, J.-F.	18 avril 1796	Reitwiller	20 oct. 1824	Oberhansbergen	
50	Schneider	14 mai 1797	Drulingen	1 déc. 1824	Hürtigheim	
51	Schaeffer, J.-F.	30 oct. 1799	Weitenwiller	10 mars 1825	Schillersdorf	
52	Caspary, J.-N.	30 déc. 1795	Allenwiller	4 mai 1825	Scharbachbergheim	
53	Michel, J.-G.	10 oct. 1797	Eckwersheim	30 août 1826	Roppenheim	
54	Hessel	10 oct. 1784	Dehlingen	20 sept. 1826		Aumônier aux prisons civiles de Strassbourg.
55	Goguel, Ch.-L.-Ch.	21 janv. 1802	Mandeuve	6 mai 1827		
56	Pleuder	27 avril 1800	Hatten	6 juin 1827	Wissembourg	Vicaire à Berstett.
57	Gacklé	15 oct. 1797	Romanwiller	4 juill. 1827		
58	Grünwald	4 mars 1798	Lohr	18 juill. 1827		
59	Gœpp	2 août 1795	Berstett	21 oct. 1827		Vic. à Klingenthal, au Temple-Neuf, à Zehn- acker et à Berstett. Vic. à Niederroedern.
60	Lix	16 déc. 1797	Niederroedern	6 déc. 1827	Hœrdt	
61	Lichtenberger	25 mars 1799	Klingenthal	30 janv. 1828	Gundershoffen	
62	Berger, J.-L.-É.	28 mars 1800	Desandans	30 janv. 1828		
63	Rudrich, T.-G.	15 juin 1802	Fürdenheim	26 juill. 1828	S'-Guillaume	Vicaire à Fürdenheim.
64	Perdriest, J.-F.	4 juin 1803	Vandoneourt	27 août 1828		Vicaire à Vandoneourt.
65	Schneegans	23 mai 1795	Blasheim	1 oct. 1828		
66	Sarlean, J.-G.	16 fév. 1803	Bavans	1 oct. 1828	Montbéliard (église de S'-George)	
67	Schmutz	5 nov. 1797	Obernheim	1 juill. 1829		Vicaire à Obernheim.
68	Kantz	9 nov. 1798	Rothau	9 sept. 1829	Temple-Neuf	
69	Schillingier	13 août 1801	Mühlbach	25 oct. 1829		Vicaire à Sandhoffen.
70	Hoffmann, F.-J.	27 juin 1802	Hangwiller	25 oct. 1829	Wangen	Vicaire à Dossenheim.
71	Lods	24 juin 1798	Héricourt	14 janv. 1830		Vicaire à Héricourt.
72	Briou	25 juill. 1799	Goxwiller	14 janv. 1830		
73	SCHALLER, F.-A.	8 nov. 1802	Phalsbourg	14 janv. 1830	Colmar	Pasteur à Soultz-sous- forêts.

NOM D'ORDRE.	NOMS.	DATE	1 ^{re} CURE.	DATE	CURE	SERVICES DIVERS.
		DE LA NAISSANCE.		DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	
74	Nessler	16 sept. 1801	Durstel	12 mai 1830	Barr	Vicaire à Rothbach et à Mundolsheim; Past. à Baldeuheim.
75	Wohlwerth	20 avril 1798	Rott	16 juin 1830		Vicaire à Zelmaecker.
76	Zwilling	31 déc. 1801	Wintersbourg	5 sept. 1830		Vicaire à Dossenheim.
77	Jaglé	2 août 1800	Durlisheim	29 nov. 1830		Pasteur-adjoint à Paris.
78	Cuvier, R.-E.-N.	22 janv. 1785	Paris	29 nov. 1830		Past. de l'église réformée à Nancy.
79	Durot	18 mai 1803	Coutchouans	16 déc. 1830		
80	Morel	3 juill. 1805	Abbévillers	9 mars 1831	Allanjoie	Pasteur à Voujaucourt.
81	Stahl, J.-Ch.	22 janv. 1800	Zelmaecker	31 mai 1831		Vicaire à Sessenheim et à Algotshheim.
82	Sohn	2 mars 1793	Eckolsheim	20 juill. 1831		
83	BRUCH	13 déc. 1792	S ^t -Nicolas	1 ^{er} août 1831		Vic. à Lohr; Professeur au Séminaire.
84	Weber, F.-Ch.	28 juill. 1802	Wangen	26 sept. 1831	Rittershoffen	Vicaire à Worth.
85	Spach	9 janv. 1803	Weinbourg	31 oct. 1831		Vicaire à Ringendorf.
86	Eichenbreuner, Ch.	16 juin 1802	Uhrwiller	19 janv. 1832		Vicaire à Uhrwiller.
87	Fallot, G.-F.	16 nov. 1806	Héricourt	1 ^{er} fév. 1832	Audincourt	
88	Lalancé	19 mai 1806	Chempey	17 mars 1832	Bavans	
89	Wetzel, J.-J.	10 avril 1798	Allenwiller	12 mai 1832	Eckwersheim	Pasteur à Ruppenheim.
90	Tueffert	9 juin 1805	Longeville	8 juin 1832	Bethoncourt	
91	Beurlin	22 mars 1806	Étobon	15 fév. 1833		Vicaire à Étobon.
92	Liebrich, A.-F.	11 nov. 1801	Herbitzheim	23 fév. 1833		Vicaire à Saar-Union.
93	Sahler	23 oct. 1804	Glay	11 juin 1833	Montbéliard (église de S ^t -George)	Vicaire à Glay.
94	Kuhn, Ch.-F.	9 janv. 1806	Abbévillers	3 août 1833		
95	Schnell	10 avril 1804	Dossenheim	18 oct. 1833	Bouxwiller	Pasteur à Gertwiller.
96	Jeanmaire, L. C. C.-F.	16 juill. 1802	Maguy d'Anigon	6 nov. 1833		
97	Blind	13 janv. 1806	Münster	27 janv. 1834	S ^{te} -Aurélié	
98	Hertzog, Ph.-É.	15 juin 1802	Drulingen	27 oct. 1834	Kauffenheim	
99	Caspari, Ch.-É.	18 nov. 1808	S ^{te} -Marie-aux-mines	8 déc. 1834	Geudertheim	
100	Hirt, F.-A.	24 juin 1807	Weiterwiller	3 juill. 1835	Obermodern	
101	Ménergetz	8 sept. 1802	Algotshheim	23 déc. 1835		
102	Macler	26 mai 1801	Beul	31 janv. 1836	Héricourt	
103	Hüter	15 janv. 1810	Phalsbourg	15 mars 1836		Vicaire à Brumath.
104	Hollender	29 mars 1805	Gersdorf	27 sept. 1836		Vic. à Soultz-sous-Forêts.
105	Ihlé	19 oct. 1809	Schenbourg	27 sept. 1836	Hangenwiller	Vicaire à Sessenheim.
106	Perdrizot, Ch.-F.	10 oct. 1809	Montschéroux	6 janv. 1837	Montbéliard (église de S ^t -Martin)	Pasteur à Rothen.
107	Ensfelder	23 juill. 1804	Dossenheim	29 avril 1837		Vic. à S ^{te} -Marie-aux-mines, Müllersholte et Illkirch.
108	Jäger, F.-L.	21 déc. 1806	Rothbach	29 avril 1837	Mietesheim	Vicaire à Mietesheim.
109	Winter	6 nov. 1803	Kirrwiler	20 mai 1837		Pasteur réformé à S ^{te} -Marie-aux-mines.
110	Scherh	19 mai 1809	Andolsheim	20 mai 1837		Vicaire à S ^{te} -Marie-aux-mines.
111	Schmidt, G.-A.	29 oct. 1794	S ^{te} -Aurélié	19 juin 1837		
112	Kocher	15 sept. 1804	Langenseltzbach	19 juin 1837		
113	Simon	1 mai 1805	Mittelhausen	19 juin 1837		

NOM D'ORDRE.	NOMS.	DATE	1 ^{re} CURE.	DATE	CURE	SERVICES DIVERS.
		DE LA NAISSANCE.		DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	QU'IL DESSEUT ACTUELLEMENT.	
114	MEYER, G.-L.-F.	4 mai 1809	Paris	22 juin 1837		
115	Jundt	13 sept. 1810	Rothau	17 août 1837	Wolfskirchen	
116	Horning, F.-Th.	10 avril 1809	Grafenstaden	19 oct. 1837	S'-Pierre-le-jeune	
117	Goguel, G.-F.	12 juin 1808	Champy	11 mai 1838	S ^{te} -Suzanne	
118	Ruehrich, J.-Ch.	12 avril 1807	Illkirch	6 juill. 1838		Vicaire à Illkirch.
119	Juillard	30 avril 1808	Chenebier	18 juill. 1838	Valenligny	
120	Fellner	18 janv. 1808	Riquewihr	15 août 1838		
121	Wéber, A.	18 oct. 1803	Pfalgriesheim	4 mars 1839	Fürdenheim	Prédic.-vic. à Strass.
122	Beck, J.	5 juin 1803	Hatten	15 sept. 1839		Past. réf. à Oberséebach.
122	Jeanmaire, H.-C. A.-F.	6 déc. 1810	Moutbéliard (égl. de S'-Martin.)	7 déc. 1839		
124	Heits	20 août 1796	Vendenheim	20 fév. 1840	Hunawir	Past. réf. à Cléebourg.
125	Hirt, Ch.-É.	20 juin 1811	Dunstel	20 fév. 1840	Trzenheim	Vic. à Diemeringen et à Offwiller.
126	Hopfner	17 janv. 1811	Lembach	10 mars 1840		Vicaire à Lembach.
127	Fischer, J.-F.	24 mai 1801	Weitbruch	5 avril 1840		Aumônier de la maison centrale de détention à Haguenau.
128	Krieger	22 avril 1811	Colmar	2 août 1840	S'-Pierre-le-jeune	Prédic.-Vic. à Strass.; Aumôn. du collège de Colmar et aumôn. de l'école normale d'ins- tituteurs à Strass.
129	Berger, G.-E.	29 sept. 1808	Beaucourt	14 sept. 1840	Paris	
130	Redslob, D ^r en théol.	4 janv. 1806	S'-Guillaume à Strasbourg	8 déc. 1840		Vicaire à Bischheim.
131	Follenius	17 nov. 1807	Wingen	20 déc. 1840	Baldenheim	Vicaire à Hambach.
132	Surleau, J.-G.	7 fév. 1814	S'-Julien	22 janv. 1841		Vicaire à S'-Julien et à Vieux-Charmont.
133	Heintz	8 mai 1814	Colmar	24 mai 1841	S'-Thomas	
134	Günther	30 juin 1809	Axwiller	1 ^{er} juill. 1841	Postorf	Vic. à Sessenheim; Past. à Diemeringen.
135	Jang, L.-G.	28 avril 1813	Klingenhal	1 ^{er} juill. 1841	Ostheim	Vicaire à Pistorf.
136	Gerold	15 sept. 1804	Kolbsheim	21 août 1841	Vendenheim	
137	Jaggi	14 sept. 1807	Wimmenau	21 août 1841	Neuwiller	Vicaire à Hambach et à Neuwiller.
138	Valletta	24 mai 1800	Paris	20 sept. 1841		Pasteur à Naples.
139	Stahl, J.-F.	14 mars 1797	S'-Pierre-le-jeune à Strasbourg	12 janv. 1842		Past. de la colonie pro- testante à Bergame, en Lombardie.
140	Langé	26 avril 1809	Niederrozdern	2 mars 1842	Schiltigheim	
141	Roy	23 fév. 1817	Longeville	11 mai 1842		
142	Kiefler	5 oct. 1807	Bischwiller	14 juin 1842		
143	Kraus	2 mars 1810	Breuschwickersb.	14 juin 1842	S'-Pierre-le-jeune	
144	Brieka	21 oct. 1804	Gumprechtshof- fen.	27 juin 1842		Vicaire à Gumprechtshof- fen.
145	Heinrich	10 juill. 1811	Froschwiller	7 août 1842	Lampertheim	Pasteur de l'église réfor- mée au Hohnwald.
146	Horning, G.-A.	23 juill. 1811	Pfalgriesheim	11 oct. 1842		Vicaire à Ballbronn.
147	Kienlen, D ^r en théol.	7 oct. 1816	Colmar	11 oct. 1842		
148	Schular	24 août 1812	Prauschoff	31 oct. 1842		Vicaire à Rittershoffen.
149	Witz	22 juin 1815	Waldersbach	9 janv. 1843		

NUMERO D'ORDRE	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	1 ^{re} CURE.	DATE DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	CURE QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	SERVICES DIVERS.
150	Hauth	18 juill. 1814	Echery	2 fév. 1843	Soultz-sous-Forêts	Past. Vic. à Schlestadt.
151	Warner, Past. adjoint.	30 sept. 1803	Wasselonne	17 fév. 1843		Rempli ces fonctions depuis 1827.
152	Pameyer	25 nov. 1817	S ^t -Maurice	10 avril 1843	Voujaucourt	
153	Meyer, L.-F.	24 fév. 1818	Beutal	16 mai 1843	Étupes	Vicaire à Beutal.
154	Stolz	20 juin 1807	Engwiller	23 oct. 1843		
155	Schœnhaupt	11 sept. 1807	Jelsheim	5 nov. 1843		Vicaire à Sundhoffen.
156	Goguel, Ch.-V. Past. auxiliaire.	20 sept. 1818	Guebier	3 déc. 1843	Paris (banlieue)	Vicaire à Guebier.
157	Baumann	27 juill. 1810	Niederbronn	11 janv. 1843		Vicaire à Bischwiller et à Niederbronn.
158	Fuchs	3 août 1807	S ^t -Pierre-le-vieux à Strasbourg	23 janv. 1844		Past. de l'égl. réformée à Guebwiller.
159	Gambis	30 déc. 1812	Witterswiller	23 janv. 1844	Schwindratsheim	Vicaire à Obermodern.
160	Huser	27 juill. 1811	Rothbach	10 sept. 1844		Vicaire à Offwiller.
161	Rittelmeyer	27 juin 1817	Mühlbach	19 sept. 1844	Grafenstaden	Vicaire à Ribeauvillé.
162	Boissard	29 août 1809	Gley	23 juill. 1845		
163	Frey	20 juill. 1810	Église française à Strasbourg	23 juill. 1845		Vicaire à l'Église française de Strasbourg.
164	Paar	23 janv. 1820	Montéchâteau	23 juill. 1845		
165	Rhein	14 mars 1810	Grafenstaden	18 fév. 1846	Gertwiller	Pasteur-adjoint de l'égl. réformée à Nancy et à Sarrebourg.
166	Reeb	9 mai 1804	Wimmenau	24 mars 1846	Hohwiller	Vicaire à Obermodern et à Altwiler.
167	Abry	23 déc. 1816	Colombier-Footaie.	21 avril 1846		
168	Jäger, Ch.-A.	13 mars 1817	Hobwiller	8 juin 1846	Niederrœdern	Vicaire à Miesenheim et à Ballbronn.
169	Flamand	26 avril 1820	Champéy	8 juin 1846	Blémont	
170	BÜCHSENSCHÜTZ	20 mars 1814	Neowiller (Vosges)	29 juin 1846	Fénétrange	Vicaire à Rothau, Past. à Postorf.
171	Haffel	20 sept. 1820	Anbure	29 juin 1846	Sultzern	
172	Hertzog, J.-A. lic. en théologie	10 nov. 1807	Bühl	25 juill. 1846		Vicaire à Brumath et à Gendelheim.
173	Magous	25 avril 1812	Bischheim	25 juill. 1846		Vic. à Paris, à S ^t -Pierre-le-jouet et à Bischheim.
174	Schmidt, G.-L.	20 juill. 1812	Postorf	12 août 1846	Bütten	Vicaire à Miesenheim, Pasteur réformé au Hobwald.
175	Schmidt, Ch.-F.	13 sept. 1817	Suodhamen	9 oct. 1846		Past.-Vic. à Schlestadt et Beoefeld.
176	Mégnin, Ch.-F.-É.	9 joio 1818	Alloudas	12 fév. 1847		
177	Sommerao	29 avril 1812	Hunawir	2 mars 1847	Kolbshaim	Vicaire à Gries.
178	Beck, Ch.-A.	21 août 1808	Ballbronn	2 mars 1847		Vicaire à Ballbronn et à Mundolsheim.
179	Baom, lic. en théol.	6 déc. 1809	S ^t -Thomas à Strasbourg	10 mai 1847		Vicaire à S ^t -Thomas.
180	Schaller, G.-A.	13 fév. 1808	Ingwiller	31 juill. 1847	S ^t -Nicolas	Past. de l'égl. réformée à S ^{te} -Marie-aux-min.
181	Lucius	26 juin 1818	Ernolsheim	2 août 1847		Vic. à Oberbetschdorf.

NUMÉRO D'ORDRE.	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	1 ^{re} CURE.	DATE DE LA CONFIRMATION PRÉSENTÉ PAR D'ANCIENNÉTÉ.	CURE QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	SERVICES DIVERS.
182	Schmidt, Ch.-F.	8 juin 1811	Asswiller	12 nov. 1847	Ringendorf	
183	Scheffer	12 janv. 1816	Windstein	19 nov. 1847		
184	Jäger, Ch.-L.	29 juill. 1808	Hambach	1 ^{er} fév. 1848		Vicaire à Sultzern.
185	Meyer, Ch.-Ch.	23 mai 1822	Günspach	5 fév. 1848		
186	Wagner, Ch.-A.	22 avril 1809	Wieberswiller	4 avril 1848	Tieffenbach	
187	Kontz	10 mai 1818	Beatal	8 mai 1848	Altwiller	
188	Fallot, G.-F.	21 janv. 1823	Roches	24 mai 1848		Vicaire à Roches.
189	Müller, G.-A.-G.	20 oct. 1818	Klingenthal	7 juin 1848	Brumath	Past.-Vic. à Schlestadt-Benfeld.
190	Seck, É.-Th.	4 oct. 1813	Mundolsheim	15 juill. 1848		Vicaire à Sultzern et à Mundolsheim.
191	Michel, G.-D.	1 oct. 1817	Ribeauvillé	5 sept. 1848		Vicaire à Ribeauvillé.
192	Steinbrenner	5 mars 1810	Münster	11 oct. 1848		Pasteur de l'église réformée à Cernay.
193	Pfizenmeyer	12 janv. 1812	Runtzenheim	12 déc. 1848	Gerstheim	Vicaire à Gries.
194	Müntz	11 janv. 1812	Kutzenhausen	22 janv. 1849	Ingwiller	Past.-adj. au Havre, Aumônier au Collège de Bouxwiller.
195	Helmstetter	28 juin 1810	Entzheim	3 avril 1849		Past.-Vic. à Sersheim.
196	Eschenbrenner, Ch.-T.	17 mai 1809	Wingen	18 mai 1849		Vicaire à Ollwiller, à Bollbrunn, à Lohr et à Niedersteinbach.
197	Ungerer, Ch.-G.	29 juin 1818	Hangenbieten	24 mai 1849		Past.-Vic. à Saverne.
198	Riff, G.-A.	16 juin 1821	Sessenheim	24 mai 1849		Vicaire à Reitzwiller.
199	Lechten, A.-É.	17 fév. 1818	Forstwihr	16 juil. 1849		Vicaire à Plobsheim.
200	Cuvier, G.-A.-L.	20 sept. 1816	Brévières	20 août 1849	Beaucourt	Vicaire à Brévières.
201	Buhl	21 fév. 1821	Colmar	17 déc. 1849		Past.-vic. du culte réformé à Masserbaum.
202	Boydé	6 oct. 1818	Chagey	8 fév. 1850		
203	Ungerer, Ch.-A.	15 fév. 1824	Lorentzen	15 juin 1850		Vicaire à Harskirchen.
204	Herrenschneider, É.-A.	20 janv. 1823	Horbourg	1 ^{er} juill. 1850		Vic. à Pistolet et à Sultzern.
205	Kroh	22 déc. 1809	Schlestadt - Benfeld	31 août 1850	Alt-Eckendorf	Aumônier à l'école normale d'institutrices protestantes à Strass.
206	Lambs	16 fév. 1824	Franswiller	7 oct. 1850		Vicaire à Brumath.
207	Schell	24 août 1811	Sundhoffen	8 oct. 1850		Vicaire à Ingwiller et à Sundhoffen.
208	Hausknecht	8 janv. 1812	Ingenheim	5 déc. 1850		Pasteur-Vicaire à Sarreguemines.
209	Elles, F.	26 nov. 1809	Weierswiller	1 ^{er} mai 1851		Vicaire à Bouxwiller.
210	Jung, J.-F.	13 juin 1814	Ittenheim	26 juin 1851		Vicaire à Oberhansbergen, Prédic.-Vic. à Strasbourg.
211	Ehrhardt	3 déc. 1810	Neuhof	16 août 1851		Vicaire à Biachwiller.
212	Mettetal	12 mai 1825	S ^t -Maurice	16 août 1851		
213	Bnab, D ^r en théol.	3 fév. 1818	Reitzwiller	27 août 1851		Past.-Vic. à Schlestadt-Benfeld.
214	Kuhn, L.-F.	2 nov. 1824	Champey	11 sept. 1851	Seioncourt	
215	Jäger, Ch.-F.-Ph.	30 août 1809	Gentheim	10 nov. 1851	Runtzenheim	Vic. à Altwiller et à Berg.

NOMBRE D'ORDRE	NOMS.	DATE	1 ^{re} CURE.	DATE	CURE	SERVICES DIVERS.
		DE LA NAISSANCE.		DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	
216	Müller, Ch.-G.-Ph.	5 sept. 1822	Berrenthal	10 déc. 1851		Vicaire à Neuwiller (Consistoire de Dettwiller), à Lohr et à Ingwiller.
217	Stahl, F.-Th.	22 fév. 1827	Blidah	12 déc. 1851	Mühlbaech	Vicaire à Pistorf.
218	Grätzinger	13 sept. 1826	Neuwiller (Voges)	14 déc. 1851	S ^{te} -Marie-aux-min.	Vicaire à Offwiller.
219	Kampmann	26 fév. 1800	Grafenstaden	5 janv. 1852	Brumath	
220	Kromayer, F.-J.-A.	16 avril 1824	Mittelwihr	25 janv. 1852		Vicaire à Günsbach.
221	Quirin	12 août 1824	Gries	1 ^{er} avril 1852		Vicaire à Brumath et à Gries
222	Gross	23 fév. 1823	Echery	10 nov. 1852		Vic. à Oberbetschdorf.
223	Loßler	30 mars 1825	Wickersheim	27 mars 1853		Vic. à Langensulzbach et Past.-Vic. réformé à Masevaux.
224	Leblois	21 juin 1825	Temple-Neuf à Strasbourg	30 mars 1853		Pasteur à l'église réformée à Wesserling.
225	Ringel	18 juin 1805	Diemeringen	2 avril 1853		Pasteur de l'église réformée à Illzach.
226	Lœwenguth	28 janv. 1825	Drulingen	22 juin 1853		Vic. à Offwiller, à Niederbronn et à Berg.
227	Reiseh	15 mars 1826	Durstel	5 sept. 1853		Vicaire à Harskirchen.
228	Roth	23 sept. 1827	Douéra	24 oct. 1853		Vic. à Langensulzbach.
229	Bühlmann	9 juill. 1828	Rothan	16 fév. 1854		Vic. à Paris et à Harskirchen.
230	Jacob, E.-É.	15 fév. 1829	Aubure	20 mai 1854		Vic. à l'église réformée de Bischwiller.
231	Mégnin, P.-F.	2 nov. 1827	Clairegoutte	21 sept. 1854		Past. suffragant de l'église réformée de Boucoiran (Gard), Past. à l'église réformée de Boffres.
232	Bayer	9 nov. 1809	Wieberswiller	9 oct. 1854		Vicaire à Mittelwihr, Pasteur à Arzier et à Montpreyres (Suisse), Vicaire à Obenheim et à Ringendorf.
233	Rebillard	16 juill. 1826	Bental	14 oct. 1854	Trémoins	
234	Bœgner	29 août 1829	Bône	5 janv. 1855		
235	Hosemann	15 fév. 1805	Paris	5 janv. 1855		Pasteur de l'église réformée à Nérac, Président du Consist. de Nérac, Past. auxil. de la banlieue de Paris.
236	Jacob, Ch.-F.	8 avril 1826	Allenwiller	15 janv. 1855		Pasteur-Vicaire à Mutterhouse et Biche.
237	Fischer, J.-Ph., Past.-adjoint	22 avril 1827	Saar-Union	1 ^{er} mai 1855		Vicaire à Barr, Pfaffenhoffen, Mütersholtz et Harskirchen.
238	Horat	3 juill. 1828	Schlestadt-Benfeld	4 mai 1855		Vicaire à Oberbronn et à Bouxwiller.
239	Mégnin, Ch.-É.	12 fév. 1829	Pierre-Fontaine	16 mai 1855		

RENÉ BORDA.	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	1 ^{re} CURE.	DATE DE LA CONFIRMATION FIXANT LE RANG D'ANCIENNETÉ.	CURE QU'IL DESSERT ACTUELLEMENT.	SERVICES DIVERS.
240	Meyer, D.	27 août 1827	Klingenthal	13 juin 1855	.	Vicairo à Sulztern, à la maison centrale de détention à Ensisheim et à Alt-Eckendorf.
241	Riff, Ch.-F.	29 avril 1824	Breuschwickersb.	4 août 1855		Vicairo à l'église de St-Thomas.
242	Heldt, E.-L.-T.	29 sept. 1824	Kutzenhausen	4 août 1855		Past.-Vic. à Hagnenau.
243	Wuillamier	7 fév. 1828	Chenebier	7 août 1855		Past. suffrag. à Epinal.
244	Kuulin, Ch.-L.-H.	25 août 1819	Wimmenau	20 sept. 1855		Vic. à Langensultzbaech et à Neuwiller (Bas-Rhin).
245	Matter	3 juin 1823	Neuwiller(Voages)	8 mars 1856		
246	Kaltenbach	6 sept. 1823	Mittelbergheim	10 mai 1856		Vic. à Pistorf, Past.-Vic. à Sarreguemines.
247	Ilitz	24 août 1829	Blidah	16 juin 1856		Vicairo à Mühlbach.
248	Blanck, G.-G.	21 avril 1827	Colmar	5 juill. 1856		Vic. à Gertwiller, Past. suffrag. à Genève.
249	Hogen	21 sept. 1824	Dampierre les bois	25 août 1856		Past.-Vic. à Vesoul.
250	Parrot	3 sept. 1828	Champey	12 sept. 1856		Vic. à Neuwiller (Bas-Rhin), Pasteur à l'église réformée de Sarrebourg.
251	Hoffmann, Ch.	30 mars 1821	Sebenbourg	20 oct. 1856		Vic. à Offwiller, Past. Vic. à Massevaux.
252	Gerst	27 avril 1824	La Petite-Pierre	14 nov. 1856		Pasteur à l'église réformée de Courcelles-Chaussey, Past.-Vic. à Saverne.
253	Ortlieb, F.-A.	12 juin 1807	Asnwiler	5 déc. 1856		
254	Kromayer, Ch.-D.	29 juin 1829	Sarreguemines	24 janv. 1857		Vic. à Offwiller, Past.-Vic. à Sarreguemines.
255	Orth	20 avril 1828	Bréveliers	2 fév. 1857		Vic. à Alt-Eckendorf, Aumônier à la maison centrale d'Ensisheim.
256	Gerlinger	10 juill. 1826	Saverne	25 mai 1857		Vic. à Oberbetschdorf, Aumônier de l'armée d'Orient, Past.-Vic. à Saverne.
257	Dönzé	12 janv. 1832	Beutal	17 août 1857		
258	Appel	6 janv. 1833	Guelma en Algérie	12 oct. 1857		
259	Hnan	6 janv. 1814	Zutzendorf *			

* Cette nomination n'est pas encore confirmée.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES ECCLÉSIASTIQUES **EXERÇANT DANS L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG DES FONCTIONS AUTRES** **QUE CELLES DE PASTEURS EN TITRE.**

NUMÉRO D'ORDRE.	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	LIEU DE LA NAISSANCE.	DATE DE L'INSCRIPTION DANS LA MATRICULE GÉNÉRALE.	DATE DE L'INSCRIPTION DANS LA MATRICULE THÉOLOGIQUE.	DATE DE L'EXAMEN POUR LE GRADE DE CANDIDAT.	DATE DE LA SOUTÈNANCE DE LA THÈSE POUR LE BACCALAURÉAT EN THÉOLOGIE.	DATE DE L'ORDINATION.	FONCTIONS QU'ILS EXERCENT.
1	Boss	3 mars 1819	Burbach	22 nov. 1849	31 oct. 1851	1 ^{er} août 1854	18 mai 1855	20 mai 1855	Vicaire à Harskirchen.
2	Brenner	24 août 1819	Barr	28 oct. 1848	2 nov. 1850	18 juill. 1853	30 déc. 1853	5 mars 1854	Vicaire à Mittelhausen.
3	Bricks, F.	26 juin 1819	Wörth	23 nov. 1849	31 oct. 1851	1 ^{er} août 1854	11 déc. 1854	24 déc. 1854	Vicaire à Westhoffen.
4	Dangler, J.-H.	2 avril 1817	Birlenbach	7 nov. 1846	4 nov. 1848	31 juill. 1851	19 nov. 1851	25 avril 1852	Vicaire à Ingwiller.
5	Diemer	16 fév. 1795	Eckbolsheim					15 juil. 1821	Aumôn. des prisons civi- les de Strasbourg.
6	Ensfielder, F.-E.	27 fév. 1831	Strasbourg	28 oct. 1848	2 nov. 1850	2 août 1853	3 août 1853	21 sept. 1856	Vicaire à Barr.
7	Ernat	9 mars 1807	Imbsheim	16 avril 1815	5 nov. 1827	7 mars 1831	5 mai 1831	20 avril 1834	Vicaire à Printzhaim.
8	Eschenauer	24 nov. 1827	Cette	26 sept. 1844	2 nov. 1847	22 juill. 1850	23 mai 1851	14 août 1853	Vicaire à Paris.
9	Grünwald, Ch.	9 déc. 1827	Lohr	26 nov. 1849	28 oct. 1853	14 nov. 1855	1 ^{er} fév. 1856	10 fév. 1856	Vicaire à Lohr.
10	Haas	9 fév. 1830	Strasbourg	23 nov. 1848	2 nov. 1850	15 nov. 1853	7 juil. 1854	6 mai 1855	Aumôn. de la maison de détention à Friesheim.
11	Harter	27 mars 1826	Ittenheim	26 sept. 1844	28 oct. 1846	31 juil. 1849	28 janv. 1850	17 fév. 1850	Aumônier de l'Enfance ment des diocèses à Strasbourg.
12	Herbst	4 mars 1813	Tiefenbach	31 oct. 1833	30 oct. 1837	16 nov. 1847	28 nov. 1848	28 janv. 1849	Vic. à Niedersteinbach.
13	Herrenschneider, J.-L.	12 août 1817	Riquewihr	7 nov. 1816	4 nov. 1848	31 juill. 1851	6 avril 1853	7 août 1853	Vicaire à St.-Guillaume à Strasbourg.
14	Herrmann	14 août 1830	Haardt	6 nov. 1847	28 oct. 1849	3 ^{er} août 1852	24 nov. 1852	19 août 1855	Past.-Vic. à Boffenheim.
15	Holl	25 déc. 1831	Strasbourg	25 oct. 1850	28 oct. 1852	1 ^{er} août 1855	21 nov. 1856	26 avril 1857	Vicaire à Waldersbach.
16	Ledermann	28 oct. 1830	Dettwiller	5 nov. 1839	30 oct. 1840	27 juill. 1845	23 juil. 1845	5 avril 1847	Prédic.-Vic. à Strasb. Vicaire à Schiltigheim.
17	Lichtenberger, C.- A., lic. en théol.	21 mars 1832	Strasbourg	15 août 1850	31 oct. 1851	25 juill. 1854	5 août 1854	12 oct. 1856	Pasteur auxil. au Temple- Neuf.
18	Metzger, A.-F.	9 mai 1831	Glaz	14 nov. 1846	2 nov. 1847	12 juill. 1850	19 juil. 1850	28 sept. 1851	Past. auxiliaire à Paris.
19	Mischi	11 avril 1829	Eschbourg	4 nov. 1849	31 oct. 1851	8 août 1854	12 déc. 1854	24 déc. 1854	Vicaire à Pistorf.
20	Müller, J.	12 août 1822	Wamelenne	6 nov. 1847	4 nov. 1848	22 juil. 1851	31 juil. 1851	5 oct. 1851	Vicaire à Wintzenheim.

NOMINO D'ORDRE.	NOMS.	DATE DE LA NAISSANCE.	LIEU DE LA NAISSANCE.	DATE DE L'INSCRIPTION DANS LA MATRICULE GÉNÉRALE.	DATE DE L'INSCRIPTION DANS LA MATRICULE THÉOLOGIQUE.	DATE DE L'EXAMEN POUR LE GRADE DE CANDIDAT.	DATE DE LA SOUTÈNANCE DE LA THÈSE POUR LE BACCALAURÉAT EN THÉOLOGIE.	DATE DE L'ORDINATION.	FONCTIONS QU'ILS EXERCENT.
21	Neuster, Ch.-G.	26 sept. 1830	Durstel	12 oct. 1850	7 avril 1852	14 nov. 1855	2 janv. 1856	27 janv. 1856	Past.-Vic. à Massevaux.
22	Oschmann	5 juill. 1831	Hœnheim	28 oct. 1846	2 nov. 1850	15 nov. 1853	10 nov. 1855	30 déc. 1855	Vicaire à Berg.
23	Reichard, M.	21 fév. 1832	Strasbourg	13 oct. 1849	31 oct. 1851	25 juil. 1854	15 juin 1855	23 août 1857	Vic. de M. Harter, Pasteur au Temple-Neuf.
24	Rœnrich, G.-G.	24 mai 1824	Fürdenheim	28 oct. 1848	2 nov. 1850	18 juil. 1853	22 nov. 1855	19 août 1855	Vicaire à Offwiller.
25	Roy, C.	8 sept. 1824	Saillenard	9 juill. 1850	31 oct. 1851	9 août 1855	26 fév. 1855	6 mai 1855	Pasteur-Vicaire à Belfort- Giromagny.
26	Ruf	1 ^{er} sept. 1833	Kirchwiller	9 juill. 1852	31 oct. 1854	23 juill. 1857	27 juill. 1857	13 sept. 1857	Vicaire de M. Stahl, Past. à St-Pierre-le-jeune.
27	Schadé, C.-E.	12 juill. 1830	Strasbourg	22 nov. 1848	2 nov. 1850	2 août 1853	13 déc. 1853	23 avril 1854	Vic. à Oberbetschdorf.
28	Schaeffer, F.-G.-A. D ^r en théologie	7 déc. 1826	Reitwiller	26 sept. 1844	30 oct. 1845	1 ^{er} août 1849	7 nov. 1849	10 oct. 1852	Pasteur-Vic. à Haguenau, Aum. de la maison cen- trale de détention.
29	Schlagdenhauffen	16 déc. 1828	Bischheim	28 oct. 1848	2 nov. 1850	2 août 1853	16 juin 1854	25 juin 1854	Past.-Vic. à Mutterhouse- Bische.
30	Teutsch	10 août 1830	Strasbourg	28 oct. 1848	2 nov. 1850	2 août 1853	15 nov. 1853	29 avril 1855	Vicaire à Bouxwiller.
31	Trensz	7 avril 1832	Strasbourg	11 oct. 1851	3 nov. 1853	30 juill. 1856	8 août 1857		Vicaire à Wolfskirchen.
32	Unsell	3 mars 1830	Strasbourg	23 nov. 1848	27 avril 1851	2 août 1854	22 déc. 1855	27 mars 1855	Vicaire à Plobsheim.
33	Zwitling, L.	31 oct. 1832	Wintersbourg	4 nov. 1850	31 oct. 1851	14 nov. 1854	7 août 1855	30 déc. 1855	Past.-Vic. à Vesoul.

Les deux états de personnel, ci-dessus, sont arrêtés au 15 octobre 1857.

ARRÊTÉ DISCIPLINAIRE.

Le Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg :

Vu la lettre, du 6 juin 1855, adressée au Conseil presbytéral de Bischheim par le sieur Schaub, l'un de ses membres ;

Ensemble, et de la même époque, une pétition, sans date, du dit Conseil au Consistoire de St-Pierre-le-Jeune ;

Ces deux pièces exposant :

1° Les désordres qui résultent dans la paroisse de Bischheim de l'usage simultanément, et du Livre de Cantiques de 1808, introduit légalement dans cette paroisse, et de l'ancien Recueil de Strasbourg, qui, déjà en 1808, avait dû faire place au premier ;

2° Les contraventions de M. le pasteur Magnus à la décision prise, le 11 avril 1855, par le Conseil presbytéral de Bischheim, présidé par M. l'Inspecteur ecclésiastique du Temple-Neuf, décision qui arrêta de maintenir dans la paroisse de Bischheim l'usage exclusif du Recueil officiel de 1808, jusqu'à l'époque où l'Autorité ecclésiastique supérieure en prescrirait un autre.

Vu les observations, en date du 26 juin 1855, adressées au Consistoire par M. Magnus, sur la dite pétition;

Vu la délibération du Consistoire de S'-Pierre-le-Jeune, en date du 30 août 1855, constatant :

1° Que le Conseil presbytéral de Bischheim s'était itérativement prononcé pour que le Recueil de 1808 fût exclusivement en usage, tant à l'église que dans les écoles et pour l'instruction religieuse de la paroisse;

2° Que le Consistoire avait approuvé cette décision;

3° Que M. le pasteur Magnus avait déclaré que sa conscience confessionnelle lui défendait de s'y conformer.

Vu le Mémoire, en date du 8 octobre suivant, présenté au Consistoire par M. le pasteur Magnus et par M. Horning, pasteur à S'-Pierre-le-Jeune à Strasbourg, qui protestent contre la délibération susdite du 30 août 1855;

Vu les observations de M. l'Inspecteur ecclésiastique du Temple-Neuf, en marge de cet écrit;

Vu la délibération du 8 octobre 1855, par laquelle le Consistoire de Saint-Pierre-le-Jeune confirme l'exactitude de sa délibération du 30 août, et proteste à son tour contre le susdit Mémoire de MM. Magnus et Horning;

Vu le rapport, en date du 7 avril 1856, adressé au Directoire par M. l'Inspecteur ecclésiastique du Temple-Neuf, au sujet des difficultés soulevées par l'obstination de M. le pasteur de Bischheim à répandre dans sa paroisse le vieux Recueil de Cantiques de Strasbourg;

Vu la lettre, du 25 août 1855, par laquelle le Conseil presbytéral de S'-Pierre-le-Jeune à Strasbourg prie M. Horning :

1° De ne plus faire chanter dans l'ancien Recueil de Cantiques, afin d'habituer les paroissiens au nouveau Recueil;

2° De ne pas faire, dans ses sermons, une critique continuelle des opinions différentes des siennes;

3° De vivre en bonne intelligence avec ses collègues;

4° D'exhorter ses ouailles à déposer, à la sortie de l'église, leurs offrandes dans les saciets, au lieu de réserver ces dons pour ses œuvres privées.

Vu la lettre, du 29 août suivant, par laquelle le Conseil presbytéral, en informant le Consistoire de l'envoi de cette lettre, le prie de transmettre à l'Autorité ecclésiastique supérieure les griefs qui y sont exposés;

Vu la réponse faite, le 8 octobre suivant, par M. le pasteur Horning à la susdite lettre du 25 août.;

Vu, de nouveau, la délibération déjà visée du 8 octobre 1855, par laquelle le Consistoire de St-Pierre-le-Jeune soumet toute l'affaire à l'examen du Directoire;

Vu le rapport susvisé, du 7 avril 1856, de M. l'Inspecteur ecclésiastique du Temple-Neuf, et spécialement la partie de ce rapport qui traite du conflit entre M. Horning et le Conseil presbytéral et le Consistoire de St-Pierre-le-Jeune;

Vu la brochure intitulée : *Gesangbuchsnoth in der Kirche Augsburgischer Confession in Frankreich*, dans laquelle M. le pasteur Horning attaque avec violence, 1° le Livre de Cantiques de 1808 et celui dit : de la Conférence pastorale, 2° toutes les opinions religieuses de l'Eglise protestante qui ne s'accordent pas avec les opinions et croyances de l'auteur;

Vu le Mémoire adressé, le 2 mai 1852, au Prince-Président de la République, et, en 1856, à M. le Préfet du Bas-Rhin, par MM. les pasteurs Magnus, F. Th. Horning, Jæglé de Dorlisheim, Ménégos d'Alolsheim, Huser de Rothbach, G. Horning de Pfulgriesheim : mémoire exposant, du point de vue du confessionnalisme littéral :

- 1° Le principe légal de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg;
- 2° L'état normal de l'Eglise vis-à-vis ce principe;
- 3° Les faux principes de gouverne ecclésiastique actuelle;
- 4° Les conclusions à en tirer;
- 5° Les vœux des parties signataires du Mémoire.

Vu le rapport sur cet écrit, adressé au Directoire, le 14 août 1856, par M. l'Inspecteur ecclésiastique de l'inspection du Temple-Neuf;

Vu, dans les rapports d'ensemble présentés par le Président du Directoire au Consistoire supérieur pendant les années 1853, 1855 et 1856, les parties qui traitent de l'attitude prise par les pasteurs qui sont l'objet du présent arrêté;

Vu les avis émis à ce sujet, pendant ces mêmes sessions, par le Consistoire supérieur, et notamment le rapport par lequel la Commission chargée, en 1856, de répondre au rapport d'ensemble, déclarait que la conduite des pasteurs de ce parti *ne saurait rester sans désapprobation et sans répression*, et invitait le Directoire « à allier au respect des » convictions personnelles de ces pasteurs, la fermeté nécessaire pour rétablir la paix et le » bon ordre dans leurs paroisses respectives; »

Vu l'approbation donnée, le 18 août 1857, aux procès-verbaux de cette session par Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes;

Vu le chapitre V de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1852, portant règlement d'exécution du décret du 6 mars 1852, en ce qui concerne les matières spéciales à l'administration de la Confession d'Augsbourg;

Considérant, en ce qui concerne M. le pasteur Magnus seul :

Que le Livre de Cantiques de 1808 est introduit légalement dans la paroisse de Bischheim;

Que le texte de ce livre diffère de celui de l'ancien Recueil dit de Strasbourg; que les cantiques mêmes qui, en tout petit nombre, sont communs aux deux livres, présentent

des divergences sensibles de langage, et qu'en conséquence l'usage simultané des deux Recueils dans le service divin ne peut que troubler le culte;

Que M. Magnus a occasionné le trouble dans son église, en s'appliquant à y introduire et à y répandre l'usage de l'ancien Recueil, à côté de celui de 1808 et pour arriver à la suppression de ce dernier;

Que, pour rétablir l'ordre, le Conseil presbytéral de Bischheim, par décisions du 11 avril et du 30 août 1855, approuvées par le Consistoire de S'-Pierre-le-Jeune et par le Directoire, s'est prononcé pour l'usage exclusif, à Bischheim, du Recueil de 1808, jusqu'au moment où les autorités compétentes y auraient décidé l'introduction d'un autre;

Que, dans la séance consistoriale du 30 août 1855, M. le pasteur Magnus a déclaré ne pas se soumettre à cette décision, et qu'il a, en effet, persisté, depuis, à recommander, par ses paroles et son exemple, l'usage de l'ancien Cantique de Strasbourg, à s'en servir exclusivement dans l'instruction religieuse, et à attaquer, notamment dans son Mémoire du 8 octobre suivant, les Recueils plus modernes, comme corrompus de texte et de doctrine.

Considérant, en ce qui concerne M. le pasteur F. Horning seul,

Qu'invité par son Conseil presbytéral à ne plus employer l'ancien Recueil de Cantiques, afin d'habituer les paroissiens au nouveau, dit de la Conférence pastorale, adopté par le Conseil presbytéral, le 26 avril 1853, et par le Consistoire, le 28 du même mois, ce pasteur s'est, de même, obstiné à incriminer ce livre dans ses écrits et dans ses prédications, et à recommander l'usage de l'ancien Recueil de Strasbourg.

En ce qui concerne les deux pasteurs à la fois :

Considérant qu'au témoignage unanime de M. l'Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection du Temple-Neuf, du Consistoire de S'-Pierre-le-Jeune, et des Conseils presbytéraux de cette dernière église et de celle de Bischheim, les procédés de MM. Horning et Magnus ont jeté le trouble, non-seulement dans le culte, mais dans la communauté et jusque dans le sein des familles.

En ce qui concerne les mêmes pasteurs, conjointement avec leurs collègues MM. Jæglé, pasteur à Dorlisheim, Ménégos, pasteur à Alolsheim, Huser, pasteur à Rothbach, et G. Horning, pasteur à Pfulgiesheim :

Considérant qu'ils ont adressé, en 1852, au Prince-Président de la République, et, en 1856, à M. le Préfet du Bas-Rhin le Mémoire susvisé;

Considérant que, dans ce Mémoire,

1° Ils s'élèvent contre un arrêté du Directoire qui infligeait un blâme à deux pasteurs et à un membre laïque de l'ancien Consistoire de Dorlisheim, pour avoir protesté contre l'admission d'un pasteur de l'Église réformée sur une liste de désignation pour une cure de la Confession d'Augsbourg, et traitent cette décision directoriale d'*abus de confiance*, d'*atteinte au pacte fondamental de l'Église luthérienne*;

2° Ils blâment à la fois l'approbation donnée à cette décision par le Consistoire supé-

rier, et la déclaration faite par cette assemblée : « Que ce procédé, de se prêter et d'accepter mutuellement comme pasteurs et comme vicaires les candidats de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg et les candidats de l'Eglise réformée est entièrement légal ; » réciprocité que le Mémoire déclare, au contraire, *non seulement illégale, mais profondément immorale, attentatoire à l'intégrité confessionnelle de l'Eglise, et propre à mettre la confusion dans les têtes et le trouble dans les âmes ;*

3° Ils accusent les Autorités supérieures de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'*avoir méconnu les principes constitutifs de cette Eglise*, représentent le Directoire comme étant dans un état de fascination, lui reprochant, ainsi qu'au Consistoire supérieur, d'*être dépourvu de tout principe dogmatique*, et proclament l'Eglise, en dehors du parti confessionnaliste, *livrée à l'anarchie, entre les mains d'étrangers, dans un état de servitude, sur une pente de déperissement et de mort ;*

4° Ils traitent tous ceux qui ne partagent pas leurs opinions, de sectaires, d'indifférents ou d'incrédules, vont jusqu'à les dénoncer aux soupçons du Gouvernement, en donnant leurs tendances comme aussi dangereuses en politique qu'en religion, et vantent les confessionnalistes comme étant seuls, dans l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, des hommes d'ordre et de légalité.

5° Ils attaquent, comme altéré dans la forme et dans la doctrine, le Recueil de Cantiques dit : de la Conférence pastorale, dont l'introduction a été autorisée cependant par l'Autorité supérieure ecclésiastique, et dont l'usage, répandu dans la paroisse de Saint-Pierre-le-Jeune, a été consacré par décision formelle du Conseil presbytéral, du Consistoire et du Directoire, et jettent sur ce livre un jour odieux, en y signalant surtout un cantique, qui, selon les auteurs du Mémoire, « n'aurait d'autre mérite que d'offrir une » retraite à la fameuse épigraphe du communisme : *Liberté, Egalité, Fraternité, que les » murs des édifices publics n'admettent plus.* »

Considérant que la transmission de ce Mémoire à l'Autorité civile, à l'insu du Directoire, constitue, non moins que la rédaction du document, un manquement des plus graves envers l'Autorité ecclésiastique ;

Considérant qu'en rapprochant de tous les faits susrelatés, des actes antérieurs des mêmes pasteurs, savoir :

1° La protestation faite en 1851 par MM. Jaglé, pasteur à Dorlisheim. et G. Horning, pasteur à Pfulgriesheim, contre la décision du Directoire qui admettait un candidat de l'Eglise réformée sur une liste de désignation pour la cure de la Confession d'Augsbourg de Reitwiller ;

2° Le Mémoire rédigé, en 1851, par M. le pasteur Magnus, et adressé au Ministre, à l'occasion de l'élection d'un pasteur à Graffenstaden, Mémoire qui reproche faussement au Directoire d'avoir, dans cette circonstance, admis le nom d'un candidat appartenant à l'Eglise réformée sur la liste de désignation, s'élève en principe contre toute admission de ce genre, accuse le Directoire de les reproduire systématiquement, la Faculté et le

Séminaire d'être adonnés à la fausse tendance du rationalisme, les autorités ecclésiastiques, en général, de semer et de maintenir, depuis des années, le désordre, et se termine par ces mots : « Toléré, favorisé par une autorité oublieuse de ses premiers devoirs, » le rationalisme se met aujourd'hui en travers de tous les efforts tentés par les hommes d'ordre, pour ranimer la conscience confessionnelle parmi les fidèles. »

Il ressort de cet examen, à la charge des pasteurs susnommés, un système d'insoumission aux autorités ecclésiastiques à tous degrés, dont ils relèvent, et de trouble à l'ordre et à la paix des paroisses.

Considérant que, si l'autorité ecclésiastique ne saurait, sans méconnaître les principes essentiels du protestantisme, porter atteinte à la liberté de conscience des pasteurs, ou mettre des entraves à l'exercice régulier de leur ministère, elle a le droit et le devoir d'user de ses pouvoirs disciplinaires, lorsque des pasteurs traduisent leurs convictions personnelles, ou celles de leur parti, en actes contraires à l'ordre ecclésiastique, et abusent de leurs fonctions pour agiter l'Eglise qu'ils ont mission d'édifier;

Considérant que, parmi les pasteurs susmentionnés, MM. Magnus et F. Th. Horning se sont particulièrement signalés par des actes de cette nature;

Considérant que M. Magnus a déjà encouru, pour ce motif, un blâme officiel (Rec. off. IX, 186);

Arrête :

ARTICLE 1^{er}. La réprimande, avec censure, est prononcée contre M. le pasteur Magnus;

Contre M. le pasteur F. Th. Horning, la réprimande simple;

Contre MM. les pasteurs Huser, Jæglé, Ménégos et G. Horning, le blâme.

Il leur est enjoint à tous d'être plus circonspects à l'avenir.

ART. 2. Le présent arrêté sera notifié en entier à MM. les pasteurs Magnus et F. Th. Horning, et, par extrait, à MM. Huser, Jæglé, Ménégos et G. Horning, et adressé aux Consistoires respectifs dont relèvent ces pasteurs.

Fait et arrêté, en séance du Directoire, à Strasbourg, le 15 septembre 1857.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,

TH. BRAUN.

RECTIFICATION.

Dans la somme de 3286 fr., mentionnée à la page 60 du présent volume, dans le rapport de la Commission de comptabilité, sous la rubrique : *Allocations supplémentaires aux pasteurs et à des fonctionnaires de l'église* (St-Pierre-le-vieux) ne figure, au compte des pasteurs que la somme de 2112 fr. payée, savoir, au premier pasteur : 1273 fr. et au second pasteur : 839 fr., non pas à titre d'allocation supplémentaire, mais bien comme partie du traitement légal et à la décharge de l'État.

COLLECTES POUR CONSTRUCTION D'ÉDIFICES RELIGIEUX.

CIRCULAIRE DU 31 OCTOBRE 1850; CIRCULAIRE ET ARRÊTÉ DU 21 FÉVRIER 1854.

TROISIÈME RELEVÉ

des sommes transmises au Directoire (1^{er} juillet 1852 au 1^{er} septembre 1857).

RECETTE.

Le reliquat actif du relevé fait au 1^{er} juillet 1852 (Rec. offic.
IX. p. 187 à 193.), s'est monté à

I. INSPECTION DU TEMPLE-NEUF.

1) Consistoire du Temple-Neuf.

Temple-Neuf : en huit versements 644 42
— dons spéciaux pour l'œuvre déposés dans les
sachets de l'église 45 50

Total pour le Consistoire du Temple-Neuf

2) Consistoire de S'-Pierre-le-jeune.

S'-Pierre-le-jeune : en trois versements 257 35
— dons déposés dans les sachets de l'église. 10 —
Schiltigheim 21 —
Bischheim et son annexe Hœnheim, en deux versements. 20 —

Total pour le Consistoire de S'-Pierre-le-jeune

3) Consistoire de S'-Guillaume.

S'-Guillaume : en huit versements 288 95
— don déposé dans le sachet de l'église. 5 —
Neuhof, en deux versements 24 30
Robertsau 10 —

Total pour le Consistoire de S'-Guillaume

4) Consistoire de Bischwiller.

Bischwiller : en deux versements 27 95
— caisse d'aumônes, id. 55 —
— les deux communautés protestantes, id. 840 85
Runtzenheim : en trois versements 134 —
— et son annexe Auenheim, en deux versements. 23 45

A transporter

PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
FR. C.	FR. C.	FR. C.
		11983 —
	689 92	
	308 35	
	328 25	
1081 25	1326 52	11983 —

Reports

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Sessenheim	1081 25	1326 52	11983 —
— et ses annexes, en deux versements	9 10		
Oberhoffen : en trois versements	56 —		
— caisse de la fabrique	80 15		
Kauffenheim, en trois versements	20 —		
Roppenheim	32 30		
Schweighausen : en deux versements	10 —		
Haguenau	82 25		
	187 70		
Total pour le Consistoire de Bischwiller		1558 75	
5) Consistoire de Brumath.			
Brumath.	35 60		
— et son annexe Krautwiller	11 05		
— caisse de la fabrique, en deux versements	400 —		
— caisse d'aumônes	25 —		
Krautwiller	4 15		
Hærdt : en deux versements	20 20		
— caisse d'aumônes	10 —		
Gries : en trois versements	97 65		
— caisse d'aumônes	10 —		
Kurtzenhausen : en trois versements	60 90		
— caisse d'aumônes	8 —		
Eckwersheim : en deux versements	4 94		
— caisse d'aumônes	8 —		
Geudertheim : en deux versements	23 65		
— caisse d'aumônes	3 —		
Biethlenheim	1 —		
— caisse d'aumônes	1 50		
Weitbruch : en deux versements	9 35		
Total pour le Consistoire de Brumath		733 99	
6) Consistoire de Wasselonne.			
Scharrachbergheim : en quatre versements	133 10		
Allenwiller : en deux versements	8 05		
Ballbronn : en quatre versements	24 —		
Romanswiller : en trois versements	31 25		
Tränheim : en deux versements	12 10		
Wangen : en trois versements	87 75		
A transporter	296 25	3619 26	11983 —

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Reports	296 25	3619 26	11983 —
Wasselonne : en quatre versements	133 55		
Zehnacker : en deux versements	6 —		
Wintzenheim : id.	7 10		
Westhoffen : id.	28 75		
Total pour le Consistoire de Wasselonne		471 65	
7) Consistoire de Vendenheim.			
Berstett : en deux versements	9 69		
Olwisheim : en trois versements	12 11		
Vendenheim : en deux versements	15 85		
— caisse d'aumônes	10 —		
Lampertheim : en deux versements	27 70		
Mundolsheim	7 30		
Niederhausbergen	1 60		
Pfulgriesheim	2 —		
— (pour Haguenau)	92 —		
Reitwiller	2 50		
Gimbrett	1 —		
Oberhausbergen : en deux versements	10 30		
— caisse de la fabrique, id.	14 —		
— caisse d'aumônes, id.	6 —		
Mittelhausbergen : id.	7 70		
— caisse d'aumônes	5 —		
Total pour le Consistoire de Vendenheim		224 75	
8) Consistoire d'Ittenheim.			
Wolfsheim	120 55		
Eckbolsheim : en deux versements	24 20		
Kolbsheim : en cinq versements	132 05		
Ittenheim : en deux versements	20 70		
Hangenbieten : id.	110 80		
Breuschwickersheim : en quatre versements	176 75		
— caisse d'aumônes	6 —		
Fürdenheim	9 15		
Handschuhheim	3 85		
Total pour le Consistoire d'Ittenheim		604 05	
Total général pour l'Inspection du Temple-Neuf			4919 71
A transporter			16902 71

Report

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
II. INSPECTION DE PARIS. <i>Consistoire de Paris.</i>			16902 71
Paris : en deux versements			1109 25
III. INSPECTION DE S ^t -THOMAS. 1) <i>Consistoire de St-Thomas.</i>			
S ^t -Thomas : en neuf versements		650 80	
2) <i>Consistoire de St-Nicolas.</i>			
S ^t -Nicolas : en sept versements	1471 50		
— dons déposés dans les sachets de l'église . .	21 —		
Eglise française : en cinq versements	552 55		
— caisse d'église, en deux versements . .	50 —		
Illkirch : en quatre versements	96 25		
Graffenstaden : id.	109 50		
Total pour le Consistoire de S ^t -Nicolas		2300 80	
3) <i>Consistoire de St-Pierre-le-vieux.</i>			
S ^t -Pierre-le-vieux : en quatre versements		261 75	
4) <i>Consistoire de Ste-Aurélié.</i>			
S ^{te} -Aurélié	50 —		
— dons déposés dans les sachets de l'église. . .	2 50		
Total pour le Consistoire de S ^{te} -Aurélié		52 50	
5) <i>Consistoire de Dorlisheim.</i>			
Dorlisheim : en deux versements	50 40		
Molsheim, des maîtres et ouvriers de la fabrique . .	28 20		
Entzheim : caisse d'aumônes, en deux versements . .	20 —		
Blæsheim : en trois versements	102 55		
— caisse de la fabrique.	10 —		
— id. (pour Haguenau)	10 —		
— caisse d'aumônes, id.	10 —		
Lingolsheim, en deux versements	9 —		
Total pour le Consistoire de Dorlisheim		240 15	
6) <i>Consistoire de Barr.</i>			
Barr : en trois versements.	111 40		
— caisse d'église.	35 —		
A transporter	146 40	3506 —	18011 96

	PAR	PAR	PAR
	PAROISSE.	CONSISTOIRE.	INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Reports	146 40	3506 —	18011 96
Barr et Heiligenstein	60 —		
Mittelbergheim : en trois versements	20 75		
Klingenthal : en deux versements	4 35		
— caisse d'église	5 —		
Goxwiller : en deux versements	85 30		
— et son annexe Burgheim	3 30		
Burgheim	— 65		
Heiligenstein : en deux versements	2 —		
— caisse d'église	15 —		
Gertwiller : en cinq versements	341 20		
— caisse d'église	13 —		
Total pour le Consistoire de Barr		696 95	
7) Consistoire de Rothau.			
Rothau : en douze versements	128 45		
Waldersbach : en cinq versements	452 75		
Neuwiller : en trois versements	110 05		
Total pour le Consistoire de Rothau		691 25	
8) Consistoire de Sundhausen.			
Müttersholtz : en quatorze versements	353 —		
— caisse de la fabrique, en deux versements.	30 —		
Schlestadt : en cinq versements	307 70		
— et son annexe Benfeld	100 —		
Benfeld : en trois versements	162 50		
Baldenheim : en deux versements	33 —		
Sundhausen : id.	69 —		
Total pour le Consistoire de Sundhausen		1055 20	
9) Consistoire de Gerstheim.			
Obenheim : caisse de la fabrique.	30 —		
Bollzheim	7 27		
Gerstheim : en deux versements	7 27		
Plobsheim : en trois versements	92 25		
— caisse d'aumônes	20 —		
— id. (pour Haguenau).	30 —		
Total pour le Consistoire de Gerstheim		186 79	
Total général pour l'Inspection de St-Thomas			6136 19
A transporter			24148 15

Report

IV. INSPECTION DE BOUXWILLER.

1) Consistoire de Bouxwiller.

Bouxwiller : en trois versements	158 10
— caisse de la fabrique, en deux versements .	340 —
— caisse du Legs Duvernoy	20 —
Niedersoultzbach	4 —
Kirrwiller : en deux versements	65 —
Bosselshausen	6 —
Zäbersdorf	3 —
Ringendorf	40 —
— avec son annexe Bueswiller	17 —
Bueswiller : caisse de la fabrique	40 —
Printzheim : en deux versements	21 —
Gottesheim	6 —
Imbsheim	10 —
Wickersheim	5 20

Total pour le Consistoire de Bouxwiller

735 30

2) Consistoire de Schwindratzheim.

Waltenheim : en trois versements	34 80
Duntzenheim : id.	49 55
Hochfrankenheim : en deux versements	13 35
Mittelhaussen : en trois versements	28 05
Schwindratzheim : en deux versements	22 —
Ingenheim : id.	2 97
Furchhausen : id.	6 99
Wolschheim	1 —
Alt-Eckendorf	8 —

Total pour le Consistoire de Schwindratzheim

166 71

3) Consistoire de Dettwiller.

Dettwiller : en cinq versements	52 15
— et son annexe Melsheim	42 —
Melsheim : en deux versements	19 65
Saverne : en trois versements	116 50
— et le Zornhof	21 90
Ernolsheim : en quatre versements	33 82
Dossenheim : id.	19 05

A transporter

305 17

902 01

24148 15

	Reports	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
		FR. C.	FR. C.	FR. C.
Dossenheim : (<i>pour Haguenau</i>)		305 17	902 01	24148 15
Neuwiller : en quatre versements		11 65		
— et son annexe Griesbach		20 95		
Griesbach : en deux versements		7 15		
		2 30		
Total pour le Consistoire de Dettwiller			347 22	
4) Consistoire d'Ingwiller.				
Ingwiller : en cinq versements		241 70		
— caisse de la fabrique		120 —		
— et son annexe Menchhofen		5 —		
Menchhofen : en trois versements		15 75		
Schillersdorf : en trois versements		39 —		
Mühlhausen		5 50		
Weinbourg : en deux versements		13 70		
Weitersweiler : id.		13 —		
Obersoultzbach : caisse de fabrique		40 —		
Total pour le Consistoire d'Ingwiller			493 65	
5) Consistoire de Pfaffenhoffen.				
Pfaffenhoffen : en deux versements		10 —		
Zutzendorf : id.		29 75		
Obermodern : id.		33 —		
— caisse de la fabrique		40 —		
Schalkendorf : en deux versements		19 75		
Total pour le Consistoire de Pfaffenhoffen			132 50	
Total général pour l'Inspection de Bouxwiller				1875 38
V. INSPECTION DE LA PETITE-PIERRE.				
1) Consistoire de La Petite-Pierre.				
La Petite-Pierre		4 —		
Puberg : en deux versements		7 50		
Zittersheim : id.		5 85		
Erkartsweiler : id.		5 30		
Sparsbach		3 —		
Lohr : en deux versements		10 70		
Petersbach : id.		12 40		
Schœnbouurg : id.		8 70		
Eschbourg		1 80		
A transporter		59 25		26023 53

	PAR PAROISSE.		PAR CONSISTOIRE.		PAR INSPECTION.	
	FR.	C.	FR.	C.	FR.	C.
Reports	59	25			260	53
Tieffenbach : en trois versements	44	—				
Weisslingen : en deux versements	11	60				
Hinsbourg : id.	2	25				
Wimmenau : id.	6	55				
Wingen : id.	22	—				
Lichtenberg	2	80				
Total pour le Consistoire de La Petite-Pierre			148	45		
2) Consistoire de Fénétrange.						
Fénétrange : en deux versements	24	05				
Phalsbourg : id.	5	45				
Hangwiller : id.	3	65				
— caisse d'aumônes	10	—				
Pfalzweyer	1	20				
— caisse d'aumônes	3	—				
Berlingen	1	35				
— caisse d'aumônes	3	—				
Metting	1	35				
— caisse d'aumônes	3	—				
Büst	3	40				
— caisse d'aumônes	10	—				
Wintersbourg : en trois versements	29	25				
Schallbach	5	35				
Zillingen	4	60				
Postorf	3	25				
Total pour le Consistoire de Fénétrange			111	90		
3) Consistoire de Drulingen.						
Weyer : en trois versements	36	15				
Hirschland : en deux versements	8	—				
Drulingen : en trois versements	20	42				
Ottweiler	1	55				
Siewiller	—	63				
Durstel : en deux versements	23	80				
Asswiller : en trois versements	43	65				
Total pour le Consistoire de Drulingen			134	20		
A transporter			394	55	260	53

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Reports			
4) Consistoire de Saar-Union.			
Saar-Union : en deux versements	71 25		
Zollingen	27 95		
Vælderdingen : en deux versements	17 30		
Eyweiler : annexe de Pistorf	11 15		
Harskirchen : en deux versements	18 —		
Keskastel	9 17		
— et son annexe Schopperten	8 —		
Schopperten	3 80		
Altwiller	3 40		
Herbitzheim	75 85		
Ermingen	78 15		
Wieberswiller	4 —		
Total pour le Consistoire de Saar-Union		394 55	26023 53
5) Consistoire de Diemeringen.			
Wolfskirchen	10 —		
Diedendorf	5 —		
Diemeringen : en trois versements	121 65		
— caisse d'aumônes (pour Haguenau) . . .	20 —		
Ratzwiller : en deux versements	29 55		
Lorentzen	21 —		
Dehlingen	15 —		
Bütten : en deux versements	55 80		
Hambach	81 —		
Volksberg	26 —		
Total pour le Consistoire de Diemeringen		385 —	
Total général pour l'Inspection de La Petite-Pierre			1107 57
VI. INSPECTION DE WISSEMBOURG.			
1) Consistoire de Wissembourg.			
Wissembourg : en trois versements	296 90		
Niedersteinbach	2 30		
— et son annexe Obersteinbach	5 30		
Lembach	6 —		
Wingen	6 —		
Rott : en deux versements	18 20		
Total pour le Consistoire de Wissembourg		334 70	
A transporter		334 70	27131 10

Reports

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
<i>2) Consistoire de Hatten.</i>			
Rittershoffen : en deux versements	22 95		
— caisse de la fabrique	5 —		
— caisse d'aumônes	5 —		
<i>Leiterswiller</i> : caisse d'aumônes	2 —		
Oberbetschdorf : en deux versements	60 —		
— et son annexe Niederbetschdorf	5 75		
Niederroedern	9 40		
— et annexes	300 —		
— caisse d'aumônes	10 —		
<i>Crattwiller</i>	2 15		
— caisse d'aumônes	5 —		
<i>Wintzenbach</i>	4 35		
Bühl : en deux versements	23 70		
<i>Trimbach</i>	— 40		
Hatten	15 —		
Total pour le Consistoire de Hatten		470 70	
<i>3) Consistoire de Soultz-sous-forêts.</i>			
Birlenbach : en trois versements	33 50		
— caisse d'aumônes : en quatre versements	30 —		
<i>Keffenach</i>	5 70		
Kutzenhausen : en cinq versements	80 15		
Soultz-sous-forêts : en trois versements	65 15		
— caisse des charges communes du Con- sistoire	20 —		
<i>Lobsann</i>	1 50		
Hohwiller	5 —		
Total pour le Consistoire de Soultz-sous-forêts		241 —	
<i>4) Consistoire de Warth.</i>			
Langensoultzbach : en six versements	127 15		
<i>Mattstall</i> : en quatre versements	51 70		
— verrerie	9 20		
<i>Linienhausen</i>	2 10		
Froeschwiller : en deux versements	24 14		
<i>Morsbronn</i> : id.	8 52		
Göersdorf : en trois versements	35 02		
A transporter	257 83	1046 40	27131 10

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Reports	257 83	1046 40	27131 10
<i>Mitschdorf</i> : en trois versements	10 65		
<i>Preuschdorf</i> : id.	71 95		
<i>Lampertsloch</i> : id.	25 45		
<i>Windstein</i> : en cinq versements	127 39		
<i>Jägerthal</i> : en deux versements	39 55		
<i>Dambach</i> : id.	16 80		
<i>Wœrth</i> : en quatre versements	158 65		
<i>Spachbach-Oberdorf</i> : en trois versements	24 15		
Total pour le Consistoire de Wœrth		732 42	
5) <i>Consistoire d'Oberbronn.</i>			
<i>Oberbronn</i> : en deux versements	84 40		
<i>Zinswiller</i> : id.	71 85		
<i>Engwiller</i>	4 20		
<i>Offwiller</i>	12 20		
<i>Uhrwiller</i>	13 65		
<i>Rothbach</i>	8 50		
<i>Bischholtz</i>	5 70		
Total pour le Consistoire d'Oberbronn		200 50	
6) <i>Consistoire de Niederbronn.</i>			
<i>Niederbronn</i> : en deux versements	35 —		
<i>Mietesheim</i> : en quatre versements	121 10		
<i>Mertzwiller</i> : en six versements	83 55		
<i>Baerenthal</i> : en deux versements	12 —		
Total pour le Consistoire de Niederbronn		251 65	
Total général pour l'Inspection de Wissembourg			2230 97
VII. INSPECTION DE COLMAR.			
1) <i>Consistoire de Colmar.</i>			
<i>Colmar</i> : en deux versements		727 80	
2) <i>Consistoire de Münster.</i>			
<i>Münster</i> : en deux versements	73 90		
<i>Sultzern</i> : en trois versements	70 85		
<i>Mühlbach</i> : en deux versements	16 —		
<i>Günspach</i> : id.	47 —		
Total pour le Consistoire de Münster		207 75	
A transporter		935 55	29362 07

	PAR PAROISSE.	PAR CONSISTOIRE.	PAR INSPECTION.
	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Reports			
3) <i>Consistoire d'Andolsheim.</i>		935 55	29362 07
Jelsheim	287 85		
Horbourg : en trois versements	28 —		
<i>Währ-en-plaine</i> : en trois versements	22 —		
Andolsheim	50 —		
Muntzenheim	18 —		
— et son annexe Dürren-Entzen	15 —		
Forstwihr	5 75		
<i>Bischwihr</i>	4 —		
Sundhoffen	12 92		
Total pour le Consistoire d'Andolsheim		443 52	
4) <i>Consistoire de Riquewihr.</i>			
Beblenheim : en deux versements	21 77		
Riquewihr : id.	16 60		
— caisse d'aumônes, id.	27 —		
Mittelwihr : id.	15 40		
Hunawähr : id.	6 15		
Ostheim : id.	24 —		
<i>Illhäusern</i>	1 —		
Ribeauvillé : en deux versements	36 —		
Total pour le Consistoire de Riquewihr		147 92	
5) <i>Consistoire de S^{te}-Marie-aux-mines.</i>			
S ^{te} -Marie-aux-mines : en deux versements	61 54		
— caisse d'aumônes	5 46		
Échery	2 70		
Aubure	5 —		
Total pour le Consistoire de S^{te}-Marie-aux-mines		74 70	
Total général pour l'Inspection de Colmar			1601 69
VIII. INSPECTION DE MONTBÉLIARD.			
<i>Consistoire d'Héricourt.</i>			
Massevau			5 —
RECETTES DIVERSES.			
<i>Consistoire réformé de Mulhouse.</i>			
Paroisse de Guebwiller : en six versements		698 10	
A transporter		698 10	30968 76

	Reports	FR. C.	F. C.
<i>Société biblique et des Missions.</i>		698 10	30968 76
Don du Comité de Brumath		192 —	
— du Comité de Barr.		100 —	
— du Comité de Fénétrange : en deux versements		130 —	
— des Consistoires de Hatten et de Soultz-sous-forêts		200 —	
— du Consistoire de Wærth.		100 —	
<i>Société de la propagation de l'Évangile.</i>			
Don de Wissembourg et des environs		50 —	
<i>Associations d'ouvrages de bienfaisance.</i>			
Consistoire de Wærth.			
Don de l'annexe Lampertsloch		8 —	
— de l'annexe Mitschdorf		5 —	
<i>Société de Gustave-Adolphe.</i>			
Don du Comité de Heidelberg, par M. l'Inspecteur Bruch, pour la construction d'un oratoire à Haguenau		857 —	
<i>Dons divers.</i>			
Don de M. P. K., par M. l'Inspecteur Edel		20 —	
— de M ^{me} R., par le même.		10 —	
— de M. Ph. W., par le même		5 —	
— de M ^{lle} M. S., par le même		1 —	
— de feu M. W., par le même		100 —	
— de diverses personnes de la paroisse de St-Guillaume, par le même		10 —	
— de diverses personnes, par M. le pasteur Kuntz		9 65	
— de M ^{me} B., par le même.		5 —	
— de M ^{me} E., par M. le pasteur Stahl		2 50	
— de M. K., du Neuhoft, par M. le pasteur Ehrhardt		10 —	
— de M ^{me} veuve F., par M. l'Inspecteur Bruch		6 —	
— de M. D., par le même		2 —	
— d'une personne anonyme, par le même		3 —	
— des époux K., par M. le pasteur Krieger		5 —	
— de la famille H., par le même.		5 —	
— de la famille L., par le même		6 —	
— de M. le pasteur K.		5 —	
— d'un paroissien de St-Aurélien, par M. le Président Schmidt		1 —	
— d'une veuve de Barr, par M. le Président Blanck		10 —	
— de M. J. de Pistorf, par M. le pasteur Hoff		3 —	
— de M. le pasteur H.		2 —	
A transporter		2561 25	30968 76

	FR. C.	FR. C.
Reports	2561 25	30968 76
Don des Consistoires de Hatten et de Sultz-sous-forêts	200 —	
— de diverses personnes de la paroisse de Rittershoffen, par M. l'Inspecteur Velten	17 55	
— de M ^{me} veuve M., de Günsbach, par M. l'Inspecteur Schaller	5 —	
— de M. O., de Mittelwihr, par le même	3 —	
— sans autre indication	20 —	
Total des Recettes diverses		2806 80
<i>Intérêts provenant des fonds de quôte, versés en compte-courant à la Recette générale.</i>		
Les intérêts à 3 1/2 % de ces fonds, échus depuis le 31 décembre 1851, à pareil jour 1856, s'élèvent à		1071 —
<i>Produit des prix de location depuis 1852, provenant d'immeubles acquis pour servir à la construction d'églises à Haguenau, Benfeld et Schlestadt.</i>		
Loyer du jardin avec dépendances à Haguenau, depuis le mois de novembre 1851 à pareil jour 1856, en cinq versements	300 —	
Loyer d'un jardin à Benfeld, en deux versements	78 03	
Reçu le reliquat de caisse du compte particulier provenant de loyers perçus par le Conseil presbytéral de Schlestadt, de la maison acquise de M. Zeyssolff, pour servir d'oratoire en ladite ville	400 —	
Total des revenus perçus des susdits immeubles		778 03
<i>Total général des Recettes applicables à l'œuvre pour construction d'édifices religieux, au 1^{er} septembre 1857.</i>		<u>35624 59</u>
DÉPENSES.		
I. Payements faits pour la construction d'édifices religieux.		
a) <i>Schlestadt.</i>		
Payé, en trois versements, à M. Zeyssolff, Maire de Gertwiller, à compte du prix de vente dû à ce dernier, d'une maison avec dépendances, sise à Schlestadt, vendue au Consistoire de Sundhausen, pour servir à l'établissement d'un oratoire protestant et, en même temps, de logement du pasteur, la somme de . . . 19,000 fr. — c.		
Et pour frais de passation du contrat d'acquisition . . . 1,782 85		
Ensemble en principal et accessoires	20782 85	
b) <i>Saverne.</i>		
Payé au Conseil presbytéral de Saverne, en deux versements, pour solder, en majeure partie, les frais de construction de l'église protestante de cette ville.	6000 —	
c) <i>Forbach, annexe de Sarreguemines.</i>		
Payé, à titre de subvention, pour les travaux d'achèvement de l'église	250 —	
A transporter	27032 85	

	FR. C.	FR. C.
Report	27032 85	
d) <i>Furchhausen, annexe d'Ingenheim.</i>		
Payé, à titre de subvention, pour les travaux de construction de l'église	1000 —	
e) <i>Bitche, annexe de Bœrenthal.</i>		
<i>Idem</i> pour solder le prix d'acquisition de l'oratoire	1294 06	
f) <i>Aubure.</i>		
<i>Idem</i> pour solder les frais de réparations de l'église.	500 —	
Total des paiements faits pour frais de construction d'églises		29826 91
II. <i>Frais divers.</i>		
Ports, imprimés, etc.		57 40
Total général des Dépenses		29884 31
BALANCE.		
Le total de la Recette étant de		35624 59
Et celui de la Dépense de		29884 31
Le reliquat actif se monte à		5740 28
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE		
<i>des Collectes depuis la publication de la première Circulaire,</i> <i>31 octobre 1850, jusqu'au 1^{er} septembre 1857.</i>		
RECETTE.		
1 ^{er} Relevé (Rec. offic. VIII, p. 167)	16945 35	
2 ^e — (<i>Ibid.</i> IX, p. 187)	10580 15	
3 ^e — (<i>Ibid.</i> XIV, p. 98)	23641 59	
Total général de la Recette		51167 09
DÉPENSE.		
Payements faits pour constructions et réparations d'édifices religieux, en diverses localités (voir les 2 ^e et 3 ^e Relevés précités)	45083 01	
Frais généraux, suivant les trois Relevés précédents	343 80	
Total général de la Dépense		45426 81
Reliquat de caisse comme ci-dessus		5740 28

FÊTE DE LA RÉFORMATION.

Avis.

Le Directoire croit devoir rappeler à MM. les Pasteurs que le produit de la quête, qui est faite à l'église le jour de la fête de la Réformation, est affecté à la collecte pour la construction d'édifices religieux. (Circulaire du 16 août 1856. Rec. offic. XIII. p. 149.)

CRÉATION D'UNE CURE.

ÉGLISE DE S^t-GUILLAUME A STRASBOURG.

Par un décret de l'Empereur, en date du 12 octobre 1857, un pasteur de plus a été accordé à l'église consistoriale de S^t-Guillaume à Strasbourg, Inspection du Temple-Neuf.

Par arrêté du même jour, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a fixé à Strasbourg la résidence du nouveau titulaire, pour occuper la 3^e place de pasteur à l'église de S^t-Guillaume.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désireront se présenter pour cette place, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 7 décembre prochain.*

Strasbourg, le 10 novembre 1857.

CONFIRMATION DE NOMINATION DE PASTEUR.

GUELMA.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 12 octobre 1857, a confirmé l'arrêté du Directoire du 4 août précédent, portant nomination de M. *Appel*, Philippe-Martin, bachelier en théologie, aux fonctions de pasteur à Guelma, Province de Constantine, Algérie, cure créée par décret impérial du 19 janvier 1857.

NOMINATION D'UN INSPECTEUR ECCLÉSIASTIQUE HONORAIRE.

INSPECTION DE PARIS.

Par décret de S. M. l'Empereur, en date du 21 octobre 1857, et sur la proposition du Directoire, M. le pasteur Rodolphe *Cucier*, Président honoraire du Consistoire de Paris, ancien Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris, a été nommé Inspecteur honoraire de la dite Inspection.

XIV.

SUBVENTION DE L'ÉTAT POUR TRAVAUX DE RÉPARATION D'UN PRESBYTÈRE ET D'UNE ÉGLISE.

GLAY.

Par décision en date du 30 septembre 1857, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a accordé, sur les fonds de l'exercice 1857, une subvention de 1300 fr., pour aider au paiement des travaux de réparation du presbytère de Glay, Consistoire de Blâmont, Inspection de Montbéliard.

JESBSHEIM.

Par décision en date du 13 octobre 1857, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a accordé, sur les fonds de l'exercice 1857, une nouvelle subvention de 3000 fr., pour aider au paiement des travaux de réparation de l'église protestante de Jepsheim, Consistoire d'Andolsheim, Inspection de Colmar.

SÉMINAIRE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG DE STRASBOURG.

INTERNAT DE S^r-GUILLAUME.

RELEVÉ DES COLLECTES

faites depuis le 1^{er} janvier au 31 décembre 1856.

Observation. Les collectes de 1855 qui figurent au présent état, sont arrivées trop tard pour être comprises dans l'état de 1856.

	1855.		1856.			1855.		1856.	
	Fr.	C.	Fr.	C.		Fr.	C.	Fr.	C.
I. INSPECTION DU TEMPLE-NEUF.					Report	26	44	9	15
1) <i>Consistoire du Temple-Neuf.</i>					Geudertheim	8	60	10	10
Paroisse du Temple-Neuf			153	30	<i>Biethlenheim</i>	3	07		
2) <i>Consist. de St-Pierre-le-jeune.</i>					Gries			4	—
St-Pierre-le-jeune			63	65	<i>Kurzenhausen</i>			2	35
Bischheim	5	—			Hœrdt			8	—
<i>Hœnheim</i>	5	—			Weitbruch	5	—	5	—
Schiltigheim			16	35	Totaux	43	11	38	60
Totaux	10	—	80	—	6) <i>Consistoire d'Ittenheim.</i>				
3) <i>Consistoire de St-Guillaume.</i>					Ittenheim	5	—		
St-Guillaume			49	—	Breuschwickersheim	6	—		
Nenhof	7	70	9	90	Eckbolsheim	18	10	17	55
Robertsau					Fürdenheim	6	—	6	—
Totaux	7	70	58	90	<i>Handschuhheim</i>			3	—
4) <i>Consistoire de Bischwiller.</i>					Hangenbieten				
Bischwiller					Hürtigheim			3	—
Kauffenheim					<i>Quatzenheim</i>			2	—
<i>Forstfeld</i>					Kolbsheim				
Oberhoffen	6	—	6	—	Wolfisheim			5	60
Roppenheim			5	90	Totaux	35	10	37	15
Runzenheim					7) <i>Consistoire de Vendenheim.</i>				
Schweighausen	6	—			Vendenheim				
<i>Haguenau</i>					Berstett			4	45
Sessenheim	7	20			<i>Olwisheim</i>			3	15
<i>Dalhunden</i>					Lampertheim			8	—
Totaux	19	20	11	90	Mundolsheim			5	13
5) <i>Consistoire de Brumath.</i>					<i>Niederhausbergen</i>			1	82
Brumath	22	54			Oberhausbergen			2	10
<i>Krautwiller</i>	3	90	3	15	<i>Mittelhausbergen</i>			2	50
Eckwersheim			6	—	Pfulgriesheim	4	53	5	—
A reporter	26	44	9	15	A reporter	4	53	32	15

	1855.	1856.		1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.		Fr. C.	Fr. C.
Report	4 55	32 15	5) Consistoire de Barr.		
Reitwiller		5 —	Barr		59 60
Gimbrett		2 50	Gertwiller		16 25
Totaux	4 55	39 65	Goxwiller		21 —
8) Consistoire de Wasselonne.			Burgheim		7 50
Wasselonne	16 —		Heiligenstein		9 —
Allenwiller	2 30		Klingenthal		6 70
Ballbronn	3 —		Mittelbergheim		15 80
Romanswiller	3 —		Total		135 85
Cosswiller			6) Consistoire de Dorlisheim.		
Scharrachbergheim	2 15		Dorlisheim		16 75
Irmstett			Blasheim		9 —
Trunheim	7 —		Entzheim		22 35
Wangen	11 15		Lingolsheim		6 —
Westhofen	11 10		Total		54 10
Zehnacker	2 50		7) Consistoire de Gerstheim.		
Wintzenheim			Gerstheim		7 02
Total	58 20		Boflizeheim		11 95
II. INSPECTION DE PARIS.			Obenheim		6 90
Consistoire de Paris.			Daubensand		
Paris*			Plobsheim	14 40	16 65
III. INSPECTION DE ST-THOMAS.			Totaux	14 40	42 52
1) Consistoire de St-Thomas.			8) Consistoire de Rothau.		
St-Thomas		212 85	Rothau		8 —
2) Consistoire de St-Nicolas.			Waldersbach		4 —
St-Nicolas, église allemande		95 55	Neuwiller		25 —
" église française		30 —	Belmont		
Illkirch		26 55	Fouday		
Graffenstaden		17 —	Total		37 —
Total		169 10	9) Consistoire de Sundhausen.		
3) Consist. de St-Pierre-le-vieux.			Sundhausen		
St-Pierre-le-vieux		40 —	Baldenheim	4 50	6 —
4) Consistoire de Ste-Auréli.			Mütersholtz		10 —
Ste-Auréli		48 —	A reporter	4 50	16 —

* Le montant de la collecte du Consistoire de Paris, s'élevant à 387 fr. 50 c. est arrivé après la clôture du présent relevé et figurera dans la recette du prochain compte.

	1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.
Report	4 50	16 —
Schlestadt		
Benfeld		
Totaux	4 50	16 —
IV. INSPECTION DE BOUXWILLER.		
1) Consistoire de Bouxwiller.		
Bouxwiller		30 —
Niedersoultzbach		2 50
Riedheim		
Uttwiller		2 50
Imbsheim		
Hattmatt		
Kirrwiler	6 —	
Bosselshausen	2 50	
Zaebersdorf	1 50	
Printzheim	3 —	
Gottesheim	3 —	
Ringendorf		7 20
Bueswiller		4 80
Wickersheim		16 40
Grisswiller		7 70
Totaux	16 —	71 10
2) Consistoire de Dettwiller.		
Dettwiller		5 —
Melsheim		5 —
Saverne	5 —	
Dossenheim	8 07	
Ernolsheim	5 55	5 75
Neuwiller		
Griesbach		
Totaux	18 62	15 75
3) Consistoire d'Ingwiller.		
Ingwiller		
Menchhofen		
Schillersdorf		
Mühlhausen		
Weinbourg		5 —
A reporter		5 —

	1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.
Report		5 —
Weiterswiller		
Obersoultzbach		
Totaux		5 —
4) Consistoire de Pfaffenhofen.		
Pfaffenhofen		12 15
Obermodern	5 —	
Schalckendorf	5 —	
Zutzendorf		3 —
Totaux	10 —	15 15
5) Consist. de Schwindratzheim.		
Schwindratzheim		8 —
Alt-Eckendorf	8 —	10 —
Dunzenheim		7 07
Hohfrankenheim		2 25
Ingenheim		
Furclhausen		
Wolschheim		
Mittelhausen		9 20
Waltenheim		8 —
Totaux	8 —	44 52
V. INSPECT. DE LA PETITE-PIERRE.		
1) Consistoire de la Petite-Pierre.		
La Petite-Pierre		
Erkartswiller		
Puberg		
Sparsbach		
Zittersheim		
Lohr	2 85	2 80
Petersbach	3 —	6 45
Schoenbourg		
Eschbourg, Graufthal		
Tiefenbach	5 25	
Wisslingen		
Wimmenau		
Reipertswiller		
Wingen		
Totaux	11 10	9 25

	1855.		1856.			1855.		1856.	
	Fr.	C.	Fr.	C.		Fr.	C.	Fr.	C.
2) <i>Consistoire de Diemeringen.</i>					Report .	23	55		
Diemeringen, 1854 et 1855	7	05			Phalsbourg	3	—		
Ratzwiller	—	95			Postorf	4	25		
Bütten	4	—			Wintersbourg			4	—
Dehlingen					Schallbach				
Hambach			5	—	Zillingen				
Volsberg			3	—	Totaux .	30	80	4	—
Lorentzen	2	—			5) <i>Consistoire de Saar-Union.</i>				
Domsfessel	3	—			Saar-Union	13	75		
Wolfskirchen	13	25			Vællerdingen	5	—		
Diedendorf	3	—			Altwiller	2	—		
Totaux .	33	25	8	—	Harskirchen			7	50
3) <i>Consistoire de Drulingen.</i>					Herbitzheim	9	55		
Drulingen					Oermingen	8	—		
Ottwiller					Sarreguemines				
Sieweiler					Forbach				
Asswiller			1	50	Keeskastel	5	55		
Berg			4	—	Schopperten	3	45		
Mackwiller					Pistorf	7	90		
Rexingen					Burbach				
Durstel	4	—			Eywiller				
Adamswiller					Wiberswiller	3	70		
Bettwiller					Totaux .	58	90	7	50
Gungwiller					VI. INSPECTION DE WISSEMBOURG.				
Hirschland			4	—	1) <i>Consistoire de Wissembourg.</i>				
Gœrflingen					Wissembourg			34	20
Rauwiller					Lembach	4	—	4	—
Weyer			3	—	Niedersteinbach	3	—	3	—
Totaux .	4	—	12	50	Obersteinbach	1	50	1	50
4) <i>Consistoire de Fénétrange.</i>					Rott				
Fénétrange	7	90			Steinseltz				
Mittersheim	8	—			Wingen	3	—	3	—
Hangenwiller	7	65			Climbach	2	—	2	—
Berlingen					Totaux .	13	50	47	70
Büst					2) <i>Consistoire de Hatten.</i>				
Mettingen					Hatten			13	—
Pfalzweyer					A reporter .			13	—
A reporter .	23	55							

	1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.
Report		13 —
Bühl	4 50	
Niederselbach		
Trimbach		
Niederrædern	3 60	
Crattwiller	1 40	
Wintzenbach	1 —	
Ober- et Niederbetschdorf	6 —	
Rittershofen et Leiferswiller	5 30	
Totaux	21 80	13 —
3) Consistoire de Niederbronn.		
Niederbronn	5 —	
Baerenthal	3 —	
Mutterhouse et Bitche		
Gundershofen		
Griesbach		
Mietesheim	3 —	
Mertzwiller	3 —	
Total	14 —	
4) Consistoire d'Oberbronn.		
Oberbronn	5 —	
Zinswiller	3 —	
Engwiller	3 —	
Gumbrechtshofen	2 20	1 50
Uttenhofen	1 65	1 —
Offwiller		4 —
Rothbach		2 —
Bischholtz		1 50
Uhrwiller		5 —
Totaux	3 85	26 —
5) Consist. de Soultz-sous-forêts.		
Soultz-sous-forêts	8 —	
Lobsann	2 —	
Birlenbach		5 —
Holwiller et Reimerswiller		4 25
Kutzenhausen	3 —	3 —
Totaux	13 —	12 25

6) Consistoire de Wærlth.

	1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.
Wærlth		5 30
Spachbach		1 —
Frœschwiller		2 20
Morsbronn		1 95
Goersdorf		2 —
Mitschdorf		1 —
Langensoultzbach		3 70
Mattstall		2 —
Preuschdorf		2 55
Lampertsloch		1 75
Windstein		3 —
Total		26 45

VII. INSPECTION DE COLMAR.

1) Consistoire de Colmar.

Colmar	100 —
------------------	-------

2) Consistoire d'Andolsheim.

Andolsheim	5 —
Algolsheim	5 —
Woffgantzzen	
Forstwihr	6 65
Bischwihr	8 35
Horbourg	5 —
Wîhr-en-plaine	3 —
Jelsheim	
Kunheim	3 35
Muntzenheim	5 —
Dürren-Entzen	
Sundhofen	7 05
Appenwihr	
Total	48 40

3) Consistoire de Münster.

Münster	34 —
Günsbach	23 80
Mühlbach	11 50
Soultzern	30 05
Stosswihr	
Totaux	34 — 65 35

	1855.	1856.		1855.	1856.
	Fr. C.	Fr. C.		Fr. C.	Fr. C.
4) <i>Consistoire de Riquewih.</i>			3) <i>Consistoire de Blâmont.</i>		
Riquewih		6 —	Blâmont		
Beblenheim		3 85	Glav		
Hunawih		3 —	Montécheroux		
Mittelwih		4 —	Pierre-Fontaine		
Ostheim		4 —	<i>Villars-les-Blâmont</i>		
<i>Illhœusern</i>		1 50	Roches		
Ribeauvillé		16 45	<i>Autechaux</i>		
Total		38 80	<i>Ecurecy</i>		
5) <i>Consistoire de Ste-Marie-aux-Mines.</i>			Seloncourt		
St ^e -Marie-aux-Mines		10 —	<i>Bondeval</i>		
Aubure		3 —	Vandoncourt		
Eschery	4 75	4 90	<i>Dasle</i>		
Totaux	4 75	17 90			
VIII. INSPECT. DE MONTBÉLIARD.			4) <i>Consistoire d'Héricourt.</i>		
1) <i>Consistoire de Montbéliard.</i>			Héricourt		
Montbéliard, église St-Martin		25 50	<i>Tavey</i>		
“ église St-George		10 65	Bréveliers		
“ église allemande		2 05	<i>Echenans</i>		
Allondans			Bussurel		
Bethoncourt			<i>Vians</i>		
Grand-Charmont			Chagey		
St ^e -Suzanne			Chenebier		
Total		38 20	Clairegoutte		
			Couthenans		
			Etobon		
			<i>Belverne</i>		
			Magni-d'Anigon		
			Massevaux	42 —	
			Total	42 —	
2) <i>Consistoire d'Audincourt.</i>			5) <i>Consistoire de St-Julien.</i>		
Audincourt			St-Julien		
Abbévillers			<i>St-Marie</i>		
<i>Hérimoncourt</i>			Bavans		
Allanjoie			<i>Présentvillers</i>		
<i>Dambenois</i>			Bental		
Beaucourt			<i>Lougres</i>		
Dampierre-lès-bois			Champéy		
Étupes			Colombier-Fontaine		
<i>Exincourt</i>			Désandans		
Mandeure			<i>Sibre</i>		
Valentigney			Longeville		
Voujaucourt			St-Maurice		
Total			Trémoins		

RÉCAPITULATION PAR INSPECTION.

		1855.		1856.	
		Fr.	C.	Fr.	C.
I.	Inspection du Temple-Neuf	177	86	419	50
II.	" de Paris				
III.	" de St-Thomas	18	90	755	42
IV.	" de Bouxwiller	52	62	151	52
V.	" de La Petite-Pierre	138	05	41	25
VI.	" de Wissembourg	66	15	125	40
VII.	" de Colmar	38	75	270	45
VIII.	" de Montbéliard			80	20
		492	33	1843	73
		2336 07			

Certifié véritable le présent état; Strasbourg, le 16 mars 1857.

Le Président de la Commission de St-Guillaume,
Th. FRITZ.

Vu en séance du Directoire, le 24 mars 1857.

Le Président du Directoire,
Th. BRAUN.

EMPLOI DU FONDS COMMUN DE St-GUILLAUME POUR 1857,

arrêté en séance de la Commission de surveillance de St-Guillaume le 9 mars 1857.)*

NUMÉROS D'ORDRE.	ANNÉES D'ÉTUDES.	NOMS DES ÉLÈVES RÉSIDENTS LE COLLÈGE DE St-GUILLAUME.	LIEU DE NAISSANCE.	CONSEILS.	INSPECTION.	BOURSES DU GOUVERNEMENT.	FONDS COMMUN DE St-GUILLAUME.	LEGS PARTICULIERS.		TOTAL.
								Fr.	Fr.	
	1 ^{re} Section de théologie.					Fr.	Fr.			
1	3 ^e année	Zimmermann	Strasbourg	Temple-Neuf	Temple-Neuf	100	33	St-Marc	67	200
2	id.	Siegfried	id.	S ^{te} -Aurèle	S ^{te} -Thomas	400				400
3	id.	Liebrich, Aug.	Herbitzheim	Saar-Union	La Petite-Pierre	200	150			350
4	id.	Rathgeber	Strasbourg	S ^{te} -Nicolas	S ^{te} -Thomas	400				400
5	id.	Erb	id.	Temple-Neuf	Temple-Neuf	400				400
6	id.	Bresch	Günsbach	Münster	Colmar	400				400
7	id.	Aurich	Rothlach	Oberbronn	Wissembourg	380				380
8	id.	Ruf	Kirchwiller	Bouxwiller	Bouxwiller	380				380
9	id.	Martin	Paris	Paris	Paris	380				380
10	id.	Schwalb	Munich	id.	id.	380				380
11	3 ^e année	Dubois	S ^{te} -Petersbourg	Montbéliard	Montbéliard	200	80			280
12	id.	Schmutz	Obernheim	Gerstein	S ^{te} -Thomas	200				200
13	id.	Eisau	Strasbourg	Temple-Neuf	Temple-Neuf	380	60			440
14	id.	Simon	id.	Temple-Neuf	id.	400	40			440
15	id.	Tubach	id.	St-Guillaume	id.	200	180			380
16	id.	Eck	Plobsheim	Gerstein	S ^{te} -Thomas	380				380
17	id.	Roser	Strasbourg	Temple-Neuf	Temple-Neuf	400	40			440
A reporter						5580	583			6163

*) L'inégalité des sommes totales accordées aux différents élèves, provient de ce que, dans la répartition du fonds commun, l'administration de St-Guillaume a dû avoir égard aux legs particuliers dont jouissent quelques élèves, et dont elle ne dispose pas.
Ces legs sont indiqués dans une colonne spéciale.

NUMÉROS D'ORDRE.	ANNÉES D'ÉTUDES.	NOMS DES ÉLÈVES HABITANT LE COLLÈGE DE S ^t -GUILLAUME.	LIEU DE NAISSANCE.	CONSISTOIRE.	INSPECTION.	BOURSES DU GOUVERNEMENT.	FONDS COMMUN DE S ^t -GUILLAUME.	LEGS PARTICULIERS.	TOTAUX.	
	1 ^{re} Section de théolog.				Report	Fr. 5580	Fr. 5883	Fr. 67	Fr. 6230	
18	1 ^{re} année	Hauth	Saar-Union	Saar-Union	La Petite Pierre	200	100	Goll	100	400
19	id.	Schaller, F.	Colmar	Colmar	id.	200	200			200
20	id.	Schmidt	Strasbourg	S ^t -Nicolas	S ^t -Thomas	200	140	Goll	100	440
21	id.	Thomas	id.	S ^t Pierre le vieux	id.	200	140	Goll	100	440
22	id.	Ernwein	Bouxwiller	Bouxwiller	Bouxwiller	200	100	Goll	100	400
23	id.	Heyler	Scharrachbergh.	Wasselonne	Temple-Neuf	200	120			320
24	id.	Heim	Bouxwiller	Bouxwiller	Bouxwiller	200	100	Goll	100	400
25	id.	Lagarce	Montbéliard	Montbéliard	Montbéliard	200	80	Otto	50	330
26	id.	Küss	Strasbourg	Temple-Neuf	Temple-Neuf	180	33	S ^t -Marc Hartl-Kurtz.	67 100	380
27	id.	Wels	Steinselz	Wissembourg	Wissembourg	200	180			380
28	id.	Steerg	Versailles	Paris	Paris	180		Goll	100	280
	2 ^{de} Section littéraire.									
29	3 ^e année	Hummel	Münster	Münster	Colmar	200	100			300
30	2 ^e année	Fayot	Moscon	Montbéliard	Montbéliard	200	120	Otto	50	380
31	id.	Gérolé	Mulhouse	Veudenheim	Temple-Neuf	180	150	Heller	50	380
32	id.	Winter	Kirchwiller	Bouxwiller	Bouxwiller					
33	id.	Müller	Wissembourg	Wissembourg	Wissembourg			Drach	400	400
34	id.	Guion	Paris	Paris	Paris	180	100	Otto	100	380
35	id.	Baldi	Imbsheim	Bouxwiller	Bouxwiller	200	180			380
36	id.	Hirt, G.-Adol.	Weitenwiller	Ingwiller	id.	150				150
37	id.	Hirt, G.-Adelb.	id.	id.	id.	150				150
38	id.	Beck	Strasbourg	Temple-Neuf	Temple-Neuf	180		S ^t -Marc Hartl-Kurtz.	67 52	399
39	id.	Klein, Ch.-F.	Barr	S ^t -Pierre le jeune	id.	180	120	Otto	100	300
40	id.	Woringen	Strasbourg	S ^t -Thomas	S ^t -Thomas	180	73	S ^t -Marc Reisseisen	67 100	420
41	id.	Fachs	Robertsau	S ^t -Guillaume	Temple-Neuf	180	68	Hartl-Kurtz. Otto	52 100	400
42	d.	Schilling	Mühlbach	Münster	Colmar					
43	1 ^{re} année	Mennerich	Paris	Paris	Paris		100	Reisseisen	100	200
44	id.	Liebrich, F.	Herbitzheim	Saar-Union	La Petite-Pierre		100	Otto	100	200
45	id.	Klein, Ch.	Hirschland	Drulingen	id.		200			200
46	id.	Oschmann	Hochheim	S ^t -Pierre le jeune	Temple-Neuf		133	S ^t -Marc	67	200
47	id.	Picard	Héricourt	Héricourt	Montbéliard		150	Otto	50	200
Totaux						9220	3680	2339	15239	

Le Président de la Commission de S^t-Guillaume,
TH. FRITZ.

Vu et arrêté en séance des administrateurs du Séminaire, le 16 mars 1857.

Le Vice-Directeur,
MATTER.

Le Secrétaire,
A. STAHL.

Approuvé en séance du Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg,
Strasbourg, le 24 mars 1857.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,
TH. BRAUN.

VACANCE DE CURE.

COLMAR.

Par arrêté du Directoire, en date du 8 décembre 1857, *M. Kienlen*, Henri-Guillaume, pasteur à Colmar, Docteur en théologie, a été nommé à la 3^{me} place de pasteur de l'église de S^t-Guillaume, à Strasbourg, rétablie par décret impérial du 12 octobre 1857.

Bien que cette nomination n'ait pu être faite que sous la réserve de la confirmation à y donner par le Gouvernement, MM. les pasteurs et candidats au saint-ministère, qui désirent se présenter pour la 4^{me} place de pasteur à Colmar, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 18 janvier 1858*.

Strasbourg, le 15 décembre 1857.

CONFIRMATION DE NOMINATION DE PASTEUR.

ZUTZENDORF.

Un Décret de S. M. l'Empereur, en date du 17 novembre 1857, a confirmé l'arrêté du Directoire du 6 octobre précédent, portant nomination de *M. Haan*, Guillaume-Chrétien, bachelier en théologie, à la cure de Zutzendorf, Consistoire de Pfaffenhoffen, Inspection de Bouxwiller, en remplacement de *M. Metzger*, décédé.

CONFIRMATION D'UN PRÉSIDENT DE CONSISTOIRE.

CONSISTOIRE DE S^t-PIERRE-LE-JEUNE.

Par décision, en date du 8 décembre 1857, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a approuvé l'élection de *M. Lange*, Charles-Chrétien-Édouard, pasteur à Schiltigheim, en qualité de Président du Consistoire de S^t-Pierre-le-jeune à Strasbourg, en remplacement de *M. Stahl*, démissionnaire.

AUTORISATION DE MONTER EN CHAIRE.

Par arrêté du Directoire, en date du 15 décembre 1857, les élèves du Séminaire de la Confession d'Augsbourg dont les noms suivent, ont été autorisés à monter en chaire :

MM. Eissen, Jules, de Strashourg;
 Roser, Jean-Geoffroi, de Strashourg;
 Spach, Édouard, de Weinbourg.

CAISSE DE L'ÉMÉRITAT DES PASTEURS.

La Commission administrative éprouve souvent de la difficulté à fixer l'époque à partir de laquelle MM. les pasteurs ont droit, pour entretien d'un vicaire, aux secours de la société.

Afin de prévenir tout embarras d'un côté et toutes réclamations de l'autre, MM. les pasteurs qui ont l'intention de recourir aux subventions de la Caisse de l'Éméritat, sont priés d'informer immédiatement la Commission administrative, de la demande qu'ils adressent au Directoire aux fins d'être pourvus d'un vicaire. C'est seulement de l'époque de cette demande que pourra être prise en considération la position du pasteur, en ce qui concerne ses droits à une indemnité. La Commission se réserve toutefois de statuer suivant les circonstances.

Fait au Directoire le 22 décembre 1857.

ENVOIS DIVERS AU DIRECTOIRE.

Le Directoire est obligé de rappeler :

1°. Que toute délibération soit de Conseil presbytéral, soit de Consistoire, soumise à son approbation doit lui être envoyée *en double exemplaire*.

2°. Que les comptes d'un même ressort consistorial doivent lui être transmis tous à la fois et non pas séparément et à des époques successives.

De même des budgets.

Fait au Directoire le 22 décembre 1857.

ATTENTAT CONTRE LEURS MAJESTÉS L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE.

SERVICE D'ACTIONS DE GRÂCES.

Circulaire à Messieurs les Pasteurs.

Strasbourg, le 15 janvier 1858.

Monsieur le pasteur,

Vous savez à quel exécrable attentat ont échappé, dans la soirée d'hier, l'Empereur et l'Impératrice.

Nous ne sommes plus à temps de prescrire, ailleurs qu'à Strasbourg, dès le dimanche 17 de ce mois, un service d'actions de grâces pour remercier Dieu d'avoir sauvé les jours de Leurs Majestés.

Nous fixons ce service au dimanche 24 janvier courant.

Vous aurez soin d'y convoquer les autorités de votre paroisse.

Une prière toute spéciale devra être ajoutée par vous le dit jour 24 janvier à la liturgie du principal service du matin.

Nous vous laissons le choix des paroles par lesquelles vous exprimerez, au nom de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, et l'horreur du crime, et la reconnaissance de la protection divine.

Vous voudrez bien nous rendre compte de l'exécution des présentes.

Recevez, Monsieur le pasteur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président du Consistoire supérieur et du Directoire,

Tn. BRAUN.

Messieurs les pasteurs qui n'ont pas encore satisfait à l'avant-dernier alinéa de la circulaire ci-dessus qui, à sa date, leur a été adressée à chacun en particulier, sont priés de ne plus tarder à faire parvenir au Directoire le rapport demandé.

Strasbourg, le 9 février 1858.

VACANCE DE CURE.

HANGWILLER.

La place de pasteur à Hangwiller, Consistoire de Fénétrange, Inspection de La Petite-Pierre, est vacante par suite du décès de M. Ihlé.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désirent se présenter pour cette place, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement avant le 9 mars prochain.

Strasbourg, le 9 février 1858.

CONFIRMATION DE NOMINATION DE PASTEUR.

ÉGLISE DE S'-GUILLAUME A STRASBOURG.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 27 janvier 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 8 décembre 1857, portant nomination de M. *Kienten*, Henri-Guillaume, Docteur en théologie, pasteur à Colmar, à la 3^{me} place de pasteur de l'église de S'-Guillaume à Strasbourg, Consistoire du même nom, Inspection du Temple-Neuf, place rétablie par décret impérial du 12 octobre 1857.

AUTORISATION DE MONTER EN CHAIRE.

Par arrêté du Directoire, en date du 2 février 1858, les élèves du Séminaire de la Confession d'Augsbourg dont les noms suivent, ont été autorisés à monter en chaire :

MM. Eck, Frédéric-Théodore, de Plobsheim;
Reichard, Gustave, de Strasbourg;
Tubach, Charles, de Strasbourg.

LISTE DES CANDIDATS

CONSACRÉS AU SAINT MINISTÈRE, DANS L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG, PENDANT LE SECOND SEMESTRE DE 1857.

Noms et prénoms.	Lieu de naissance.	Date de l'ordination.
MM. Appel, Philippe-Martin,	Wissembourg,	2 août 1857.
Reichard, Maximilien,	Strasbourg,	23 août 1857.
Ruf, Georges,	Kirrwiller,	13 septembre 1857.
Bresch, Jean,	Günsbach,	11 octobre 1857.
Hæmmerlin, Jean-Michel,	Wihr-en-plaine,	11 octobre 1857.
Trensz, Auguste,	Strasbourg,	1 ^{er} novembre 1857.
Haas, Albert,	Strasbourg,	29 novembre 1857.

VACANCE DE CURE.

PLOBSHEIM.

La place de pasteur à Plobsheim, Consistoire de Gerstheim, Inspection de S'-Thomas, est vacante par suite du décès de M. Lechten.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désirent se présenter pour cette place, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 30 mars courant.*

Strasbourg, le 2 mars 1858.

CRÉATION DE CURES.

ZITTERSHEIM.

Par un décret de S. M. l'Empereur, en date du 22 février 1858, un pasteur de plus a été accordé à l'église consistoriale de La Petite-Pierre (Bas-Rhin), Inspection du même nom.

Par arrêté du même jour, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a fixé à Zittersheim la résidence de ce pasteur.

Il aura à desservir les communes de Zittersheim, de Puberg et d'Erkartswiller, qui forment la circonscription de la paroisse nouvellement créée.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désireront se présenter pour la cure de Zittersheim, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 30 mars courant.*

STOSSWIHR.

Par un décret de S. M. l'Empereur, en date du 22 février 1858, un pasteur de plus a été accordé à l'église consistoriale de Münster (Haut-Rhin), Inspection de Colmar.

Par arrêté du même jour, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a fixé à Stosswihr la résidence de ce pasteur.

Il aura à desservir la commune de Stosswihr et les huit hameaux qui en dépendent. Ces neuf localités forment la circonscription de la paroisse nouvellement créée.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désireront se présenter pour la cure de Stosswihr, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 30 mars courant.*

Strasbourg, le 2 mars 1858.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU DIRECTOIRE.

Par arrêté du Directoire, en date du 29 décembre 1857, M. *Lehr*, Ernest, avocat, Docteur en droit, a été nommé Secrétaire général du Directoire, en remplacement de M. Rohr, démissionnaire.

BOURSES AU SÉMINAIRE DE STRASBOURG.

Par Décret impérial, en date du 3 février 1858, ont eu lieu les nominations suivantes à huit bourses et à douze demi-bourses vacantes au Séminaire :

BOURSES ENTIÈRES :

- MM. Thomas, Théodore-Jules, de Strasbourg;
 Heim, Frédéric, de Bouxwiller;
 Ernwein, Henri, de Bouxwiller;
 Fayot, Georges-Frédéric, de Moscou;
 Lagarce, Georges-David, de Désandans;
 Gérold, Charles-Théodore, de Mulhouse;
 Guion, Joseph-Émile, de Paris;
 Hauth, Louis-Philippe, de Saarunion.

DEMI-BOURSES :

- MM. Schaller, Louis, de Wissembourg;
 Reichard, Gustave, de Strasbourg;
 Engelmann, Eugène-Albert, de Strasbourg;
 Burghard, Henri-Adolphe, de Strasbourg;
 Beurlin, Frédéric-Eugène-Charles, d'Étobon;
 Picard, Eugène-Ernest, d'Héricourt;
 Oschmann, Frédéric-Charles, de Hœnheim;
 Stricker, Gustave-Théodore, de Breitenbach;
 Mettey, Émile, de Badevel;
 Mennerich, Germain-Théodore, de Paris;
 Klein, Charles, de Hirschland;
 Liebrich, Frédéric, de Herbitzheim.
-

CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

SESSION DE 1857.

Approbation donnée aux procès-verbaux.

Par dépêche en date du 30 mars courant, S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a autorisé le Directoire à passer outre à l'exécution des décisions et des vœux du Consistoire supérieur, session de 1857, à l'exception, toutefois, du projet d'arrêté en vertu duquel tous les délégués d'Inspection au Consistoire supérieur et, semblablement, les délégués de ce Corps au Directoire, seraient désormais sujets à la réélection triennale. — S. Exc. se réserve de rendre sous peu une décision spéciale sur cet objet.

En conséquence de la dépêche sus-rappelée, le Directoire va commencer la publication partielle des procès-verbaux de la session du Consistoire supérieur, de 1857.

Strasbourg, le 31 mars 1858.

VACANCE DE CURE.

BALLBRONN.

La place de pasteur à Ballbronn, Consistoire de Wasselonne, Inspection du Temple-Neuf, est vacante par suite de la démission de M. Beck.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désirent se présenter pour cette place, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 26 avril prochain.*

Strasbourg, le 23 mars 1858.

FORSTWIHR.

Par arrêté du Directoire, en date du 30 mars 1858, M. *Lechten*, Auguste-Émile, pasteur à Forstwihr, Consistoire d'Andolsheim, Inspection de Colmar, a été nommé pasteur à Plobsheim, Consistoire de Gerstheim, Inspection de St-Thomas, en remplacement de M. Lechten, père, décédé.

Bien que cette nomination n'ait pu être faite que sous la réserve de la confirmation à y donner par le Gouvernement, MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désirent se présenter pour la cure de Forstwihr, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, *avant le 26 avril prochain.*

Strasbourg, le 30 mars 1858.

ASSISTANCE DANS LES FONCTIONS PASTORALES.

Le petit nombre de candidats consacrés, et d'élèves en théologie autorisés à prêcher, dont peut disposer annuellement le Directoire en faveur de MM. les pasteurs qui ont besoin d'être aidés dans leurs fonctions pendant les fêtes de Pâques, le met quelquefois dans l'impossibilité de satisfaire à toutes les demandes qui lui sont adressées à cet effet. — Il arrive un moment où il ne peut plus désigner que des élèves en théologie non encore pourvus de l'autorisation de prêcher, et qui, par conséquent, ne peuvent prêter leur concours que pour l'administration de la Sainte-Cène.

Afin de faciliter la répartition des jeunes théologiens de ces diverses catégories selon la nature de l'assistance qui est nécessaire, comme aussi pour prévenir tout malentendu et des réclamations auxquelles il ne pourrait peut-être plus faire droit, le Directoire croit devoir inviter MM. les pasteurs à préciser dans leur demande, indépendamment des motifs qu'ils ont de la présenter, le jour ou les jours auxquels ils auront besoin d'un assistant: s'il le leur faut, et pour l'administration de la S^{te}-Cène, et pour la prédication, ou pour l'une des deux fonctions seulement.

Les demandes devront être parvenues au Directoire un mois avant le Dimanche des rameaux.

Strasbourg, le 30 mars 1858.

PRÉDICATEUR-VICAIRE A STRASBOURG.

Par arrêté du Directoire, en date du 9 février 1858, M. *Herrenschneider*, Jules-Léopold, bachelier en théologie, a été nommé prédicateur-vicaire à Strasbourg, en remplacement de M. Gustave Hæter, démissionnaire.

ÉTAT CIVIL.

Des ordres précis de S. Exc. M. le Ministre de l'intérieur prescrivent de centraliser dans les Mairies les anciens actes ou registres de l'État civil, tenus par le clergé avant 1790.

Cette mesure est adoptée, d'une part, pour compléter les inventaires des archives qui sont en ce moment rééligés dans toutes les communes, puis, pour éviter la dissémination et la perte de documents qui ont un intérêt à la fois local et général.

Ceux de MM. les pasteurs qui seraient encore dépositaires de pièces de cette nature, sont priés de les remettre, dans un bref délai, à MM. les maires de leurs paroisses respectives, *contre récépissé*.

Strasbourg, le 13 avril 1858.

ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS.

Les enfants trouvés et abandonnés, les orphelins pauvres placés chez des nourriciers par le département du Bas-Rhin et, plus tard, en apprentissage ou en condition, les enfants assistés, laissés à leur mère qui reçoit annuellement une somme déterminée pour leur entretien, enfin, les individus de ces différentes catégories qui n'ont pas encore accompli leur 21^{me} année et qui, par conséquent, demeurent soumis à la tutelle administrative, n'ont pas toujours été l'objet d'une surveillance assez exacte.

Plusieurs de MM. les pasteurs ont déjà cherché à seconder les vues charitables de l'administration, mais ils ne l'avaient fait en quelque sorte qu'en hésitant, parce qu'ils ne se considéraient pas comme régulièrement autorisés à agir.

M. le Préfet, par un arrêté du 13 février 1858, approuvé le 28 du même mois par S. Exc. M. le Ministre de l'intérieur et de la sûreté générale, a institué dans chaque commune un comité de patronage dont feront partie les ministres des différents cultes. Cet arrêté donne à MM. les pasteurs du Bas-Rhin le caractère qui leur manquait.

Le Directoire appelle donc leur sollicitude sur cette œuvre, et compte qu'ils concourront de toutes leurs forces au succès d'une institution dont l'utilité ne saurait leur échapper.

Strasbourg, le 13 avril 1858.

CONFIRMATION DE NOMINATIONS DE PASTEURS.

COLMAR.

Un décret de S. M. L'Empereur, en date du 1^{er} avril 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 2 février précédent, portant nomination de M. *Schaeffer*, Frédéric-Gustave-Adolphe, Docteur en théologie, pasteur-vicaire à Haguenau, aux fonctions de pasteur à l'église de Colmar, Consistoire de Colmar, Inspection du même nom, en remplacement de M. Kienlen, passé à l'église de St-Guillaume, à Strasbourg.

HANGWILLER.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 1^{er} avril 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 16 mars précédent, portant nomination de M. *Rahrlich*, Gustave-Guillaume, bachelier en théologie, ancien aumônier à l'armée d'Orient, à la cure de Hangwiller, Consistoire de Fénétrange, Inspection de La Petite-Pierre, en remplacement de M. Ihlé, décédé.

NOMINATION D'UN PASTEUR-VICAIRE.

HAGUENAU.

Par arrêté du Directoire, en date du 6 avril 1858, M. *Nied*, Émile, bachelier en théologie, vicaire attaché au Consistoire de Paris, a été nommé pasteur-vicaire attaché au Consistoire de Bischwiller, pour desservir l'oratoire de Haguenau (Bas-Rhin), en remplacement de M. Schæffler, nommé pasteur à Colmar.

INDEMNITÉS POUR DESSERT DE CURES VACANTES.

Le Directoire a remarqué que les dossiers relatifs à des demandes en indemnité pour desserte de cures vacantes, ne lui sont pas toujours envoyés conformes aux instructions sur la matière (Recueil officiel T. II. p. 65 et 159), et que, notamment, la rédaction des délibérations consistoriales est souvent trop peu explicite.

Il rappelle que l'inobservation de ces instructions peut être très préjudiciable au succès de la demande.

Il les recommande de nouveau à l'attention des Consistoires.

Pour éviter, surtout, des lenteurs dans la délivrance des mandats, ils auront soin, quand les délibérations concerneront plusieurs pasteurs ayant pris part à la desserte intérimaire, d'indiquer la proportion dans laquelle chacun d'eux doit participer à l'indemnité à allouer par le Gouvernement.

Strasbourg, le 13 avril 1858.

CONSISTOIRE SUPÉRIEUR.

SESSION DE 1837.

Service divin pour l'ouverture de la session.

Le service annuel d'ouverture, prescrit par le Consistoire supérieur dans sa session du mois d'octobre 1853 (Rec. offic. T. XI, p. 80.), a été célébré le 22 octobre 1857 à l'église de S^t-Thomas.

M. le pasteur *Meyer*, Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris, Président du Consistoire du même nom, a prononcé le sermon.

Il avait pris pour texte, Épître de S^t-Paul aux Éphésiens, II, 19-22.

Séance d'ouverture.

Le jeudi, 22 octobre 1857, à une heure de relevée, le Consistoire supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, créé en vertu de l'article 8 du décret du 26 mars 1852, et convoqué, pour la cinquième fois, par décret de S. M. l'Empereur, en date du 6 septembre 1857, s'est réuni, en présence de M. MIGNERET, Préfet du Bas-Rhin, et sous la présidence de M. BRAUN, Président du Consistoire supérieur et du Directoire, dans la grande salle des cours du Séminaire protestant de Strasbourg.

Étaient présents :

MM. EDEL, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection du Temple-Neuf.
GEISLER, député laïque;		
BRUCH, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de S ^t -Thomas.
RENOUARD DE BOUSSIERE (le Baron Alfred), député laïque;		
BOECKEL (Théodore), député laïque;	}	de l'Inspection de Bouxwiller.
KUNLIN, Inspecteur ecclésiastique;		
BÜCHSENSCHÜTZ, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de la Petite-Pierre.
GEIGER (le baron de), député laïque;		
VELTEN, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de Wissembourg.
DIETRICH (le Baron Albert de), député laïque;		
SCHALLER, Inspecteur ecclésiastique;	}	de l'Inspection de Colmar.
MOLK, député laïque;		
ULRICH, député laïque;		

MASSON, Inspecteur ecclésiastique; PEUGEOT, député laïque; ROSSEL, député laïque; JUNG, délégué du Séminaire; RAU, membre du Directoire, nommé par le Gouvernement de Sa Majesté. ROHR, Secrétaire général du Consistoire supérieur et du Directoire.	} de l'Inspection de Montbéliard.
--	-----------------------------------

Absents :

MM. KRATZ, député laïque de l'Inspection du Temple-Neuf.
 CUVIER, (Frédéric), député laïque de l'Inspection de Paris.
 JUNKER, député laïque de l'Inspection de Paris.
 COULMANN, député laïque de l'Inspection de Bouxwiller.
 SCHIELLEIN, député laïque de l'Inspection de Bouxwiller.
 DRION, député laïque de l'Inspection de La Petite-Pierre.
 GAUCKLER, député laïque de l'Inspection de Wissembourg.

M. MEYER, pasteur de l'église de la Confession d'Augsbourg à Paris, et président du Consistoire de la même église, nommé récemment Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris, est introduit.

La séance est ouverte par une prière prononcée par M. l'Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Montbéliard.

Le Secrétaire général donne lecture du décret de convocation et de la dépêche de Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, en date du 12 septembre 1857, qui fixe l'ordre du jour de la présente session. (Voir Rec. offic. T. XIV, p. 74).

Lecture est faite du Décret impérial, en date du 13 août dernier, nommant M. le pasteur Meyer, Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris.

A ce titre, M. Meyer est installé en qualité de membre du Consistoire supérieur.

M. le PRÉSIDENT communique à l'assemblée les lettres par lesquelles les membres absents donnent les motifs de leur absence.

MM. JUNKER, KRATZ et CUVIER (Frédéric) ne pourront, cette année, prendre part aux travaux de l'Assemblée. **MM.** DRION, GAUCKLER, COULMANN et SCHIELLEIN, momentanément empêchés, espèrent rejoindre très prochainement leurs collègues.

Les sept membres absents sont excusés.

M. le PRÉSIDENT donne lecture du Rapport suivant sur l'ensemble de l'administration du Directoire depuis la dernière session :

«Messieurs et chers collègues.

«L'attention soutenue que vous accordez toujours au rapport annuel que vous présente le Directoire, est appelée, cette fois encore, sur une année pleine d'intérêt.

«1. *Retraite de M. R. Cuvier, Inspecteur ecclésiastique.* Avant d'entrer dans les détails de notre Exposé, et certains de répondre à votre pensée à tous, nous exprimons nos profonds regrets de ne plus voir dans cette assemblée, le vénérable collègue ecclésiastique qui y était l'un des représentants de l'Inspection de Paris.

«M. Rodolphe Cuvier a volontairement quitté la carrière pastorale active, malgré de vives instances pour l'y retenir. Il y avait de longs et de bien honorables services. Il aurait pu les continuer; il a tenu à les interrompre. Il s'est cru autorisé à rentrer dans le repos, après quarante-huit années consacrées au saint ministère, ou plutôt, sa trop grande modestie, lui faisait craindre, nous le savons, que l'âge ne lui permit plus de remplir ses fonctions avec toute l'activité qu'elles exigent, avec tout le fruit qu'elles doivent produire. Il n'a pas voulu, en les conservant, exposer ses collègues, plus jeunes, à en prendre une partie, quand leur fardeau personnel est déjà si pesant.

«Bien que M. Cuvier soit toujours l'un des pasteurs titulaires de Paris et qu'un congé seulement le tienne éloigné d'un poste qu'il pourra reprendre s'il le juge convenable. il a pensé qu'une absence de deux années ne lui permettrait de conserver aucun de ses deux titres de Président du Consistoire et d'Inspecteur ecclésiastique. Il s'est démis de l'une et de l'autre.

«2. *Il est remplacé par M. le pasteur Louis Meyer.* Le Consistoire lui a donné un successeur dans la présidence par une élection du 8 mai 1857 à laquelle, sur notre proposition, S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a donné son approbation le 24 juillet suivant. A notre tour, nous avons dû pourvoir au remplacement de M. Cuvier dans l'inspection. Un décret du 13 août dernier a statué conformément à notre présentation. M. le pasteur Louis Meyer est aujourd'hui le Président du Consistoire de Paris et l'Inspecteur ecclésiastique de la circonscription. En cette dernière qualité il est appelé à faire partie du Consistoire supérieur. La nomination de M. Meyer nous donne l'utile collaboration d'un des membres les plus dévoués de notre Église.

«3. *Proposition de nommer M. R. Cuvier membre honoraire du Consistoire supérieur.* C'est encore aller au-devant de votre pensée, Messieurs, que de vous proposer de conférer à M. le pasteur Rodolphe Cuvier le titre de membre honoraire du Consistoire supérieur.

«Nous avons dès le 25 août dernier, prié S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, de vouloir bien faire conférer par décret impérial à M. Cuvier, le titre d'Inspecteur ecclésiastique honoraire. Nous espérons recevoir bientôt une réponse favorable.

«I. DÉCISIONS, INSTRUCTIONS, VŒUX DES SESSIONS PRÉCÉDENTES.

«1. *Mode de nomination des pasteurs.* Dans votre dernière assemblée, et après toutes les considérations qui, depuis 1853, avaient été présentées pour ou contre la proposition de changer le mode de nomination des pasteurs, il avait semblé à une grande partie des

membres du Consistoire supérieur qu'il n'y aurait réellement pas opportunité à modifier, sur ce point, le règlement du 10 novembre 1852. Dans la séance du 24 octobre 1856, cette opportunité fut mise aux voix. Elles sortirent d'un premier scrutin *en nombre égal* pour l'affirmative et pour la négative. Un second tour fit résoudre, *à la majorité d'une voix*, l'examen des articles nouveaux que vous avait soumis votre Commission, à la fin de son rapport de 1855.

« Parmi ces articles, celui sous N° 16, dont la discussion avait amené le vote incident que je viens de rappeler, ne spécifiait point par quelles voies l'Inspecteur ecclésiastique, que le Directoire serait désormais tenu de consulter sur le mérite et sur l'aptitude spéciale des candidats, se formerait un avis. La Commission demandait verbalement que l'Inspecteur consultât le Consistoire et, même, la paroisse.

« Le Directoire, tout en se soumettant à la consultation obligatoire, demandait, au contraire, que l'avis des Inspecteurs fût entièrement personnel et qu'ils évitassent particulièrement de s'adresser au Consistoire et à la paroisse, afin de ne pas donner lieu, en faveur ou au préjudice de tel candidat, ou de plusieurs, à des manifestations dont les inconvénients, ce nous semble, ne peuvent pas être douteux.

« La Commission ayant retiré sa proposition, celle-ci ne fut pas l'objet d'un vote, pas plus que la réserve qu'y avait opposée le Directoire.

« Toutefois, après ce retrait, la Commission, par l'organe de son rapporteur, exprimait encore l'avis, que la consultation officielle de l'Inspecteur comprendrait *naturellement* l'expression des vœux des paroisses. Un autre membre de la Commission¹⁾ avait demandé que le Directoire voulût bien s'en remettre à la loyauté et à la prudence des Inspecteurs. Enfin, un autre de nos honorables collègues du Consistoire supérieur²⁾ en combattant un amendement de M. Rau, avait émis cette opinion : « Qu'il ne fallait point spécifier ce que les Inspecteurs auraient à préciser ou à faire. Leur avis devant rester secret, il y avait lieu de laisser à ces fonctionnaires toute liberté dans leurs communications. » Si donc, d'un côté, la Commission avait retiré sa proposition tendant à consultation du Consistoire et même de la paroisse, par l'Inspecteur; si, en conséquence, il n'avait pas été voté à cet égard, d'un autre côté, l'assemblée n'ayant pas été consultée sur la réserve faite par le Directoire, il résultait de cette situation que MM. les Inspecteurs ecclésiastiques, en s'inspirant des discours de quelques-uns de nos honorables collègues, pouvaient se croire autorisés, en effet, à aller aussi loin que la Commission l'avait demandé.

« La condition sous laquelle le Directoire consentait à accepter l'obligation de consulter les Inspecteurs ecclésiastiques, n'ayant point été admise, nous redevenions libres de présenter à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes les observations que nous avons fait valoir dans le cours de la discussion, pour en rester à la consultation facultative à laquelle nous avons recours d'ordinaire.

¹⁾ M. Bruch.

²⁾ M. Frédéric Cuvier.

«En conséquence, le rapport par lequel nous transmettions au Ministre, à la date du 26 décembre 1856, les procès-verbaux de la session récente, tendit à ce que l'exercice du droit de nomination fût maintenu tel qu'il résulte des textes combinés du décret du 26 mars 1852 et du règlement du 10 novembre suivant. Le 28 mars 1857, M. le Ministre nous répondit : «Que le Consistoire supérieur, en demandant que le Directoire fût tenu, «à l'avenir, de consulter les Inspecteurs ecclésiastiques pour la nomination des pasteurs, «non seulement sur l'état moral et religieux de la paroisse, mais encore sur le mérite des «candidats et sur leur aptitude spéciale à la cure vacante, paraissait avoir été déterminé à «prendre cette résolution par les motifs suivants :

«1°) Nécessité d'arriver à connaître l'opinion des paroisses, pour éviter les conflits qui «s'engagent lorsqu'on leur impose un pasteur qu'elles repoussent ;

«2°) Nécessité de protéger le Directoire contre les dangers auxquels l'expose son pouvoir «absolu ; nécessité de le dégager de la responsabilité qu'encourt un pouvoir laïque dirigeant «sans contrôle une Église, et de couvrir ainsi l'autorité directoriale ;

«3°) Nécessité de rentrer dans les conditions normales de toute administration où les «nominations importantes se font sur présentation ;

«4°) Nécessité de prévenir des choix qui ont été mal accueillis par l'opinion publique.»

«Vous le voyez, Messieurs, et c'est une remarque que nous devons faire avant d'arriver à la décision du Ministre, les termes dont se sert Son Excellence dans les quatre propositions qui lui ont semblé résumer la pensée de l'assemblée sur la question, dénotent un examen attentif de vos procès-verbaux : Il n'est pas un partisan de modifications au règlement du 10 novembre 1852, qui ne puisse retrouver son opinion dans le résumé de Son Excellence.

«Le Ministre, après avoir apprécié dans sa sagesse les arguments présentés de part et d'autre, fit connaître, par sa même dépêche du 28 mars 1857 : «Qu'en présence des considérations produites par le Directoire, et de la faible majorité à laquelle avait été prise la «décision du Consistoire supérieur, il ne croyait pas qu'il y ait nécessité de statuer *en ce moment* sur la question, et, sans préjuger en rien la solution, Son Excellence exprimait «cet avis, qu'il convenait de continuer, pendant quelque temps encore, l'expérience d'un «règlement, trop nouveau pour qu'on puisse en apprécier complètement les effets.»

«Cette conclusion du Ministre reporte nos souvenirs à l'opinion qu'exprimait notre honorable collègue, M. Frédéric Cuvier, dans la séance du 25 octobre 1856. Sans plus insister sur le maintien de l'article 16, proposé par la Commission, il se bornait à faire ses réserves pour l'avenir. Il regardait comme nécessaire le droit des églises de participer au choix de leurs directeurs spirituels. Il reconnaissait que l'ancien mode de nomination présentait bien des abus auxquels le régime nouveau avait heureusement remédié, mais il espérait que, tôt ou tard, après une expérience plus longue, il serait possible d'assurer l'intervention régulière des églises dans la nomination de leurs pasteurs.

«Nous serons les premiers, et, sans doute aussi, nos successeurs après nous, à nous

associer avec empressement à toute modification heureuse qui conduirait à ce but. En attendant, il nous sera permis d'espérer de notre côté, Messieurs, que nos efforts constants pour donner aux paroisses les meilleurs pasteurs possibles, en tenant compte des titres de chacun d'eux; que les efforts constants des Directoires qui nous remplaceront dans la difficile administration de notre Église, rendront de plus en plus évident le bienfait de la législation de 1852, augmenteront chaque jour la confiance des paroisses et des pasteurs dans le Directoire, et, chaque jour aussi, fortifieront, dans l'intérêt de l'Église, cette autorité, qui n'a d'autres prétentions que d'être juste et paternelle.

«2. *Examen de l'opportunité de soumettre à un renouvellement périodique les membres du Directoire qui y sont délégués par le Consistoire supérieur.* Toutefois, Messieurs — et je fais un nouvel appel à votre attention pour la communication qui va suivre — le Directoire ne s'est pas replié dans cette décision ministérielle, pour ne plus laisser subsister qu'en dehors de lui les préoccupations nées de la question qu'elle a résolue, au moins pour un certain temps.

«Au nombre de ces préoccupations était celle, qu'un Directoire, où se maintiendrait toujours le même personnel, arrivât peut-être à une telle unité de vues dogmatiques et à un système si exclusif de nomination, qu'une certaine partie des candidats aux places de pasteurs fût certaine d'être sacrifiée.» Ce n'est pas à vos collègues actuels du Directoire, Messieurs, nous nous empressons de le reconnaître, que s'est adressé ce reproche éventuel, mais il nous a suffi qu'une crainte d'avenir fût exprimée pour que nous nous occupions des moyens de la calmer.

«Nous croyons pouvoir dire que le raisonnement suivant a été fait :

«Si nos appréhensions se réalisaient, si le mal venait de la permanence des mêmes hommes dans le Directoire, nous n'aurions, sous la législation qui nous régit, aucun moyen d'en changer le personnel, d'introduire dans le Corps des éléments qui en modifie-

1) «Jetons, Messieurs, un regard plein d'espoir, sans doute, mais aussi, plein de prudence vers un avenir plus ou moins rapproché. Notre Église n'a pas toujours été unie; des opinions théologiques exclusives l'ont souvent agitée et l'agitent encore. Il peut arriver un moment où l'une ou l'autre de ces opinions triomphera au sein du Directoire; où les hommes honorables qui le composeront, ou qui en formeront la majorité, pleins d'un zèle pieux, profondément convaincus de la vérité des doctrines qu'ils confessent, croiront que, pour le salut de l'Église, pour la conservation de la foi de nos pères, il importe d'écarter de la chaire de vérité tous ceux qui ne voudront ou ne pourront pas suivre leur bannière. . . »

«(Rapport de la Commission. Séance du 18 octobre 1855. Recueil officiel, T. XIII, p. 32.)

«Si le Corps (le Directoire) choisit les pasteurs dans les divers partis dogmatiques, il est accusé d'indifférence. S'il appartient à une seule nuance, il ne désigne que des hommes de sa couleur.»

«(M. COULMANN, séance du 24 octobre 1856. Recueil officiel, T. XIV, p. 34.)»

«Un Président du Directoire peut se trouver affaibli par l'âge, influencé par des intérêts de famille ou de parti»

«(M. Frédéric CUVIER, séance du 25 octobre 1853. Recueil officiel, T. X. p. 86.)»

raient l'action trop systématique. Cependant, dans le Directoire, le Consistoire supérieur est représenté par deux mandataires de son choix, pris dans son sein. Le législateur a-t-il entendu réellement que le Consistoire supérieur ne pût donner qu'à son origine, une fois pour toutes, son important mandat? qu'il ne pût, ni le retirer, si ses représentants perdaient sa confiance, ni le confirmer, s'il voulait leur donner ce témoignage honorable et une force nouvelle?

«L'on s'était demandé, à l'époque de la réorganisation de notre Église, pourquoi le Consistoire supérieur et le Directoire avaient échappé à la loi du renouvellement périodique. En ce qui concerne le Consistoire supérieur, la réponse avait semblé facile : Le grand nombre de ses membres y assurait, par diverses causes, des mutations qui, malheureusement, ne seraient que trop fréquentes. En effet, nous siégeons pour la cinquième fois seulement, et déjà la mort nous a forcés de remplacer un de nos collègues laïques, et une démission prématurée et regrettable a fait disparaître du milieu de nous le vénérable doyen de nos collègues ecclésiastiques. Vous voyez, Messieurs, que le Consistoire supérieur se renouvellera de lui-même. Si rien n'a été prévu pour le renouvellement du Directoire, c'est, sans doute, parce que le législateur nouveau n'a fait que suivre, pour ce Corps plus restreint, la tradition de la loi ancienne, ou plutôt, le temps a manqué peut-être pour examiner la question, quand s'est préparé le décret du 26 mars 1852.

«Quoi qu'il en soit, la stabilité intégrale des membres du Directoire n'avait point donné lieu à de sérieuses critiques avant l'examen de la question du mode de nomination des pasteurs. C'est alors que, parmi tous les moyens venus à la pensée d'assurer, en ce qui concerne les nominations de pasteurs, la satisfaction équitable des droits de toutes les catégories de candidats, il a été dit que le renouvellement partiel des membres du Directoire garantirait peut-être contre tout système d'exclusion, et assurerait mieux des nominations conformes, sinon aux vœux, du moins aux besoins, aux véritables intérêts des paroisses, si les inconvénients supposés de la stabilité venaient à se manifester. C'est alors aussi que les principes juridiques du mandat ont été invoqués.

«Il suffisait, Messieurs, que ces questions fussent seulement indiquées, pour que le Directoire s'occupât du moyen de les résoudre. Elles ont été soumises à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes dans un rapport particulier, qui a suivi de près l'envoi des procès-verbaux de votre dernière session. Tout en écartant la possibilité que, ni le Directoire actuel, ni ses successeurs, dans aucune de leurs attributions, et, principalement, dans la nomination des pasteurs, pussent manquer jamais à la justice, à la plus sévère impartialité, le rapport parlait des craintes exprimées et de l'opportunité de les calmer. J'ai eu l'honneur d'en entretenir verbalement aussi Son Excellence.

«C'est à la suite de ces communications que le Ministre a porté d'office devant vous la question qui figure à votre ordre du jour sous le N° 6.

«Sans doute, Messieurs, la poser, ce n'est pas la résoudre. Elle vous est livrée intacte, et vous en déciderez dans votre sagesse.

« Nous avons tenu seulement à vous faire voir, et je dois le dire à l'honneur de nos deux collègues que cette question intéresse tout personnellement, que si, d'un côté, nous n'avons pu nous associer à des projets de modifications du règlement de 1852; que, si nous avons résisté à tout ce qui pourrait entraver notre action, parce qu'elle doit rester entièrement libre, et dans l'intérêt des paroisses, et surtout dans l'intérêt des pasteurs; que si, selon nous, quelques difficultés exceptionnelles ne sauraient justifier la diminution de cette liberté entre nos mains, d'un autre côté, mais par d'autres moyens, nous cherchons à rassurer ceux que cette même question inquiète, ceux qui ne se fient, ou qui ne se fieront pas assez, dans la suite, au soin mis par le Directoire à faire ces nominations.

« 3. *Personnel ecclésiastique. Tableau d'ancienneté et notes.* Conformément à votre décision du 25 octobre 1856, rendue sur la proposition de M. Frédéric Cuvier, nous avons joint au tableau par rang d'ancienneté des pasteurs, aumôniers, pasteurs-vicaires, vicaires et candidats au saint ministère, des notes fournies par MM. les Inspecteurs respectifs sur ceux de ces ecclésiastiques qui sont en fonctions, et, pour ce qui concerne les candidats, les notes obtenues pendant leurs études. Selon votre décision encore, ces notes ne sont point consignées sur l'état, mais restent réservées à votre disposition exclusive, telles qu'elles ont été fournies par les fonctionnaires compétents. Elles ont pour but de vous faire juger plus facilement des nominations dont nous vous rendrons compte. Cependant, nous nous réservons de nous expliquer sur ces renseignements toutes les fois que notre appréciation ne se sera point trouvée parfaitement d'accord avec eux.

« 4. *Règles à suivre par tout pasteur pour céder momentanément sa chaire.* Une autre question nouvelle se trouve portée à l'ordre du jour de la présente session, savoir celle sous N° 5. Vous en avez décidé l'examen sur la proposition de M. l'Inspecteur Cuvier.

« Privés que nous sommes de son concours oral, nous avons, du moins, désiré qu'il nous le donnât écrit, et, sur notre demande, il a bien voulu nous envoyer des notes que nous déposons sur le bureau pour le moment de la discussion.

« 5. *Comptabilités de la Confession d'Augsbourg.* La Commission permanente chargée par vous, depuis 1853, d'examiner ces comptabilités, aura, cette année, à porter son attention sur celles des églises de l'Inspection de Montbéliard. Nous avons joint à ces comptes un exposé de la situation de ces paroisses, au point de vue de leur administration financière.

« 6. *Catéchismes.* Vous deviez, l'an dernier, discuter le rapport de la Commission des catéchismes. Sur la proposition de M. l'Inspecteur ecclésiastique Bruch, vous avez, dans votre séance du 27 octobre, renvoyé cette discussion à la session actuelle. De nouveaux matériaux, parvenus à la Commission, peu de temps avant notre dernière réunion, avaient

rendu cet ajournement nécessaire. Vous en avez profité pour décider aussi que, dans l'intervalle, les pasteurs seraient invités, par l'intermédiaire de leurs Inspecteurs ecclésiastiques respectifs, à adresser au Directoire leurs observations sur la question des catéchismes et, en particulier, sur ceux de ces livres dont votre Commission avait eu à s'occuper. Ces travaux nous sont parvenus et ont été renvoyés par nous à la Commission; mais la diversité des avis exprimés et les difficultés de résoudre d'une manière satisfaisante cette grave question des catéchismes, vous feront peut-être reconnaître l'opportunité d'en renvoyer encore l'examen, et, cette fois, à un temps indéterminé. Les vœux qui nous avaient été exprimés pour qu'elle vous fût soumise, les efforts que nous avons faits, tous, pour amener un heureux résultat, ne semblent pas devoir prévaloir contre telles conséquences qu'entraînerait une mesure générale immédiate.

«M. l'Inspecteur ecclésiastique de Bouxwiller, le seul qui dans son rapport général se soit expliqué à cet égard, et qui l'a fait comme organe de son Inspection, croit devoir déclarer que les circonstances actuelles, où les tendances religieuses sont si divergentes, ne semblent pas favorables à l'introduction d'un catéchisme uniforme. Dans tous les cas, l'Inspection de Bouxwiller ne voudrait pas voir adopter, comme tel, celui dit «de la Conférence pastorale.»

«Nous vous faisons distribuer, Messieurs, le rapport supplémentaire de la Commission.

«7. *Liturgie.* Les mêmes obstacles semblent s'opposer, pour quelque temps encore, à l'adoption d'une nouvelle liturgie.

«Dans votre séance du 28 octobre 1856 et sur la proposition de la Commission, vous aviez remis à discuter la question de liturgie, pour que, dans l'intervalle, les Consistoires fussent consultés.

«Leurs réponses, Messieurs, ont été bien diverses. MM. les Inspecteurs ecclésiastiques de Bouxwiller et de Colmar, dans leurs rapports généraux, sont explicites pour un sursis indéterminé en ce qui concerne la liturgie allemande. S'il était prononcé, comme nous pouvons le prévoir, nous aurions à regretter, comme nous l'avons fait à l'égard des catéchismes, que les vœux exprimés, il y a quelques années, en faveur de l'uniformité; que les efforts, les concessions réciproques même, faits pour y arriver, soient venus se briser contre la diversité d'opinions et les susceptibilités dogmatiques qui se sont manifestées.

«Quant à la liturgie française, les églises qui ont émis leur vœu demandent le maintien de la liturgie actuelle, sauf de légères exceptions qui ne portent que sur quelques mots ou quelques phrases. Le *statu quo* serait donc ce qu'il y aurait de plus opportun selon la Commission. Il épargnerait les frais considérables d'une réimpression dont les différences avec l'ancienne édition n'auraient qu'une utilité imperceptible et toute de forme, sans profit aucun pour l'Eglise.

«Nous vous avons envoyé assez longtemps avant l'ouverture de cette session, le nouveau rapport de la Commission.

«8. *Gymnase.* a) *Classe de 9^{me}.* De toutes les mesures que vous avez ordonnées concernant le Gymnase, une seule est restée provisoire; c'est le maintien de la classe de 9^{me}. La suppression de cette classe avait été proposée et décidée dans un moment où elle semblait peu florissante. Elle n'a pas tardé à reprendre; elle est une pépinière indispensable pour le recrutement de la 8^{me}, à laquelle elle prépare des élèves de forces à peu près égales. Tous les professeurs de l'établissement ont demandé qu'une plus longue expérience fût faite avant que la 9^{me} disparût du nombre des classes du Gymnase. Vous avez consenti à l'essai; il a été heureux. L'existence de la 9^{me} paraît assurée, et, aujourd'hui, d'accord avec le Séminaire, nous vous proposons de la maintenir.

«b) *Éméritat des professeurs.* Sur la proposition de notre honorable collègue, M. de Bussierre, vous nous aviez invités à examiner si la Caisse de l'Éméritat des professeurs du Gymnase ne pourrait pas être rattachée à la Caisse générale des retraites fondée par l'État.

«Nous avons préparé à ce sujet un rapport qui vous a été distribué.

«Vous jugerez, Messieurs, s'il y a lieu de le renvoyer à une Commission.

«9. *Caisses des veuves de pasteurs.* Nous attendons prochainement le décret impérial qui déclarera établissement d'utilité publique la Caisse des veuves de pasteurs établie à Strasbourg.

«Celle de Montbéliard, en instance pour le même résultat, a eu à répondre à quelques observations que l'examen de ses statuts a suggérées à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Nous espérons que cette réponse aura paru satisfaisante. Nous l'avons fortement appuyée.

«10. *Collecte pour la construction d'édifices religieux.* Nous avons continué à recommander cette œuvre.

«Depuis notre dernière session, nous avons alloué :

«A Aubure, subvention aux frais de réparations à l'église. 650^f —^c

«A Saverne, pour solder les frais de construction de l'église. 3000 —

Total . . . 3650 —

«Au 1^{er} septembre 1857, le total des sommes recueillies pendant l'année s'élevait à 6703 05

«Il est juste de mentionner spécialement une somme de 400 florins, votée, le 8 juillet dernier, en faveur du prochain oratoire de Haguenau, par la société de Gustave-Adolphe du Grand-Duché de Bade, à la suite d'un appel verbal que lui avait fait entendre notre honorable collègue, M. Bruch.

«Le total des sommes recueillies, depuis l'établissement de la collecte prescrite, pour la première fois, par la circulaire directoriale du 31 octobre 1850, et si souvent recomman-

dée par nous, s'élève, au premier septembre 1857, l'Inspection de Montbéliard toujours exceptée, à 51167¹ 09⁴

«Dont il faut déduire pour frais généraux 343 80

Restent 50823 29

«Les sommes allouées par nous à diverses localités, se montent à 45083 01

«Il reste en caisse un reliquat actif de 5740 28

«Nous déposons sur le bureau un état de situation de l'œuvre pour les *sept* Inspections qui y concourent. Il est inséré au Rec. offic. T. XIV p. 98

«Le résultat, nous l'avons déjà dit souvent, est resté bien au-dessous de ce que nous devions attendre. Plusieurs localités qui ont eu foi dans l'entreprise, ne recevront pas, de longtemps, satisfaction des besoins auxquels elle devait pouvoir. Nous ne pouvons qu'espérer des temps meilleurs, et, jusque-là, faire fructifier autant que possible les faibles ressources qui sont mises à notre disposition.

«Les autorisations si longtemps attendues d'acquérir, à Schlestadt, la maison qui nous y sert d'église, à Benfeld et à Haguenau, les terrains où nous construirons plus tard des oratoires, ces autorisations nous ont été enfin accordées. Nous en sommes reconnaissants envers le Ministre de Sa Majesté auquel nous les devons.

«11. *Litige de Bouxwiller.* Au moment où nous pensions toucher à la transaction dont nous vous avons annoncé le projet l'an dernier, et que nous attendions de la haute intervention de M. le Préfet du Bas-Rhin, de nouvelles difficultés ont remis toute l'affaire en question. Les bases de la transaction, communiquées, d'abord, par M. le Préfet à M. le Ministre de l'Intérieur, n'ont pas obtenu l'approbation de Son Excellence, qui a renvoyé le Consistoire de Bouxwiller à se pourvoir au Conseil d'État.

«D'un autre côté, le budget de l'hospice a été approuvé sans aucun crédit pour traitement de pasteurs.

«Enfin, l'hospice est allé plus loin que par le passé dans l'inexécution de ses charges, en refusant désormais de payer les frais d'assurance contre l'incendie des bâtiments ecclésiastiques dont l'entretien lui incombe.

«Le Consistoire n'est point l'adversaire juridique de l'hospice; ce n'est point au Consistoire à porter le litige, soit devant les tribunaux civils, soit, selon l'opinion de M. le Ministre de l'Intérieur, devant le Conseil d'État.

«Les charges non exécutées par l'hospice consistent en réparations d'édifices religieux, entretien de cimetières et en traitements de pasteurs. En ce qui concerne les immeubles en souffrance, c'est aux communes lésées à actionner l'hospice. Le Consistoire ne le pourrait à aucun titre; d'ailleurs, un certain nombre de ces églises sont *mixtes*, et les deux cultes ont le même intérêt à ce qu'elles soient entretenues en bon état. La suppression du traitement des pasteurs — fait étrange, lorsqu'on songe que c'est avec le Gouvernement

qu'ont été arrêtées les divers contingents de ces traitements, auxquels il contribue lui-même, et qui retomberaient tout entier à sa charge, si l'hospice devait triompher — cette suppression, disons-nous, est un préjudice personnel aux pasteurs; le Consistoire n'aurait pas qualité pour en demander réparation. Dans un rapport du 15 octobre courant, qui développe ces diverses propositions, nous nous sommes adressés à S. Exc. M. le Ministre des Cultes, avec le ferme espoir que sa haute intervention mettra enfin un terme aux divers préjudices dont l'hospice prend de plus en plus sur lui la grave responsabilité.

«II. 1856-1857.

«12. *Rapports des Inspecteurs ecclésiastiques.* Avant de vous présenter le résumé des rapports de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques, nous devons faire remarquer que ces divers travaux ne portent point sur des périodes égales de temps. La date de l'envoi qui nous en est fait varie elle-même beaucoup. Nous prions nos honorables collègues ecclésiastiques de rentrer dans les limites tracées par le règlement ministériel du 10 novembre 1852, qui précise, article 15, que l'Inspecteur ecclésiastique adressera son rapport général au Diocèse *dans le premier trimestre de chaque année et pour l'année précédente.* Le rapport doit donc porter du 1^{er} janvier au 31 décembre.

«C'est le seul moyen pour nous d'embrasser à la fois les huit Inspections, et de vous en présenter le tableau général par année. Pour étendre leur rapport jusque sur l'année courante, quelques-uns de MM. les Inspecteurs nous envoient leur travail à des époques trop incertaines et souvent trop rapprochées de la session où nous aurons à en rendre compte. Ce compte sera plus facile quand ces travaux nous seront parvenus pour le temps et dans le délai indiqués par le règlement.

«MM. les Inspecteurs ecclésiastiques rendent, en général, un compte satisfaisant de leurs Inspections respectives.

«Dans quelques-uns de leurs rapports nous avons relevé les observations et les renseignements qui suivent :

«a) *Inspection de Paris.* M. l'Inspecteur ecclésiastique de Paris fait connaître que, depuis quelques années, le nombre des jours de communion avait été augmenté dans l'église des Billettes. Celui des communicants a démontré l'utilité de la mesure qui, dans le cours de 1857, a été étendue à la Rédemption. Les communicants ont été jusqu'ici peu nombreux, cependant il y a progrès.

«Les services du soir qui ont été établis dans les deux églises, la veille des grandes fêtes et pendant la semaine sainte, ont été bien accueillis par la communauté, et sont assez suivis.

«Notre église de Paris a des conférences pastorales mensuelles.

« Quelques cas d'intolérance et de prosélytisme, à l'égard des malades et des détenus de notre Confession, se sont présentés dans les hôpitaux et dans les prisons. L'administration s'est montrée, en général, empressée à réprimer le zèle intempestif auquel ils étaient dus. Presque toujours nos pasteurs n'ont eu qu'à se louer des directeurs des hôpitaux.

« Le règlement sur la confirmation donne toujours lieu à de grandes difficultés, quant à l'âge de la première communion; elles se manifestent surtout dans les ménages de cultes différents. On veut pouvoir placer aussitôt que possible les enfants en apprentissage; on demande que, comme dans l'Église catholique, les catéchumènes soient reçus à l'âge de onze ou de douze ans, et l'on menace de les lui envoyer en cas de refus. Il est arrivé, mais rarement, qu'une inflexible fermeté a réussi; le plus souvent elle tourne à notre préjudice.

« b) *Inspection de S-Thomas.* Après un tableau très satisfaisant de l'état général de son Inspection, M. l'Inspecteur Bruch constate que par la nomination de M. le pasteur Rittelmeyer à Graffenstaden, et grâce au dévouement et à la sagesse du pasteur, la paroisse a été complètement apaisée.

« En rendant compte de l'activité dévouée de M. le pasteur de Waldersbach, M. Bruch nous apprend que cet ecclésiastique a parfaitement organisé la collecte du sou mensuel par les jeunes gens confirmés des trois dernières années. Étant ainsi entré dans les rapports les plus intimes avec ces jeunes gens, il en a profité pour les réunir tous les premiers dimanches du mois et leur faire un culte spécial après les services publics.

« Comme les églises de la paroisse de Waldersbach sont trop petites pour permettre aux enfants d'école de fréquenter le service divin du dimanche matin, M. Witz a établi pour ces enfants un service spécial qu'il célèbre tous les quinze jours, le jeudi matin. A ces services assistent les instituteurs et beaucoup de parents. Les enfants étant ordinairement habillés très légèrement, et souvent mouillés par la neige ou la pluie, M. Daniel Legrand a fait placer dans l'église de Waldersbach un fourneau qui est chauffé pendant les mois d'hiver aux frais du pasteur.

« c) *Inspection de Bouxwiller.* Le rapport de M. l'Inspecteur ecclésiastique de Bouxwiller comprend une partie de l'année 1856 et une partie de l'année 1857.

« Il avait visité, de 1853 à 1856, toutes les paroisses de son Inspection et a recommencé ses tournées. Une maladie l'a empêché de voir plus de huit paroisses, mais il a été tenu parfaitement au courant par sa correspondance avec MM. les Présidents de Consistoires.

« M. l'Inspecteur renouvelle ses plaintes bien naturelles du long retard qu'éprouve la solution du litige entre l'hospice et le Consistoire. Nous vous avons tout-à-l'heure présenté l'état actuel de l'affaire.

«M. l'Inspecteur de Bouxwiller appelle notre attention sur la difficulté de jour en jour croissante de réunir les Consistoires. Le motif en serait, que les laïques ne prennent plus le même intérêt qu'autrefois aux discussions, sous une législation à laquelle on reproche de ne leur plus conférer qu'une action indirecte et secondaire dans les intérêts de l'Eglise, et de ne plus guère les appeler qu'à approuver les actes des Conseils presbytéraux. Une autre cause de découragement se trouverait dans la réduction trop sensible de la circonscription de quelques Consistoires.

«Nous rapprocherons ces plaintes de manifestations toutes contraires dans d'autres Inspections où le zèle et l'assiduité des Consistoires sont signalés comme toujours croissant. D'où vient le refroidissement dans l'Inspection de Bouxwiller? Nous ne pouvons pas l'attribuer à la création de nouveaux Consistoires, formés d'une partie de tels Consistoires anciens. Nous ne saurions l'imputer davantage aux droits donnés aux Conseils presbytéraux par la législation et la réglementation nouvelles : l'on a réclamé pendant bien longtemps des attributions pour les Conseils de paroisses, qui n'en avaient, pour ainsi dire, aucune. Aujourd'hui encore ils n'en exercent que de très restreintes, et tous leurs actes sont soumis à l'examen et à l'approbation du Consistoire. Nous n'accorderons pas non plus que ces derniers Corps n'aient plus qu'une action indirecte et secondaire dans les intérêts de l'Eglise. Leurs attributions, en général, se trouvent au contraire augmentées. Il en est une, il est vrai, qui, pour eux, ou plutôt, dans la plupart du moins, pour leurs membres ecclésiastiques, a disparu : c'est la nomination des pasteurs. L'on a beaucoup trop affecté de dire que, ce droit enlevé, les Consistoires n'en avaient plus. Il leur reste toujours à veiller aux principaux intérêts de l'Eglise, qui sont indépendants du choix de tel ou tel pasteur. Mais nous croyons entrevoir une autre cause d'abstention des laïques aux séances de certains Consistoires; c'est la suppression du droit de présence qu'ils percevaient autrefois, droit que le Consistoire général avait déjà supprimé en 1844, dans une session qui n'a pas obtenu l'approbation du Gouvernement, droit dont la suppression a définitivement été décidée par l'assemblée supérieure de notre Eglise dans sa séance du 24 Juillet 1851. L'habitude ancienne à cet égard était bien difficile à déraciner.

«M. l'Inspecteur de Bouxwiller rend compte de l'inauguration de la paroisse de Saverne et de l'installation de son premier pasteur. A cette occasion, il exprime, en son nom et au nom de l'Eglise protestante d'Alsace, une juste et profonde reconnaissance pour le Gouvernement de S. M. l'Empereur.

«d) *Inspection de La-Petite-Pierre.* M. l'Inspecteur Büchschütz a visité vingt paroisses. Au commencement de son consciencieux travail, il renouvelle le vœu, déjà émis dans son rapport de l'année dernière, que MM. les Inspecteurs ecclésiastiques consacrent à leurs tournées quelques dimanches par année, Il invoque à l'appui de cette proposition le caractère plus solennel et, par conséquent, l'influence plus profonde de ces visites; la facilité

plus grande de réunir les conseillers presbytéraux et de leur donner des avis utiles; la possibilité, pour l'Inspecteur, d'assister au culte et aux catéchisations; d'adresser la parole aux communautés, pour les encourager, les exhorter, et pour signaler les abus. Ce vœu, qui nous paraît digne d'être pris en sérieuse considération, est celui que nous exprimions nous-mêmes dans notre rapport de l'an dernier. MM. les Inspecteurs ne sauraient objecter qu'ils sont retenus nécessairement les dimanches dans leurs paroisses. Le Gouvernement avait prévu qu'ils auraient à s'en éloigner, et, parfois, aux jours de colle, quand il disait, dans l'article 12 du décret du 26 Mars 1852, qu'une indemnité leur est accordée pour servir, en partie, à se faire assister dans leurs fonctions pastorales.

«Au reste, M. l'Inspecteur Bruch avait déjà devancé ce vœu, en consacrant habituellement le dimanche à ses tournées. «Pour chaque visite, dit-il dans son rapport de cette année, j'emploie un dimanche entier. Je me rends dans la paroisse avant le service du matin. Après le sermon du pasteur, je monte en chaire pour adresser une allocution à la communauté. Revenu au presbytère, j'y réunis le Conseil presbytéral, que j'interroge sur la situation de la paroisse, sur les rapports entre le troupeau et le pasteur, sur l'état de la paroisse, de l'école etc. Selon les circonstances, j'adresse, après avoir pris ces renseignements, des observations au pasteur. Dans l'intervalle du service du matin à celui du soir, j'examine en détail l'état du presbytère, du jardin curial, de l'église, du cimetière; celui des registres d'inscription du pasteur, des archives de l'église ou du Consistoire; je visite la maison d'école; je m'entretiens avec les instituteurs et les institutrices. Si le temps le permet, je rends visite au Maire de la Commune. Dans le service de l'après-midi, je réunis la jeunesse de la paroisse; le pasteur commence la catéchisation; puis, je le remplace pour continuer l'enseignement religieux et je termine par une allocution adressée aux enfants et aux parents. Ce sont pour moi des journées laborieuses. Aussi est-il évident que je ne puis visiter pendant un dimanche qu'une seule église... Il m'a paru que des tournées faites à la hâte ne produisent aucun bien. J'ai été heureux de me convaincre que dans plus d'une paroisse, la visite que j'y ai faite a laissé de longs souvenirs.»

«Nous prions de nouveau MM. les Inspecteurs ecclésiastiques de faire quelques-unes de leurs tournées le dimanche.

«M. l'Inspecteur ecclésiastique de La Petite-Pierre présente ensuite des observations pleines d'intérêt sur la triste situation de l'instruction primaire dans un grand nombre de paroisses de son ressort et sur les causes de cette situation, qu'il attribue, en grande partie, au progrès, ou, plutôt, aux envahissements de certaines industries nouvelles, qui viennent s'installer jusque dans le sein même de quelques écoles. Nous avons été heureux d'apprendre par le rapport même de M. l'Inspecteur que la situation a été signalée avec énergie, dans un rapport lu au Conseil académique par M. le premier Président de la cour impériale de Nancy. Mais pourra-t-on porter remède au mal?

«Pour donner une idée exacte des manifestations de la charité des paroisses dans son Inspection, pendant l'année 1856, M. Büchschütz, en exprimant le vœu qu'un travail analogue soit présenté, chaque année, par chacun de ses collègues, a dressé deux tableaux, l'un comprenant le relevé général des collectes religieuses et charitables faites, pendant cette période, dans les diverses paroisses de son ressort, l'autre, offrant un état de ces paroisses, classées, d'abord, suivant l'importance de leurs dons, ensuite, d'après des chiffres qui indiquent, en moyenne, la part contributive de chaque fidèle, dans les diverses communautés. Cette moyenne générale, qui est de 56 centimes 7 millimes par tête, a été dépassée dans six paroisses, parmi lesquelles Phalsbourg tient le premier rang; trois paroisses : Postorf, Drulingen et Fénétrange, s'en rapprochent beaucoup. Vingt-une paroisses restent au-dessous.

«M. l'Inspecteur ajoute, cependant, que la charité collective est en progrès dans son Inspection.

«Les collectes pour construction d'édifices religieux, notamment, sont devenues plus fructueuses à la suite de notre circulaire du 16 Août 1856. Des offrandes ont été faites dans quelques paroisses, en dehors de la quête annuelle qui a été fixée désormais à l'anniversaire de la Réformation; des allocations ont été votées par plusieurs associations pieuses; enfin, des quêtes à domicile ont été tentées avec succès. M. le pasteur A. Fr. Liebrich, de Herbitzheim, après avoir traduit en allemand notre circulaire, en a fait faire douze copies pour son église-mère, et autant pour son annexe OErmingen; puis, sur chacun des exemplaires, il a écrit les noms d'un groupe de familles dans lequel il serait lu. Il a exposé en chaire le but de l'œuvre, a annoncé l'envoi de la circulaire et engagé les paroissiens à en prendre à cœur le contenu. Huit jours plus tard, il est allé lui-même, de maison en maison, recueillir les dons, et grande a été sa satisfaction, non seulement du chiffre auquel ils se sont élevés, mais encore, et surtout, de la bonne volonté avec laquelle ils étaient offerts.

«MM. les pasteurs de Harskirchen, d'Altwiller, de Pistorf, de Wolfskirchen, de Fénétrange, et plusieurs autres, ont fait, de même, des efforts louables en faveur de l'œuvre. M. Kontz, d'Altwiller, va lui-même, chaque mois, collecter le sou chez les Anciens de la paroisse; chacun d'eux, à son tour, est chargé de se rendre dans deux ou trois maisons de sa parenté, et le pasteur choisit, chaque année, un certain nombre de catéchumènes, à qui il indique quelques maisons où il s'est rendu d'avance pour s'assurer que les collecteurs n'y éprouveront pas de refus.

«M. l'Inspecteur ajoute, qu'en dehors de cette charité collective, la charité privée est très-active dans son Inspection. Les pauvres y sont nourris, habillés, quelquefois logés avec bonne volonté, même avec empressement, et l'on n'y connaît pas le triste aspect que présente souvent la misère dans les cités populeuses et dans les grands centres industriels.

«En rendant compte des travaux de la conférence des pasteurs de son ressort inspectoral, M. Büchsenschütz exprime le vœu que le Directoire organise des réunions de ce genre dans les huit Inspections — plusieurs n'ont pas attendu notre invitation — et qu'il propose les questions qui y seraient traitées chaque année. C'est là un point à examiner.

«Arrivant aux cinq nominations de pasteurs faites dans le cours de 1856, *) M. l'Inspecteur dit : «Les paroisses attendaient avec confiance que le Directoire fit son choix. Les cinq pasteurs ont trouvé l'accueil le plus bienveillant, et de bonnes relations se sont établies partout entre les troupeaux et leurs conducteurs spirituels. Nul doute qu'avec l'ancien système de nomination, il n'y eût eu agitation, et même effervescence à l'occasion de ces cinq vacances.»

«M. le pasteur de Berg a introduit, depuis une série d'années, un usage digne d'imitation : La fabrique de Harskirchen possède sur la banlieue de Berg un terrain de 50 ares, si improdactif que, mis à bail par enchères, il ne trouvait point d'amateur. Dans l'intention de l'améliorer, M. Kremer en a demandé la jouissance temporaire. Il se fait apporter, par chaque catéchumène qu'il confirme, un jeune arbre fruitier ; ces arbres sont plantés sur le terrain inculte, et comme la moyenne des catéchumènes est de trente ou quarante par année, la terre se change rapidement en verger, et sans aucune dépense la fabrique voit son bien s'améliorer de jour en jour, pour l'époque où elle en reprendra possession.

«e) *Inspection de Wissembourg.* M. l'Inspecteur ecclésiastique de Wissembourg a visité avec soin les Consistoires d'Oberbronn et de Niederbronn. Il y a constaté les résultats les plus satisfaisants. Il y signale cependant un pasteur qui manque de zèle et de tact. Nous lui avons écrit.

«Une conférence pastorale d'Inspection a été établie.

«L'église de Moutterhouse, dont je vous annonçais la prochaine érection dans mon rapport de l'année dernière, et que nous devons à la pieuse générosité de notre honorable collègue, M. de Dietrich, et de sa famille, a été achevée dans le courant de l'année et inaugurée le 23 août dernier. M. l'Inspecteur rend compte avec émotion de cette touchante cérémonie et de la reconnaissance des paroissiens pour leurs bienfaiteurs, dans lesquels est compris leur pasteur, qui déploie dans ses pénibles fonctions le zèle le plus éclairé et le plus dévoué.

«f) *Inspection de Colmar.* M. l'Inspecteur ecclésiastique de Colmar constate, entre autres faits, que le nombre des aspirants catéchumènes ne sachant ni lire ni écrire, va s'affaiblissant de jour en jour. Il attribue ce résultat, en partie, au règlement directorial du

*) MM. Ihlé, à Hangwiller; Hoffmann, à Schœnbouurg; Gerst, à La Petite-Pierre; Ortlieb, à Asswiller; Kromayer, à Sarreguemines.

12 octobre 1852, sur la confirmation, dont la stricte exécution cependant est toujours pleine de difficultés, et, en partie, au goût de la lecture que développent les bibliothèques paroissiales.

«Les nominations de pasteurs faites, en 1856, pour l'Inspection, ont été bien accueillies par les paroisses et par les Consistoires respectifs. «Toutes, dit M. l'Inspecteur, ont témoigné du discernement qu'y a mis le Directoire et ont augmenté la confiance dans l'autorité de l'Église. Même la permutation de Hunawilr a réussi au-delà de toute espérance. Ce nouvel exemple, ajoute M. l'Inspecteur, vient confirmer pleinement l'utilité, la sagesse, la nécessité même de la disposition de l'article 11 du décret du 26 mars 1852, qui accorde au Directoire le droit d'opérer ces sortes de déplacements. Ils sont le seul moyen de faire cesser certaines agitations fâcheuses qui peuvent survenir dans les paroisses, de sauvegarder leurs intérêts spirituels et moraux, et de garantir, en même temps, les intérêts et la considération de quelques pasteurs, trop peu compromis pour pouvoir être l'objet d'une mesure de rigueur, mais dont le maintien à leur poste n'est plus possible.»

«Sans aucun doute, Messieurs, ces observations sont justes; mais ce droit de permutation, si utile, ne pourrait, jamais être exercé dès qu'on admettrait le Consistoire et, surtout, la paroisse, à donner un avis en cas de vacance. Jamais une paroisse ne voudrait d'un pasteur obligé de changer de résidence, quel que soit le motif de la mesure, fût-il même honorable pour lui.

«En rappelant les dernières élections générales, M. l'Inspecteur ecclésiastique de Colmar se plaint du peu d'empressement qu'ont montré, dans un assez grand nombre de localités, les membres actifs de la paroisse à se faire inscrire sur la liste électorale et à prendre part au vote. Toutefois, dans cette abstention, M. l'Inspecteur refuse formellement de voir une marque d'indifférence religieuse, même dans les paroisses où l'inaction a été le plus manifeste. C'est plutôt le préjugé qui s'attache, surtout à la campagne, aux choses encore inexpérimentées, c'est l'ignorance où l'on est, assez généralement, que, s'intéresser activement aux élections des représentants de l'Église, c'est s'intéresser à l'Église elle-même, faire un acte bon et important et, enfin, accomplir un devoir. M. l'Inspecteur pense avec raison que c'est à MM. les pasteurs et à MM. les Inspecteurs de travailler, partout où il en est besoin, à porter remède au mal qu'il signale.

«Les Conseils presbytéraux et les Consistoires ont fonctionné régulièrement, se renfermant, les uns et les autres, dans leurs attributions respectives. Les Conseils presbytéraux ont confiance dans les Consistoires, dont ils apprécient et respectent la position hiérarchique, et les Consistoires ont le sentiment de leur importance et de leur responsabilité. Vous voyez, Messieurs, que, sur ce point, la différence est grande entre les rapports de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques de Bouxwiller et de Colmar.

« Afin de rendre plus fructueuse la collecte pour construction d'édifices religieux, si fortement recommandée, une fois de plus, par notre circulaire du 16 août 1856, la conférence pastorale de l'Inspection de Colmar, sur la proposition de l'Inspecteur ecclésiastique, a fait autographier, et distribuer dans les paroisses, des états destinés à recevoir les souscriptions à domicile. Malheureusement, toutes les localités n'ont pas exécuté la mesure qui avait été arrêtée par la majorité des pasteurs de l'Inspection.

« Le rapport de M. l'Inspecteur de Colmar se prononce aussi contre l'opportunité de donner suite, pour le moment, au projet de liturgie. Il n'est, en majeure partie, dit M. l'Inspecteur, qu'un extrait de la Liturgie de Wurtemberg, et mieux vaudrait conserver tout simplement ce manuel si riche, si complet et, en même temps, si satisfaisant par l'esprit évangélique qu'il respire. Ce n'est pas que l'on repousse l'uniformité; on la regarde, au contraire, comme fort désirable; mais, peut-être, le moment n'en est-il pas venu.

« Au sujet des mariages mixtes, qui sont, d'année en année, plus nombreux dans l'église de Colmar, et en présence des conditions qu'y met le clergé catholique, M. l'Inspecteur émet l'avis que l'autorité supérieure de notre Eglise ne doit pas abandonner à l'appréciation individuelle des pasteurs la règle à suivre. Selon M. l'Inspecteur, le moment est venu d'examiner la question au point de vue du droit et de l'ordre ecclésiastique, comme au point de vue de la dignité personnelle des ministres de notre Eglise.

« Nous sommes très-désireux nous-mêmes, Messieurs, de vous voir porter votre attention sur cette question délicate; nous serions heureux qu'elle fut décidée en principe, et, surtout, de voir MM. les pasteurs se conformer uniformément à la règle que nous aurions tracée.

« Les deux églises protestantes de St^e Marie-aux-Mines se sont réunies, pour ne plus former, dans cette ville, qu'une seule et même Société biblique, célébrant sa fête annuelle, alternativement, dans le lieu de culte de la Confession d'Augsbourg et dans le lieu de culte réformé. M. l'Inspecteur se félicite de cet accord. La première assemblée générale s'est tenue, au mois de Juin 1856, dans l'église de la Confession d'Augsbourg.

« g) *Inspection de Montbéliard.* Parmi les affaires qui ont nécessité l'intervention spéciale de M. l'Inspecteur ecclésiastique de Montbéliard, nous trouvons encore l'introduction d'un livre de cantiques, opérée par un pasteur de sa seule autorité, dans sa paroisse. Nous avons rappelé ce pasteur à l'observation des formes à suivre en pareil cas.

« 13. *Nominations de pasteurs.* Depuis la session de 1856, nous n'avons procédé qu'à dix nominations de pasteurs et à deux nominations de pasteurs-vicaires à des postes d'évangélisation.

«Elles sont consignées dans le tableau suivant :

CURES A POURVOIR.	NOMS ET PRÉNOMS DU PASTEUR NOMMÉ.	SA POSITION AU MOMENT DE LA NOMINATION.
Asswiller, Sarreguemines,	MM. Ortlieb, Frédéric-Auguste, Kromayer, Charles-Désiré,	Pasteur-vicaire à Saverne. Pasteur-vicaire à Sarregue- mines.
Bréveliers,	Orth, Jacques,	Aumônier de la maison cen- trale d'Ensisheim.
Runtzenheim, Gerstheim, Trémoins, Saverne,	Jäger, Charles-Frédéric-Philippe, Pfitzenmeyer, Jacques-Frédéric, Réhillard, Henri-Louis. Gerlinger, Chrétien,	Pasteur à Gerstheim. Pasteur à Runtzenheim. Pasteur à Beutal. Pasteur-vicaire à Saverne. ancien aumônier à l'ar- mée d'Orient.
Beutal, Guelma, (Afrique,) Zutzendorf,	Donzé, Charles-Frédéric, Appel, Philippe, ¹⁾ Haan, Guillaume-Chrétien, ²⁾	Candidat au saint ministère. Idem. Idem.

«Nominations de pasteurs-vicaires.

Massevaux,	Nessler, Charles-Guillaume,	Pasteur-vicaire à Vesoul.
Vesoul,	Zwilling, Louis,	Candidat au saint ministère.

«Les nominations de MM. Ortlieb, à Asswiller, Kromayer, à Sarreguemines, Orth, à Bréveliers, Gerlinger, à Saverne, Donzé, à Beutal, Haan, à Zutzendorf, ne donnent lieu à aucune observation.

«Nous consignons ici un témoignage de regret pour le jeune et digne pasteur, M. Wi-demann, dont la mort prématurée a donné lieu à la vacance de Bréveliers, où nous lui avons donné pour successeur M. Orth.

«Les deux nominations de MM. Jäger et Pfitzenmeyer se sont faites par permutation. De longues divisions entre le Maire et le pasteur de Gerstheim, avaient rendu difficile le maintien de ce dernier dans la paroisse. Il nous eût semblé désirable que, le pasteur y perdant ses fonctions, son adversaire ne fût pas maintenu dans les siennes. »

«En nommant M. Réhillard à Trémoins, nous avons abrégé le temps réglementaire des trois années que tout pasteur est tenu de passer dans une cure, avant de pouvoir être

¹⁾ Ces deux nominations ne sont pas encore confirmées par le Gouvernement.

²⁾ Ce désir a été réalisé depuis la session.

nommé à une autre. Le délai qui restait à courir était court; l'Inspection de Montbéliard offre peu de candidats; M. Rébillard était le *seul* pasteur qui se présentât pour Trémoins; il n'avait pour concurrent qu'un candidat, qui s'était présenté avant même d'avoir soutenu sa thèse. Toutefois, ce n'est pas sans hésitation que nous avons cédé, en nommant M. Rébillard, aux instances de son Inspecteur ecclésiastique.

«Enfin, pour Guelma, et à défaut de candidats tout prêts à se rendre à ce poste lointain, nous avons dû attendre que M. Appel ait soutenu sa thèse, et ce n'est que grâce à une dispense d'âge qu'il a pu être consacré au saint ministère.

«14. *Discipline.* Nous avons dit, Messieurs, sous la rubrique *nominations de pasteurs*, que nous avons fait permuter deux pasteurs.

«Pour statuer à l'égard de quelques pasteurs, dont vous aviez dit, l'an dernier, par l'organe de votre Commission chargée de se prononcer sur notre rapport d'ensemble: *que leur conduite ne saurait demeurer sans désapprobation et sans répression*, nous avons dû attendre que les procès-verbaux de notre session de 1856 fussent approuvés par le Gouvernement. Nous avons prononcé par un arrêté du 15 septembre dernier, inséré au Tome XIV de notre Recueil officiel, page 92.

«Vous trouverez, nous n'en doutons pas, Messieurs, que nous nous sommes conformés à votre invitation: d'allier au respect des convictions personnelles de ces pasteurs, la fermeté nécessaire pour rétablir la paix et le bon ordre dans les paroisses troublées.

«Il nous reste à espérer que ces Messieurs, ramenés au sentiment des convenances et du respect pour l'autorité à laquelle la loi les soumet, ne nous forceront pas à de nouvelles mesures, qui ne sauraient plus, alors, rester dans les limites que nous avons données à celle dont nous vous rendons compte.

«15. *Création de cures.* Nous sommes heureux d'avoir à vous annoncer que, depuis notre dernière session, trois cures nouvelles nous ont été accordées; d'abord celle de Sarreguemines, par décret de S. M. l'Empereur, en date du 14 novembre 1856, puis, celle de Guelma (en Algérie), par décret du 19 janvier 1857, et, enfin, celle de Saverne, par décret du 14 février suivant. La seconde de ces paroisses a été distraite de celle de Bône, qu'elle divise en deux.

«Nous ne vous entretiendrons donc plus, Messieurs, de nos longues démarches pour l'érection de ces deux paroisses de Sarreguemines et de Saverne, qui se sont soutenues pendant si longtemps par les seuls dons des fidèles, par les subventions de la Société d'évangélisation, et, en partie, par les secours des Sociétés de Gustave-Adolphe.

«Rendons grâce au Ministre, qui a trouvé que c'était justice de nous les accorder.

«C'est à M. Roulland aussi que nous devons d'avoir obtenu enfin :

1°) Pour notre cure de Schlestadt, créée depuis 1850, l'autorisation d'acquérir l'im-

meuble qui nous y sert d'oratoire et de maison d'école, et où le pasteur est logé. Le décret est du 5 janvier 1857.

2^o) Pour la même paroisse, l'autorisation d'acquérir, à Benfeld, le terrain où, plus tard, nous comptons faire ériger un oratoire, lorsque le permettra la collecte pour la construction d'édifices religieux. (Décret du 27 décembre 1856.)

3^o) La même autorisation pour le Consistoire de Bischwiller et dans l'intérêt de notre communauté de Haguenau. (Décret du 24 janvier 1857.)

«16. *Algérie.* A la date du 28 mai dernier, nous avons été consultés par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes sur le projet de décret élaboré, par le Consistoire d'Alger, pour l'application à l'Eglise protestante d'Afrique du décret du 26 mars 1852. Ce projet unilatéral, et qui a été adopté déjà par le Conseil de Gouvernement, est, en général, trop réglementaire. Il décide la grave question d'attributions qui divise, depuis si longtemps, le Consistoire d'Alger et le Directoire. Il laisse au Directoire la nomination des pasteurs de la Confession d'Augsbourg; toutefois, cette nomination doit être agréée par un Consistoire supérieur que l'on propose d'établir à Alger. Il y aurait, de même, une Commission permanente ou Directoire. Le projet est muet sur l'intervention du Directoire de Strasbourg dans les poursuites disciplinaires dont pourraient être l'objet les pasteurs de la Confession d'Augsbourg placés en Algérie.

«C'est sur les observations de M. le Général Baron de Chabaud-Latour, nous le savons, que le Consistoire a enfin reconnu le droit du Directoire de nommer les pasteurs de la Confession d'Augsbourg à des postes de l'Algérie. Parmi de nombreuses observations d'une remarquable sagesse, faites par S. Exc. M. le Ministre de la Guerre sur le projet de décret, se trouve celle que le Directoire de Strasbourg ne saurait, sans souffrir dans sa dignité et dans son autorité, consentir à ce que ses nominations ne fussent valables qu'après l'agrément du Consistoire supérieur d'Alger. Mais, en même temps, Son Excellence a cru trouver un moyen de tout concilier, en proposant que le Consistoire supérieur, projeté pour l'Algérie, y nommât indistinctement tous les pasteurs, ceux des paroisses réformées sur la présentation du Consistoire, ceux de la Confession d'Augsbourg sur notre présentation. La condition serait pire que celle qui nous est faite par le projet. Nous reviendrions tout-à-fait au décret du 15 août 1806.

«Nous avons dû combattre ou rectifier, dans nos observations, la plus grande partie des propositions du Consistoire d'Alger.

«Dans un long travail, adressé au Ministre des Cultes en réponse à sa communication du 28 mai, nous avons présenté, d'abord, selon un désir que Son Excellence m'avait exprimé verbalement à une époque rapprochée de sa lettre, un historique complet de l'établissement de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg en Algérie et de ses relations avec l'Eglise réformée. Puis, nous avons discuté un à un les 34 articles dont se compose le

projet d'exécution. Enfin, nous avons soumis à notre tour à Son Excellence un projet de décret et, de plus, un projet de règlement d'exécution.

« Nous déposons sur le bureau ce travail.

« 17. *Biens curiaux. Administration par les receveurs consistoriaux.* Mon rapport général de la dernière session vous annonçait, Messieurs, que nous avions, par une circulaire spéciale, recommandé aux Consistoires et aux paroisses l'exécution de votre règlement sur l'administration des biens curiaux, confiée désormais aux receveurs consistoriaux.

« Soixante Conseils presbytéraux, usant de la faculté que leur laissait l'article 6 du règlement, ont sollicité depuis, en faveur des pasteurs de leurs paroisses respectives, l'autorisation d'exploiter, en totalité ou en partie, les biens de ces cures.

« Nous avons accueilli cinquante-six de ces demandes, soit parce que les biens qui en faisaient l'objet n'offraient qu'une contenance minime, soit parce qu'à raison de leur nature, l'exploitation, par le pasteur, rentrait dans les exceptions de droit ou ne présentait pas les inconvénients auxquels votre règlement est destiné à parer; soit, enfin, parce que des circonstances locales nécessitaient la culture de ces biens par l'usufruitier.

« Mais la contenance des terres curiales de Büttén, de Lorentzen, de Wolfskirchen et de Herbitzheim, pour lesquelles l'exception était demandée, dépasse les limites admises par vous en cette matière, au point que, malgré les sérieuses raisons alléguées en faveur de ces demandes, nous avons jugé nécessaire de les soumettre à votre décision. Nous n'avons, en conséquence, approuvé qu'à titre provisoire les délibérations des Conseils presbytéraux de Wolfskirchen, de Büttén, de Lorentzen, et nous nous sommes abstenus de statuer sur celle de Herbitzheim, qui porte sur un corps de biens de 8 hectares 65 centiares.

« Nous joignons au dossier des diverses demandes en exception qui nous sont parvenues, un relevé sommaire des paroisses qui nous les ont adressées; des titulaires en faveur desquels elles ont été formulées; de la contenance et de la nature des immeubles qui les ont motivées; des observations particulières auxquelles ces biens nous ont paru donner lieu; enfin, de la contenance totale des biens curiaux des paroisses pétitionnaires.

« 18. *Legs.* Dans l'intervalle de nos deux sessions, l'acceptation des libéralités suivantes, faites antérieurement à divers établissements de notre culte, a été autorisée :

« Legs de 500 fr. à l'établissement des diaconesses à Strasbourg, par la dame veuve Baltz, née Friesé. (Décret impérial du 8 décembre 1856.)

« Donation d'une somme de 6,000 fr., par M. le Baron Léon de Bussierre, Conseiller d'État, au profit de l'asile pour les jeunes servantes, annexé au dit établissement. (Décret impérial du 5 décembre 1856.)

« Legs de 1,000 fr. aux pauvres de l'église de St-Pierre-le-Vieux à Strasbourg, par le sieur François-Henri Rasp. (Décret impérial du 17 janvier 1857.)

« Comme legs nouveaux nous avons à mentionner :

« Legs de 20,000 fr. fait au Consistoire de la Confession d'Augsbourg à Paris, par le S^r Louis-Antoine Bayard. (Autorisé par décret impérial du 20 octobre 1856.)

« Legs de 100 fr. fait à chacun des établissements des diaconesses et des jeunes servantes à Strasbourg, par la D^{lle} Anne-Marie Rieffel. (Autorisé par arrêté préfectoral du 26 septembre 1857.)

« Legs de 200 fr. fait à l'établissement des diaconesses à Strasbourg, par la D^{lle} Catherine Blech de Mulhouse. (Autorisé par arrêté préfectoral du 26 septembre 1857.)

« Legs de 100 fr. fait au dit établissement par le S^r Jean-Georges Jost, tourneur à Strasbourg. (Autorisé par arrêté préfectoral du 6 octobre 1857.)

« Legs de 200 fr. fait au dit établissement par le S^r Jean-François Schuler, ancien orfèvre à Strasbourg.

« Legs de 100 fr. fait aux pauvres de l'église du Temple-Neuf à Strasbourg par le sieur Jean-Georges Jost, tourneur à Strasbourg.

« Legs de 10,000 fr. fait aux pauvres de l'église de la Confession d'Augsbourg à Paris, par Madame la Princesse de Liéven.

« Enfin un legs de 300,000 fr. fait au Consistoire de l'église de Colmar, par feu M. Daniel Hanhart, propriétaire, et l'un de ses membres.

« L'acceptation de ces quatre derniers legs n'est pas encore autorisée.

« Nous sommes heureux de constater ces généreuses libéralités dont nous consignons ici toute notre reconnaissance envers leurs pieux auteurs.

« 19. *Subventions du Gouvernement.* Les subventions du Gouvernement pour constructions ou réparations d'édifices religieux ou de presbytères se sont montées, depuis notre dernière session, à 10,970 fr., savoir :

Pour aider aux réparations de l'église de Jébsheim . . .	4500 fr.
Idem Id. de Muntzenheim . . .	600 fr.
Idem du presbytère de Fürdenheim . . .	1980 fr.
Idem Id. de Rott . . .	790 fr.
Idem Id. d'Andolsheim . . .	1800 fr.
Idem Id. de Glay . . .	1300 fr.
	10,970 fr.

« Nous vous prions, Messieurs, de nommer la Commission qui, comme chaque année, aura à examiner le rapport que je viens d'avoir l'honneur de vous présenter.

« Sont nommés au scrutin, pour composer cette Commission : MM. RENOARD DE BUS-SIERRE, ROSSEL, DE DIETRICH, BÜCHSENSCHÜTZ et BRUCH.

Selon l'indication de l'ordre du jour, M. le PRÉSIDENT soumet à la Commission chargée de l'examen des diverses comptabilités de la Confession d'Augsbourg, les comptes des paroisses de l'Inspection de Montbéliard.

Sont nommés membres de la Commission qui sera chargée d'examiner la 5^{me} question de l'ordre du jour :

MM. SCHALLER, EDEL et MASSON.

Au sujet de la 6^{me} question de l'ordre du jour M. RENOÛARD DE BUSSIERRE demande qu'elle soit discutée par l'Assemblée avant d'être livrée à l'examen d'une Commission spéciale : la discussion, en donnant aux diverses opinions l'occasion de se produire, éclairera l'Assemblée sur les Commissaires à nommer, et ces derniers sur le vœu de l'Assemblée ; peut-être aussi le débat rendra-t-il inutile la nomination d'une Commission.

M. le PRÉSIDENT fait observer que l'Assemblée n'a jamais procédé de cette manière ; qu'elle a toujours soumis les questions à l'examen préalable d'une Commission, dont le rapport formait ensuite l'objet de la discussion du Consistoire supérieur.

L'Assemblée, consultée, décide qu'elle discutera la question sans la soumettre à une Commission spéciale.

Cette discussion est fixée au lendemain.

M. le PRÉSIDENT donne lecture de son rapport sur la *possibilité de rattacher la Caisse de l'Éméritat des professeurs du Gymnase à la Caisse générale des retraites, fondée par l'État.*

M. RENOÛARD DE BUSSIERRE explique les motifs qui l'avaient déterminé, l'année dernière, à faire cette proposition. Son but principal était de soulager les fondations qui sont actuellement chargées d'ajouter au montant des retenues opérées sur les traitements des professeurs pour parfaire le chiffre de leurs pensions de retraite ; ces fondations trouveraient un avantage à placer ces retenues dans la grande tontine garantie par l'État.

Après une courte discussion et vu l'impossibilité de décider dans le cours de la présente session une question qui présente quelques complications, l'Assemblée nomme une Commission, qui présentera son rapport dans la session de 1858.

Sont nommés membres de cette Commission : MM. RENOÛARD DE BUSSIERRE, JUNG et RAV.

La séance est levée.

Séance du 23 octobre 1857.

La séance est ouverte à midi.

M. REBOUL, Secrétaire général de la Préfecture, y assiste comme délégué de M. le Préfet.

Tous les membres sont présents, excepté MM. KRATZ, JUNCKER, FRÉD. CUVIER, COULMANN, ORION et SCHIELLEIN, excusés. M. GAUCKLER a rejoint ses collègues.

M. le pasteur BAUM et M. le professeur BOEGNER assistent à la séance, convoqués en qualité de membres de la Commission des Catéchismes.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le PRÉSIDENT donne lecture d'un décret, en date du 21 octobre courant, par lequel S. M. l'Empereur a daigné conférer le titre d'Inspecteur honoraire de l'Inspection de Paris, à M. le pasteur Rodolphe Cuvier, Inspecteur ecclésiastique démissionnaire de la même Inspection.

L'ordre du jour appelle *la continuation de la discussion sur le rapport de la Commission chargée d'examiner les divers Catéchismes en usage dans l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, pour arriver à en réduire le nombre.*

M. le PRÉSIDENT communique à l'Assemblée une lettre par laquelle un membre de la Commission, M. le pasteur Schmidt, président du Consistoire de S^{te}-Aurélie, à Strasbourg, s'excuse de ne pouvoir venir à la séance.

M. BAUM donne lecture du *rapport supplémentaire* suivant de la Commission :

« Messieurs,

« Votre Commission des catéchismes vous ayant demandé, l'an dernier, pour des motifs que vous avez admis, de vouloir bien ajourner à votre session prochaine la discussion de la seconde partie de son rapport, vous avez décidé, le 27 octobre 1856, que, dans l'intervalle, une circulaire serait adressée aux pasteurs pour demander leur avis sur les divers catéchismes en usage dans la circonscription de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg en France. Vous vouliez, par cette mesure, amener de nouvelles lumières sur l'une des graves questions qui vous préoccupent.

« A cette circulaire, que le Directoire a donnée sous date du 8 novembre 1856, vingt-huit réponses, soit collectives, soit individuelles, ont été faites et transmises à votre Commission.

« Trois de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques, savoir ceux de Wissembourg, de S^t-Thomas et de La Petite-Pierre, ont convoqué les pasteurs de leurs Inspections respectives, pour délibérer en commun.

« L'Inspection de Wissembourg est d'accord avec les conclusions de notre premier rapport. — Elle demande, en particulier, que le catéchisme de la Conférence pastorale de Strasbourg soit conservé, sauf à y apporter, lors d'une nouvelle édition, certaines modifications de forme nécessaires. Tous les pasteurs qui assistaient à la réunion font usage de ce livre. M. le pasteur de Soultz-sous-forêts désire le maintien du catéchisme de Boeckh au nombre de ceux qui seront autorisés.

«L'Inspection de St-Thomas se rallie, dans les mêmes termes, aux conclusions du rapport de votre Commission.

«L'Inspection de La Petite-Pierre demande que le petit catéchisme de Luther soit annexé à tout catéchisme, comme indispensable; que le catéchisme de Seiler (introduit dans beaucoup de communes de son ressort) soit maintenu; que le catéchisme de la Conférence pastorale de Strasbourg soit modifié et rédigé lors d'une nouvelle édition, dans un sens plus biblique et plus ecclésiastique (*kirchlicher*).

«Les votes collectifs émanés des pasteurs des quatre autres Inspections sont au nombre de huit.

«Paris adhère aux solutions données par la Commission aux questions générales, sans cependant approuver en tout le latitudinarisme de quelques-uns des considérants. Il n'émet point de vœu particulier au sujet des catéchismes, dont il ne connaît la plupart qu'imparfaitement.

«Les pasteurs des Consistoires de Bischwiller et d'Iltenheim (Inspection du Temple-Neuf) se déclarent, dans l'un à l'unanimité, dans l'autre à la grande majorité, pour les conclusions du rapport et surtout pour la conservation du catéchisme de la Conférence pastorale de Strasbourg, avec de sages modifications dans la forme,

«Les pasteurs du Consistoire de Schwindratzheim (Inspection de Bouxwiller) sont unanimes à se rallier aux principes et aux conclusions énoncés dans le rapport. De même, la grande majorité des pasteurs du Consistoire d'Andolsheim; tandis que les pasteurs du Consistoire de Münster trouvent que le catéchisme de la Conférence, introduit provisoirement dans leur ressort, laisse beaucoup à désirer. Un d'eux, celui de Sultzern, donne la préférence à l'ancien catéchisme de Colmar, tout en se montrant disposé à accepter un catéchisme moderne, à la condition qu'il soit supérieur, pour le fond et pour la forme, à celui de la Conférence pastorale.

«Le Consistoire de St-Julien enfin (Inspection de Montbéliard) se déclare pour le catéchisme évangélique (libre traduction de celui de la Conférence) introduit dans la grande majorité des paroisses de l'Inspection. Il croit devoir se prononcer contre le petit catéchisme de Luther, comme aussi contre l'ancien Manuel intitulé : «*Instructions catéchétiques de Montbéliard*,» qui ne contient pas moins de 1465 questions. Le Consistoire ne trouve pas assez élémentaire le manuel intitulé : *Instructions chrétiennes à l'usage de la jeunesse, par les pasteurs de l'Eglise évangélique des Billettes à Paris*, et, pour cette raison, l'exclut de ses écoles de la campagne.

«Le rapport du Consistoire de St-Pierre-le-jeune (Inspection du Temple-Neuf) qui est au fond un recueil des différents votes des pasteurs de la circonscription, pourra faire la transition aux votes individuels de quelques pasteurs des différentes Inspections. Des cinq pasteurs de ce Consistoire, chacun désire conserver le catéchisme qu'il a introduit lui-même, ou qu'il a trouvé dans sa paroisse; savoir : les pasteurs de St-Pierre-le-jeune et de Bischheim le manuel intitulé : «*Kinderbibel*» et le catéchisme de Boeckh, et le pasteur de

Schiltigheim le catéchisme de la Conférence pastorale et celui de Bœckh, introduits par son prédécesseur, bien qu'il ait à faire la critique de l'un et de l'autre.

«Les votes individuels proprement dits sont au nombre de seize, parmi lesquels ceux de MM. les pasteurs de Hoerd, de Gries, de Brumath, d'Eckwersheim, de Reitwiller, de Hagenau, de Lampertheim, de Berstett, de Neuwiller et de Dossenheim se prononcent, non seulement pour le catéchisme de la Conférence pastorale, introduit dans leurs paroisses respectives, mais encore pour les principes et les conclusions du rapport de votre Commission, se ralliant ainsi à la grande majorité des votes collectifs, soit des Inspections, soit des Consistoires, dont nous avons déjà parlé.

«MM. les pasteurs de Gendertheim, de Dorlisheim, d'Obermodern, de Pfaffenhoffen, de Wickersheim et l'un de ceux de Colmar, se déclarent en faveur, ou du catéchisme de Luther, ou du «*Lautere Lehrbrunn*» (qui est lui-même le catéchisme de Luther) ou du catéchisme de Bœckh, ou enfin de la «*Kinderbibel*». Leur avis est plus ou moins contraire au catéchisme de la Conférence, qu'un de MM. les pasteurs de Colmar trouve «conforme au catéchisme catholique du diocèse de Strasbourg à l'article de la grâce sanctifiante» et M. le pasteur de Wickersheim : «à toute saine pédagogie, entaché de pelagianisme et d'autres hérésies condamnées par les Conciles.»

«Voilà, Messieurs, le résumé succinct des documents que le Directoire a transmis à votre Commission. Elle a eu la satisfaction de voir que la grande majorité des votes collectifs et individuels, émis dans cette matière aussi délicate qu'importante, rendent justice et se rallient aux principes et surtout aux conclusions du premier rapport qui vous a été présenté il y a deux ans.

«Le caractère général de ces votes d'une partie notable du clergé protestant, a, l'on ne saurait le méconnaître, une tendance conservatrice et réclame le maintien du *statu quo*; par conséquent aussi, une liberté sage et circonscrite dans les limites des principes souverains de l'Évangile. A une ou deux exceptions près, aucun des pasteurs qui se sont exprimés, ne voudrait se voir dans la nécessité de renoncer à son catéchisme et de compromettre la paix et le bon ordre dans sa communauté par l'introduction d'un nouveau manuel qui, après un usage de quelques années, et peut-être même de quelques mois seulement, se trouverait aussi avoir ses défauts et ses inconvénients. Nous ne connaissons pas de catéchisme actuellement en usage dans nos paroisses, qui, abstraction faite des défauts que nous avons signalés, ne contienne, au fond, les doctrines évangéliques nécessaires au salut, ni qui, entre les mains d'un bon pasteur, ne puisse fournir le canevas d'une instruction religieuse solide et vraiment chrétienne. Il n'y a donc pas de nécessité absolue, aux yeux de votre Commission, d'interdire aucun des catéchismes en usage; le cas échéant, la mesure serait d'une grande difficulté, qui tomberait presque uniquement à la charge de MM. les Inspecteurs ecclésiastiques et porterait le trouble dans les communautés, sans produire aucun fruit notable et sans avancer le moment de cette uniformité qu'on s'était proposé d'atteindre.

« Votre Commission, tout en maintenant pour le fond les principes et les conclusions énoncés dans son premier rapport et approuvés par la grande majorité des pasteurs de notre Église, a donc l'honneur de vous proposer d'autoriser les catéchismes qu'elle a signalés dans ces mêmes conclusions et de tolérer les autres introduits aujourd'hui ; ces derniers sont en petit nombre et ne manqueront pas de disparaître avec le temps. Elle trouverait nécessaire en même temps que vous défendissiez aux pasteurs d'introduire d'autres catéchismes dans leurs paroisses respectives, ni d'apporter aucun changement à l'état de choses actuel, sans y avoir été autorisés par le Directoire, sur l'avis du Consistoire et de l'Inspecteur ecclésiastique du ressort.

« Ce serait sauvegarder cette sage liberté qu'elle a réclamée pour notre Église, et mettre les communautés à l'abri de changements arbitraires qui, sans nécessité, causent de nouvelles dépenses aux familles et ne font, le plus souvent, que troubler les consciences.

« Les membres de la Commission ;

« *Signé* : BRUCH, EDEL, BAUM, secrétaire. »

« Le soussigné adhère aux propositions du présent rapport supplémentaire, tout en se référant aux observations sur le rapport de la Commission des catéchismes, qu'il a eu l'honneur de soumettre, il y a deux ans, à M. le Président et à MM. les membres du Consistoire supérieur et qu'il croit devoir maintenir.

« *Signé* : BOEGNER, membre de la Commission.

Sur l'observation de M. l'Inspecteur BÜCHSENSCHÜTZ, que la distinction que la Commission propose d'établir entre les Catéchismes autorisés et les Catéchismes purement tolérés, implique appréciation de la valeur de ces ouvrages, valeur qui n'a pas encore été discutée, et qui pourrait être appréciée d'une manière différente, la Commission retire cette partie de ses conclusions.

Quant à l'autre partie, celle qui concerne l'introduction dans les paroisses, de catéchismes qui n'y étaient point en usage, l'Assemblée déclare maintenir les décisions prises par elle à cet égard, dans sa séance du 24 octobre 1855. (Rec. offic. T. XIII. p. 104.)

Enfin elle décide, sur la proposition de M. l'Inspecteur BRUCH, que : *l'usage du Catéchisme de Luther sera seul autorisé, en cas de conflits provoqués par l'usage simultané de plusieurs Catéchismes.*

M. le PRÉSIDENT résume de la manière suivante et soumet au vote de l'Assemblée les résultats de la discussion qui vient d'avoir lieu :

1°) Maintien provisoire du *statu quo* en ce qui concerne les Catéchismes actuellement en usage dans les Églises de la Confession d'Augsbourg.

2°) Nécessité de soumettre hiérarchiquement au Conseil presbytéral, au Consistoire, à l'Inspecteur ecclésiastique et au Directoire toute proposition tendant à substituer, dans une paroisse, l'un de ces ouvrages à celui qui y est usité.

3°) Nécessité de soumettre au Consistoire supérieur tout Catéchisme nouveau, manuscrit ou imprimé, dont l'auteur désire l'introduction dans l'Église.

4°) Autorisation exclusive du Catéchisme de Luther, en cas de conflits provoqués par l'usage simultané de plusieurs catéchismes.

Adopté.

M. le PRÉSIDENT informe l'Assemblée, qu'il a tout récemment reçu et renvoyé à la Commission un Catéchisme publié, il y a quelques années, par M. Charles Cuvier. Ce Catéchisme est celui de Luther, augmenté de citations des Saintes-Écritures et de Commentaires. — Ce livre est soumis à l'examen du Consistoire supérieur.

M. le PRÉSIDENT ajoute qu'il a reçu un catéchisme manuscrit, que l'auteur, M. le pasteur Küss de Westhoffen, soumet à l'examen du Consistoire supérieur.

Appliquant les principes qu'elle vient de poser et de rappeler, l'Assemblée décide de renvoyer l'examen des deux ouvrages à une Commission, qui présentera son rapport dans la session prochaine.

M. l'inspecteur BRUCH demande que chaque Inspecteur soit chargé de dresser et envoier au Directoire un état exact des Catéchismes en usage dans les paroisses et dans les écoles de son ressort.

Appuyé.

La discussion close, M. le PRÉSIDENT remercie la Commission des Catéchismes du zèle et de l'activité qu'elle a mis à la tâche importante que lui avait confiée le Consistoire supérieur.

MM. BOEGNER et BAUM se retirent.

Sont nommés membres de la Commission, qui sera chargée d'examiner les Catéchismes de M. Charles Cuvier et de M. le pasteur de Westhoffen :

MM. BRUCH, BOEGNER et BAUM, membres de l'ancienne Commission des Catéchismes.

L'ordre du jour appelle la discussion sur *l'opportunité de soumettre à une réélection périodique les membres du Directoire qui y sont délégués par le Consistoire supérieur.*

M. le PRÉSIDENT reproduit sommairement les motifs, déjà développés dans son rapport, et qui ont porté le Directoire à proposer au Ministre la mise de cette question à l'ordre du jour de la session.

M. RENOÜARD DE BUSSIERRE se prononce pour le renouvellement périodique des membres qui sont à la nomination du Directoire ; mais cette mesure, selon lui, en appelle nécessairement une autre, savoir : la réélection périodique de tous les membres laïques du Consistoire supérieur. Ils ont eux-mêmes un mandat, et il serait difficile de concevoir qu'ils restassent inamovibles, tandis que leurs mandataires au Directoire ne le seraient point. Il voudrait voir, les uns comme les autres, soumis à réélection tous les six ans.

M. ROSSEL ne verrait qu'avec peine des membres du Directoire sujets à être révoqués. Le principe du renouvellement du mandat ne saurait, selon lui, s'appliquer à ce Corps, qu'il considère comme une sorte de magistrature, comme un pouvoir naturellement inamovible.

D'ailleurs, la réalisation de la mesure proposée constituerait dans le Directoire deux parties différentes, l'une permanente de fait, l'autre mobile : il y aurait dans cette situation une anomalie qui suffirait à l'honorable membre pour repousser la mesure.

Enfin, ces renouvellements lui paraissent de nature à entraîner des conséquences fâcheuses pour la dignité et l'autorité directoriales.

L'argument tiré des inconvénients que pourrait produire, pour les nominations de pasteurs, un système dogmatique dans le sein du Directoire, est sérieux, mais n'effraie point M. ROSSEL; il ne croit guère que la prévision se réalise, et, dans le cas contraire, l'abus provoquerait dans le sein du Consistoire supérieur des manifestations qui suffiraient sans doute à ramener les membres délégués ou à déterminer leur retraite.

M. JUNG : « En déléguant deux de ses membres au Directoire, le Consistoire supérieur n'entendait pas donner à cette autorité des surveillants, des contrôleurs de ses actes, mais des collaborateurs. C'est un mandat de confiance de l'Assemblée à des hommes doués de certaines aptitudes et de connaissances spéciales. Il importe qu'ils restent au pouvoir pour mûrir leurs facultés dans le maniement des affaires. Autrement, vous les exposez à perdre le fruit de leur expérience et à sortir de leurs fonctions au moment où ils pourraient s'y rendre le plus utiles. »

M. l'Inspecteur BAUCH, après avoir fait ressortir tout ce qu'il y a d'honorable pour le Directoire dans les motifs qui ont déterminé sa proposition, déclare qu'il est, en principe, pour le renouvellement des Corps et des fonctionnaires sortis de l'élection. Il se prononce, comme M. de Bussierre, non seulement en faveur de la réélection périodique des deux délégués du Consistoire supérieur au Directoire, mais encore pour celle de tous les membres laïques du Consistoire supérieur. Il s'étonne que l'initiative de la proposition ne soit pas émanée de l'Assemblée elle-même.

Le Directoire a été assimilé à un corps judiciaire; il n'est qu'un pouvoir exécutif, et il serait difficile de comprendre pourquoi le renouvellement ne l'atteindrait pas.

Il y faut, il est vrai, des hommes de connaissances et d'aptitudes spéciales; mais les membres du Consistoire supérieur, initiés déjà jusqu'à un certain point aux affaires de l'Église, peuvent ensuite aisément en continuer l'étude dans le sein du Directoire.

La crainte a été exprimée que ces renouvellements périodiques ne produisent quelque agitation dans l'Église; l'expérience des dernières années peut rassurer à cet égard; les élections s'y sont faites jusqu'ici avec un ordre parfait. Elles y causent sans contredit un certain mouvement, mais qui n'est que de la vie et peut devenir pour les communautés un véritable bienfait.

Il a été dit aussi que le renouvellement périodique du Consistoire supérieur serait

inutile, attendu que ce Corps se renouvelle naturellement par les décès, les retraites etc. En effet, ces causes ont déjà produit quelques lacunes parmi nous ; mais il pourrait arriver aussi qu'avec le temps les membres de l'Assemblée atteignent un âge où les déplacements leur seraient pénibles, où ils se dispenseraient volontiers d'assister aux séances ou n'y porteraient plus le zèle et l'activité nécessaires.

M. l'Inspecteur rappelle, en terminant, qu'il y a un certain nombre d'années, le Directoire ne se composait plus que de trois membres dont l'un était aveugle. Il était même arrivé une fois que personne ne s'était rendu à la convocation du Consistoire général, bien que les sessions n'eussent lieu alors qu'à de longs intervalles.

M. le PRÉSIDENT, en confirmant ces faits, et en énumérant les avantages que peut procurer le renouvellement, invite avec instances l'Assemblée à ne pas laisser échapper l'occasion qui lui est offerte d'assurer la possibilité de remplacer ses mandataires. De vifs regrets pourraient suivre plus tard le rejet de la 6^e question de l'ordre du jour.

La proposition du Directoire n'a rien d'offensant pour les deux délégués du Consistoire supérieur, rien qui engage sa liberté. S'il est satisfait de ses mandataires, rien ne l'empêchera de leur continuer son mandat, et, sauf des circonstances exceptionnelles, il ne manquera pas de le leur conserver.

M. BOECKEL déclare que lui et son collègue, M. Kratz, ont accueilli avec joie la proposition du renouvellement.

M. DE BUSSIERRE fait remarquer que les deux délégués ne feront que fortifier leur mandat en le retremant dans la source où ils l'ont puisé.

M. RAU et M. l'Inspecteur MEYER s'accordent avec M. BRUCH à voir dans la question du renouvellement du Consistoire supérieur et de ses délégués une question d'organisation et de vitalité pour l'Église.

M. GAUCKLER appuie cette opinion.

M. le PRÉSIDENT se prononce à son tour pour le renouvellement partiel et périodique du Consistoire supérieur.

M. JUNG déclare que si cette proposition est adoptée, il ne s'opposera plus à la réélection des deux délégués de l'Assemblée au Directoire. Il avait combattu cette dernière mesure dans la crainte que le Consistoire supérieur, n'étant pas renouvelé, ne fût hors d'état de trouver des remplaçants aux hommes spéciaux délégués par lui au Directoire.

Il considère le renouvellement du Consistoire supérieur et celui de ses mandataires comme deux faits parfaitement connexes.

M. PRUGEOT adhère à cet avis.

M. l'Inspecteur SCHALLER exprime la conviction que cette double mesure serait accueillie avec joie par les Inspections.

Personne ne demandant plus la parole, l'Assemblée décide, à une très grande majorité, qu'il y a opportunité de soumettre à un renouvellement périodique les deux membres du Directoire qui sont à la délégation du Consistoire supérieur. Elle décide de même, et cette

fois à l'unanimité, qu'il y a lieu de prier le Gouvernement de soumettre le Consistoire supérieur lui-même à un renouvellement périodique.

En ce qui concerne les mesures d'exécution, l'Assemblée exprime le vœu que les renouvellements proposés s'opèrent tous les trois ans par moitié, de telle sorte qu'à la fin de chaque période triennale un des délégués du Consistoire supérieur au Directoire et un député laïque de chaque Inspection soient soumis à la réélection. Pour la 1^{re} fois, les sortants seraient désignés par le sort.

La séance est levée.

Séance du 24 octobre. 1857

La séance est ouverte à midi. M. le Secrétaire général de la Préfecture y assiste, comme délégué de M. le Préfet.

Tous les membres sont présents, excepté MM. KRATZ, JUNCKER, COULMANN, FRÉD. CUVIER et DRION, excusés. M. SCHIELLEN a repris son siège à l'Assemblée.

MM. CH. CUVIER, M. le professeur SCHMIDT et M. le pasteur BLEND assistent à la séance en qualité de membres de la Commission de Liturgie.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la *continuation de l'examen du projet d'une Liturgie générale pour l'Église de la Confession d'Augsbourg.*

M. le PRÉSIDENT communique à l'Assemblée une lettre par laquelle un membre de la Commission. M. le pasteur HERTER, s'excuse de ne pouvoir se rendre à la séance.

M. CH. CUVIER, rapporteur, donne lecture d'un rapport supplémentaire de la Commission.

«Messieurs,

«La Commission chargée par vous, il y a trois ans, d'élaborer un projet de Liturgie allemande et de Liturgie française, pour l'Église de la Confession d'Augsbourg, a eu l'honneur de vous soumettre, dans votre session de 1856, le résultat de ses travaux, et vous avez invité, depuis, les Consistoires et les Pasteurs à en prendre connaissance et à transmettre leur avis à la Commission, qui devait en profiter pour donner aux deux projets de Liturgie leur forme définitive.

«Vos instructions ont été suivies, et nous venons aujourd'hui vous présenter notre rapport et nos dernières conclusions.

«Nous croyons devoir, avant tout, vous rappeler les principes qui ont présidé à notre travail, pour ce qui concerne la *Liturgie allemande.*

«Quant au fond, nous avons dû poser pour base la Parole de Dieu et la doctrine de l'Église.

«Quant à la forme, nous étions dans l'obligation de nous conformer à l'Agende pres-

crite par le Consistoire supérieur, et il vous a paru nécessaire, aussi bien qu'à nous, que le nombre des prières fût assez restreint pour qu'elles pussent être jointes au Recueil de cantiques, afin d'être mises entre les mains des fidèles.

«D'un autre côté, il était de notre devoir de conserver la tradition, tout en donnant, dans les limites de la vérité et de la charité, satisfaction à des besoins d'un autre ordre.

«La tâche était délicate, difficile, impossible aux yeux de quelques-uns. Nous l'avons tentée cependant, par déférence pour l'Autorité supérieure qui nous en faisait une obligation.

«Et d'abord, pour concilier, autant que possible, toutes les exigences, nous avons senti que nous devions nous abstenir de composer nous-mêmes les formulaires et les prières, qui exigent l'onction du Saint-Esprit et ne peuvent se faire froidement, comme une œuvre de commande.

«En conséquence, il a été question dès le début, de prendre pour base du nouveau travail, l'ancienne Liturgie de Strasbourg; mais cette motion n'a pu nous mettre d'accord, ni réunir tous les suffrages.

«Après bien des hésitations, nous avons fini par prendre pour guide une ou deux des Liturgies actuelles les plus appréciées et les plus répandues parmi nous, comme celle de Wurtemberg et celle de Munich; nous en avons extrait en quelque sorte la quintessence, et nous en avons composé, en commun, le recueil qui vous a été soumis dans votre session de l'année dernière.

«Croyez-le bien, Messieurs, malgré tous les soins qu'elle s'est efforcée d'apporter à l'accomplissement de son mandat, la Commission de Liturgie s'était trop bien rendu compte de la situation pour s'abuser sur son œuvre. Elle en avait, à chaque pas, senti les difficultés. Plus d'une fois, elle avait été sur le point de vous supplier de la décharger d'un travail qu'elle regardait comme au-dessus de ses forces; et toujours elle s'était remise à l'œuvre, plutôt par devoir et par dévouement que dans l'espoir du succès.

«Vous avez bien voulu lui rendre justice, Messieurs, en recommandant son Projet de Liturgie à l'attention des Églises, à l'examen des Consistoires et des Pasteurs, et en le soumettant ainsi à une épreuve décisive.

«Cette épreuve vient d'avoir lieu, et la Commission vous demande la permission de vous en faire connaître l'issue.

«Disons tout d'abord, que, dans l'*Inspection du Temple-Neuf*, les Consistoires du Temple-Neuf et de Vendenheim; dans l'*Inspection de S-Thomas*, les Consistoires de S-Thomas, de S-Nicolas, de S-Aurélien, de Barr et de Gerstheim; dans l'*Inspection de Bouxwiller*, le Consistoire de Dettwiller; dans l'*Inspection de Wissembourg*, les Consistoires de Hatten, de Soultz-sous-forêts, de Wœrth n'ont donné officiellement au nouveau Projet de Liturgie aucun témoignage soit d'approbation, soit de désapprobation. (11 Consistoires.)

«D'un autre côté, une Société pastorale, une Assemblée d'Inspection, 26 Consistoires et 15 Pasteurs, ont pris en considération plus ou moins sérieuse, la question grave et si

importante qui leur était soumise, et ont fait parvenir leur avis à la Commission, par l'intermédiaire de l'autorité supérieure.

«1) La *Société pastorale de Strasbourg*, dans sa séance du 27 octobre 1856, se prononce contre le Projet élaboré par la Commission. Elle n'estime pas qu'il soit possible de faire une bonne Liturgie, dans un temps de fermentation spirituelle et de transition comme le nôtre, et demande l'ajournement à une époque plus favorable.

«2) Le *Consistoire de S-Guillaume*, dont un membre aurait désiré la réimpression pure et simple de l'ancienne Liturgie de Strasbourg avec quelques modifications, se plaint, dans sa délibération du 16 février 1857, à reconnaître l'opportunité du Projet de la Commission, ainsi que l'esprit biblique et évangélique dans lequel il est composé. Mais il demande un plus grand nombre de prières et de formulaires, propose quelques modifications à l'Agende et s'élève, en particulier, contre l'introduction des répons.

«3) Le *Consistoire de S-Pierre-le-vieux* reconnaît l'esprit évangélique dans lequel est rédigé le Projet. Il exprime le désir d'y voir entrer un plus grand nombre de formulaires, d'y voir introduire, en particulier, des formulaires pour les fêtes politiques, les fêtes bibliques et des missions, et de voir les répons abrégés. Il demande, de plus, que le Projet déjà publié soit, comme travail provisoire, recommandé aux Pasteurs par l'autorité ecclésiastique, jusqu'à la publication de la Liturgie définitive qui pourrait sortir d'une élaboration complète et finale.

«4) Le *Consistoire de S-Pierre-le-jeune*, dans l'extrait de son protocole du 14 mai, n'est pas d'avis que les Projets d'Agende et de Liturgie, présentés par les Commissions respectives, puissent être introduits dans l'Eglise, la situation religieuse ne lui paraissant pas favorable à une pareille entreprise.

«5) Le *Consistoire de Bischwiller*, dans sa délibération du 16 février, tout en admettant le Projet de la Commission, demande un plus grand nombre de prières, un formulaire pour les fêtes nationales, et s'élève avec force, contre l'introduction des répons.

«6) Le *Consistoire de Brumath*, dans sa séance du 14 mai, n'admet l'introduction des répons que comme facultative; signale des modifications qui lui paraissent nécessaires, dans ceux que propose la Commission; insiste sur la nécessité d'admettre, dans la partie du Recueil qui renferme les actes de culte, les formulaires des anciennes Liturgies de Strasbourg et de Hanau, et réclame un formulaire pour les fêtes politiques. Une partie des membres demandent qu'il soit fait mention de la Confession d'Augsbourg dans les formulaires d'ordination et d'installation, tandis que d'autres, en nombre égal, désirent le contraire.

«7) Le *Consistoire d'Itenheim* trouve que les prières du Recueil proposé par la Commission respirent un esprit éminemment chrétien; qu'elles sont en harmonie avec les principes de notre Eglise et qu'elles pourront servir à l'édification des fidèles. Toutefois, il regrette que ce recueil ne soit qu'un extrait tronqué de la Liturgie du Wurtemberg qu'il ne pourra jamais remplacer; il pense que les prières et les formulaires sont en trop petit

nombre; indique les nombreuses lacunes de ce genre qu'il désire voir remplies; combat, avec mesure, le système des répons, tels que la Commission les a introduits, et présente d'autres critiques de détail, dont on aurait à tenir compte dans un travail définitif.

«8) Le *Consistoire de Wasselonne* rend d'abord justice au Projet, pour ce qui concerne le choix des prières et des formulaires, et se plaît à reconnaître que tout le travail est pénétré de l'esprit biblique. Il en examine ensuite avec soin les différentes parties; demande la réduction des répons à un petit nombre; propose une augmentation considérable dans le nombre des prières pour divers cas qu'il spécifie, et indique les modifications de détail qui lui paraissent désirables en ce qui concerne les actes de culte.

«9) Dans le *Consistoire de Dorlisheim*, qui vous a transmis sa délibération du 23 mars. 7 membres déclarent le Projet de la Commission insuffisant quant à son étendue; 7 membres protestent purement et simplement contre ce travail, en émettant l'opinion que l'époque actuelle n'est pas propre à un ouvrage de ce genre; 4 autres membres déclarent qu'ils ne sont pas suffisamment éclairés pour pouvoir se prononcer à ce sujet.

«10) Le *Consistoire de Sundhausen* pense que la publication d'un nouveau Projet de Liturgie n'est nullement indispensable, attendu que de bonnes Liturgies allemandes, par exemple celle du *Würtemberg*, sont en usage dans la grande majorité des églises d'Alsace et de Lorraine; que ces Liturgies sont conformes aux dogmes et aux usages de notre Église, et que, lors même que l'uniformité complète de la Liturgie dans toutes les paroisses serait désirable, l'introduction d'une Liturgie uniforme et générale est aussi difficile dans le moment actuel, que l'introduction d'un Catéchisme uniforme. Au cas particulier, le Consistoire de Sundhausen regarde comme insurmontables les difficultés qui s'opposent à l'introduction des répons; il pense que l'absolution doit être prononcée chaque dimanche après la prière à l'autel, trouve par trop restreint le nombre des prières proposées par la Commission et réclame plus de variété dans les prières destinées aux actes funèbres.

«11) Le *Consistoire de Bouxwiller*, dans sa délibération du 13 mai, s'élève contre l'introduction des répons. Il approuve les prières proposées par la Commission; mais comme elles sont tirées de la Liturgie du *Würtemberg* déjà en usage dans les paroisses, et qu'elles sont trop peu nombreuses, il demande que le choix de la Commission ne soit pas imposé comme obligatoire, et qu'il soit permis aux pasteurs et aux Communautés, de se servir, aussi des autres formules de la Liturgie wurtembergeoise. L'Essai de la Commission ne contenant, d'ailleurs, aucune formule originale, ni aucune formule qui soit tirée de nos anciennes Liturgies d'Alsace, pourrait faire croire à un défaut de vie dans notre Église; il serait bon de la justifier de ce reproche, en provoquant des communications de formules et de prières liturgiques de la part des Consistoires.

«12) Le *Consistoire d'Ingwiller* estime que les anciennes et excellentes Liturgies depuis longtemps en usage, notamment celle du *Würtemberg* de 1834, suffisent aux besoins de l'Église, et qu'une nouvelle Liturgie spéciale pour l'Alsace et la Lorraine ne lui paraît pas

nécessaire. Le Projet de la Commission n'a pu encore être mis suffisamment à l'épreuve, et il faudrait une année de plus pour l'examiner à fond. Le choix des prières et des formulaires en est généralement satisfaisant; mais il est par trop restreint, et les pasteurs ne devraient point être obligés de s'y tenir exclusivement. Quoique favorable à l'introduction des répons chantés, le Consistoire désire qu'ils ne soient pas obligatoires et proposerait des modifications facultatives au système de la Commission. Les formulaires liturgiques du dimanche, par exemple, sont en trop petit nombre et ceux des fêtes trop nombreux. L'exécution, trop difficile pour la communauté, devrait être confiée à un chœur; le Consistoire propose d'adopter les paroles et la musique qui se trouvent dans le Recueil de chants liturgiques publié en 1854 par la Conférence pastorale. Il demande, de plus, des prières pour l'autorité ecclésiastique et pour les fêtes politiques, pour les missions et pour les services de semaine, pour les enterrements, pour les mariages et pour les services de préparation à la Sainte-Cène. Il insiste sur la mention positive à faire de la Confession d'Augsbourg, dans les formulaires d'ordination et d'installation, et ajoute sur différents points des observations de détail.

«13) Le *Consistoire de Pfaffenhoffen* ne donne aucun avis officiel. Son Président seulement écrit le 1^{er} octobre à M. l'Inspecteur, en son nom personnel et au nom de deux de ses collègues, que la Commission ayant mis plusieurs années à élaborer son projet, le temps accordé pour juger un travail de cette portée paraît un peu court. Les observations qui pourraient d'ailleurs être faites, risquant de ne pas être prises en considération, comme cela s'est vu plusieurs fois, on doit hésiter à profiter de l'occasion qui s'offre d'en faire, surtout dans la circonstance actuelle. Les Liturgies et les livres de prières veulent être composés d'un seul jet et ne peuvent être soumis à la critique de la multitude, quelque pieuse et éclairée qu'on la suppose, surtout à une époque comme la nôtre. Enfin, il est impossible à M. le Président et à ses collègues de donner un avis sur le Projet, parce qu'il leur est complètement étranger et inconnu, la haute Administration n'ayant point pris de mesures, pour montrer son désir de connaître l'opinion des simples pasteurs, en cette affaire, ce dont M. le Président est loin de la blâmer.

«14) Le *Consistoire de Schwindratzheim*, dans sa délibération du 4 mai 1857, est d'avis que l'Essai de la Commission, qui n'est qu'un extrait de la Liturgie du Wurtemberg, est trop incomplet pour rendre tous les services que l'Eglise est en droit d'attendre d'une Liturgie sanctionnée. Il mentionne, comme omission dans le Projet, l'absence ou le trop petit nombre de prières pour la fête des missions, pour la fête de l'Empereur, pour l'ouverture de la session du Consistoire supérieur, pour le service du 2^e jour des grandes fêtes, pour l'Avent, l'Épiphanie, le temps de la Passion, la fin de l'année ecclésiastique, les enterrements, la consécration des orgues et des cloches, etc. Il trouve que l'Essai propose trop de répons pour les dimanches ordinaires et trop peu pour les occasions extraordinaires et les grandes fêtes. A la campagne et dans les églises mixtes, le service liturgique avec répons ne pourrait avoir lieu tous les dimanches; et là où il aurait lieu, il serait

plus profitable l'après-midi, au service des catéchumènes qui y prendraient une part active, que dans les offices du matin. Le Consistoire substituerait même volontiers au sermon de l'après-midi, un culte liturgique, avec chant, prière et lecture de la parole de Dieu. Il demande, du reste, que, pendant quelques années, l'usage des répons soit purement facultatif, et il eût dans divers détails sur la manière de le composer et de l'organiser. Il termine en demandant qu'on adjoigne à la Commission de nouveaux membres, dont quelques-uns tirés de la campagne, afin que le travail soit revu et surtout augmenté en vue des besoins des églises rurales, et qu'ainsi l'ouvrage devienne une couronne qui orne le front de notre Église luthérienne en France.

«15) Le *Consistoire de La Petite-Pierre*, dans sa délibération du 19 août, reconnaît que le Projet de la Commission, quoiqu'ayant trouvé peu de faveur, contient quelques innovations utiles. Mais il regrette que l'on n'ait pas tenu plus de compte de nos anciennes Liturgies nationales. Il déclare que les répons sont vus avec répugnance; que l'introduction de la nouvelle Liturgie bouleverserait, à cause de ses longueurs, toutes les habitudes des paroisses. Par ces motifs, le Consistoire exprime l'avis qu'il n'y a pas lieu à l'adoption du Projet.

«16) Le *Consistoire de Drulingen*, dans sa séance du 4 mars, renvoie la question relative au Projet de Liturgie à la Conférence des pasteurs de l'Inspection de La Petite-Pierre. Deux pasteurs, cependant, déclarent que ce Projet, n'exprimant point, selon eux, la doctrine de la Confession d'Augsbourg, ne saurait jamais être imposé à l'Église de la Confession d'Augsbourg, et qu'ils n'entendent pas se laisser jamais prescrire un livre de culte qui ne reproduit pas, explicitement et sur tous les points, la doctrine de la dite Confession.

«Une nouvelle délibération du Consistoire de Drulingen, datée du 3 juin, est conçue en ces termes: «Le Consistoire, considérant que le Projet de Liturgie est aussi intempestif que peu nécessaire, puisqu'il n'est, à peu de chose près, qu'une copie tronquée de la Liturgie du Wurtemberg, déclare qu'il ne peut l'accepter.»

«17) Le *Consistoire de Diemeringen*, dans son protocole du 25 mars, rend au Projet de la Commission le témoignage qu'il est généralement satisfaisant quant à son contenu. Il le trouve, dans toutes ses parties, conforme à la foi de notre Église, telle qu'elle est fondée dans la Parole de Dieu et dans nos Livres symboliques. Il croit, sous ce rapport, que la Commission a parfaitement répondu à la confiance dont l'autorité supérieure l'a honorée. Cependant, il y aurait peut-être à désirer quelques changements de rédaction, à augmenter le nombre des prières et des formulaires pour certains cas et à remplir plusieurs lacunes, dont le Consistoire cite quelques exemples. Il ne comprend pas, du reste, pourquoi la Commission n'a pas adopté la Confession des péchés de nos anciennes Liturgies, bien préférable à celle que la Commission a proposée. Il voit dans le Projet de la Commission le grand défaut de tenir trop peu de compte de nos anciennes Liturgies, si énergiques et si onctueuses, telles que celles de Strasbourg, de Nassau-Saarbrück, de Hanau; il lui trouve le tort de rompre par trop avec le passé et de ne pas respecter assez

la tradition qui se conserve encore dans un grand nombre de nos églises, et de froisser ainsi inutilement le sentiment et la conscience religieuse. En conséquence, le Consistoire demande, qu'en mettant une dernière main au Projet, la Commission remplisse ces lacunes, conserve ainsi le dépôt sacré de notre Église, et nous remette en jouissance des monuments vénérables de la foi de nos pères.

«18) Le Consistoire de Fénétrange, dans son protocole du 9 mars, exprime la satisfaction que lui a fait éprouver l'esprit dans lequel est conçu le Projet de Liturgie, où il a trouvé l'expression claire et énergique de la foi de l'Église de la Confession d'Augsbourg, telle qu'elle est puisée dans l'Écriture-Sainte. Le Projet de Liturgie rend témoignage à la vérité évangélique, et son contenu, d'accord avec la Bible, répond aussi, par cela même, aux besoins intimes de l'homme.

«Le Consistoire, cependant, considérant :

«1°) les difficultés qui s'opposent à l'introduction des répons;

«2°) le peu d'utilité que présente le Projet de la Commission, à côté de la Liturgie du Wurtemberg, dont il est extrait, et qui se trouve dans la plupart des paroisses;

«3°) le peu de compte qu'a tenu la Commission des anciennes Agendes de l'Alsace et de la Lorraine, qui se distinguent par une énergie, une précision et une onction difficiles à égaler, et auxquelles sont habitués les troupeaux;

«4°) le caractère de livres en quelque sorte symboliques, que doivent revêtir les Liturgies, en accentuant nettement et sans ambiguïté la doctrine de l'Église qui les produit;

«5°) le caractère tourmenté et agité de notre époque, qui n'a, ni la fraîcheur de foi désirable, ni le calme et le recueillement nécessaires pour l'élaboration d'un livre destiné à un usage séculaire;

«6°) le danger, enfin, qu'il y aurait à précipiter un pareil travail, et l'utilité qu'il y a manifestement à attendre encore les progrès de la science liturgique dans les pays protestants allemands, pour profiter de leur expérience;

«Prie le Consistoire supérieur de vouloir bien surseoir à l'introduction d'une nouvelle Liturgie, et d'attendre, pour une décision aussi importante, une époque plus favorable.

«19) Le Consistoire de Saar-Union, dans son protocole du 12 mars, considérant que le Projet de la Commission ne renferme qu'un petit nombre de formulaires et de prières, extraits de la Liturgie du Wurtemberg, qui se trouve, pour ainsi dire, entre les mains de tous les pasteurs; attendu, d'ailleurs, que les temps actuels semblent peu propres à l'introduction d'une nouvelle Liturgie, est d'avis que l'introduction d'un tel livre dans notre Église peut être ajournée sans inconvénient.

«20) Le Consistoire de Wissembourg, dans sa séance du 7 mars, tout en approuvant pleinement le Projet de Liturgie, quant à son contenu, trouve beaucoup trop restreint le nombre des prières et des formulaires, et y signale, de plus, l'absence de prières pour la fête biblique pour celle des missions, pour les fêtes d'église, pour les fêtes nationales, et pour le service d'ouverture du Consistoire supérieur. Il demande une réduction dans le nombre

des formulaires liturgiques accompagnés de répons, qui devront être imprimés à part et mis entre les mains des fidèles.

«21) *L'Assemblée des pasteurs de l'Inspection de Wissembourg* reproduit, dans son protocole du 20 avril, le même avis, dans les mêmes termes.

«22) Le *Consistoire d'Oberbronn*, dans sa séance du 22 juillet, approuve le Projet de la Commission quant à son contenu; mais il trouve insuffisant le nombre des prières et des formulaires. Il signale des lacunes dans la 1^{re} partie, qui renferme les prières des dimanches et jours de fêtes. Il demande des prières pour les fêtes bibliques et des missions, pour les fêtes d'église, pour les fêtes politiques, pour le service d'ouverture du Consistoire supérieur, etc. Il signale des inconvénients et des difficultés dans l'introduction des répons, pour ce qui concerne les églises mixtes et les annexes, où le service ne peut se prolonger au-delà d'une heure fixe, et recommande, comme préférable au Projet de la Commission, la Liturgie de Wurtemberg, qui, selon lui, répond entièrement aux besoins de l'Eglise. La délibération mise aux voix a reçu l'approbation du Consistoire à l'exception d'un pasteur et de deux membres laïques, qui ont protesté.

«23) Le *Consistoire de Niederbronn*, dans sa séance du 26 février, se prononce contre le Projet et exprime l'avis que les Liturgies actuellement en usage, et en particulier celle du Wurtemberg, dont le Projet est extrait, sont préférables à la Liturgie proposée. Trois membres, entre autres, rejettent formellement le Projet de la Commission, parce qu'il n'est pas, selon eux, la fidèle expression des doctrines confessionnelles de notre Eglise évangélique luthérienne de la Confession d'Augsbourg. Le Consistoire ne pense pas, d'ailleurs, qu'on ait l'intention d'imposer aux églises la nouvelle Liturgie, et espère qu'on permettra aux pasteurs d'agir dans les limites de la liberté évangélique.

«24) Le *Consistoire de Colmar* s'associe au désir d'introduire une Liturgie uniforme dans nos églises, pourvu que l'introduction se fasse avec prudence et avec mesure. Toutefois, le Projet de la Commission ne lui paraît pas encore réunir toutes les qualités nécessaires à une œuvre de cette nature.

«25) Le *Consistoire d'Andolsheim* regarde la Liturgie proposée par la Commission, comme bonne et acceptable; il ne la considère ni comme un lien, ni comme un joug; mais comme une arme nouvelle de l'Esprit mise à la disposition des soldats de Christ, pour combattre selon la Parole de Dieu.

«26) Le *Consistoire de Münster*, dans sa séance du 17 mars, déclare que le Projet de Liturgie qui lui est soumis, est un livre tronqué pour le fond et pour la forme, un extrait trop restreint et mal réussi des excellentes Liturgies de Wurtemberg et de Munich; un livre où l'on n'a eu aucun égard aux anciennes Liturgies de l'Alsace. Il désire qu'on accorde au Pasteur plus de latitude pour les prières publiques, tout en indiquant une marche uniforme pour les actes liturgiques. Le contraire lui paraît entraîner nécessairement une monotonie, qui aurait pour résultat de tuer l'esprit et l'onction et de détruire l'action régénératrice que le culte est destiné à exercer sur les cœurs.

*27) Le *Consistoire de Riquewihr*, dans sa séance du 6 février, ne voyant dans le Projet de la Commission que la Liturgie du Wurtemberg réduite et apauvrie, aurait préféré l'adoption pure et simple de cette Liturgie elle-même, sauf de légères modifications, réclamées par les coutumes et les traditions de notre Eglise. Il n'est pas convaincu de la nécessité des répons, qu'il ne voudrait voir employés, au besoin, qu'avec une grande sobriété, d'une manière facultative et non obligatoire. Le Consistoire, pour améliorer le Projet, demande un plus grand nombre de prières pour les services de l'après-midi, pour la période de l'Avent et celle de la Passion, pour les services de la semaine et pour les fêtes de la Bible et des missions. Il réclame, de plus, un formulaire liturgique pour les fêtes politiques; des prières pour la fête des écoles; l'introduction des Collectes pour les divers cas particuliers où elles sont applicables et nécessaires, et l'insertion, dans la Liturgie, du Symbole des Apôtres, de l'Oraison dominicale, de la Bénédiction et de formules scripturaires pour commencer et terminer le service. Enfin, le Consistoire de Riquewihr se plaît à louer le tact avec lequel les formulaires des actes de culte ont été choisis et modifiés; quoiqu'il signale quelques lacunes, en ce qui touche la confirmation privée, les enterrements, les prières destinées aux malades et la consécration de certains objets matériels destinés au culte.

*28) Le *Consistoire de S^e-Marie-aux-Mines*, dans sa séance du 2 juin, est d'avis qu'une nouvelle Liturgie est nécessaire; qu'elle est réclamée depuis longtemps, et que, moyennant le projet de la Commission, le Consistoire supérieur dotera notre Eglise d'une Liturgie officielle, propre à conserver dans son sein l'unité de foi et de dogme, nécessaire pour prévenir les écarts dont l'Eglise a été affligée. Le Consistoire, toutefois, trouve que, dans la forme actuelle, le Projet n'a pas encore suffisamment le caractère confessionnel de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, pour laquelle il est composé. — En ce qui concerne les détails, il craint que la lecture biblique à l'autel n'allonge trop le service et ne force à tronquer le sermon. Il demande un formulaire liturgique pour les fêtes politiques, et critique le système des répons, qu'il trouve trop nombreux et accompagnés de mélodies trop difficiles. Le Consistoire de S^e-Marie pense, du reste, que les répons ne doivent être introduits qu'avec prudence et que l'usage ne doit point en être obligatoire, mais seulement facultatif.

*Telle est, Messieurs, l'analyse fidèle des observations adressées à la Commission par la Société pastorale de Strasbourg, par l'Assemblée des pasteurs de l'Inspection de Wissembourg, et par 26 Consistoires de langue allemande, sur 37 qui composent les 6 Inspections du Temple-Neuf, de St-Thomas, de Bouxwiller, de La Petite-Pierre, de Wissembourg et de Colmar.

*Ajoutons à ces observations officielles et collectives, les observations individuelles qui ont été faites, par MM. les pasteurs *Cuvier*, de Paris, *Kuntz* et *Schaller*, de Strasbourg, *Caspari*, de Geudertheim, *Buhl*, de Colmar, *Mehl*, de Dettwiller, *Jaggi*, de Neuwiller,

Ensfelder, de Dossenheim, *Loeffler*, de Wickersheim, *Hoffmann*, de Waltenheim, *Kroh*, d'Alt-Eckendorf, *Simon*, de Mittelhausen, *Gambs*, de Schwindratzheim, *Hausknecht*, d'Ingenheim, et *Kassel* de Duntzenheim.

«1) *M. l'inspecteur* CUVIER se borne à demander l'admission dans la Liturgie, de la Confession des péchés de l'ancienne Liturgie du Wurtemberg, ou de celle de Strasbourg, et insiste sur la nécessité générale de rattacher les Liturgies qu'on prépare aux anciennes Liturgies de notre Église.

«2) *M. le pasteur* KUNTZ, considérant que la majorité des prières et des formulaires du nouveau Projet sont extraits de la Liturgie du Wurtemberg, demande s'il ne vaudrait pas mieux s'en tenir à cette dernière, si généralement répandue. Il regrette que la Commission n'ait pas tenu compte de beaucoup d'autres Liturgies, parmi lesquelles il nomme l'ancienne Liturgie de Strasbourg. Admettant, du reste, le Projet, il soumet à la Commission toute une série de critiques et d'observations de détail, auxquelles il la prie d'avoir égard dans l'élaboration définitive de la nouvelle Liturgie.

«3) *M. le pasteur* SCHALLER regarde le Projet de la Commission, malgré les lacunes qu'il y signale et les modifications dont il exprime le désir, comme un essai heureux qui sera béni pour nos églises, et auquel pourront se rattacher plus tard les perfectionnements et les compléments désirables, pourvu que le Consistoire supérieur ne se hâte pas d'y donner sa dernière sanction.

«4) *M. le pasteur* CASPARI, dans un mémoire consciencieux et approfondi, félicite la Commission de ce que, en général, elle a pris au sérieux les convictions chrétiennes et évangéliques, et entreprend, en se plaçant à un point de vue plus confessionnel, la critique détaillée et le remaniement du Projet, de manière à en faire un travail complètement différent et une Liturgie toute nouvelle, pénétrée de l'esprit de nos anciennes agendas.

«5) *M. le pasteur* BURL nous a fait parvenir également un mémoire assez étendu, dans lequel il signale les difficultés que présente l'exécution des répons, et propose divers changements particuliers. Il reconnaît que la Liturgie en projet est bonne, qu'elle reproduit les vérités fondamentales et ne renferme aucune expression qui puisse choquer une conscience dogmatique, même sensible. Mais il regrette que la Commission ait trop négligé les anciennes agendas, celle de l'Alsace en particulier, qui se distinguent par une simplicité, une force, une grandeur, un langage vivant et sympathique, inconnus à notre époque, trop généralement portée à la critique et à l'abstraction.

«6) *M. le pasteur* MEIL, sans se prononcer sur le fond ni la forme du Projet de la Commission, y signale des lacunes et demande en particulier des prières pour les fêtes politiques, un choix plus considérable de prières pour les jours de la semaine, pour les lendemains de grandes fêtes et pour les enterrements; ainsi que des directions sommaires, destinées à guider le pasteur officiant, dans les divers actes de culte. Il pense, de plus, qu'une œuvre comme la Liturgie, destinée à un usage de longue durée dans l'Église, doit

être mûrie avec soin, et n'être arrêtée définitivement qu'après avoir été soumise, pendant un an, à l'examen des Consistoires et à la pratique des pasteurs.

«7) *M. le pasteur JAGGI* pense que le Projet de la Commission, revu et augmenté, pourra devenir une bonne Liturgie, pourvu qu'on y ajoute des prières pour les fêtes politiques, pour l'ouverture des sessions du Consistoire supérieur, pour les lendemains de grandes fêtes, pour les enterrements et pour les malades.

«8) *M. le pasteur ENSFELDER* approuve l'introduction d'une Liturgie uniforme dans notre Eglise et reconnaît que le Projet de la Commission, comme la Liturgie du Wurtemberg dont il est extrait, est rédigé dans des principes excellents, et conforme en tout à la parole de Dieu. Il le trouve cependant incomplet, et demande qu'on y ajoute des prières et des formulaires pour les fêtes politiques, une prière pour l'ouverture du Consistoire supérieur, ainsi qu'une prière après le sermon de préparation à la Sainte-Cène.

«9) *M. le pasteur LOEFFLER* ne regarde pas notre époque comme favorable à la composition d'une nouvelle Liturgie; l'Essai de la Commission porte le caractère de cette époque et ne satisfera personne; les prières, bonnes en elles-mêmes, sont extraites des Liturgies du Wurtemberg et de Munich, mais la Commission a souvent négligé les meilleures. La Confession des péchés, pour le service du dimanche matin, est pâle et indéterminée; il fallait puiser dans les anciennes agendas, qui sont des modèles. M. Lœffler doute de la possibilité d'introduire les répons dans notre Eglise.

«10) *M. le pasteur HOFFMANN* regarde comme désirable l'introduction d'une Liturgie uniforme dans notre Eglise, mais il en faut une plus complète et plus accomplie que celle que propose la Commission. Il trouve excellent, dans le Projet, tout ce qui est extrait de la Liturgie du Wurtemberg; quant au reste, il n'en paraît pas satisfait. Il se montre complètement opposé à l'introduction des répons; et, quoiqu'il soit prêt à obéir au Consistoire supérieur, dans le cas où il rendrait la nouvelle Liturgie obligatoire, il fait des vœux pour qu'il n'en soit rien.

«11) *M. le pasteur KROH* déplore la tendance actuelle à vouloir donner à chaque Eglise nationale ses livres spéciaux et, au cas particulier, une Liturgie spéciale à notre Eglise alsacienne. On se sert, à bon droit, dans nos paroisses, de l'excellente Liturgie du Wurtemberg, et, pour doter l'Alsace d'une Liturgie à elle, on a fait de celle du Wurtemberg un extrait maigre et écourté, qui semblerait nous accuser d'impuissance. M. Kroh ne paraît pas favorable au système des répons. Il signale des lacunes dans les prières pour les services de préparation à la Sainte-Cène, pour les enterrements, et pour divers cas particuliers; il demande plus d'un formulaire pour la bénédiction des mariages.

«12) *M. le pasteur SIMON* craint qu'on ne fasse naître le trouble moral dans les paroisses, par l'introduction d'une nouvelle Liturgie et, en particulier, par l'introduction des répons. Il éprouve le besoin de protester contre toute mesure obligatoire qui pourrait être prise dans ce sens, quoiqu'il soit prêt à s'y soumettre, mais en gémissant. Nous ne manquons pas de bonnes Liturgies, dit-il, témoin celle du Wurtemberg. Tenons-nous-y. C'est

en retournant à la parole vivante de Jésus-Christ, en cessant de prêcher des doctrines purement humaines et en prêchant selon la Bible, qu'on fera renaître la foi des premiers temps et qu'on vivifiera l'Église.

«13) *M. le pasteur GAMBS* ne voit pas d'obstacle insurmontable à l'introduction des répons; mais il trouve que le Projet de la Commission laisse trop peu de choix au pasteur, soit pour les prières, soit pour les formulaires des actes ecclésiastiques, et que la nouvelle Liturgie n'est qu'un pâle reflet de celle du Wurtemberg. Il réclame plus de variété dans les prières pour les enterrements.

«14) *M. le pasteur HAUSKNECHT* regarde comme très-importante l'introduction d'une nouvelle Liturgie, et n'exprime d'ailleurs sur le Projet de la Commission aucun avis particulier.

«15) Enfin, *M. le pasteur KASSEL* demande des prières pour les fêtes politiques et pour l'ouverture des sessions du Consistoire supérieur. Il signale des difficultés à l'introduction des répons.

«Que résulte-t-il maintenant, Messieurs, de tout cet ensemble de documents et d'avis?

«D'une part, quelques faits intéressants qu'il importe de constater; et, de l'autre, une impression générale dont l'effet, sur la Commission, a dû être comme un signal de retraite.

«Et d'abord, on sent, à l'esprit qui a dicté les observations des Consistoires et des pasteurs, qu'il n'y a qu'une voix, dans toute la partie de l'Église qui nous a fait connaître ses vœux, pour manifester le besoin d'une Liturgie évangélique et toute chrétienne, qui se fonde sur la parole de Dieu.

«En second lieu, nos Églises ont une tradition dans leurs antiques Liturgies; et un grand nombre d'entre elles en demandent la conservation, soit pour le fond, soit pour la forme, en admettant qu'on les complète, sans s'écarter de leur esprit et qu'on les mette en harmonie avec les besoins de notre époque.

«En troisième lieu, les Églises se montrent peu favorables aux innovations que tend à introduire dans le culte, la nouvelle agende, et inclinent, de préférence, vers le maintien des anciens usages.

«En quatrième lieu, tout en paraissant comprendre jusqu'à un certain point l'intention du Consistoire supérieur, pour ce qui concerne l'introduction d'une Liturgie uniforme, un grand nombre expriment des craintes sur l'opportunité actuelle d'une pareille mesure; on redoute la précipitation dans l'exécution du projet, et l'on demande assez généralement que l'œuvre soit suspendue, plutôt que de s'exposer à la voir avorter et rester au-dessous de l'idéal dont on se préoccupe.

«Enfin, Messieurs, les églises rendent pleine justice à la Commission, quant à l'esprit évangélique que respire tout son travail; mais elles ne croient point que ce travail atteigne le but, et demandent, les unes, un remaniement plus ou moins complet, les autres, l'ajournement.

«Placée en présence d'un si grand nombre de critiques, dont la plupart, il est vrai,

sont bienveillantes quoique sévères; sollicitée par des exigences nombreuses et respectables, qui se prononcent en sens opposés, et convaincue désormais de l'impossibilité où elle se trouve de donner, en ce moment, à notre Eglise un travail assez parfait pour satisfaire à tous les besoins et pour réunir tous les suffrages, votre Commission vient vous proposer de la décharger de son mandat et de prendre telles mesures que vous jugerez convenables.

«Le temps viendra, nous l'espérons, où vous pourrez revenir à votre œuvre et l'amener à bonne fin.

«Nous en avons un gage précieux dans les aspirations toutes chrétiennes que nous venons de constater au sein des églises; nous en avons la garantie dans le zèle qu'ont mis, en général, les Consistoires et les pasteurs à faire l'éloge des sources pures où nous avons puisé nous-mêmes; à se rattacher à la tradition de l'Évangile et de l'Église, et à demander qu'on utilise, sans étroitesse et avec une largeur chrétienne, les monuments vénérables et onctueux de la foi de nos pères.

«Voilà, Messieurs, nos conclusions pour la Liturgie allemande.

«Quant à la *Liturgie française*, le Projet qui a été mis sous vos yeux n'est autre chose que l'antique Liturgie de Montbéliard, qui n'a cessé, officiellement, d'être en usage dans les églises de l'Inspection de Montbéliard, du Ban de la Roche et de Paris; qui, dans l'édition de 1844, n'a subi de la part de l'éditeur, aujourd'hui membre de la Commission, que de légères corrections de style; et qui a été augmentée par lui de nombreux suppléments, puisés eux-mêmes, pour la plupart, dans la Liturgie du Wurtemberg et dans les Liturgies officielles de Suisse et de France.

«Les modifications de pure forme, que la Commission a jointes aux exemplaires qui vous ont été distribués, n'ont qu'une importance très-minime, et l'on peut sans inconvénient les omettre, comme le désire la majorité des membres de la Conférence pastorale du Consistoire de Paris.

«1) Dans sa séance du 20 mars, cette *Conférence pastorale*, craignant que les modifications proposées par la Commission n'altèrent l'un ou l'autre des principes constitutifs de la Confession d'Augsbourg, en demande l'ajournement pur et simple; et, pour le cas où la Commission voudrait passer outre, la Conférence est d'avis, qu'il lui faudrait se contenter de quelques retouches pour la forme, et de la suppression de quelques longueurs. — Mais, en tout état de cause, la Conférence émet le vœu positif que les prières et les formulaires soient conservés dans leur intégrité, c'est à dire, que l'ancienne Liturgie soit maintenue.

«2) D'accord avec les conclusions de la Conférence, M. le pasteur *Hosemann* joint, en son nom personnel, quelques critiques de détail sur les changements proposés par la Commission, dans le but surtout de sauvegarder, jusque dans ses moindres nuances, l'antique doctrine de l'Église.

«3) De son côté, M. l'Inspecteur *Cuvier*, aurait préféré le Projet amendé de la Commis-

sion, dont il se déclare satisfait. Mais il insiste, lui aussi, sur la nécessité de rattacher les Liturgies qu'on prépare, aux anciennes Liturgies de notre Église, et demande en particulier le maintien de la Confession et de l'Absolution, dans les formulaires de la Sainte-Cène.

«4) *Les pasteurs du Consistoire de Rothau* se plaisent à rendre hommage à l'esprit de l'ancienne Liturgie, dont ils prient le Seigneur de bénir l'usage. Ils demandent le maintien des passages dont la suppression est proposée par la Commission; ils se bornent, pour le détail, à la rectification d'un petit nombre de mots, et ils expriment le désir d'une prière spéciale pour le Jeudi-Saint.

«5) *Le Conseil presbytéral de S-Nicolas, à Strasbourg*, sans exprimer aucune opinion générale et sans demander aucun changement d'ensemble dans le Projet, propose un certain nombre de modifications et de corrections, qui tendent à changer certains termes particuliers, et dont quelques-unes, à cause de leur portée dogmatique, attireraient à la Commission et à l'Autorité supérieure, le reproche d'avoir voulu altérer l'expression antique de la foi de l'Église.

«6) On peut en dire autant de quelques changements analogues proposés par *M. le pasteur Juillard* de Valentigney, qui a bien voulu joindre ses notes personnelles à celles de la Commission du Consistoire d'Audincourt, et qui, tout en demandant la disparition de quelques termes théologiques reçus dans le langage de l'Église, fait toutes les réserves désirables en faveur des vérités et des expressions textuellement bibliques. — Quant à la forme du culte d'autel, ce pasteur demande la suppression des répons.

«7) Cette suppression est demandée aussi par le *Consistoire d'Audincourt*, qui réclame le maintien de la Confession et de l'Absolution dans le formulaire de la Sainte-Cène, et désire quelques prières pour les semaines de préparation, ainsi que l'addition d'un second formulaire pour les bénédictions nuptiales. — La Commission que le Consistoire avait chargée de l'examen du Projet et, au rapport de laquelle MM. *Goguel*, de Mandeure, et *L. Cucier*, de Beaucourt, ont joint personnellement des notes de détail, ne propose du reste, comme ces deux pasteurs, que des corrections de mots et de phrases destinées à donner plus de fini à la rédaction.

«8) Il en est de même des observations nombreuses qu'a bien voulu rédiger en son nom personnel, *M. le pasteur Paur*, de Montécheroux, Consistoire de Blâmont.

«Les *Consistoires de Montbéliard* et d'*Héricourt*, de *Saint-Julien* et de *Blâmont*, n'ont du reste, fait parvenir à la Commission aucune observation ni aucun avis officiel (4 Consistoires).

«Il résulte, en somme, Messieurs, des documents dont l'analyse vous est soumise, que, pour la Liturgie française, les églises qui ont émis leur vœu, demandent le maintien de ce qui est, sauf de légères exceptions, qui ne portent que sur quelques mots ou sur quelques phrases. Le *statu quo* est en conséquence, de l'avis de la Commission, ce qu'il y a de plus opportun, d'autant plus que, par là, se trouve consacrée l'antique Liturgie en

usage, et qu'on évite les grands frais d'une réimpression, dont les variantes n'auraient qu'une utilité imperceptible et toute de forme, sans profit aucun pour l'Église.

«En déposant entre vos mains les pouvoirs dont vous l'avez investie, la Commission vous remercie respectueusement, Messieurs, de la confiance dont vous l'avez honorée. — Elle remercie également les Consistoires et les pasteurs qui ont bien voulu donner à son travail une attention consciencieuse; lui faire part, avec liberté et avec franchise, de leurs avis et de leurs critiques, de leurs éloges et de leur blâme, et la mettre ainsi à même d'éclairer le Consistoire supérieur sur les véritables besoins de l'Église.

«Autant la Commission regrette de n'avoir pu s'élever assez haut pour satisfaire à tous ces besoins, de n'avoir pu contribuer pour sa part, à l'aide d'un travail sans reproche, à convaincre les Consistoires de la nécessité d'une Liturgie allemande uniforme pour toutes nos Églises, autant elle a de motifs de se réjouir, à la pensée que ces Églises aspirent toutes ensemble à une Liturgie idéale, évangélique et chrétienne, qui soit, d'une part, en harmonie avec la tradition et la foi de nos pères, et, de l'autre, accommodée, dans les limites du vrai christianisme, aux besoins légitimes qui caractérisent notre époque.

«Que tous et chacun soient fidèles, et le Seigneur y pourvoira.

«Les membres de la Commission de Liturgie,

«Signé: BRUCH, CH. SCHMIDT, CH. CUVIER, F. HERTER, pasteur, J. J. BLIND.»

La discussion est ouverte sur les conclusions de ce rapport, savoir :

1°) que la Liturgie française actuelle soit maintenue.

2°) que le Projet d'une nouvelle Liturgie allemande, uniforme pour les Églises de la Confession d'Augsbourg en France, soit ajourné.

3°) que la Commission de Liturgie soit déchargée de son mandat.

Le premier point est adopté sans discussion, sauf les modifications jugées nécessaires par la Commission elle-même, en cas de nouvelle édition.

Au sujet du second point, un débat préalable s'engage sur la question de savoir si l'ajournement de la Liturgie élaborée par la Commission entraînerait celui de la mise en pratique de l'Agende votée par le Consistoire supérieur.

L'Assemblée, tout en reconnaissant avec M. l'Inspecteur BRUCH, que certaines parties de l'Agende ont besoin d'une Liturgie spéciale, adopte l'avis de M. l'Inspecteur SCHALLER, qui, après avoir démontré que d'autres parties, très importantes pour l'établissement et le maintien de l'ordre dans le Culte, peuvent se passer d'une Liturgie nouvelle, estime qu'il y a lieu d'examiner quelles sont ces dernières, afin de les introduire au plus tôt dans la pratique de l'Église.

M. l'Inspecteur BRUCH attribue la plupart des objections faites au Projet de Liturgie et la divergence des opinions qui se sont produites à cet égard, à ce qu'un grand nombre des Pasteurs et des Corps ecclésiastiques appelés à donner leur avis, ne se sont pas rendu compte de ce que doit être un Recueil liturgique; il demande en conséquence que le

Consistoire supérieur détermine les principes sur lesquels doit se fonder une Liturgie. Appuyé.

Enfin l'Assemblée émet l'avis que l'œuvre de la Commission, au lieu d'être abandonnée, pourrait facilement être complétée, en tenant compte, autant que possible, des observations adressées au Consistoire supérieur par les Corps ecclésiastiques et les Pasteurs.

Sur les vives instances de l'Assemblée, la Commission consent à continuer son mandat.

La Commission est priée encore :

1°) d'examiner quelles sont les parties de l'Agende qui pourraient être appliquées à partir de la session de 1858.

2°) d'apporter à la Liturgie française les modifications jugées nécessaires, en cas de nouvelle édition.

M. le PRÉSIDENT remercie la Commission de tout ce qu'elle a fait et de ce qu'elle veut bien faire encore pour l'œuvre qui lui est confiée.

MM. CUVIER, SCHMIDT et BLIND se retirent.

M. l'Inspecteur MEYER exprime le vœu qu'en attendant le travail de la Commission sur l'Agende, le Directoire donne des instructions provisoires sur les parties de l'Agende qui pourraient être appliquées immédiatement.

M. le PRÉSIDENT fait observer qu'il ne saurait répondre au sujet de ce vœu avant d'avoir revu ce qui a été précédemment décidé sur cette matière. Il consultera les procès-verbaux et en fera connaître la teneur dans la séance de lundi.

La séance reste un moment suspendue.

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport de la Commission chargée de déterminer les règles à suivre par tout pasteur pour pouvoir céder temporairement sa chaire.

M. l'Inspecteur SCHALLER, rapporteur, lit le travail suivant :

«Messieurs,

«M. Rodolphe Cuvier, Inspecteur ecclésiastique de l'Inspection de Paris, frappé des abus auxquels peut donner lieu la cession de la chaire par les pasteurs, et regrettant l'absence, dans l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, d'une discipline capable de prévenir ces abus, a exprimé, vers la fin de la session de 1856, le vœu que la cession de la chaire dans nos églises devint l'objet d'un règlement spécial. Le Consistoire supérieur a pris ce vœu en considération, et S. Exc. M. le Ministre des Cultes a bien voulu porter cette question à l'ordre du jour de la présente session.

«A votre séance de jeudi dernier vous avez nommé une Commission chargée d'examiner cette matière et de vous communiquer à ce sujet ce qui lui paraîtrait digne de fixer votre attention.

«J'ai l'honneur d'être l'interprète des sentiments de votre Commission et de vous présenter ses conclusions.

«Nous avons reconnu, avec l'honorable auteur de la proposition qui nous occupe, que la cession de la chaire est réellement un acte d'une grande importance; qu'il y aurait plus que de l'imprudence à laisser cette cession entièrement à l'arbitraire des pasteurs; que la chaire, dans une église quelconque, n'appartient pas à MM. les pasteurs, mais bien à l'Église constituée dont ils sont les représentants et aux troupes particuliers dont ils sont les conducteurs; qu'à ce double titre une haute responsabilité pèse sur eux; que le sentiment de cette responsabilité n'est peut-être ni aussi général, ni aussi sacré qu'il serait à désirer qu'il fût; qu'il se puise souvent dans des considérations, des tendances et des affections particulières; que, par ces raisons, il ne saurait être un guide sûr et certain, ni offrir une garantie suffisante pour prévenir les abus, les inconvénients, les dangers même qu'il s'agit de conjurer; qu'en conséquence un règlement spécial sur la matière serait une chose très-désirable; que les arrêtés du Directoire, l'un en date du 14 novembre 1821, et l'autre du 18 novembre 1834, ne prévoient que certains cas particuliers. — Votre Commission, déterminée par toutes ces considérations, a l'honneur de vous soumettre le projet de règlement suivant :

«1°) Dans les paroisses de notre Église, la chaire peut être cédée accidentellement et pour une seule fois, sans autorisation préalable ou sans avertissement donné aux autorités constituées, à tous pasteurs de l'une ou de l'autre des deux Églises protestantes de France légalement établies. Cette faculté s'étend aux candidats au saint ministère des mêmes Églises dûment consacrés et aux étudiants munis de l'autorisation de monter en chaire.

«2°) Une autorisation écrite du Directoire devra être rapportée lorsqu'il s'agira de céder la chaire à des pasteurs français qui se présenteront dans les paroisses pour recommander à la sympathie active d'une église quelque œuvre de charité chrétienne.

«3°) Les pasteurs de notre Église ne pourront céder leurs chaires à des pasteurs étrangers, c'est à dire non Français, qu'après autorisation préalable des Conseils presbytéraux et des Consistoires respectifs.

«4°) Cette autorisation devra également être rapportée par des candidats étrangers, appelés par MM. les pasteurs de notre Église à les assister dans l'administration de la S^{te}-Cène.

«5°) La chaire ne pourra être accordée à des ecclésiastiques appartenant à des congrégations dissidentes.

«Les membres de la Commission,
«EDEL, SCHALLER, MASSON.»

La discussion générale est ouverte sur ce rapport.

M. l'Inspecteur BRUCH voit des inconvénients, à exiger, pour la cession de la chaire à des pasteurs étrangers, l'autorisation des Conseils presbytéraux et des Consistoires. Souvent

il est impossible de réunir ces Corps en temps utile, et il serait peu convenable de les convoquer pour ce seul objet.

M. l'Inspecteur EDEL fait observer que, dans ces cas, leur avis peut être demandé par circulaire. Il paraît essentiel à M. l'Inspecteur que les pasteurs ne soient pas entièrement libres de disposer de leur chaire, et que les intérêts de l'ordre et les droits de l'Eglise soient sauvegardés par des dispositions réglementaires.

M. l'Inspecteur BÜCHSENSCHÜTZ fait remarquer que les inconvénients et les difficultés signalés par M. l'Inspecteur BAUCH, déjà considérables en ville, le sont beaucoup plus à la campagne et y deviennent parfois insurmontables. Les membres des Consistoires y sont ordinairement séparés par de grandes distances, et, le plus souvent, ces corps, ainsi que les Conseils presbytéraux, ne connaissent pas les pasteurs qu'il s'agirait d'autoriser. Selon M. l'Inspecteur, tout pasteur consacré de la Confession d'Augsbourg devrait être admis à prêcher dans nos églises. Pour garantir l'ordre ecclésiastique, il suffirait d'engager la responsabilité du pasteur qui céderait sa chaire.

M. RAU trouve insuffisante la garantie proposée par M. l'Inspecteur BÜCHSENSCHÜTZ. Elle ne remédierait pas au mal qui aurait été fait par une prédication imprudente. Il regarde comme plus sérieuse la responsabilité de l'Inspecteur ecclésiastique, fonctionnaire révocable par le Gouvernement. En l'absence de l'Inspecteur, l'autorisation serait demandée au Président du Consistoire du ressort.

M. le PRÉSIDENT, en appuyant cette opinion, prouve que, dans certains cas, l'autorisation du Directoire peut être utile et même nécessaire.

Appuyé.

L'Assemblée passe ensuite à la discussion des articles du règlement proposé par la Commission, et y fait plusieurs modifications.

Un projet de règlement rédigé dans le sens de ces modifications sera soumis par le Directoire à l'Assemblée dans la séance prochaine.

La séance est levée.

Séance du 26 octobre. 1857

La séance est ouverte à midi.

M. le Secrétaire général de la Préfecture y assiste, comme délégué de M. le Préfet.

Tous les membres sont présents, excepté MM. KRATZ, JUNKER, FRÉD. CUVIER et DE GERGER. MM. DRON et COULMANN ont rejoint leurs collègues.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le PRÉSIDENT, pour répondre à la question posée dans la dernière séance par M. l'Inspecteur ecclésiastique de Paris, au sujet de la mission qu'il proposait de donner au Direc-

toire de désigner les parties de l'Agende qui seraient mises immédiatement à exécution. rappelle que, dans la session de 1855, (Rec. offic. T. XIII. p. 83.), l'Assemblée, consultée sur la question de savoir si l'exécution de l'Agende serait ajournée jusqu'à la publication de la Liturgie, n'avait pu, à raison du partage égal des voix, formuler de décision à cet égard, et avait, en conséquence, renvoyé la question à la session suivante. En 1856, le Consistoire supérieur ne s'est point occupé de l'Agende, comptant sans doute attendre l'époque où la Liturgie serait terminée.

Y a-t-il actuellement lieu de statuer conformément à la demande de M. l'Inspecteur ecclésiastique de Paris?

M. le Président ne le pense pas. La tâche est difficile et sans urgence réelle. Dans certaines paroisses, l'Agende est déjà mise en pratique; elle s'introduit ainsi peu à peu, en attendant la Liturgie définitive qui y sera adaptée. Le Consistoire supérieur peut donc, sans inconvénient, et comme il a été convenu dans la dernière séance, attendre de la Commission de Liturgie cette désignation partielle si elle devenait nécessaire.

Appuyé.

Le Secrétaire général donne lecture du projet de Règlement sur les formalités à suivre par tout pasteur de la Confession d'Augsbourg en France pour céder temporairement sa chaire, rédigé dans le sens des modifications adoptées dans la dernière séance.

Après l'examen successif des divers articles de ce règlement, l'Assemblée adopte l'ensemble du projet dans la teneur suivante :

ARTICLE 1^{er}. Les pasteurs de l'Église de la Confession d'Augsbourg ~~en France~~ pourront céder, accidentellement, leur chaire à des pasteurs ou à des candidats consacrés de l'Église réformée de France, et à des élèves en théologie de cette même Église, pourvus de l'autorisation de prêcher.

ART. 2. Lorsque des pasteurs de l'une ou de l'autre des deux Églises se présenteront dans des paroisses de la Confession d'Augsbourg pour prêcher en faveur d'œuvres religieuses, la chaire ne pourra leur être cédée que sur une autorisation écrite ^{de la Commission des pasteurs de la} du Consistoire. La même autorisation sera nécessaire à tout pasteur de la Confession d'Augsbourg qui voudra lui-même recommander dans sa chaire telle ou telle de ces œuvres.

ART. 3. Les pasteurs et les candidats au saint ministère, non français, pourront être admis à prêcher dans les églises de la Confession d'Augsbourg avec l'autorisation du Président du Consistoire, qui en donnera avis à l'Inspecteur ecclésiastique de la circonscription.

Les mêmes formes d'autorisation seront nécessaires pour les candidats au saint ministère étrangers, qui seraient appelés par les pasteurs de notre Église pour les assister dans l'administration de la Sainte-Cène.

ART. 4. La chaire ne pourra être accordée à des ecclésiastiques appartenant à des congrégations séparées des Églises protestantes légalement reconnues et constituées.

ART. 5. Les missionnaires pourront être admis à faire dans les Églises de la Confession d'Augsbourg des rapports ou des allocutions. Ils devront être autorisés à cet effet par le Président du Consistoire.

M. ROSSEL, rapporteur de la Commission chargée de se prononcer sur le Rapport d'ensemble du Directoire, s'exprime ainsi :

« Messieurs,

« L'examen attentif du rapport général du Directoire, auquel s'est livrée la Commission que vous avez nommée dans votre première séance, n'a donné lieu qu'à un petit nombre d'observations.

« Nous avons été heureux d'apprendre par ce document que la situation de l'Église que vous représentez, n'a pas cessé d'être satisfaisante, dans le courant de l'année passée; que le nombre des cures officielles s'est augmenté; que les travaux des Inspecteurs ecclésiastiques ont porté des fruits utiles; que des mesures louables ont été introduites dans plusieurs paroisses, et que les affaires disciplinaires... ont été moins nombreuses et moins graves que pendant la plupart des années précédentes.

« Nous nous associons vivement aux regrets exprimés par notre honorable président, de ne plus voir siéger dans cette assemblée, M. Rodolphe Cuvier, qui y était l'un des représentants de l'Inspection de Paris, et nous félicitons le Directoire d'avoir sollicité un décret qui conférerait à M. Cuvier le titre d'Inspecteur ecclésiastique honoraire. C'est avec une satisfaction bien vive, que, dans notre séance du vingt-trois de ce mois, nous avons appris que le gouvernement s'est empressé d'accorder ce titre à notre ancien et respectable collègue. Nous accueillons avec joie la proposition du Directoire de lui donner encore le titre de membre honoraire du Consistoire supérieur.

« Les longs débats qui ont eu lieu dans la session de l'année dernière sur la question de savoir : *quelles modifications pourraient être apportées au règlement du 10 novembre 1852, en ce qui touche les formes de la nomination des pasteurs*, aboutirent, dans la séance du 24 octobre, à une décision, suivant laquelle le Directoire serait tenu, à l'avenir, de consulter, pour cette nomination, les Inspecteurs ecclésiastiques, non seulement sur l'état religieux et moral de la paroisse, mais encore sur le mérite des candidats et sur leur aptitude spéciale à la cure vacante. Vous avez appris, Messieurs, par le rapport général, que cette décision n'a pas été approuvée. Par une dépêche du 28 mars 1857, S. Exc. le Ministre de l'instruction publique et des cultes a déclaré qu'il n'y avait pas nécessité de statuer en ce moment sur la question, et qu'il convenait de continuer pendant quelque temps encore, l'expérience d'un règlement trop nouveau pour qu'on puisse en apprécier

complètement les effets. Si cette déclaration ne résout pas définitivement la question qui nous a occupés si longtemps, elle a, du moins, pour résultat d'ajourner tous débats ultérieurs. En accueillant la déclaration ministérielle avec tout le respect dû aux décisions du gouvernement, nous croirions manquer à nos devoirs, si nous omettions de signaler à votre attention le rapport par lequel le Directoire a transmis au Ministre, à la date du 26 décembre 1856, les procès-verbaux de la session du Consistoire supérieur de cette année, rapport tendant à ce que l'exercice du droit de nomination fut maintenu tel qu'il est établi par les textes combinés du décret du 26 mars 1852 et du règlement du 10 novembre suivant.

« Nous ne saurions vous dissimuler, Messieurs, que ce rapport, contraire à un vote formel du Consistoire supérieur, nous semble constituer un fait, qui, s'il devait être établi comme précédent, porterait un préjudice grave à l'autorité de vos décisions. Que deviendraient, en effet, les votes du Consistoire supérieur, si le Directoire, chargé de les transmettre au gouvernement, pouvait, toutes les fois qu'ils seraient contraires à ses vues, les combattre dans un rapport motivé? Sans vouloir insister davantage sur le fait dont il s'agit, nous croyons devoir vous inviter à vous prémunir contre les conséquences que l'on pourrait être tenté d'en tirer.

« Nous avons appris avec satisfaction qu'il y a lieu d'attendre prochainement les décrets impériaux déclarant établissements d'utilité publique, les caisses de veuves de pasteurs établies à Strasbourg et à Montbéliard; nous prions le Directoire de faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener ce résultat.

« *Gymnase. — Classe de 9^e.* Nous devons nous féliciter de même de l'état prospère de la classe de 9^e du Gymnase. — Dans un moment où elle avait semblé inutile, nous en avons voté la suppression. Sur quelques réclamations, qui annonçaient que cette classe allait s'améliorer et qui la présentaient comme pouvant offrir de grands avantages, vous avez permis qu'elle continuât provisoirement. On vous demande aujourd'hui d'en décider le maintien définitif. Nous nous proposons de statuer conformément à cette demande.

« Ce n'est pas sans regrets que nous avons été informés que le produit de la collecte pour la construction d'édifices religieux est encore resté, l'année dernière, au-dessous de ce qu'il était permis d'en espérer. Le but de cette collecte étant d'une importance qui semble n'être pas encore suffisamment comprise par tous les pasteurs et toutes les paroisses, nous prions le Directoire de continuer à recommander cette œuvre de la manière la plus pressante. Nous nous hâtons cependant d'ajouter, qu'en cherchant par cette collecte à nous procurer les moyens nécessaires de doter nos coreligionnaires, d'édifices religieux, il nous semble bien entendu que nous ne voulons point, pour autant, nous abstenir d'avoir recours à la libéralité du gouvernement. Nous prions dès lors le Direc-

toire de réclamer, partout où il s'agit de construction d'églises, dans des cures officiellement reconnues, les subventions de l'état si généreusement accordées à beaucoup d'œuvres de ce genre.

« Nous avons espéré que le déplorable litige du Consistoire de Bouxwiller avec la Commission de l'hospice serait enfin, grâce à la bienveillante intervention de M. le Préfet du département, terminé par une transaction équitable. C'est avec une douloureuse surprise que nous avons appris qu'une transaction a été, en effet, proposée, mais non approuvée par S. Exc. le Ministre de l'intérieur, et que, depuis, ce litige s'est singulièrement aggravé. Nous nous plaignions du refus de la dite Commission de pourvoir à la réparation des églises dont l'entretien a été, de tout temps, à la charge de l'hospice. Aujourd'hui, elle refuse même de payer les frais d'assurance contre l'incendie, des bâtiments ecclésiastiques dont l'entretien lui incombe. Il y a plus : le budget de l'hospice a été approuvé sans aucun crédit pour traitement de pasteur. En apprenant de pareils faits, on a peine à se rendre compte de leur existence dans un pays où tous les droits sont entourés de tant de garanties, et où toutes les injustices rencontrent une répression si prompte et si ferme. Aux faits que nous venons de signaler, et dont le rapport général nous a donné connaissance, nous croyons devoir répondre par une protestation formelle. Nous protestons, et nous croyons être ici les organes des sentiments qui animent tous les membres de cette assemblée, nous protestons, non plus seulement contre l'emploi illégal de fonds essentiellement protestants, et contre le refus obstiné de l'hospice de pourvoir à la réparation des édifices religieux dont l'entretien est à sa charge, mais nous protestons hautement contre le refus de l'hospice de payer les frais d'assurance contre l'incendie, des mêmes bâtiments, et contre l'établissement du budget de l'hospice sans aucun crédit pour traitement de pasteur.

« En renvoyant le Consistoire de Bouxwiller à se pourvoir au Conseil d'État, S. Exc. le Ministre de l'Intérieur a fait voir qu'il a été complètement induit en erreur sur la nature de ce procès. Nous approuvons le Directoire d'avoir immédiatement, par un rapport détaillé, cherché à présenter la question au Ministre des Cultes sous son véritable point de vue. Nous partageons ses espérances que la haute intervention de S. Excellence mettra enfin un terme aux graves préjudices dont l'hospice prend de plus en plus sur lui la lourde responsabilité. Mais nous n'en pensons pas moins que le Consistoire supérieur ferait bien de seconder les efforts du Directoire par une députation de quatre membres chargés d'éclairer M. le Ministre sur l'origine et le véritable caractère de ce désastreux débat. Nous avons l'honneur de vous proposer de nommer une Commission dans ce but et nous exprimons le vœu qu'elle soit composée de Messieurs Frédéric Cuvier, conseiller d'État, Schiellain, Jung et Rau, assistés de M. le Président du Directoire. . . .

« Nous n'avons aucune observation à présenter sur les dix nominations de pasteurs qui

se sont faites dans le courant de l'année passée. Ces nominations n'ont donné lieu, de la part des paroisses qu'elles concernaient, à aucune objection ni réclamation, et nous n'avons qu'à applaudir à la sagesse avec laquelle le Directoire y a procédé. Espérons qu'à l'avenir, les nominations émanées du Directoire seront dirigées dans le même esprit et accueillies avec une égale faveur.

«Nous partageons pleinement la satisfaction que le Directoire exprime au sujet de la création, accordée dans le courant de l'année dernière, de la cure de Sarreguemines, de celle de Saverne, et de celle de Guelma, en Algérie, ainsi que des décrets qui autorisent la cure de Schlestadt à acquérir l'immeuble qui lui sert d'oratoire, la même cure et le Consistoire de Bischwiller à faire l'acquisition des terrains sur lesquels doivent être construits plus tard des temples. Ces décrets sont une nouvelle preuve de la sollicitude avec laquelle le gouvernement s'empresse de donner satisfaction aux besoins religieux des communautés de notre culte. Nous croyons être les interprètes de vos sentiments en exprimant au gouvernement notre profonde gratitude.

«Nous déplorons que les rapports du Directoire avec le Consistoire d'Alger n'aient pas encore été réglés d'une manière qui sauvegarde à la fois les intérêts des églises de l'Algérie et les droits des autorités de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg en France. Nous approuvons les nouveaux efforts que le Directoire a faits, pour arriver à ce résultat si désirable.

«Les détails contenus dans le rapport général sur les legs faits, dans l'intervalle qui sépare la session actuelle du Consistoire supérieur de celle de l'année dernière, laissent penser que l'attachement de beaucoup de nos frères à leur église, loin de s'être refroidi, a, au contraire, atteint un plus haut degré de vivacité. Nous saluons avec bonheur ces généreuses sympathies, en exprimant en même temps au gouvernement notre vive gratitude, pour l'empressement qu'il a mis à autoriser l'acceptation de ces différents legs.

«Nous témoignons une reconnaissance non moins profonde pour les subventions que le gouvernement a accordées à notre Eglise dans le courant de l'année dernière, afin de favoriser la construction ou la réparation d'édifices religieux ou de presbytères. Touchées de ces bienfaits, nos églises imploreront avec d'autant plus d'ardeur le Seigneur, pour qu'il répande ses abondantes bénédictions sur notre Empereur, sur toute la famille impériale et sur toutes les personnes qui concourent au gouvernement de la France.»

L'assemblée passe à l'examen détaillé des divers paragraphes de ce rapport.

Honorariat conféré à M. le pasteur Rodolphe Cusier. Elle vote à l'unanimité l'adoption

des propositions du Directoire tendant à conférer à M. le pasteur Rodolphe Cuvier le titre de membre honoraire du Consistoire supérieur.

Mode de nomination des pasteurs. M. le PRÉSIDENT : «Le Directoire ne peut laisser passer sans observations ce passage de la Commission. Nous ne croyons pas avoir mérité ce qu'elle dit du rapport par lequel nous avons demandé à Son Excellence que le droit du Directoire fût maintenu tel qu'il résulte des termes combinés du décret du 26 mars 1852 et du règlement du 10 novembre suivant.»

«Vous nous rendrez d'abord cette justice, Messieurs, que nous avons agi avec une entière loyauté. Nous vous avons dit, dans notre rapport général, ce que nous avons écrit au Ministre et pourquoi. Nous vous avons soumis le rapport dont nous avons accompagné l'envoi à Son Excellence des procès-verbaux de votre dernière session. Dans ce rapport, nous nous sommes bornés à reproduire, sans y rien ajouter, les arguments que, dans quatre sessions successives, nous avons fait valoir contre toute modification au règlement du 10 novembre 1852, en ce qui concerne la nomination des pasteurs. Dès 1853 nous avions été consultés par le Ministre sur la question. Nous avons donné notre avis; toutes les pièces ont été versées au dossier; elles prouveront, aussi bien que les procès-verbaux de nos sessions, que le rapport contre lequel s'élève la Commission ne constituait pas un nouveau fait de notre part.»

M. ROSSEL : «La Commission ne met nullement en doute la loyauté du Directoire; elle s'est exprimée à cet égard dans son rapport même. Mais elle est d'avis que l'envoi des procès-verbaux aurait suffi pour éclairer le Ministre. En y joignant des observations tendant à faire annuler les décisions de l'Assemblée, le Directoire semblait se mettre avec cette dernière sur un pied d'hostilité. La Commission s'en est émue et a dû consigner dans son rapport l'expression de son étonnement et de son inquiétude.»

M. le PRÉSIDENT : «Je suis surpris de cette interprétation donnée à un fait qui n'avait rien de nouveau, rien que de très naturel et rien d'offensant pour l'Assemblée.»

«Quel est ce fait dans toute sa simplicité?»

«Une discussion sur une question de la plus haute gravité s'engage ici et se prolonge pendant plusieurs sessions. Dans ce débat, le Directoire demande constamment, avec une partie de l'Assemblée, la solution qui lui paraît la plus conforme à l'intérêt de l'Église. Plus tard, les propositions de la Commission et de quelques membres du Consistoire supérieur s'aggravent au point de présenter, aux yeux du Directoire, un véritable danger pour l'ordre ecclésiastique. La question mise au vote, donne lieu, dans une première épreuve, à un partage égal des voix; enfin, une faible majorité se prononce pour l'opinion contraire à celle du Directoire.

«Dans ces circonstances, nous aurions cru manquer à notre devoir envers le Gouvernement, si nous avions négligé de l'éclairer sur toute la portée de la question qui lui était soumise.

«Ce devoir nous aurions à le remplir toutes les fois que nous croirions qu'une décision,

qu'un vœu du Consistoire supérieur n'est réellement pas formulé dans l'intérêt de l'Église.

« Vous venez de décider, par exemple, que le Ministre serait prié de faire décréter le renouvellement périodique des membres du Consistoire supérieur qui sont à l'élection des assemblées d'Inspection. Le Directoire, dans le cours de la discussion, s'est rangé à ce vœu. Mais, s'il eut trouvé que ce renouvellement présentât des dangers, qu'il ne fût pas une bonne mesure, croit-on que nous n'ayons pas eu le droit de présenter au Ministre nos observations contraires? Je répète que c'eût été pour nous un devoir et nous l'eussions accompli; sauf au Ministre à décider entre les motifs donnés par l'Assemblée et les nôtres, comme il l'a fait dans la question du mode de nomination des pasteurs.

« Il n'y a donc eu dans notre démarche aucune intention hostile au Consistoire supérieur, et nous protestons contre toute interprétation qui induirait de ce fait, le seul de ce genre, au surplus, qui ait eu lieu depuis cinq ans, un système d'opposition contre les décisions de l'Assemblée. »

M. DRION : « Il eût suffi d'envoyer purement et simplement les procès-verbaux au Ministre. Par le rapport spécial qu'y a joint le Directoire, il se trouve que la minorité a plaidé sa cause en l'absence, pour ainsi dire, de la majorité; ce fait est grave. Il a été répondu que les arguments exposés dans le rapport n'étaient que la reproduction des opinions émises devant l'Assemblée; mais ces arguments se trouvaient présentés à nouveau et avec plus de force; dès lors la partie n'était plus égale, et le Ministre devait donner raison au Directoire. »

« **M. RAU :** Les procès-verbaux des sessions du Consistoire supérieur doivent toujours être envoyés au Ministre avec un rapport par lequel le Président exprime son opinion sur les votes émis par l'Assemblée. Tout le Directoire a pris sa part de responsabilité du rapport qui est en discussion. Je m'étais séparé de mes collègues en votant pour la consultation obligatoire des Inspecteurs; mais lorsqu'il fut question de faire intervenir les paroisses dans cette consultation, je me suis élevé contre cette proposition, que je regardais comme dangereuse, et je me suis associé à un rapport destiné à en signaler au Ministre les graves inconvénients. »

M. COELMANN : « Je ne peux pas accepter la situation que l'on veut faire au Consistoire supérieur. Les droits les plus saints de cette Assemblée sont engagés dans le débat.

« Le Conseil suprême de l'Église avait décidé, dans deux sessions consécutives et après un mûr examen, que les Inspecteurs, fonctionnaires nommés par le Gouvernement, ecclésiastiques capables et seuls compétents, fussent consultés sur le choix des pasteurs. Et il se trouve que de simples mandataires de cette Assemblée, des personnes qui n'ont qu'une sorte d'interrègne, dénoncent au Gouvernement les votes du Consistoire supérieur et sollicitent des décisions contraires à ses arrêts suprêmes!

« L'Assemblée ne saurait, sans abdiquer, se maintenir dans une situation pareille. Il ne lui reste qu'à plaider à son tour auprès du Ministre. Je propose en conséquence d'envoyer à Son

Excellence une députation qui sera chargée de répondre aux arguments du Directoire et de demander le rétablissement de la décision qu'il a fait annuler.»

M. le PRÉSIDENT : «Selon l'honorable préopinant, le Consistoire supérieur se serait borné à demander que le Directoire fût tenu de consulter l'Inspecteur ecclésiastique pour chaque nomination de pasteur à faire. Vous savez bien, Messieurs, que, réduite à ces proportions, la proposition avait été acceptée par nous; mais on y a joint, sinon par vote, du moins implicitement et par les déclarations versées dans la discussion, le droit de l'Inspecteur de consulter, et le Consistoire, et la paroisse, et notamment de s'assurer si cette dernière agréerait le pasteur que le Directoire était dans l'intention de lui donner. Dès lors, la proposition devenait, selon nous, dangereuse, inadmissible. Combattue vainement par nous dans tout le cours de la discussion, il était de notre droit et de notre devoir de la combattre encore jusque devant le Ministre qui avait à l'apprécier.

«Selon l'honorable préopinant encore, nous serions, nous membres du Directoire, les simples mandataires du Consistoire supérieur. Il y a ici erreur. Le Consistoire supérieur a, il est vrai, deux délégués dans le Directoire; mais les trois autres membres en sont à la nomination du Gouvernement. Si le Directoire a des devoirs et une grave responsabilité vis-à-vis de l'Église, il les a, de même, vis-à-vis du Gouvernement, qui l'a investi de sa confiance et qui voit en lui un pouvoir constitué.

«Sous ces doubles devoirs, sous cette double responsabilité est placé surtout le Président. Consultés par le Ministre comme nous le sommes fréquemment, nous avons à lui répondre en toute franchise, et nous devons d'office l'éclairer sur une mesure qui ne nous paraît pas utile. Il n'est pas dit pour cela qu'il nous donne toujours raison.

«Nous avons plaidé contre le Consistoire supérieur, a-t-on dit, il n'a point été entendu, il faut qu'il réponde, il faut qu'il plaide à son tour, et l'on vous propose d'envoyer une députation au Ministre. Loin de nous la pensée de plaider; nous répétons encore que nous n'avons fait que résumer des arguments que l'Assemblée connaissait tous. D'ailleurs, si procès il y a, il n'est point perdu pour votre majorité, puisque le Ministre n'a statué que pour le moment et sous toute réserve d'avenir.

«Quant à lui envoyer une députation, prenez garde, Messieurs. Le Consistoire supérieur n'a pas été unanime dans le vote que l'on cherche à faire prévaloir sur la décision ministérielle. C'est à une voix de majorité seulement que l'opportunité de changer le mode actuel de nomination des pasteurs a été reconnue. C'est à trois voix de majorité seulement qu'il a été décidé que le Directoire serait tenu de consulter les Inspecteurs ecclésiastiques. Il résulte de là que, sur ces questions, l'Assemblée s'est trouvée divisée en deux parties à peu près égales. Ce serait donc deux députations qu'il faudrait envoyer et non pas une seulement; l'une, pour demander que le vote de la faible majorité ait tout son effet, l'autre pour demander que le Ministre persiste dans l'opinion qu'il a adoptée, celle de la forte minorité.

«En terminant, Messieurs, je vous demande, au nom de la paix et de la bonne harmo-

nie qui doivent unir les deux premiers Corps de l'Église, de laisser tomber cet incident, à moins que la Commission ne juge nécessaire d'insister.»

M. le RAPPORTEUR : « Elle n'a rien à ajouter. »

M. le PRÉSIDENT : « L'incident est donc écarté. »

L'Assemblée continue la discussion du rapport.

Classe de 9^e du Gymnase. L'assemblée en décide le maintien définitif.

Collecte pour construction d'édifices religieux. M. le PRÉSIDENT : « Malgré tous les efforts réunis du Consistoire supérieur et du Directoire, cette collecte ne produit pas encore les fruits qu'on en devait attendre. Ainsi, peu de paroisses se sont conformées à la circulaire du 16 août 1856, qui affecte à l'œuvre le produit de la quête du 1^{er} novembre, jour de la fête de la Réformation. Il en est même qui ont accusé dans leurs comptes un emploi tout autre des dons de ce jour. Nous ne pouvons que déplorer, et vous déplorerez avec nous, Messieurs, cette résistance aux prescriptions de l'autorité supérieure de l'Église. »

Litige de Bouxwiller. Le Consistoire supérieur s'associe, à l'unanimité et avec énergie, à la protestation de la Commission contre le refus de l'hospice de Bouxwiller de remplir les charges séculaires qui lui incombent à l'égard d'un certain nombre de pasteurs, d'églises et de cimetières.

Est aussi adoptée, à l'unanimité, la proposition de la Commission, de nommer une députation chargée d'éclairer le Ministre sur l'origine et le véritable caractère du litige.

L'Assemblée désigne, à cet effet, M. le PRÉSIDENT, MM. FRÉD. CUVIER, RAU, JUNG et SCHIELLEIN. M. RENOÛARD DE BUSSIERRE qui, comme député au Corps législatif sera sans doute à Paris au moment de l'audience, est prié de s'adjoindre à la députation.

Le rapport de la Commission est adopté, sauf la partie qui a donné lieu à l'incident écarté plus haut.

Après une courte suspension de la séance, l'ordre du jour appelle le rapport de la Commission chargée d'examiner la comptabilité des Églises de Montbéliard.

M. JUNG, rapporteur, lit le rapport suivant :

« Avant la révolution de 1789, les églises de l'Inspection de Montbéliard se trouvaient dans une condition spéciale; le Gouvernement allemand, dont ce pays relevait, lui avait appliqué les principes d'administration en usage en Allemagne; la dotation ecclésiastique se composait de quelques grandes agglomérations, dont les revenus, administrés par les agents du Gouvernement, fournissaient les traitements des pasteurs et les autres frais du culte protestant. La Révolution a confondu ces propriétés des églises avec les autres domaines des

Princes de Montbéliard, et leur a appliqué les lois révolutionnaires. Cette spoliation a été générale, car il paraît que dans cette grande désorganisation, personne n'a songé à défendre les intérêts des églises. Depuis, quelques capitaux se sont constitués, mais principalement pour former une dotation en faveur de la charité; en dehors de ces caisses, il n'y a ni biens de fabriques, ni propriétés des cures.

« Ces commencements si chétifs ont été, pour ainsi dire, une œuvre de famille; les fondateurs ignoraient qu'ils créaient des caisses publiques, et ils ne songèrent pas à les soumettre aux règlements qui régissent ces administrations. La discussion soulevée à l'occasion de l'administration de deux legs faits aux pauvres et gérés jusqu'en 1811 par l'église, a fait recourir à l'intervention du Directoire; mais, pour pouvoir prendre la défense de ces administrations, il était nécessaire qu'elles rentrassent d'abord dans le régime des articles organiques.

« Les débats ont duré jusqu'en 1843; le Directoire réclamait les comptes pour les revêtir de son approbation; mais telle était l'habitude des administrations locales, qu'elles ont contesté la légalité de ce contrôle, ou qu'elles ont refusé d'adopter la régularité que l'autorité leur imposait.

« Les causes véritables de ce refus ne sont pas difficiles à trouver; les comptes actuels en fournissent des traces manifestes. Comme nous l'avons fait remarquer, les administrations locales regardaient ces fondations, le produit des quêtes et du sachel, comme une affaire de famille, et les épargnes qu'on pouvait faire. Les dons qu'on recevait étaient confiés à des débiteurs appartenant à la paroisse, à la famille ecclésiastique. Sur ce terrain, la régularité était impossible; les administrateurs paroissiaux ne pouvaient employer contre les paroissiens les moyens offerts par la loi contre un débiteur en retard, ou tombant peu à peu dans l'insolvabilité. C'est cet inconvénient que nous aurons à signaler dans l'analyse des comptes, et que le Directoire, malgré ses instructions et ses prescriptions, n'a pas encore pu faire disparaître. Les placements sur billets, ou promesses, sont encore trop fréquents dans les caisses de cette Inspection, ou plutôt ils ont été considérés comme l'unique moyen de rendre productives les épargnes.

« Cet état de choses ne peut plus durer; il devait cesser du moment où le véritable caractère de ces caisses a été reconnu et fixé. Le contrôle de ces caisses destinées à des services publics est indispensable; et du moment où il a lieu, les règlements qui régissent en France ces administrations, doivent être suivis, et les placements qui n'offrent pas de sécurité, pros crits. La responsabilité des administrateurs est engagée et l'autorité supérieure doit sauvegarder celle des corps administratifs que la loi lui soumet. Il n'y pas à hésiter; il faut renoncer à ces anciennes habitudes, quel que soit le motif qu'on alléguerait pour les excuser.

L'examen auquel s'est livré votre Commission porte, pour chaque Consistoire de l'Inspection, sur les derniers comptes soumis par lui au Directoire.

I. CONSISTOIRE DE MONTBÉLIARD (1856).

«Le *Consistoire de Montbéliard* se compose de sept paroisses. Le dossier ne contient que les comptes de fabrique de quatre paroisses et les comptes d'aumônes de dix églises-mères et annexes.

«Cet état paraît très irrégulier. En supposant l'entretien des églises et des presbytères à la charge de la commune civile, il y a encore les frais de culte, ceux de communion, et, pour le service de fonctionnaires subalternes, des indemnités qui, dans la règle, font l'objet d'une somme que vote le Conseil municipal par abonnement, et qui est versée entre les mains de l'administration de l'église ou du pasteur, comme cela a lieu dans toutes les communes en France. Dans aucune comptabilité communale on ne verra figurer des détails de frais de communion ou autres. Il est de l'attribution des administrations ecclésiastiques de régler ces détails, et le Consistoire supérieur doit insister auprès du Directoire pour qu'il impose l'accomplissement de ce devoir aux conseils administratifs des églises qui l'ont négligé jusqu'à présent. La Commission croit devoir faire la même observation à l'égard des comptes d'aumônes, pour les églises qui n'en ont pas encore présenté. Pour que cette répartition du produit des collectes faites dans les réunions des fidèles conserve son caractère ecclésiastique, il est indispensable qu'elle soit attribuée à la gestion des conseils ecclésiastiques et soumise au contrôle de l'autorité supérieure de notre Église.

«Les quatre comptes sont :

A. *Fabriques.*

«1. Église allemande.	«Dans la ville de Montbéliard. La dépense pour le traitement du chantre et du sacristain	120 ^f — ^s
	«et les frais de la S ^e -Cène	2 15
	«Total . . .	122 15
	«sont, d'après le compte, supportés par la caisse municipale.	
«2. Église de St Georges.	«Le conseil municipal a voté	402 ^f 10 ^s
	«Les traitements des employés, les dépenses pour la S ^e -Cène et les frais d'entretien de l'église et autres, montant à . .	427 35
	«ont laissé un passif de	25 25
	«qui a été couvert par un excédant des exercices précédents.	
	«Parmi ces dépenses nous avons rencontré la somme de 25 francs, intérêts d'un capital de 500 fr. que cette fabrique a emprunté de la <i>caisse ecclésiastique</i> , caisse qui ne figure dans aucun des comptes de l'Inspection.	
«3. Église de St-Martin.	«La caisse municipale donne	648 ^f 05 ^s
	«A reporter . . .	648 05

	Report . . .	648 ¹ 05 ²
« Les dépenses pour traitements d'employés, frais de la S ^{te} -Cène, entretien de l'église etc. sont de		660 95
« Il reste un passif de		<u>12 90</u>
« qui est soldé par un excédant de l'exercice précédent.		
« Cet excédant n'étant que de 18 fr. 48 c., il a été impossible de payer les intérêts d'un capital de 600 fr. dû à la <i>caisse</i>		
« 4. Église de S ^{te} -Susanne. <i>ecclesiastique</i> .		
« Cette église possède un revenu en fermages et intérêts de		75 ¹ 37 ²
« Elle paie pour entretien et assurance de bâtiments, frais de communion, contributions, et administration		73 31
« Il reste un actif de		<u>2 06</u>
« Dans ce compte, nous n'avons pas trouvé de traitement du sacristain ; la commission a été frappée de voir émarquer pour frais d'administration de la gestion d'un revenu de 75 fr. la somme de 14 fr. 75 c.		
« B. <i>Comptes d'aumônes</i> .		
« Des trois églises de Montbéliard, et de celles d'Allondans, Bethoncourt, Dung, Sochaux, S ^{te} -Susanne et Vieux-Charmont.		
« Le total de la recette, en intérêts de capitaux et en collectes, monte à		1360 ¹ 35 ²
« Dont il a été distribué aux pauvres		913 84
« II. CONSISTOIRE D'AUDINCOURT (1835).		
A. <i>Fabriques</i> .		
« Le Consistoire d'Audincourt ne compte qu'une seule église possédant une fabrique. Elle a une propriété de 28 ares qui rapportent un fermage de		13 ¹ — ²
auquel s'ajoutent les intérêts de la caisse d'épargne.		1 35
« Total		<u>14 35</u>
« Les dépenses pour la S ^{te} -Cène, et autres, sont de		7 66
« Il reste un actif de		<u>6 69</u>

B. *Aumônes*.

« Quatorze églises ont des comptes d'aumônes. Les recettes se composent des collectes et d'intérêts de capitaux. Ces derniers qui, pour les 14 églises, forment un total de 18464 fr. 17 cent. sont concentrés sous la gestion d'un receveur consistorial. Il verse chaque année une somme à peu près égale aux intérêts entre les mains des receveurs des différentes églises, lesquels l'ajoutent aux montants des collectes et les distribuent en secours. Si, dans

son ensemble et dans sa forme, le compte du receveur consistorial présente une grande régularité, il laisse beaucoup à désirer dans les détails. Aussi devons-nous signaler les efforts du Directoire pour les régulariser; ces efforts sont constatés par les nombreuses observations et par une correspondance compliquée de l'autorité supérieure avec le Consistoire.

«Un inconvénient plus grave existe dans le morcellement de ces capitaux et dans leur placement sur de simples billets ou promesses. Par exemple, la caisse de l'église d'Etupes a placé 2400 fr. sur 17 particuliers de la commune; 1400 fr. de Dambenois sont morcelés entre 11 débiteurs. Il en résulte de grandes difficultés pour le recouvrement des intérêts, qui présentent des arrérages extraordinaires :

«Abbévillers a, sur un revenu de	92 ^f — ^e	arrérages	124 ^f — ^e
«Allanjoie	14 40	»	14 40
«Dambenois	230 10	»	130 10
«Etupes	466 66	»	298 70
«Exincourt	54 15	»	54 15

«Les seuls placements en rentes sur l'État, dans les caisses d'épargne, ou sur obligations, ont donné des recettes régulières.

«III. CONSISTOIRE DE BLAMONT (1855).

«Les églises qui composent ce Consistoire n'ont pas de fabriques; 13 d'entre elles ont fourni des comptes d'aumônes.

«Le total des recettes, provenant en grande majorité des quêtes, est de . . . 825^f 34^e

«Les dépenses pour aumônes de 679 06

«Parmi ces dépenses, nous n'avons rencontré que la chétive somme de 5 fr. pour alimenter une bibliothèque paroissiale, celle de Blâmont. C'est la seule dépense de cette nature dans toute l'étendue de l'Inspection. Les faibles recettes, dont peuvent disposer la plupart de ces églises, n'ont pas permis des dépenses considérables en aumônes.

«Il faut en excepter Blâmont qui a affecté à ce service 87^f 85^e

«Montécheroux 108 25

«Pont-de-Roide 144 07

«et Seloncourt 167 70

«A côté de ces actes de bienfaisance nous avons le regret de signaler le désordre inconcevable qu'on remarque dans l'administration de la caisse des aumônes de l'église de Montécheroux, desservie depuis 1845 par M. le pasteur Paur, qui n'est point parvenu à établir la régularité prescrite avec tant d'insistance par le Président du Consistoire, par l'Inspecteur ecclésiastique et par le Directoire. Le Consistoire supérieur doit se joindre à ces autorités en appuyant leur intervention, afin d'obtenir de la loyauté des administrateurs du bien des pauvres, l'exécution des mesures prescrites.

«Enfin, nous devons encore signaler un exemple qui prouve les conséquences fatales du

système de prêter sur billets. La caisse de l'église de Dasle, qui doit toucher par an, sur des prêts de cette nature, environ 50 fr. d'intérêts, nous présente en 1855, 140 fr. d'ar-rérages, à peu près trois fois le revenu annuel. Aussi trouvons-nous dans le compte, qu'un débiteur dont l'intérêt annuel est de 3 fr. 50 cent. pour un capital de 70 fr. doit 20 fr. 50 cent.; un autre capital de 300 fr. à 15 fr. par an, présente un arriéré de 90 fr.

«IV. CONSISTOIRE D'HÉRICOURT (1853).

«De neuf paroisses qui constituent ce Consistoire, deux seulement fournissent des comp-tes de fabrique; les autres n'ont pas de revenus de cette catégorie. Les comptes des fa-briques et des aumônes, communiqués à la Commission sont ceux de l'exercice de 1853. On nous apprend que les comptes des exercices suivants ne sont arrivés que le 21 octo-bre courant.

«A. Fabriques.

«Les fabriques appartiennent à Héricourt et à Chenebier. La première reçoit 200 fr. de la caisse municipale et prend sur la caisse d'aumônes 65 fr. pour faire face

«aux traitements des employés de l'église	250 ^f — ^c
«et aux frais de communion	15 —
Total . . .	<u>265 —</u>

«qui absorbent le revenu.

«La fabrique de Chenebier touche de la caisse municipale	210 —
«et en intérêts de 152 fr. placés à la caisse d'épargne.	6 —
Total . . .	<u>216 —</u>

«Un capital de 590 fr. n'a pas donné d'intérêts.

«Avec ce revenu la fabrique a payé à ses employés	115 ^f — ^c
«et pour entretien des bâtiments, pour assurance et frais de culte	149 05
Ensemble	<u>264 05</u>

«de manière que le compte présente un passif de 48 05

«Il n'est pas dit par quels moyens on le couvrira.

«B. Aumônes.

«Quinze églises-mères ou annexes ont des comptes d'aumônes, qui ont reçu, en intérêts et quêtes	1195 ^f 35 ^c
«et qui ont dépensé	<u>1220 27</u>

« Cette somme a été entièrement consacrée à sa destination; quatre églises seulement ont pris sur ce revenu les frais de communion. Nous ignorons comment les autres ont fait face aux frais de culte.

« Dans le montant de la recette figurent des dons extraordinaires qu'a reçus l'église d'Héricourt (645 fr.). L'administration a placé ces dons et a augmenté son capital. Malheureusement la Commission doit encore signaler le mode de placement sur billets; tous les capitaux sont placés d'après ce système défectueux, à l'exception de petites sommes déposées dans les caisses d'épargne et de quelques rentes sur l'État. Les effets sont partout les mêmes; l'église d'Héricourt, qui aurait dû toucher environ 304 fr. d'intérêts pour des sommes prêtées sur billets, a un arriéré de 174 fr. 50 cent., par conséquent presque 2/3 de la recette. La caisse de Bussurel a cinq billets pour un capital de 400 fr., celle de Couthenans, pour 290 fr., quatre billets; la caisse de Luze a transformé son capital de 180 fr. en trois billets, de 100, 50 et 30 fr.; enfin, les 90 fr. de la caisse de Chagey sont prêtés à deux débiteurs, qui n'ont pas pu payer les 4 fr. 50 cent. d'intérêts.

« Tout cela a lieu malgré les prescriptions réitérées du Directoire dont nous constatons les efforts pour faire disparaître cette irrégularité, ainsi que d'autres qui dénaturent cette comptabilité.

« V. CONSISTOIRE DE S^T-JULIEN.

« Aucune des neuf paroisses de ce Consistoire n'a de compte de fabrique; le dossier n'offre point d'indications sur les moyens de régler les frais de culte et les autres dépenses.

« Sur douze comptes d'aumônes, il manque celui de l'église de Beutal. Elle n'a fourni que son compte de 1853. Le dernier compte de la paroisse de Désandans remonte à l'exercice de 1849. On nous a dit que les comptes suivants ne sont arrivés que le 23 de ce mois. Les dix églises qui restent, présentent une recette de 535⁵ 46^c
et une dépense, faite presque exclusivement en faveur d'indigents, de. 491 16

« Plusieurs de ces comptabilités font encore ressortir les inconvénients signalés dans l'analyse de celles des autres Consistoires de l'Inspection : les placements fractionnés et sur billets, avec des arrérages d'intérêts, hors de toute proportion.

« La caisse de Champey a dissimulé son capital de 1000 fr. en 16 créances sur billets et présente 84 fr. 40 cent. d'arrérages; celle d'Aibre, annexe de Désandans, a 31 billets pour un capital de 4141 fr., et, sur un revenu d'environ 200 fr., 389 fr. d'arrérages. L'administration avait, dans l'exercice précédent, déclaré comme non-valeurs trois billets montant à 250 fr. avec 195 fr. d'intérêts arriérés!

« Nous terminons par le vœu que l'autorité supérieure ne se lasse pas et continue à

remplir sa tâche aussi importante que difficile avec la sollicitude et l'énergie qu'elle a déployées depuis l'époque où elle est parvenue à soumettre ces comptabilités à son contrôle. On pourrait indiquer comme un résultat heureux déjà obtenu, les dépôts faits assez généralement dans les caisses d'épargne, qui ont reçu les économies et les capitaux rentrés dans les dernières années.

L'ensemble de ce rapport est adopté.

Le Consistoire supérieur décide, après discussion, que les comptes sur lesquels la Commission vient de s'exprimer seront insérés au procès-verbal et imprimés au Recueil officiel.

M. JUNG, au nom de l'ancienne Commission chargée de proposer un règlement d'administration des biens curiaux, donne lecture du rapport suivant sur les demandes formées par les Conseils presbytéraux de Lorentzen, de Büttén, de Wolskirchen et de Herbitzheim, à l'effet d'obtenir, en faveur des pasteurs de ces paroisses, l'autorisation d'exploiter en personne la totalité des biens de la cure, demandes dont le Directoire, à raison de la grave exception qu'elles constituent au règlement du 22 octobre 1855, a laissé la solution au Consistoire supérieur :

« Soixante pasteurs, appuyés de délibérations de leurs Consistoires et de leurs Conseils presbytéraux, ont demandé l'autorisation de cultiver le bien curial attaché à leurs paroisses respectives, et le Directoire a concédé cette autorisation à 56 de ces pasteurs, dont le bien ne dépasse pas la limite posée par le règlement arrêté par le Consistoire supérieur.

« Trois autres, ceux de Büttén, de Lorentzen et de Wolskirchen, qui cultivent actuellement des biens dont la contenance dépasse cette limite, ont été autorisés par le Directoire à continuer cette culture, sauf à soumettre cette exception à la sanction du Consistoire supérieur.

« La demande d'un quatrième pasteur, celui de Herbitzheim, a paru plus grave au Directoire, parce que le bien curial se compose de 3 hect. 52 ares de terre et de 1 hect. 22 ares de prés; le Directoire, Messieurs, vous a réservé la discussion de cette demande.

« La Commission,

« Prenant en considération la position particulière de ces quatre paroisses et les difficultés que pourrait rencontrer la location du bien curial, à cause des effets produits par une série d'années de souffrances pour l'agriculture;

« Considérant les habitudes qui, depuis de longues années, ont prévalu dans ces quatre paroisses;

« Considérant que la moitié des biens curiaux en question se compose de prés;

« Vous propose, Messieurs, d'approuver la décision prise par le Directoire, quant aux pasteurs de Büttén, de Lorentzen et de Wolskirchen, et de l'autoriser à comprendre dans la même disposition, le pasteur de Herbitzheim, mais sous les conditions suivantes :

«1° L'autorisation de cultiver est accordée aux quatre pasteurs en question, exceptionnellement, à titre provisoire et sous la condition de remplir les formalités fixées par le Consistoire supérieur dans son règlement du 22 octobre 1855. L'autorisation cessera dès que les circonstances permettront la location utile des biens curiaux.

«2° Les pasteurs n'auront pas de train de labourage.

«3° Ils vendront autant qu'ils pourront les herbes sur pied.

L'assemblée adopte les conclusions de la Commission.

L'ordre du jour de la session étant épuisé, M. le PRÉSIDENT invite ceux des membres du Consistoire supérieur qui auraient à proposer des questions qui leur paraîtraient de nature à être portées à l'ordre du jour de la session prochaine, à les formuler.

Sont prises en considération :

1° La proposition de M. DRON : *Examiner les moyens d'assurer une pension de retraite aux pasteurs émérités.*

2° La proposition de M. l'Inspecteur BRUCH : *Examiner quelle doit être la conduite du pasteur de l'Église de la Confession d'Augsbourg, appelé à bénir un mariage mixte.*

S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes sera prié de vouloir bien comprendre ces deux questions dans l'ordre du jour de la session de 1858.

Sur l'invitation de M. le PRÉSIDENT, M. l'Inspecteur BRUCH prononce la prière de clôture.

Après cette prière, M. le PRÉSIDENT déclare la session terminée.

ERRATUM.

Page 162, dernier alinéa :

M. Renoüard de Bussierre se prononce pour le renouvellement périodique des membres qui sont à la nomination du Directoire. . . .

Lisez : des membres du Directoire qui sont à la nomination du Consistoire supérieur.

NOMINATION D'UN AUMONIER DE LA MAISON CENTRALE DE DÉTENTION A HAGUENAU.

Par arrêté de Son Exc. M. le Ministre de l'intérieur et de la sûreté générale, en date du 10 mai 1858, et sur la proposition du Directoire, faite conformément à l'article 11 du décret du 26 mars 1858, M. *Nied*, Émile, a été nommé aumônier protestant de la maison centrale de détention à Haguenau, en remplacement de M. Schæffer, nommé pasteur à Colmar.

CONFIRMATION DE NOMINATIONS DE PASTEURS.

BALLBRONN.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 19 mai 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 27 avril précédent, portant nomination de M. *Rohr*, Jean-Godefroi, bachelier en théologie, ancien Secrétaire-général du Directoire, à la cure de Ballbronn, Consistoire de Wasselonne, en remplacement de M. Beck, démissionnaire.

PLOBSHEIM.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 22 mai 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 30 mars précédent, portant nomination de M. *Lechten*, Auguste-Émile, pasteur à Forstwihr, à la cure de Plobsheim, Consistoire de Gerstheim, Inspection de S'-Thomas, en remplacement de M. Lechten père, décédé.

STOSSWIHR.

Un décret de S. M. l'Empereur, en date du 22 mai 1858, a confirmé l'arrêté du Directoire du 4 du même mois, portant nomination de M. *Kayser*, Auguste, licencié en théologie, à la cure de Stosswihr, Consistoire de Münster, Inspection de Colmar, cure nouvellement créée par décret impérial du 22 février 1858.

AUTORISATION DE MONTER EN CHAIRE.

Par arrêté du Directoire, en date du 4 mai 1858, M. *Schmutz*, Émile, d'Obernheim, élève du Séminaire de la Confession d'Augsbourg, a été autorisé à monter en chaire.

PÉRICOPES.

Le Directoire, en séance du 4 mai 1858, a fixé de la manière suivante le cycle des péricopes de la S^{te}-Bible qui devront être soumises à la méditation des fidèles, pendant six années ecclésiastiques, à partir du 1^{er} advent prochain, c'est-à-dire, depuis le 28 novembre 1858, jusqu'à la fin de novembre 1864 :

1^o) Pour les trois années ecclésiastiques 1858-1859, 1859-1860, 1860-1861, les trois séries de péricopes qui ont servi pour la première fois pendant les années 1841, 1842 et 1843 et qui sont consignées au Rec. offic. T. I. p. 100.

2^o) Pour l'année ecclésiastique 1861-1862 les péricopes primitives.

3^o) Pour l'année ecclésiastique 1862-1863 les nouvelles péricopes prescrites pour l'année ecclésiastique 1850-1851 et consignées au Rec. offic. T. VII. p. 159.

4^o) Pour l'année ecclésiastique 1863-1864 MM. les pasteurs reprendront de nouveau les péricopes primitives.

Le Directoire, en prescrivant pour un nouveau cycle de six années, les péricopes qui ont servi pendant le cycle qui va s'écouler, a pensé que, par cet agencement, tout en fixant de nouveau l'attention sur des passages des saintes Ecritures choisis avec soin, il donnerait aussi satisfaction aux vœux des fidèles, auxquels nos péricopes primitives demeurent toujours chères, et qui seront ainsi à même de les entendre à des époques rapprochées.

Strasbourg, le 11 mai 1858.

SUBVENTIONS DE L'ÉTAT.

SIEWILLER.

Par décision en date du 11 mai 1858, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a accordé, sur les fonds de l'exercice de 1858, une somme de 2000 fr. pour aider au paiement des travaux à exécuter pour réparer et approprier au culte protestant, l'ancienne église mixte de Siewiller, annexe de la paroisse de Drulingen, Consistoire du même nom, Inspection de La Petite-Pierre.

NEUVILLERS.

Par décision en date du 15 mai 1858, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a accordé, sur les fonds de l'exercice 1858, un secours de 6000 fr. pour aider au paiement des frais de reconstruction de l'église protestante de Neuvillers (Vosges), Consistoire de Rothau, Inspection de St-Thomas.

Par décision en date du 8 juin 1858, Son Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a accordé un secours de 14,000 fr. imputable sur deux exercices, pour aider au paiement des travaux de construction d'un temple protestant à Glay, Consistoire de Blâmont, Inspection de Montbéliard.

CONSEIL IMPÉRIAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Par décret de S. M. l'Empereur, en date du 25 mai 1858, M. *Théodore Braun*, Président du Consistoire supérieur et du Directoire, a été nommé membre du Conseil Impérial de l'Instruction publique pour l'année 1858.

VACANCE DE CURE.

BEBLENHEIM.

La place de pasteur à Beblenheim, Consistoire de Riquewihr, Inspection de Colmar, est vacante par suite du décès de M. Heyler.

MM. les pasteurs et candidats au saint ministère, qui désireront se présenter pour cette place, sont invités à s'adresser au Président du Directoire, soit par écrit, soit verbalement, avant le 19 juillet prochain.

Strasbourg, le 18 juin 1858.

RECTIFICATION.

M. le pasteur de St-Suzanne a réclamé contre un passage du Rapport de la *Commission des comptabilités* (Procès-verbaux du Consistoire supérieur Rec. offic. T. XIV. p. 194) où il est dit que pour frais d'administration de la gestion d'un revenu de 75 fr. une somme de 14 fr. 75 c. serait émarginée aux comptes de la dite paroisse.

Il ne s'agit pas, en effet, de frais de *gestion*. — Le relevé préparé dans les bureaux du Directoire pour faciliter le travail de la Commission comprenait sous la rubrique générale «frais d'administration», diverses dépenses de bureau et d'impression ainsi que l'abonnement au Recueil officiel des actes du Directoire et du Consistoire supérieur. — La Commission a pu croire que le total du chapitre indiquait les frais de gestion proprement dite, alors qu'en réalité ils sont de 5 fr. seulement.







